

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES n°1 • SESSION ORDINAIRE 2010-2011

Rentrée parlementaire

Comme prévu par le Règlement de la Chambre, la rentrée parlementaire solennelle s'est effectuée le 2^e mardi du mois d'octobre. Les parlementaires ont d'abord observé une minute de

silence en l'honneur de l'ancien député M. Jean-Pierre Koepp, décédé l'été dernier.

Au nom du Grand-Duc, le Premier Ministre a ensuite clôturé la

session 2009-2010 et ouvert la nouvelle session avant que la Chambre ne renouvelle la composition de ses principaux organes (Bureau, commissions et délégations internationales).



Clôture de la session 2009-2010 et ouverture de la session 2010-2011 par le Premier Ministre, M. Jean-Claude Juncker, entouré des membres du Gouvernement.

Dans son discours à l'occasion de la rentrée parlementaire, le Président Laurent Mosar a rappelé que la Chambre se réunit depuis 150 ans dans le bâtiment situé au Marché-aux-Herbes. Le «Palais des Nations» de l'époque, l'actuel Hôtel de la Chambre, fut en effet inauguré le 30 octobre 1860. Un siècle et demi plus tard, les locaux que la Chambre occupe dans plusieurs bâtiments du centre-ville sont devenus trop exigus. Avant la fin de l'année, l'administration parlementaire compte s'installer dans une demeure située en face de la salle plénière actuelle.

M. Mosar a ensuite énuméré quelques-uns des projets de loi

qu'il a qualifiés de «grands chantiers» des mois à venir: budget des recettes et dépenses pour 2011, mesures anticrise, réforme du système de santé et de celui des pensions, modification de la législation sur l'avortement ou encore sur le divorce.

Le Président s'est montré satisfait du fonctionnement de la nouvelle procédure instaurée depuis le début 2010 pour examiner les dossiers européens soumis à la subsidiarité. Les députés européens sont dorénavant invités à toutes les réunions de commissions lors desquelles leurs homologues nationaux examinent des dossiers européens. Laurent Mosar s'est aussi félicité du fait

que le Gouvernement, le Conseil d'État et la Chambre entendent accélérer la procédure législative, notamment pour pouvoir réagir plus rapidement face à la survenance d'événements internationaux imprévisibles.

À la fin de son discours, le Président Laurent Mosar a plaidé pour une meilleure coexistence de tous les citoyens vivant au Luxembourg, indépendamment de leur âge et de leurs origines. Dans un climat économique moins favorable, il ne faudrait pas perdre de vue que nous devons une grande partie de notre niveau de vie élevé aux étrangers qui œuvrent dans notre pays.

La communauté portugaise au Luxembourg



Des représentants de la communauté portugaise au Luxembourg accueillis à la Chambre.

En tant que «premier citoyen» du pays, le Président de la Chambre souhaite également connaître les préoccupations des femmes et des hommes de nationalité étrangère qui habitent au Grand-Duché. Une quarantaine de représentants de la communauté portugaise au Luxembourg se sont entretenus le 8 octobre avec le Président Laurent Mosar et le député Félix Braz, à la suite d'une visite des locaux du Parlement. En présence de l'ambassadeur du Portugal, M. José Manuel Pessanha Viegas, M. Mosar a tenu à remercier les citoyens d'origine portugaise pour leurs innombrables contributions au développement économique, social, culturel et sportif du Luxembourg.

De plus en plus de citoyens d'origine étrangère, dont de nombreux Portugais, profitent des dispositions de la nouvelle législation sur la nationalité afin d'opter pour la nationalité luxembourgeoise tout en gardant leur passeport d'origine. Le Président a parlé dans ce contexte d'un «pas important vers une meilleure intégration». Il n'a pas raté l'occasion pour lancer un appel à la participation massive aux prochaines élections communales des citoyens européens vivant au Grand-Duché.

L'ambassadeur portugais a, pour sa part, souligné les excellents rapports bilatéraux existant entre le Portugal et le Luxembourg. «Cette entrevue est pour

nous une reconnaissance de l'effort des Portugais à l'essor du Luxembourg», a souligné José Manuel Pessanha Viegas.

Au cours d'un échange de vues animé avec le Président de la Chambre, les membres de la communauté portugaise ont saisi l'occasion pour faire part de leurs soucis vécus au quotidien: l'accès au logement, les difficultés d'intégration rencontrées à l'école, la nouvelle loi sur les allocations familiales, la participation à la vie culturelle, mais également l'apparition de pamphlets à contenu xénophobe. Le mot de la fin est revenu à Laurent Mosar qui a conclu que «l'intégration est un chantier qui demande les efforts quotidiens de toutes et de tous».

Session ordinaire 2009-2010

24^e séance - rectificatif

46^e séance mardi 12 octobre 2010

Session ordinaire 2010-2011

1^{re} séance mardi 12 octobre 2010

2^e séance mercredi 13 octobre 2010

150^e anniversaire du bâtiment de la Chambre



Il y a 150 ans, la Chambre des Députés a enfin pu siéger dans son propre bâtiment, édifié d'après les plans de l'ingénieur Antoine Hartmann. En effet, jusqu'en 1860, l'assemblée parlementaire de l'époque se réunissait dans l'Hôtel de Gouvernement, l'actuel Palais grand-ducal.

La construction du nouveau bâtiment a commencé en 1858, après la démolition des maisons Wirtgen, Baustert, Hernandez et Heynen qui se trouvaient à cet emplacement au cœur de la vieille ville. Par la suite, le bâtiment a été réaménagé et agrandi à plusieurs reprises. Les dernières transformations remontent à 1997. Pendant la durée des travaux, de 1997 à 1999, le Parle-

ment a siégé dans la mairie de la Ville de Luxembourg, place Guillaume. À cette époque, le bâtiment du Marché-aux-Herbes a été agrandi vers l'arrière et complètement réaménagé.

Ces modifications ont notamment permis d'adapter les installations techniques et d'équiper les places des députés par un matériel informatique performant.

Grâce à l'aménagement d'une régie télévisée, la chaîne de télévision parlementaire «Chamber TV» a également pu voir le jour. La première retransmission télévisée d'une séance publique (la présentation du rapport concernant le projet de budget pour 2002) a eu lieu en décembre 2001.

DANS CE NUMÉRO

Discours d'ouverture de session	p. 1
Autorisation des OGM	p. 6
Lutte contre le blanchiment	p. 7
Sommaire des séances publiques	p. 18
Sommaire des questions parlementaires	p. Q1

Laurent Mosar en déplacement au Lycée Josy Barthel



Le Président Laurent Mosar a rencontré différents acteurs du Lycée Josy Barthel.

À l'occasion de la rentrée scolaire 2010-2011, le Président de la Chambre des Députés a choisi le Lycée Josy Barthel à Mamer pour se faire une idée concrète du fonctionnement de l'enseignement secondaire.

Au Lycée Josy Barthel, enseignements secondaire classique et technique cohabitent. À travers plusieurs témoignages des différents acteurs scolaires sur place (élèves, corps enseignant, direction, parents d'élèves), le Président de la Chambre s'est rendu compte que la coexistence des deux régimes se passe sans encombre et contribue à soutenir les élèves dans leurs développe-

ments personnel et professionnel.

Devant un auditoire de quelque 200 jeunes fréquentant le cycle supérieur du lycée, Laurent Mosar a présenté le rôle et les activités de la Chambre des Députés. Le Président a mis un accent particulier sur le nouveau rôle que les parlements nationaux sont appelés à jouer suite à l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne.

Il s'est ensuite prêté au jeu traditionnel de questions-réponses avec son jeune auditoire. M. Mosar a notamment été interpellé au sujet de la crise économique,

du chômage des jeunes, des subsides étatiques en matière d'études universitaires et de la réforme du système de la sécurité sociale. Mais le quotidien d'un président de parlement, son rôle et son élection furent également abordés par les élèves.

En guise de conclusion, Laurent Mosar a encouragé les jeunes gens à prendre eux-mêmes des initiatives et à faire preuve d'esprit d'entreprendre.

Le Lycée Josy Barthel a accueilli ses premiers élèves en septembre 2003. Actuellement 1.200 jeunes fréquentent l'établissement scolaire.

Bourse de Luxembourg

Le rôle international de la Bourse de Luxembourg et ses engagements en matière de transparence des marchés financiers furent évoqués récemment lors d'une rencontre du Président de la Chambre avec les responsables de la Bourse.

Les interlocuteurs ont mis en

lumière les conséquences et opportunités issues des législations nationales et des directives européennes, adoptées comme celle dite UCITS IV (directive sur les OPCVM: organismes de placement collectif en valeurs mobilières) ou en projet. Le Président Laurent Mosar a, dans ce

contexte, précisé quelles sont les différentes procédures mises en œuvre pour la rédaction et l'examen des projets de loi, en droit luxembourgeois et européen. Il a notamment souligné quelques-unes des étapes où la Bourse de Luxembourg pourrait être impliquée.

Port de Mertert: plateforme d'échange trimodal

Le site du port de Mertert constitue la seule plateforme d'échange trimodal du Grand-Duché. Les raccordements par voie fluviale, ferrée et par route contribuent à son insertion appropriée dans les réseaux de transport transeuropéens. C'est ce dont les députés de la Commission du Développement durable ont pu se convaincre en se rendant à la mi-septembre dans les locaux de la Société du Port de Mertert qui l'exploite.

La société, dont le capital se trouve entre les mains de l'État, d'ArcelorMittal, de BGL BNP Paribas et de Dexia, a connu une année 2009 très difficile. La crise économique a fait chuter le trafic global général du port de 1.612.893 à 987.886 tonnes. Les dirigeants se disent cependant optimistes pour 2010. La reprise pointe son nez à l'horizon et le port est parfaitement conçu pour répondre aux besoins du développement de l'économie luxembourgeoise.

De plus, les atouts du transport par voie d'eau sont multiples:

- efficace et économe en énergie;

- peu coûteux (les coûts externes de la navigation intérieure



Des membres de la Commission du Développement durable en visite au port de Mertert.

se chiffrent à 1/7 de ceux du transport routier);

- garantie d'un degré élevé de sécurité, en particulier pour le transport de marchandises dangereuses et pondéreuses.

Les députés ont conclu leur déplacement par une visite des installations des sociétés Luxport S.A. et Tanklux S.A., deux des principaux manutentionnaires du port de Mertert. Luxport offre

une gestion logistique complète pour l'industrie et le commerce ainsi que de nombreuses prestations de service comme par exemple les opérations de soudage ou de découpe pour l'industrie de l'acier. Tanklux, quant à elle, tient le plus grand centre de stockage de produits pétroliers au Luxembourg et envisage d'agrandir son dépôt par six réservoirs supplémentaires d'une capacité de 90.000 m³ au total.

L'IFSB perpétue l'art de la construction

Les métiers de la construction ont le vent en poupe et sont de plus en plus sollicités. C'est ce que les membres de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ont constaté à la mi-octobre en se rendant à l'Institut de formation sectoriel du bâtiment (IFSB), sis dans la zone d'activités «Kralshaff» à Bettembourg.

Créé en 2002 par les entrepreneurs de la construction et du génie civil, l'IFSB offre depuis une véritable culture de la formation et de la sécurité dans le secteur de la construction au Grand-Duché. Que ce soient les métiers de maçon, ferrailleur, coffreur, façadier, grutier et bien d'autres encore, tous s'apprennent et se vivent au quotidien à l'IFSB. Par le biais des meilleures techniques, des plus récents équipements et d'une pédagogie moderne, le Building Training Center de l'IFSB forme aux métiers de la construction en privilégiant un apprentissage proche du chantier.

Tout en ayant à l'œil

- les réalités du terrain,
- les exigences du contrat collectif du bâtiment et

- les nouvelles directives européennes (notamment en matière de construction durable et d'efficacité énergétique),

le staff de l'IFSB propose, pour chaque métier dans le bâtiment, une offre de formations pluridisciplinaires et multi-catégories.



Le métier de maçon s'apprend entre autres à l'IFSB.

Alors qu'en 2002, 23 maçons ont été formés à l'Institut, le centre a déjà vu passer quelque 1.000 ouvriers en 2010 ce qui équivaut à 28.496 heures de formation. Conscient de l'importance grandissante qu'il a prise dans son secteur, l'IFSB multiplie les partenariats et essaie, à travers une collaboration accrue avec le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, d'attirer les jeunes vers les métiers de la construction.

L'initiative semble porter ses fruits: alors que les années précédentes, cinq ou six apprentis de la construction ont pris le chemin du centre de formation, l'IFSB compte depuis le début de l'année 2010 pas moins de 32 d'entre eux.

Remise de la pétition «Si je veux»

Pour une dépenalisation de l'interruption volontaire de grossesse (IVG) et pour le respect du droit à l'autodétermination de la femme: telles sont les revendications du collectif «Si je veux - pour l'autodétermination de la femme».

Le 21 octobre dernier, les représentantes de l'association ont remis au Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, une pétition concernant le projet de loi 6103 portant modification de l'article 353 du Code pénal.

Les 3.253 signataires de la pétition contestent notamment:

- le maintien de la pénalisation de l'interruption volontaire de grossesse,

- le maintien d'indications qui limitent l'accès à l'IVG,

- l'introduction d'une 2^e consultation obligatoire dans un centre agréé

- ainsi que le maintien d'une clause de résidence de trois mois.

Les signataires de la pétition exigent qu'en cas de grossesse non désirée, toute femme, sans discrimination aucune, qui ne veut pas mener à terme cette grossesse:

- ait la garantie légale d'avoir, pendant un temps déterminé, accès à une IVG,

- ait accès à une consultation préalable de qualité si elle le souhaite,

- puisse profiter d'un accompagnement psycho-médical et d'un suivi post-IVG et

- bénéficie d'un remboursement des frais par la Caisse Nationale de Santé.

À la suite de la remise de la pétition par le collectif, M. Laurent Mosar a transmis celle-ci à la Commission des Pétitions de la Chambre.



Les représentantes du collectif «Si je veux - pour l'autodétermination de la femme» ont remis une pétition au Président de la Chambre.



5^e Conférence des Présidents de parlement des petits États d'Europe Donner une voix aux petits États européens

En matière économique et énergétique ainsi que sur le plan des services de secours, la plupart des petits États sont particulièrement dépendants de leurs voisins et de leurs partenaires internationaux. Ils ont décidé d'adresser leurs propositions dans les différents domaines aux Gouvernements respectifs.

La 5^e Conférence des Présidents de parlement des petits États d'Europe que le Luxembourg a accueillie pendant trois jours, s'est conclue le 19 octobre par une déclaration commune des participants.

Les Présidents des assemblées d'Andorre, de Chypre, d'Islande, du Liechtenstein, du Luxembourg, de Malte et de Monaco ont notamment

- décidé de formuler le vœu auprès des Gouvernements d'investir dans les nouvelles technologies énergétiques, y compris les énergies renouvelables, et la recherche scientifique dans ce domaine afin de réduire la dépendance énergétique des petits États d'Europe;
- invité les Gouvernements à assurer la modernisation néces-



Les Présidents de parlement signent le Livre d'or de la Chambre.

saire des infrastructures d'alerte et à poursuivre les efforts de coopération avec leurs pays voisins et leurs partenaires internationaux;

- réitéré la volonté d'approfondir leur coopération et leur dialogue et se sont prononcés en fa-

veur d'une réunion annuelle qui permettrait de renforcer la coopération économique des petits États.

La 6^e Conférence des Présidents de parlement des petits États européens aura lieu en 2011 à Malte.

Visite d'une délégation flamande



Rencontre entre députés flamands et luxembourgeois

La cohabitation de différentes communautés linguistiques et l'apprentissage de langues étrangères ont figuré parmi les sujets abordés lors de la visite d'une délégation du «Raad van de Vlaamse Gemeenschapscommissie» (le Parlement des Flamands bruxellois) à la Chambre des Députés.

Des députés belges et luxembourgeois ont eu un échange de vues sur les différents ordres d'enseignement dans la région bruxelloise et au Luxembourg.

Des deux côtés, les écoles et lycées sont confrontés à la présence de plusieurs langues maternelles ou secondaires. Cette situation rend parfois difficile l'acquisition de savoirs et de connaissances.

L'usage des langues dans la vie quotidienne, à l'école, dans l'administration ou dans la presse luxembourgeoise a suscité l'intérêt des députés flamands. L'entretien avec les membres de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle de la Chambre a donc

principalement porté sur les spécificités des systèmes scolaires et l'enseignement des langues à l'école.

La situation politique en Belgique et la cohabitation entre francophones et néerlandophones dans l'agglomération bruxelloise ont été brièvement évoquées lors de l'entretien de la Présidente du «Raad van de Vlaamse Gemeenschapscommissie», Mme Carla Dejonghe avec le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar.

Dépôt du projet de budget 2011

Devant les députés et la presse, le Ministre des Finances Luc Frieden a décrit le projet de budget 2011 comme «signe d'un effort commun pour préparer l'avenir du pays» et comme document «qui marque le début de la sortie de crise».

Selon le Ministre, le Gouvernement a fait preuve d'une grande discipline budgétaire sans pour autant pénaliser les politiques sociale et familiale dont le montant à financer constitue 36% du total des dépenses de l'administration centrale. Malgré des hausses ponctuelles d'impôts (notamment l'impôt de solidarité) ou l'instauration d'une contribution de crise, la pression fiscale pour entreprises et particuliers reste attractive en comparaison avec nos voisins immédiats (France, Allemagne, Belgique) et

les autres pays de la zone euro. Les investissements publics dont les entreprises sont les premiers bénéficiaires demeurent à un niveau élevé (13% des dépenses).

Les augmentations d'impôts prévues pour 2011 rapporteront 230 millions d'euros à l'État, la réduction des dépenses se chiffrera à 480 millions - soit un total de plus de 700 millions, une somme qui ne suffira cependant pas à équilibrer le budget. Par le biais de la loi budgétaire, le Gouvernement demandera l'autorisation du Parlement de recourir, en cas de besoin, à un emprunt de 500 millions d'euros.

«Le virage est pris, mais nous ne sommes pas encore arrivés à bon port», a conclu le Ministre, tout en renouvelant l'engagement du Gouvernement à réduire à zéro le déficit public d'ici 2014.



Le projet de budget 2011 fut déposé à la Chambre le 5 octobre 2010. (de gauche à droite) M. Alex Bodry, rapporteur, M. Luc Frieden, Ministre des Finances, et M. Michel Wolter, Président de la Commission des Finances et du Budget.

Visite officielle en Lituanie

La thématique des énergies renouvelables fut au centre des entretiens du Président de la Chambre des Députés avec tous ses interlocuteurs au cours d'une visite officielle de deux jours en Lituanie. M. Laurent Mosar, accompagné par le président du groupe parlementaire «dėi grėng», M. François Bausch, a notamment rencontré son homologue Mme Irena Degutiene, Présidente du Parlement lituanien, le Seimas, ainsi que le Premier Ministre, M. Andrius Kubilius. Il a par ailleurs été reçu par la Prési-

dente de la République lituanienne, Mme Dalia Grybauskaitė.

Suite à ces entretiens, les deux pays envisagent de collaborer activement dans ce domaine. Ainsi, grâce à des capitaux provenant du Grand-Duché, la Lituanie pourrait financer les investissements qui lui permettraient de tirer pleinement profit de son potentiel en matière d'énergies renouvelables. En contrepartie, le Luxembourg serait crédité d'une partie de la production lituanienne de ce type d'énergie.



Rencontre du Président de la Chambre (2^e de gauche), accompagné de M. François Bausch (1^{er} à gauche), avec la Présidente du Parlement lituanien.



Les membres du Bureau reçus par le Grand-Duc



(de gauche à droite) M. Alex Bodry et M. Lucien Weiler, membres du Bureau, M. Michel Wolter, Vice-Président, M. Laurent Mosar, Président, S.A.R. le Grand-Duc, Mme Lydie Polfer, Vice-Président, M. Xavier Bettel et M. Lucien Clement, membres, et M. Claude Frieseisen, Secrétaire général de la Chambre.

Comme il est de coutume à l'ouverture d'une nouvelle session parlementaire, S.A.R. le

Grand-Duc a reçu en audience au Palais grand-ducal, en date du 13 octobre, le Président, les Vice-

Présidents, les membres du Bureau ainsi que le Secrétaire général de la Chambre des Députés.

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe Discours sécuritaire et lutte contre l'extrémisme

Du 4 au 8 octobre s'est tenue à Strasbourg la 4^e partie de la session ordinaire de 2010 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

La Chambre y était représentée par Mme Lydie Err (LSAP), présidente de la délégation luxembourgeoise, M. Norbert Hauptert (CSV), vice-président ainsi que par Mme Anne Brasseur (DP), MM. Jean Huss (déi gréng), Fernand Boden (CSV) et Marc Spautz (CSV), membres respectivement suppléants de la délégation.

Parmi les points à l'ordre du jour figuraient notamment la lutte contre l'extrémisme ainsi qu'un débat sur «La montée récente en Europe du discours sécuritaire au niveau national: le cas des Roms».

Lors de ce débat, organisé suite à la situation vécue par les Roms en France, Mme Brasseur est intervenue en tant que rapportrice de la Commission des Questions politiques.



Mme Brasseur a présenté un rapport de la Commission des Questions politiques.

Dans son intervention, elle a fait le point sur les problèmes des populations les plus marginalisées d'Europe et fait un certain nombre de constatations, dont voici les plus saillantes:

- les problèmes de sécurité ne peuvent pas être résolus par des propos sécuritaires;

- les écarts de langage qui stigmatisent toute une communauté à cause d'infractions commises par quelques-uns de leurs ressortissants sont condamnables;

- il faut condamner tous ceux qui abusent du sentiment d'insécurité de la population en faisant de certains groupes, tels que les Roms, des boucs émissaires;

- on ne peut pas déplacer les femmes et les hommes comme des pions sur un échiquier, car on aboutit très vite à un échec et mat en entrant dans une voie sans issue.

À la fin de son intervention, Anne Brasseur a lancé un appel à mener la discussion autour des populations marginalisées, à l'instar des Roms, avec le calme, la sérénité, l'objectivité et l'ouverture d'esprit qui s'imposent.

Une stigmatisation ou une quelconque polarisation de ces populations ou des pays qui les hébergent ne peut être que contreproductive.

Politique européenne de sécurité et de défense commune

Les implications de l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne sur la politique européenne de sécurité et de défense commune (PSDC), ainsi que le contrôle parlementaire de cette dernière ont été les sujets abordés lors de la rencontre interparlementaire du mardi 28 septembre 2010 à Bruxelles, à laquelle a participé le député luxembourgeois, M. Norbert Hauptert. Eurodéputés et députés nationaux ont également pu échanger leurs vues sur le rôle de l'Union européenne en Afghanistan et les relations UE-OTAN après Lisbonne.

Suite au développement et à l'approfondissement de la PSDC, les députés s'interrogent aujourd'hui comment rendre effectif le contrôle parlementaire de cette politique. M. Arnaud Danjean (PPE, France), président de la sous-commission de la sécurité et de la défense du Parlement européen, a rappelé que le contrôle des missions civiles, financées en totalité par le budget



Le représentant de la Chambre: M. Norbert Hauptert.

européen, était exercé par le Parlement européen. En ce qui concerne les autres missions, le rôle des parlements nationaux y serait essentiel.

Pour rappel, ce sont les parlements nationaux qui votent les budgets de défense et autorisent, le cas échéant, l'engagement des forces dans un conflit. Il convient donc actuellement de réfléchir sur les formes de coopération à mettre en place entre Parlement européen et parlements nationaux sur ces questions.

Pour l'organisation d'un contrôle parlementaire de la PESD, plusieurs options sont actuellement débattues. De nombreux députés nationaux ont souligné qu'un contrôle par le seul Parlement européen était inenvisageable, compte tenu des pouvoirs des parlements nationaux en termes d'engagement de troupes et de vote du budget.

Les députés ont également discuté des implications financières de la future coopération. Ces questions ont figuré à l'ordre du jour de la réunion de la COSAC du 24 octobre passé.

Vers une gouvernance économique européenne

M. Henri Plagnol, conseiller d'État et parlementaire, membre de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale française fut accueilli en date du 14 octobre par M. Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés.

Missionné par le Président français Nicolas Sarkozy de préparer un rapport sur le rôle des parlements dans la mise en place d'une nouvelle gouvernance économique en Europe, M. Plagnol s'est entretenu avec M. Mosar pour mieux connaître le point de vue du Parlement luxembourgeois sur le sujet.

Les deux interlocuteurs ont tenu à souligner qu'un renforcement des instruments de régula-

tion ne pourrait se faire qu'en y associant les représentants élus des parlements nationaux et du Parlement européen.

Leur entrevue a notamment porté sur les modalités de transparence, d'information et de contrôle qui pourraient garantir la légitimité démocratique d'une gouvernance économique exercée par les exécutifs européens.

À la fin de leur échange, le Président de la Chambre a souhaité bonne chance à M. Plagnol pour mener à bien sa mission dans les meilleurs délais et d'avoir la main heureuse dans ses propositions pour renforcer la stabilité et l'unité de la zone euro dans son ensemble.



MM. Laurent Mosar et Henri Plagnol.

Action immédiate face aux catastrophes naturelles



M. Xavier Bettel, délégué du Parlement luxembourgeois à Genève.

M. Xavier Bettel a représenté la Chambre des Députés lors de la 123^e Assemblée de l'Union interparlementaire (UIP) qui s'est déroulée du 4 au 6 octobre 2010 à Genève.

Dans le cadre de leurs travaux, les représentants de plus de cent vingt parlements ont adopté à l'unanimité une résolution sur les secours internationaux destinés à laquelles les parlementaires «(plaident) pour une réponse rapide et suffisante de la communauté internationale sous la forme de contributions au Fonds d'urgence pour le Pakistan créé par l'ONU et d'une augmentation du budget alloué au Fonds central d'intervention pour les crises hu-

manitaires, et (appellent) les pays donateurs à abonder ce fonds par des sources fiables et diversifiées.»

Les délégués ont par ailleurs exhorté les parlements à engager leurs gouvernements respectifs à privilégier le respect des engagements internationaux, tels que le Protocole de Kyoto et autres accords portant sur le changement climatique. À relever que l'UIP continuera à discuter lors de la prochaine assemblée d'un sujet connexe, à savoir la gestion des ressources naturelles, de la production agricole et de l'évolution démographique.

L'Union interparlementaire demande en outre aux Parlements «d'engager leurs gouvernements respectifs - grâce à leurs fonctions législative et de contrôle - et l'ONU et ses institutions spécialisées à mettre au point des stratégies de réduction des risques de catastrophes, à faciliter l'échange des technologies utiles, à établir un système d'alerte précoce pour prévenir les catastrophes et à élaborer des dispositifs d'intervention rapide, en particulier dans le cadre de la "Capacity for Disaster Reduction Initiative" lancée récemment par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le PNUD¹ et l'UNISDR².»

D'autres thèmes à l'ordre du jour de la 123^e Assemblée étaient la prévention de la violence électorale ainsi que le financement des partis politiques.

¹ PNUD: Programme des Nations Unies pour le Développement

² UNISDR: UN International Strategy for Disaster Reduction

BASM: améliorer durablement l'assistance aux victimes

M. Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés, a accueilli fin septembre une délégation de Handicap International ainsi que Mme Phet Latxabout, Laotienne emblématique de 61 ans, victime d'une arme à sous-munitions.

Amputée de sa jambe gauche, Mme Latxabout fait aujourd'hui partie des Ban Advocates, un groupe de femmes et d'hommes originaires de différents pays qui font campagne pour l'interdiction des armes à sous-munitions et l'application réelle des droits des survivants.

Sachant que le Laos, pays enclavé de l'Asie du sud-est, est le pays au monde le plus infesté de ces armes, Laurent Mosar et Phet Latxabout ont dialogué sur les possibilités et moyens concrets de Ban Advocates pour mieux prendre en compte les enfants, femmes et hommes mutilés par les BASM (bombes à sous-munitions). Ils ont notamment plaidé pour une amélioration significative et durable de leur vie quotidienne ainsi que pour une sensibilisation accrue des jeunes aux BASM qu'ils confondent souvent avec des jouets.

À la fin de leur rencontre, le Président de la Chambre et ses hôtes se sont rendus à la Place Clairefontaine pour y découvrir l'exposition «Fatal Footprint». Cette exposition, ouverte de jour comme de nuit, montre jusqu'à la fin octobre des photos dignes et fortes de victimes de BASM - notamment au Laos, au Cambodge et en Colombie -, qui cherchent à surmonter les conséquences de leur accident.



Visite de l'exposition «Fatal Footprint» à la Place Clairefontaine.

Réduction de la pauvreté et de la faim

La solidarité entre le Nord et le Sud de la planète et l'atteinte des objectifs du Millénaire ont figuré au centre de l'entretien que le Président de la Chambre, M. Laurent Mosar, a eu le 24 septembre

avec le Président de Caritas Internationalis, le Cardinal Oscar Rodríguez Maradiaga. Originaire du Honduras, le Cardinal Maradiaga est un défenseur convaincu des droits de l'Homme et se soucie

au quotidien des effets de la mondialisation sur les pays les plus pauvres.

Le Cardinal Maradiaga et le Président de la Chambre ont exprimé leur espoir que les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) pourront être atteints d'ici à 2015. Dans le contexte de la réduction de la pauvreté et de la faim, ils ont évoqué le rôle que peuvent jouer la microfinance et les microcrédits. Les OMD, adoptés en 2000 par 189 États membres de l'ONU, prévoient en tout huit objectifs pour le développement. Le récent sommet de l'ONU qui s'est tenu du 20 au 22 septembre à New York, s'est terminé avec l'adoption d'un programme d'action pour atteindre les objectifs anti-pauvreté.

M. Mosar a également tenu à remercier le Cardinal Maradiaga, accompagné par M. Erny Gillen, pour l'engagement de Caritas au Luxembourg en faveur des personnes désemparées et démunies.



(de gauche à droite) Le Président de Caritas Luxembourg, M. Erny Gillen, le Président de Caritas Internationalis, le Cardinal Oscar Rodríguez Maradiaga, et le Président de la Chambre, M. Laurent Mosar.

Le Prix Nobel de la Paix 2006 à la Chambre

La création d'un monde sans pauvreté est le but poursuivi par M. Muhammad Yunus, Prix Nobel de la Paix. De passage au Luxembourg, le Professeur Muhammad Yunus a été reçu le 19 octobre à la Chambre des Députés. Le concept de «social business», la coopération avec des sociétés multinationales et des ONG internationales ont figuré parmi les sujets abordés au cours de son entretien avec le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar.



MM. Muhammad Yunus et Laurent Mosar

Aujourd'hui 8,3 millions de personnes à travers le monde, dont la majorité sont des femmes, bénéficient de petits prêts et d'assistance lors de la réalisation d'un projet économique. L'établissement «Grameen» dispose

de quelque 1.400 succursales et travaille dans 50.000 villages.

En fin de soirée, Muhammad Yunus a été le principal orateur

d'une conférence qui s'est tenue sur le thème «Parvenir à une paix durable en éradiquant la pauvreté».

Assemblées parlementaires internationales (12.10.2010)

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (CE)

Membres effectifs:
Lydie Err (LSAP)
Norbert Hauptert (CSV)
Anne Brasseur (DP)

Membres suppléants:
Jean Huss (déi gréng)
Fernand Boden (CSV)
Marc Spautz (CSV)

Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale - Assemblée interparlementaire européenne de sécurité et de défense (UEO)

Membres effectifs:
Norbert Hauptert (CSV)
Lydie Err (LSAP)
Anne Brasseur (DP)

Membres suppléants:
Fernand Boden (CSV)
Jean Huss (déi gréng)
Marc Spautz (CSV)

Délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)

Membres effectifs:
Laurent Mosar (Président de la section luxembourgeoise) (CSV)
Michel Wolter (Trésorier international) (CSV)
Lucien Lux (LSAP)
Anne Brasseur (DP)
François Bausch (déi gréng)

Délégation luxembourgeoise à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE)

Laurent Mosar (Président de la Chambre des Députés, Membre d'office de l'OSCE) (CSV)

Membres effectifs:
Raymond Weydert (CSV)
Alex Bodry (LSAP)
Paul Helminger (DP)
Viviane Loschetter (déi gréng)

Membres suppléants:
Gilles Roth (CSV)
Lydia Mutsch (LSAP)
Xavier Bettel (DP)
Félix Braz (déi gréng)

Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne (Euromed)

Membres effectifs:
Claudia Dall'Agnol (LSAP)
Martine Mergen (CSV)
Xavier Bettel (DP)

Membres suppléants:
Marcel Oberweis (CSV)
Viviane Loschetter (déi gréng)

Assemblée parlementaire de l'OTAN

Membres effectifs:
Jean-Louis Schiltz (CSV)
Marc Angel (LSAP)
Lydie Polfer (DP)

Membres suppléants:
Nancy Arendt épouse Kemp (CSV)
Lucien Weiler (CSV)
Claude Adam (déi gréng)

Union Interparlementaire (UIP)

Membres effectifs:

Laurent Mosar, Président de la section luxembourgeoise (CSV)
Michel Wolter (CSV)
Lydia Mutsch (LSAP)
Jean-Louis Schiltz (CSV)
Lydie Polfer (DP)
Lucien Clement (CSV)
Alex Bodry (LSAP)
Xavier Bettel (DP)
François Bausch (déi gréng)
Lucien Lux (LSAP)
Lucien Weiler (CSV)

Conférence des Organes Spécialisés dans les Affaires Communautaires (COSAC)

Membres effectifs:
Fernand Boden (CSV)
Ben Fayot (LSAP)
Eugène Berger (DP)
Félix Braz (déi gréng)
Gast Gibéryen (ADR)

Délégation luxembourgeoise auprès du Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux

Membres effectifs:
Marcel Oberweis (CSV)
Roger Negri (LSAP)
Gilles Roth (CSV)
Marc Angel (LSAP)
Xavier Bettel (DP)
Félix Braz (déi gréng)
André Hoffmann (déi Lénk)

Membres suppléants:
Sylvie Andrich-Duval (CSV)
Raymond Weydert (CSV)
Lydia Mutsch (LSAP)
Ben Scheuer (LSAP)
Fernand Etgen (DP)
Camille Gira (déi gréng)

Délégation luxembourgeoise auprès du Conseil Parlementaire Interrégional (CPI)

Laurent Mosar (Président de la délégation luxembourgeoise, Président de la Chambre des Députés, Membre d'office du CPI) (CSV)

Membres effectifs:
Emile Eicher (CSV)
Marcel Oberweis (CSV)
Mill Majerus (CSV)
Alex Bodry (LSAP)
Fernand Diederich (LSAP)
Roger Negri (LSAP)
Fernand Etgen (DP)
Paul Helminger (DP)
Claude Adam (déi gréng)

Membres suppléants:
Marie-Josée Frank (CSV)
Félix Eischen (CSV)
Robert Weber (CSV)
Claude Haagen (LSAP)
Ben Scheuer (LSAP)
Vera Spautz (LSAP)
Lydie Polfer (DP)
André Bauler (DP)
Henri Kox (déi gréng)

Clés:

CSV - Chrëschtlech Sozial Vollekspartei (Parti chrétien social)

LSAP - Lëtzebuergier Sozial Arbechterpartei (Parti ouvrier socialiste luxembourgeois)

DP - Demokratesch Partei (Parti démocratique)

déi gréng - les verts



Composition des Commissions réglementaires et permanentes (12.10.2010)

A. Commissions réglementaires

Commission des Comptes

- CSV Marie-Josée Frank, Ali Kaes, Marc Lies, Gilles Roth, Lucien Thiel
- LSAP Claudia Dall'Agnol, Fernand Diederich, Roger Negri
- DP André Bauler, Carlo Wagner
- déi gréng Camille Gira
- ADR Jean Colombera

Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'État

- CSV Jean-Louis Schiltz
- LSAP Lucien Lux
- DP Xavier Bettel
- déi gréng François Bausch

Commission des Pétitions

- CSV Christine Doerner, Félix Eischen, Marie-Josée Frank, Ali Kaes, Mill Majerus
- LSAP Marc Angel, Claudia Dall'Agnol, Fernand Diederich
- DP André Bauler, Eugène Berger
- déi gréng Camille Gira
- déi Lénk André Hoffmann

Commission du Règlement

- CSV Sylvie Andrich-Duval, Christine Doerner, Léon Gloden, Marc Lies, Jean-Louis Schiltz
- LSAP Alex Bodry, Ben Fayot, Roger Negri
- DP Xavier Bettel, Lydie Polfer
- déi gréng François Bausch
- ADR Gast Gibéryen

Sous-commission «Statut du député»

- CSV Lucien Clement, Lucien Weiler
- LSAP Lydie Mutsch
- DP Lydie Polfer
- déi gréng Félix Braz
- ADR Gast Gibéryen
- déi Lénk André Hoffmann

B. Commissions permanentes

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

- CSV Nancy Arendt épouse Kemp, Fernand Boden (pour les volets Affaires étrangères et Immigration), Marie-Josée Frank (pour le volet Coopération), Norbert Hauptert, Martine Mergen (pour le volet Affaires étrangères, Défense et Immigration), Marcel Oberweis (pour le volet Coopération), Jean-Louis Schiltz (pour le volet Défense), Lucien Weiler (pour le volet Défense), Michel Wolter (pour le volet Affaires étrangères, Coopération et Immigration)
- LSAP Marc Angel, Lydie Err (sauf pour le volet Défense), Ben Fayot, Lydie Mutsch (pour le volet Défense)
- DP Xavier Bettel (pour les volets Défense, Coopération et Immigration), Fernand Etgen (pour le volet Défense), Paul Helminger (pour les volets Affaires étrangères et Coopération), Lydie Polfer (pour les volets Affaires étrangères et Immigration)

- déi gréng Félix Braz
- ADR Jacques-Yves Henckes (pour le volet Coopération), Fernand Kartheiser

Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police

- CSV Emile Eicher (pour les volets Affaires intérieures et Grande Région), Ali Kaes, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Robert Weber (pour le volet Police), Raymond Weydert
- LSAP Claudia Dall'Agnol (pour le volet Police), Fernand Diederich, Claude Haagen (pour les volets Affaires intérieures et Grande Région), Jean-Pierre Klein
- DP Xavier Bettel (pour le volet Police), Fernand Etgen (pour les volets Affaires intérieures et Grande Région), Paul Helminger

- déi gréng Camille Gira
- ADR Gast Gibéryen

Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

- CSV Fernand Boden, Lucien Clement, Emile Eicher, Félix Eischen, Raymond Weydert
- LSAP Claude Haagen, Roger Negri, Ben Scheuer
- DP Fernand Etgen, Carlo Wagner
- déi gréng Henri Kox
- ADR Jean Colombera

Commission des Classes moyennes et du Tourisme

- CSV Nancy Arendt épouse Kemp, Lucien Clement, Félix Eischen, Marie-Josée Frank, Marc Spautz
- LSAP Marc Angel, Jean-Pierre Klein, Ben Scheuer
- DP André Bauler, Eugène Berger
- déi gréng Henri Kox
- ADR Jacques-Yves Henckes

Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

- CSV Lucien Clement, Félix Eischen, Lucien Thiel, Robert Weber, Michel Wolter
- LSAP Claude Haagen, Lucien Lux, Lydia Mutsch
- DP Anne Brasseur, Fernand Etgen
- déi gréng Félix Braz
- ADR Gast Gibéryen

Commission de la Culture

- CSV Marie-Josée Frank, Mill Majerus, Martine Mergen, Marcel Oberweis, Marc Spautz
- LSAP Marc Angel, Lydie Err, Ben Scheuer
- DP Anne Brasseur, Lydie Polfer
- déi gréng Claude Adam
- ADR Fernand Kartheiser

Commission du Développement durable

- CSV Fernand Boden, Lucien Clement, Marie-Josée Frank, Marcel Oberweis, Marc Spautz
- LSAP Fernand Diederich (pour les volets Travaux publics, Transports et Aménagement du territoire), Lydia Mutsch, Roger Negri, Ben Scheuer (pour le volet Environnement)
- DP Eugène Berger (pour les volets Environnement et Transports), Anne Brasseur (pour le volet Travaux publics), Fernand Etgen (pour les volets Travaux

- publics, Aménagement du territoire et Environnement), Paul Helminger (pour les volets Aménagement du territoire et Transports)

- déi gréng François Bausch (pour les volets Transports et Travaux publics), Camille Gira (pour les volets Environnement et Aménagement du territoire)

- déi Lénk André Hoffmann

Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire

- CSV Félix Eischen, Léon Gloden, Marc Lies, Marc Spautz, Robert Weber
- LSAP Alex Bodry, Claudia Dall'Agnol (pour le volet Économie solidaire), Claude Haagen (pour les volets Économie et Commerce extérieur), Lydia Mutsch
- DP André Bauler, Claude Meisch
- déi gréng Henri Kox
- ADR Jacques-Yves Henckes

Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

- CSV Sylvie Andrich-Duval (pour les volets Éducation nationale et Formation professionnelle), Nancy Arendt épouse Kemp (pour le volet Sports), Fernand Boden (pour le volet Sports), Emile Eicher (pour les volets Éducation nationale et Formation professionnelle), Marc Lies (pour le volet Sports), Mill Majerus, Gilles Roth (pour les volets Éducation nationale et Formation professionnelle), Jean-Paul Schaaf
- LSAP Claudia Dall'Agnol (pour le volet Sports), Fernand Diederich, Ben Fayot, Claude Haagen (pour les volets Éducation nationale et Formation professionnelle)
- DP André Bauler, Eugène Berger
- déi gréng Claude Adam
- ADR Fernand Kartheiser

Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

- CSV Sylvie Andrich-Duval, Christine Doerner, Norbert Hauptert, Marcel Oberweis, Lucien Thiel
- LSAP Claudia Dall'Agnol, Ben Fayot, Claude Haagen
- DP Eugène Berger, Anne Brasseur
- déi gréng Claude Adam
- ADR Jean Colombera

Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances

- CSV Sylvie Andrich-Duval, Emile Eicher, Mill Majerus, Paul-Henri Meyers, Jean-Paul Schaaf
- LSAP Marc Angel, Claudia Dall'Agnol, Lydie Err (pour le volet Égalité), Vera Spautz (pour les volets Famille et Jeunesse)
- DP Eugène Berger, Claude Meisch
- déi gréng Viviane Loschetter
- ADR Jean Colombera, Fernand Kartheiser (pour le volet Égalité des chances)

Commission des Finances et du Budget

- CSV Fernand Boden, Norbert Hauptert, Gilles Roth, Lucien Thiel, Michel Wolter

- LSAP Alex Bodry, Lucien Lux, Roger Negri

- DP Xavier Bettel, Claude Meisch

- déi gréng François Bausch

- ADR Gast Gibéryen

Commission de la Fonction publique et de la Simplification administrative

- CSV Fernand Boden, Félix Eischen, Léon Gloden, Norbert Hauptert, Paul-Henri Meyers
- LSAP Claudia Dall'Agnol, Fernand Diederich, Jean-Pierre Klein
- DP André Bauler, Fernand Etgen
- déi gréng Claude Adam
- ADR Gast Gibéryen

Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

- CSV Christine Doerner, Léon Gloden, Paul-Henri Meyers, Lucien Weiler, Raymond Weydert
- LSAP Alex Bodry, Lydie Err, Jean-Pierre Klein
- DP Anne Brasseur, Lydie Polfer
- déi gréng Félix Braz
- déi Lénk André Hoffmann

Commission juridique

- CSV Christine Doerner, Paul-Henri Meyers, Gilles Roth, Jean-Louis Schiltz, Lucien Weiler
- LSAP Alex Bodry, Lydie Err, Jean-Pierre Klein
- DP Xavier Bettel, Lydie Polfer
- déi gréng Félix Braz
- ADR Jacques-Yves Henckes

Commission du Logement

- CSV Félix Eischen, Léon Gloden, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Marcel Oberweis
- LSAP Claudia Dall'Agnol, Ben Scheuer, Vera Spautz
- DP André Bauler, Eugène Berger
- déi gréng Henri Kox
- ADR Jacques-Yves Henckes

Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

- CSV Sylvie Andrich-Duval, Martine Mergen, Paul-Henri Meyers, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz
- LSAP Claudia Dall'Agnol, Lydie Err (pour le volet Santé), Lucien Lux (pour le volet Sécurité sociale), Lydia Mutsch
- DP Eugène Berger, Carlo Wagner
- déi gréng Félix Braz (pour le volet Sécurité sociale), Jean Huss (pour le volet Santé)
- ADR Jean Colombera (pour le volet Santé)
- déi Lénk André Hoffmann (pour le volet Sécurité sociale)

Commission du Travail et de l'Emploi

- CSV Léon Gloden, Ali Kaes, Martine Mergen, Marc Spautz, Lucien Weiler
- LSAP Lucien Lux, Roger Negri, Vera Spautz
- DP André Bauler, Fernand Etgen
- déi gréng Viviane Loschetter
- déi Lénk André Hoffmann

Nom en gras et souligné: Président
Nom souligné: Vice-Président



L'intitulé suivant du projet de loi 6072 remplace celui publié aux pages 317 et 318 (point 2. à l'ordre du jour) du Compte rendu n°10/2009-2010:

6072 - Projet de loi

portant

1. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume du Bahreïn tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi que de l'échange de lettres y relatif, signés à Luxembourg, le 6 mai 2009;

2. approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République d'Arménie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole, ainsi que de l'échange de lettres y relatif, signés à Luxembourg, le 23 juin 2009;

3. approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de l'État du Qatar tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole, ainsi que de l'échange de lettres y relatif, signés à Luxembourg, le 3 juillet 2009;

4. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Principauté de Monaco tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi que de l'échange de lettres y relatif, signés à Luxembourg, le 27 juillet 2009;

5. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Principauté de Liechtenstein tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi que de l'échange de lettres y relatif, signés à Vaduz, le 26 août 2009;

6. approbation du Protocole et de l'échange de lettres y relatif, signés

à Luxembourg, le 20 mai 2009, modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 3 avril 1996;

7. approbation du Protocole et de l'échange de lettres y relatif, signés à La Haye, le 29 mai 2009, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à La Haye, le 8 mai 1968;

8. approbation de l'Avenant et de l'échange de lettres y relatif, signés à Paris, le 3 juin 2009, à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la France tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Paris, le 1^{er} avril 1958, modifiée par un Avenant signé à Paris, le 8 septembre 1970 et par un Avenant signé à Luxembourg, le 24 novembre 2006;

9. approbation du Protocole et de l'échange de lettres y relatif, signés à Luxembourg, le 4 juin 2009, modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Danemark tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 17 novembre 1980;

10. approbation de l'Avenant et de l'échange de lettres y relatif, signés à Luxembourg, le 1^{er} juillet 2009, en vue de modifier la Convention entre le Luxembourg et la Finlande tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 1^{er} mars 1982;

11. approbation du Troisième Avenant et de l'échange de lettres y relatif, signés à Londres, le 2 juillet 2009, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Londres, le 24 mai 1967;

12. approbation du Protocole et de l'échange de lettres y relatif, signés à Bruxelles, le 7 juillet 2009, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Autriche tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 18 octobre 1962;

13. approbation du Protocole et de l'échange de lettres y relatif, signés à Bruxelles, le 7 juillet 2009, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Norvège tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, le Protocole final et le Protocole additionnel y relatifs, signés à Oslo, le 6 mai 1983;

14. approbation de l'Avenant et de l'échange de lettres y relatif, signés à Bruxelles, le 16 juillet 2009, à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et le Protocole final y relatif, signés à Luxembourg, le 17 septembre 1970, tels que modifiés par l'Avenant, signé à Bruxelles, le 11 décembre 2002;

15. approbation de l'Avenant, signé à Berne, le 25 août 2009, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Confédération Suisse en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Berne, le 21 janvier 1993;

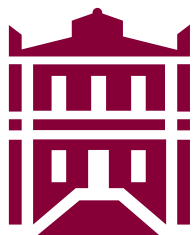
16. approbation du Protocole et de l'échange de lettres y relatif, signés à Luxembourg, le 28 août 2009, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Islande tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 4 octobre 1999;

17. approbation du Protocole et de l'échange de lettres y relatif, signés à Luxembourg, le 30 septembre 2009, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Turquie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole y relatif, signés à Ankara, le 9 juin 2003;

18. approbation du Protocole, signé à Luxembourg, le 7 octobre 2009, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et les États-Unis Mexicains tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 7 février 2001;

19. approbation du Protocole et de l'échange de lettres y relatif, signés à Bruxelles, le 10 novembre 2009, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume d'Espagne tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et à prévenir la fraude et l'évasion fiscales, signée à Madrid, le 3 juin 1986;

20. approbation du Protocole, signé à Luxembourg, le 11 décembre 2009, modifiant la Convention du 23 août 1958 entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Fédérale d'Allemagne tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et en matière d'impôt commercial et d'impôt foncier et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande



SESSION ORDINAIRE 2009-2010

SÉANCE 46

MARDI,
12 OCTOBRE 2010

Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

1. Hommage à la mémoire de M. Jean-Pierre Koepp, Député honoraire
- M. le Président (respect d'une minute de silence)
2. Clôture de la session ordinaire 2009-2010 et ouverture de la session ordinaire 2010-2011
- M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mmes Marie-Josée Jacobs, Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler, Nicolas Schmit, Mme Octavie Modert, M. Marco Schank, Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.03 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

1. Hommage à la mémoire de M. Jean-Pierre Koepp, Député honoraire

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleginnen a Kollegen, ech hunn déi traureg

Flicht, lech den Doud vun eisem fréiere Kolleeg, dem Här Jean-Pierre Koepp, matzedeelen, deen dese Summer am Alter vu 76 Joer verstuerwen ass.

Scho mat 15 Joer huet hie sengem kranke Papp säin Haff missen iwverhuelen an huet sech lues a lues als Véihändler am Norden en Numm gemaach. Duerch säi joviaalt Wiesen hat de Koepp Jemp e liichten Émgank mat de Leit a war esou bei senger Matmensche beléift. Fir säi spéidere Beruff als Wiert hat hien domat e gudden Drot zu senger Clienten a war uechtert d'ganzt Land bekannt.

Dëst huet him erméiglecht, als Grënnungsmitglied vum Aktiounskomitee 5/6, der spéiderer ADR, dann och direkt 1989 an d'Chamber gewielt ze ginn, wou hien 20 Joer laang Deputéierte bliwwen ass. Säin Haaptuleies, fir dat hie sech staarkgemaach huet, war d'Sozial- an d'Rentegerechtheet souwéi de Mëttelstand. Hien huet awer och an deene Joren hei um Krautmaart e Bäitrag um Gebitt vum Sport an deene sportlechen Infrastrukture gelescht.

Et wier awer onméiglech, e Portrait vum Koepp Jemp ze maachen, ouni säin Asaz ervirzesträiche fir déi Leit an eiser Gesellschaft, deenen et manner gutt geet. De beléiften, volleksnoe Politiker huet sech mat Läif a Séil fir déi mannerbemëttelt Leit, a fir d'Éislek am Allgemengen agesat.

De Koepp Jemp huet sech 2009, no der leschter Legislaturperiod, aus Gesondtheitsgrënn aus der Politik zrëckgezunn.

De gutt gelauntene Politiker wäert eis och an diesem Haus fehlen, an ech behalen hien als wäertvolle Gespëichspartner a léiwe Mënsch an Erënnung. Der Famill vum Verstuerwene wëll ech am Numm vun der Chamber mäin déift Matgefill ausdrécken.

Loosse mer opstoen, fir am Stëllen un dee Verstuerwene ze denken!

(**Respect d'une minute de silence**)

Ech soen lech Merci.

2. Clôture de la session ordinaire 2009-2010 et ouverture de la session ordinaire 2010-2011

Ech ginn dem Här Premierminister d'Wuert.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Här President, duerch en Arrêté grand-ducal vum 4. September 2010 huet de Grand-Duc mech gebieden, déi Chamberssessioun, déi ordinaire, 2009-2010 zouzemaachen an déi ordinaire Chamberssessioun 2010-2011 fir op ze erklären.

Merci.








































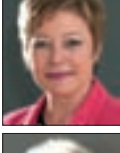

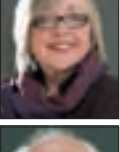




































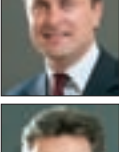

































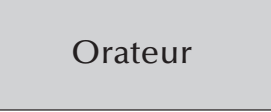












► **M. le Président.**- Ech ginn dem Här Premierminister Akt vu senger Deklaratioun.

D'Session ordinaire 2009-2010 ass domadder ofgeschloss an d'Session ordinaire 2010-2011 ass op.


(**Fin de la séance publique à 15.05 heures**)

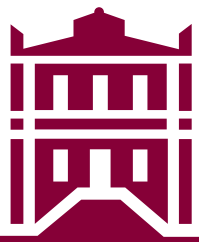
Composition de la Chambre ses Députés

Gouvernement

 Scheuer Ben 	 Haagen Claude 		 Kaes Ali 	 Weber Robert 
 Diederich Fernand 	 Angel Marc 		 Meyers Paul-Henri 	 Lies Marc 
 Negri Roger 	 Fayot Ben 		 Frank Marie-Josée 	 Eischen Félix 
 Dall'Agnol Claudia 	 Lux Lucien 		 Weiler Lucien 	 Weydert Raymond 
 Spautz Vera 	 Bodry Alex 		 Clement Lucien 	 Andrich-Duval Sylvie 
 Err Lydie 	 Mutsch Lydia 		 Spautz Marc 	 Schaaf Jean-Paul 
 Hoffmann André 	 Klein Jean-Pierre 		 Schiltz Jean-Louis 	 Mergen Martine 
 Berger Eugène 	 Polfer Lydie 		 Thiel Lucien 	 Oberweis Marcel 
 Helming Paul 	 Etgen Fernand 		 Wolter Michel 	 Roth Gilles 
 Brasseur Anne 	 Bettel Xavier 		 Haupt Norbert 	 Majerus Mill 
 Bauler André 	 Meisch Claude 		 Boden Fernand 	 Eicher Emile 
 Braz Félix 	 Wagner Carlo 		 Arendt Nancy 	 Gloden Léon 
 Adam Claude 	 Bausch François 		 Doerner Christine 	
 Kox Henri 	 Loschetter Viviane 		 Gibéryen Gast 	 Colombera Jean 
 Gira Camille 	 Huss Jean 		 Henckes Jacques-Yves 	 Kartheiser Fernand 

Présidence

 Benoit Reiter Secrétaire général adjoint	 Barra Isabelle Secrétaire générale adjointe	 Mosar Laurent Président	 Frieseisen Claude Secrétaire général
--	---	--	--



Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

1. Composition des organes de la Chambre des Députés
 - Composition du Bureau et renouvellement du mandat du Secrétaire général
 - Composition des commissions parlementaires
 - Composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales
2. Discours de M. le Président
 - M. le Président
3. Ordre du jour
 - M. André Hoffmann, M. Félix Braz, M. Jean-Louis Schiltz, M. Xavier Bettel, M. Jacques-Yves Henckes, M. Alex Bodry
 - Vote (ordre du jour adopté dans sa forme proposée par la Conférence des Présidents)
4. Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution et d'une proposition de loi
 - M. Eugène Berger
5. 6119 - Projet de loi instituant le recours en matière de marchés publics
 - Rapport de la Commission du Développement durable: M. Léon Gloden
 - Discussion générale: M. Fernand Etgen, M. Jacques-Yves Henckes
 - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mmes Marie-Josée Jacobs, Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler, Nicolas Schmit, Mme Octavie Modert, M. Marco Schank, Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.05 heures)

► **M. le Président.** - Ech maachen elo offiziell d'Sitzung op.

ler mer zum eigentlechen Ordre du jour kommen, evaluéiere mer fir d'Éischt déi administrativ Ugeleeënheeten.

1. Composition des organes de la Chambre des Députés

Composition du Bureau et renouvellement du mandat du Secrétaire général

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann elo zur Zesummesetzung vum Bureau vun der Chamber. Den éischte Paragraph vum Artikel 6 aus dem Chambersreglement gesäit Folgendes vir: «Au début de chaque session, la Chambre nomme un président, trois vice-présidents et sept membres au plus.»

Ech froen deemno d'Chamber, ob si d'Zesummesetzung vum Chambersbureau bäibehale wëllt?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Ass d'Chamber och domadder averstanen, d'Nominatioun vum Här Claude Frieseisen als Generalsekretär fir d'Sessioun 2010-2011 ze erneieren?

(Assentiment)

Och dat ass de Fall an et ass also esou décidéiert.

De Bureau bleift deemno fir d'Sessioun 2010-2011 a senger bisheriger Form bäibehalen, dat heescht: ech selwer als President; Vizepresidenten: d'Madame Lydia Mutsch, d'Madame Lydie Polfer an den Här Michel Wolter; Memberen: den Här Jean-Louis Schiltz, den Här Lucien Lux, den Här Xavier Bettel, den Här François Bausch, den Här Lucien Weiler, den Här Lucien Clement, den Här Alex Bodry; Generalsekretär: den Här Claude Frieseisen.

Esou wéi den Artikel 7 vum Chambersreglement et virgesäit, gëtt de Grand-Duc iwwert dës Zesummesetzung a Kenntnis gesat.

Composition des commissions parlementaires

Wat d'Kompositioun vun de parlamentareschen Delegatiounen (lire: Kommissiounen) ubelaangt, ass eng Lëscht mat der Zesummesetzung verdeelt ginn an et ass och

nach keen Ännerungsvorschlag agaangen. Gëtt et dozou iergendwellech Ännerungsvorschläë?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Ass d'Chamber mat där Lëscht averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Déi gesamt Lëscht gëtt am Compte rendu veröffentlecht.

(cf. pages introductives au début de ce compte rendu)

Composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales

Wat d'Kompositioun vun de parlamentareschen Delegatiounen ubelaangt, ass och eng Lëscht mat der Zesummesetzung verdeelt ginn. Bis elo ass een Ännerungsvorschlag vun der CSV-Fraktioun eragereecht ginn, wat d'Zesummesetzung vun der Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne APEM ubelaangt: d'Madame Christine Doerner, Membre suppléant, gëtt duerch den Här Marcel Oberweis ersat.

Ass d'Chamber mat dësem Ännerungsvorschlag averstanen?

(Assentiment)

Dat ass also esou décidéiert.

Gëtt et nach iergendwellech aner Ännerungsvorschläë?

(Négation)

Ech gesinn, dass dat net de Fall ass.

Och dës Lëscht gëtt am Compte rendu veröffentlecht.

(cf. pages introductives au début de ce compte rendu)

2. Discours de M. le Président

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleginnen a Kollegen, ech begrëissen lech ganz häerzlech fir dës éischt Sitzung vun der neier Sessioun.

Ech wëll haut, fir unzufänken, un zwee Anniversairen erënneren.

Fir d'Éischt emol wëll ech an all eiser Numm eisem Grand-Duc Henri fir säin zéngten Trounjubiläum ganz häerzlech félicitéieren. De Grand-Duc Henri vertritt eist Land gutt, an dat ass fir e klenge Land wéi eist extrem wichteg. Mir soen him Merci fir säin Asaz am Interessi vum Land a wënschen him fir déi nächst Joren eng glécklech Hand bei der Ausübung vu senge wichtege Fonctiounen.

Fir un deen zweeten Anniversaire ze erënneren, erlaabt mer en Extrait ze zitieren aus dem Compte rendu vun der Séance vun der «Assemblée des États du Grand-Duché de Luxembourg» vun 1860:

«Ce aujourd'hui, mardi 30 octobre 1860, Messieurs les membres de l'Assemblée des États se trouvent réunis vers trois heures de l'après-midi dans la salle des séances du nouvel Hôtel des États pour la session ordinaire de 1860.»

Viru bal genee 150 Joer gouf den deemolegen «Palais de la Nation», dat Gebai, an deem mir hei an haut sinn, feierlech ageweit. De Fait, dass d'Parlament am historiches Quartier vun der Stad seng eege Réuniouns- an Aarbechtsraum krut, ass méi wéi symbolesch. Et huet deemools gewisen, dass d'Parlament eng eegen Institutioun ass, déi wuel zu de Strukture vun engem Stat gehéiert, mä awer heivunneer komplett onofhängeg ass.

Mä schonn deemools ass d'Gebai séier ze kleng ginn. D'Chamber gouf schonn e puermol vergréissert an och nei aménagéiert. Mä ech si frou, dass - ausser der däischerer Zäit vum Zweete Weltkrich, wou d'Gebai vun den Nazië besat war, a während den Émbauarbeiten Enn den 90er Joren, wou d'Parlament an d'Stater Mairei geplënnert war - all öffentlech Sitzungen tëschent dësen ale Mauere konntent ofgehalen ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, esou al wéi dat Gebai hei ass, esou laang gëtt et eben och scho Problemer, fir all Servicer ënner een Daach ze kréien, wat dozou gefouert huet, dass mir eng Rei vu Gebailechkeeten ausserhalb vun eisen zwee Haiser hu misse beleegen. Ech hoffen, dass mat der Acquisitioun vun Gebai vis-à-vis vun der Chamber dës Platzproblemer, souwuel fir d'Fraktiounen wéi fir eis Servicer, wäerten definitiv geléist ginn. An deenen nächste Woche wäerte mir am Bureau, zesumme mat de Fraktiounen, iwwert déi definitiv Affectatioun vun deenen neie Gebailechkeeten eng Décisioun huelen.

Ech wëll hei och dorop hiweisen, dass d'Chamber esou en Ukaf och a Krisenzäite ka maachen, well iwwert déi lescht Jore vun der Chamber Suen op d'Säit gesat gi sinn, ebe grad fir de Fall, dass sech eng Kéier géif d'Geleeënheet bidden, zousätzlech Gebaier ze kafen. Dat ass elo de Fall, a mir kënnen, ouni dofir mussen en Emprunt opzuehelen, dës Gebai mat eisen eegene Fonge bezuelen. Op där anerer Säit wäerte mer all déi Büroaraimlechkeeten opginn, déi de Stat fir eis rondërem gelount hat, an duerfir wäert dann och eng substanzieel Zomm vu Loyeren agepuert ginn, déi eisem Statsbudget da géif zeguttkommen.

Léif Kolleginnen a Kollegen, d'Kris an hir Konsequenze bleiwen och elo nach an der Aktualitéit. De Budget vun nächste Joer weist eis, a wéi eng Richtung der Regierung hir Spuermesurë ginn. De Finanzminister huet beim Dépôt vun engem „éischte Schratt aus der Kris eraus“ geschwat. Sécherlech wäert et net deen eenzege Schratt bleiwen, an d'Sortie aus der Kris wäert eis och nach an deenen nächste Méint intensivst beschäftegen.

Egal wéi solle mir dat, wat wichteg ass, net aus den Ae verléieren: de Respekt virum Mënsch, d'sozial Gerechtegkeet an d'Solidaritéit.

Ech war viru kuerzem an engem Lycée, wou ech erëm konnt feststellen, dass déi jonk Leit sech vill Gedanken ëm hir Zukunft maachen. Et ass un eis, d'fir ze suergen, dass mir hinne keng Schierbelen hannerloossen, mä dass mir elo do flécken,

wou Rëss entstane sinn. Et ass bei schlechtem Wieder, wou een e gudde Séimann erkennt, an do si mir alleguerten heibanne gefuerdert.

Nieft dem Budget an den Anti-Krise-Mesurë gëtt et awer och déi normal legislativ Aarbecht mat verschiddene grouse Chantieren, wéi d'Gesondheets- an d'Pensiounsreform, d'Reform vum Avortement, d'Adoptioun, d'Bestietnes fir homosexuell Koppelen oder d'Reform vum Divorce, fir just dës Beispiller ze nennen. Mat der Diskussioun an der Adoptioun vun dëse wichtige Gesetzesprojete wäert eist Land domadder op där enger Säit der Evolutioun vun eiser Gesellschaft Rechnung droen, an op där anerer Säit dann och hoffentlech déi Strukturformen am Pensiouns- a Gesondheetsberäich huelen, déi d'Zukunft vun de Pensiounen ofsécheren, ouni d'Zukunft vun deenen nächste Generatiounen ze hypothekéieren.

D'Chamber huet sech an deene leschte Wochen awer och vill mat de Recommandatiounen vum GRECO beschäftegt, an och do sinn ech optimistes, dass mer all dës Rotschlë an deenen nächsten Deeg a Wochen, a spéitstens bis zum Enn vum Joer wäerten emsetzen. Fir e klenge Land wéi Lëtzebuerg ass et nämlech wesentlech, dass mir alles drusetzen, fir vu schwaarzen a groe Lëschten ewechzebleiwen, wat ëmmer zu irrversibelen Imageschied féiert. Ech sinn duerfir frou, dass d'Chamber, mat deenen dofir zoustännege Kommissiounen, hei eng wesentlech Roll gespillt huet, fir zesumme mat der Regierung an och de Parteien hir Hausaufgaben ze maachen an deene Recommandatiounen nozekommen.

Léif Kolleginnen a Kollegen, mir sinn eis dann och eens, dass et wichteg ass, dass mer eis legislativ Prozedur kënnen accélérieren an domadder och méi schnell op Evolutiounen, ganz besonnesch an der Wirtschafts- a Finanzwelt, kënnen reagieren. De Statsminister huet dofir eng interinstitutionell Grupp agesat, wou d'Chamber, d'Regierung an de Statsrot vertruede sinn, déi sech intensiv mat dëser Problematik beschäftegt. Dës interinstitutionell Grupp war eng éischte Kéier zesummen, an d'Aarbechte komme gutt virun.

Erlaabt mer dann och ze ennersträchen, dass ech houfreg sinn, dass déi nei Europa-Prozedur, déi mer virum Summer an dësem Haus nach ofgeseent hunn, méi wéi zefridde stellend fonctionéiert. Déi eenzel Fachkommissiounen diskutieren ëmmer méi an ëmmer méi intensiv iwwer europapolitesch Sujeten a fäerten och net, fir heiriwwer motivéiert Avisen ofzeginn. An dat ass gutt esou!

Ech sinn och frou, dass eis Europa-Deputéierten elo besser a méi systematesch an déi Aarbechten agebonne ginn, well si an Zukunft an d'Reuniounen vun de Chamberskommissiounen invitéiert ginn, wann do europäesch Dossier analyséiert ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer um Enn nach e puer Wieder ze soen iwwer e Sujet, dee mir besonnesch um Härz läit: d'friddlecht Zesummeliewe vu Lëtzebuerg an Netlëtzebuerg. Eist Land, eis Wirtschaft, eis Gesellschaft, eis Kultur si geprägt vum Bäitrag vun enger grousser Zuel vun Netlëtzebuerg, souwuel déi, déi hei am Land liewen, wéi déi, déi all Dag an dës Land kommen, fir hei ze schaffen. Besonnesch a Krisenzäite solle mer eis ëmmer erëm virun Aen halen, dass mer an deene leschte Joren ouni de Bäitrag vun dëse Leit net deen héije wirtschaftlechen Niveau hätte kënnen erreechen, deen eis erlaabt, och a wirtschaftlech méi schwéieren Zäiten dach de Kurs ze halen.

Et ass wichteg, dass d'Politik alles ennerhëlt, fir dass d'Zesummeliewen tëschent Lëtzebuerg an Netlëtzebuerg optimal

verleeft, dëst am Interessi vun der sozialer Kohesioun vun eisem Land.

Zu wat Problemer um Niveau vun der Immigration an der Integratioun kënnen féieren, konnte mir an deene leschte Méint a verschiddene vun eisen Nopeschlänner erliewen, wou extrem riets Parteie massiv an de Parlamentarier erëm vertruede sinn.

Duerch d'Afféiere vun der duebeler Nationalitéit hu mer virun zwee Joer e wichtege Schrëtt gemaach a Saachen Integratioun vun eisen auslännesche Matbieger. De grouse Succès vun dësem Gesetz weist dann och, wéi wichteg fir vill vun dësen auslännesche Matbieger déi Lëtzebuerg Nationalitéit ass, déi hinnen dann och erlaabt, niewent hiren eegene Wuerzelen sech awer och zu Lëtzebuerg doheem ze fillen.

Och wa villes gutt leeft a mir Gott sei Dank net déiselwecht Problemer kenne wéi verschidde vun eisen Nopeschlänner, esou dierf een awer d'Aen net zoumaache virun der Realitéit, well och hei am Land ass net alles perfekt, an et gëtt sécherlech eng Rei vun Defiziter. A ville Gesprächer mat de Leit dobaussen - Lëtzebuerg an Netlëtzebuerg - ass mer bewusst ginn, datt et dach plazeweis Problemer am Zesummeliewen tëschent Lëtzebuerg an Netlëtzebuerg an och tëschent eenzelnen Auslännerpopulatiounen an eisem Land gëtt. Besonnesch méi eeler Leit hunn heiansdo Problemer, sech an där kosmopolitescher Gesellschaft, an där mer liewen, erëmzefannen an hunn diffus Ängschte virun Iwwerfremung an d'Gefill, am eegene Land diskriminéiert ze ginn.

Un der Politik ass et, offe mat deene Leit iwwert dës Problemer ze diskutéieren an hinnen erëm opzeweisen, wat fir eng grouss Chance déi auslännesch Populatioun fir eist Land duerstellt. Mir sollen dëst maache soulaang déi Problemer nach kleng sinn, an net de Feeler maachen, fir de Kapp an de Sand ze stiechen an ze maache wéi wa bei eis doheem alles „pour le mieux dans le meilleur des mondes“ wier.

D'Integratiounspolitik ass e permanente Chantier, wou mir allegueren - d'Regierung, d'Chamber, awer och d'gesamt Zivilgesellschaft - gefuerdert sinn, ëmmer erëm op nei Erausforderungen Äntwerten ze sichen an och ze fannen.

Ech géif duerfir en Appel un eis allegueren riichten, fir an deenen nächste Wochen a Méint eis méi offensiv a proaktiv mam Thema vun der sozialer Kohesioun am Land - eng Terminologie, déi ech léiwier hu wéi déi vun der Integratioun - ausernee-zesetzen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wënschen eis all vill Energie, fir deenen Erausforderungen, déi op eis an op d'Land duerkommen, Meeschter ze ginn.

Ech soen Iech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

3. Ordre du jour

► **M. le Président.** - An hirer Réunioun vum 6. Oktober huet d'Presidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer nach de Projet de loi 6119 iwwert de Recours en matière de marchés publics, nom Basismodell.

Muer de Mëtteg um hallwer dräi behandelde mer an enger gemeinsamer Diskussioun d'Projet-de-loien 6163, 6017 an 6168, nom Modell 1.

Ass d'Chamber domadder averstanen? Den Här Hoffmann freet d'Wuert.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Här President, mir hu muer um Ordre du jour d'Approbatoun vun enger Konventioun ënnert der Nummer 6168. An den Objet vun där Konventioun ass eng stroferechtlech Zesummenaarbecht fir d'Repressioun vun der Piraterie.

Mäi grouse Problem besteet doranner, dass ech der Meenung sinn, dass bei der

Applikatioun vun där Konventioun - do mengen ech net nëmme, wat mir hei zu Lëtzebuerg dermat maachen, also zum Beispill d'Fro vun der Ausweisung, sondern wat insgesamt opgrond vun där Konventioun an anere Länner geschitt -, dass ech ganz staark Bedenken hu par rapport zu dem Anhale vu mënscherechtleche Bedëngunge respektiv par rapport zu der Doudesstraf.

D'Applikatioun vun där Konventioun kann doranner bestoen, dass a Länner - wann een d'Lëscht vun de Länner kuckt, déi se bis elo approuvéiert hunn, da gesäit een, wat fir dass dat sinn -, dass an deene Länner opgrond vun dëser Konventioun Pursuitéit stattfannen, déi de mënscherechtleche Kritären net gerecht sinn, respektiv och zur Uwendung, Exekutioun vun der Doudesstraf féieren.

An duerfir hätt ech léiwier, an dat wär meng Proposition, mer géifen déi Konventioun nach eng Kéier an d'Commission juridique ginn, vläicht och an d'Commission des Institutions, fir deen Aspekt Droits de l'Homme, garanties par rapport aux droits de l'Homme, garanties par rapport à la non-exécution de la peine de mort, dass een dat nach eng Kéier géif iwwerleeën, examinéieren, eventuell Reserve virgesinn - et si bestëmmte Länner, déi hu par rapport zu där Konventioun Reserven ausgedréckt, awer net an deem dote Beräich - an dass ee vläicht och eis Konsultativ Kommissioun vun de Mënscherechter nach eng Kéier mat där Konventioun befaasst, fir dass si eis seet, ob do Garantie bestinn - ech fannen neen -, a wat ee kéint maachen, fir eventuell awer op d'mannst gewisse Restriktiounen par rapport zu Abusen am Beräich vun de Mënscherechter oder vun der Exekutioun vun der Doudesstraf iergendwéi ofzesécheren.

► **M. le Président.** - Den Här Braz freet och nach dozou d'Wuert.

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Ech wëll fir déi gréng Fraktioun soen, Här President, dat do sinn effektiv Aspekter, déi mer an der Kommissioun net évoquéiert hunn. Wa mer éierlech sinn, dat ass an där Form do net zur Sprooch komm. Et ass och wouer, dass mir déi heite Projeten ënner engem - déi dräi, dee Pak - ënner engem gewaltigen Zäitdruck hu misse maachen. Mir hätte kee Problem, eis deem dote Virschlag unzeschleissen an deen drëtten Projet nach eng Kéier ze diskutéieren à la lumière vun deem, wat elo gesot ginn ass, well dat ass an der Kommissioun net geschitt.

Fir déi aner zwee Projeten, mengen ech, ass dat anescht. Mir hunn awer kee Problem, fir eis do nach eng Kéier e bëssen Zäit ze huelen, wann dat eis Aarbecht ka verbesseren.

► **M. le Président.** - Den Här Schiltz huet d'Wuert.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).** - Här President, déi dräi Projete sinn an der Kommissioun diskutéiert ginn. Et waren eng Rei Sitzunge souguer iwwert de Summer. Et war also d'Méiglechkeet, an der Kommissioun eng Rei Saachen unzemellen. Et ass och d'Méiglechkeet, hei am Plenum nach eng Rei Saachen unzemellen.

Den Här Braz huet et ugeschwat. Mir stëmmen déi dräi Texter a relativ komplizéierte Konditiounen, wat d'parlamentaresch Aarbecht ubelaangt. An ech drécke mech diplomatesch aus, wann ech dat soen. An déi dräi Texter gehéieren zesummen. Ech denken, vu datt se allegueren eppes ze dinn hu mat deem, wat ënnert dem Sigel GAFI bekannt ass, an déi Fro, déi vum Här Hoffmann opgeworf gëtt - wat jo eng ganz legitim Fro ass -, kënnen mer jo, vu datt mer se net an der Kommissioun diskutéiert hunn a kee se do opgeworf huet, kënnen mer jo dann hei muer am Plenum diskutéieren.

Ech sinn och gespaant op déi juristesche Argumentatioun, déi et wäert méiglech maachen, fir au-delà vun eiser Juridictioun, sief dat Juridictioun, déi mer op eisem Territoire hunn oder op déi Schéffer, déi ënner eisem Fändel ze sinn, Prinzipien ze applizéieren, respektiv d'Applikatioun vu Prinzipien op aner Länner iwwert de Wee vun der Adoptioun vun esou Konventiounen ze hunn.

Et ass eng seriö Fro, wann et ëm d'Mënscherechter geet. Nach muss een,

wann een déi hei umellt, a mengen Aen och erklären - an dat ka jo da muer geschéien -, wéi een dat wëllt juristesche ënnermaueren, datt mir do sollen Afloss huelen op dat, wat déi aner Länner do froen.

Alles an allem ass et awer esou, datt mer, wéi all Mënsch heibanne sech bewusst ass, an engem Prozedere sinn, deen zu engem Rapport vum GAFI gefouert huet, deen eisem Land net favorabel ass. D'Chamber huet eng éischte Kéier intervenéiert, andeem se en catastrophe am Februar, fir d'Saachen e bësse besser ze maachen, d'Gesetz iwwert d'Responsabilitéit pénale des personnes morales gestëmmt huet. D'Chamber stëmmt elo dräi Gesetzer no. A wann et dräi Gesetzer sinn, sinn et keng dräi. Well ech mengen, dat éischt Gesetz, dat beinhalt eleng Changementer un eefel Gesetzer mat ganz substanzuelle juristesche Froen, déi mer an der Kommissioun diskutéiert hunn. Ech denken, datt mer déi Fro sollen diskutéieren, mä datt mer se muer hei sollen am Plenum diskutéieren.

Ech soen Iech Merci.

► **M. le Président.** - Den Här Bettel huet d'Wuert.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, ech soen Iech Merci. Sou wéi et och gesot ginn ass vum Här Schiltz, ass an der Kommissioun driwwer diskutéiert ginn. Mä et muss ee wëssen, dass deen heite Projet de loi net den Hauptprojet de loi war, wou mer déi meeschten Zäit verbruecht hunn iwwert déi ganz GAFI-Mesuren, déi mer hunn, fir ze évitéieren, op déi gro Lëscht ze kommen.

Eis Partei wäert, esou wéi ech et och schonn ugekënnegt hunn an der Kommissioun, dëse Projet stëmmen. Mir wëlle wierklech awer, dass all Punkt kloer ass. A wann et hei wierklech ëm eng Fro geet, wou d'Doudesstraf an engem vun deenen anere Länner, déi Signataire si vun dëser Konventioun, awer a Fro kënn, ass et fir eis wichteg, dass dee Punkt gekläert gëtt vis-à-vis vun eiser Regierung, wat hir Position ass. A mir wiere frou - an dat wäert eng Conditio sine qua non sinn, Här President, fir den Text och ze stëmmen -, dass mer kloer Äntwerte kréie vun der Regierung op deem dote Punkt.

► **M. le Président.** - Den Här Jacques-Yves Henckes huet d'Wuert.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här President, déi Problematik, déi opgeworf ass, ass reell, well déi hänkt net vun de Gesetzestexten of, mä déi hänkt vun de Pays signataires of, an do gëtt et eventuell verschidde Reserven. Et ass kloer, datt um Blanchiment a kengem Land d'Doudesstraf besteet. Mä bei Actes de terrorisme ass awer manifestement d'Méiglechkeet do, an do hu mer bis elo a sämtlechen internationale Konventiounen Ausweisung virgeholl, mä just ënnert där Konditioun, datt d'Land sech géif engagéieren, fir keng Doudesstraf ze exécutéieren.

Ech huelen och un, datt dee Signataire vläicht, deen hei viséiert ass, esou ähnlech Deklaratiounen mat akzeptéiert huet. Dat misst kloergestallt gi vun der Regierung, well mer d'Lëscht, déi aktualiséiert Lëscht vun de Pays signataires net hunn an do duerch effektiv eng Inconnue besteet. Mir proposéieren eventuell, wann et méiglech wier, fir muer de Moien eng Réunioun vun der Commission juridique ze hunn, fir dee Problem do ze diskutéieren.

► **M. le Président.** - Den Här Bodry huet d'Wuert.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Jo, ech mengen, effektiv ass déi Fro net an der Kommissioun bei eis diskutéiert ginn. Ech géif proposéieren, dass effektiv d'Regierung sollt do kucken, déi néideg Explicatiounen kënnen ze ginn op déi dote Fro, fir dass mer déi hunn, wa mer hei am Plenum iwwert déi Projeten do diskutéieren. An ech mengen, da gesäit ee jo, wéi wäit ee virukënn. Ech mengen, wa mer do eis Apaisement kréien, gesinn ech kee Problem, dass mer deen Text hei stëmmen.

► **M. le Président.** - Gutt. Ech hunn also hei d'Propositoun vum Här Hoffmann, fir deen dote Projet de loi vum Ordre du jour ze huelen. Kënnen mer da vläicht iwwert déi Propositoun ofstëmmen?

Vote

Wien ass mam Ordre du jour d'accord, esou wéi e vun der Conférence des Présidents virgeschloen ass? Do kënnen mer jo e Vote à main levée maachen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dat schéngt mer also kloer ze sinn. Domadder ass den Ordre du jour ugeholl, esou wéi e vun der Conférence des Présidents virgeschloen ginn ass.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6119 iwwert de Recours en matière de marchés publics. Ah, entschëllegt, den Här Berger wollt nach schnell d'Wuert froen, fir eng Proposition de loi ze déposieren. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

4. Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution et d'une proposition de loi

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wollt hei eng Proposition de loi déposieren, respektiv eng Proposition de révision vun der Constitution.

- 6205 - Proposition de révision de l'article 52 de la Constitution

- 6206 - Proposition de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003

Ëm wat geet et? Et geet ëm d'Erofsetze vum Wahllalter op 16 Joer, souwuel op nationalem wéi kommunalem Niveau.

Dir kënn Iech vläicht erënneren, datt ech schonn eng Kéier esou eng Initiativ hei geholl hat, datt ech awer, well mer eist Chambersreglement geännert hunn, dunn déi Propositounen erofgeholl hunn a se dann elo nei déposieren, fir datt dann och kann an den nächste Wochen a Méint nach eng Kéier hei am Plenum doriwuer debattéiert ginn.

Et sinn u sech keng oder kaum nei Elementer derbäi, ausser datt och elo mëttlerweil d'Jugendparlament, dat jo och ganz vill flott Relatiounen mat eiser Chamber huet, sech och derfir ausgeschwat huet. Ech wollt déi also déposieren an der Hoffnung, datt dat och schnell kéint duerch d'Instance goen. A ronn engem Joer hu mer Gemengewahlen, an et wier flott, wann een da kéint schonn, wann dee Stéichdatum ass, no deem Modus och hei zu Lëtzebuerg viele goen.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Berger. Elo komme mer dann awer definitiv zum Projet de loi 6119 iwwert de Recours en matière de marchés publics. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo just ageschriwwen: déi Hären Etgen an Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Léon Gloden. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

5. 6119 - Projet de loi instituant le recours en matière de marchés publics

Rapport de la Commission du Développement durable

► **M. Léon Gloden (CSV), rapporteur.** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, direkt zum Optakt vun der neier parlamentarescher Sessioun hu mer méi e juristesche-technesch Projet de loi um Ordre du jour: de Projet de loi N°6119 instituant les recours en matière de marchés publics, deen d'Direktiv 2007/66 vum 11. Dezember 2007 modifiant les directives 89/665 an 92/13 en ce qui concerne l'amélioration de l'efficacité des procédures de recours en matière de passation des marchés publics transposéiert.

Dëse Projet bréngt verschidden Ännerungen an de Voie-de-recoursen, déi eng Entreprise huet, wa se mengt, si wier am Kader vun enger Procédure d'attribution vun engem Marché public ongerechterweis net zrëckbehale ginn. Präziséiere mer direkt am Ufank, datt dëse Projet de loi net de Champ d'application vun der Marché-public-s-Gesetzgebung verännert.

Bis elo kenne mer zwee Gesetzer, déi d'Prozedure virum Geriicht am Kader vun enger Procédure d'attribution vun engem



Marché public festleeën: d'Gesetz vum 13. März 1993, wat d'Direktiv 89/665 emgesat huet, an d'Gesetz vum 27. Juli 1997, wat d'Direktiv 92/13 emgesat huet.

Et ënnerscheet een tëschent de Prozedure bei de Juridictions administratives an de Prozedure bei de Juridictions civiles. Wann eng Administratioun e Marché public ausschreift an et wëllt ee géint eng Décisioun vun der Administratioun kloen, geet ee bei den Tribunal administratif. Wëllt ee Schuedenersaz kréien, geet ee bei d'Juridiction civile.

Et gëtt awer och Entitéiten, déi keng Administration publique sinn, mä déi awer an de Champ d'application vun der Marché-public-s-Gesetzgebung falen. Dës sinn d'Entités adjudicatrices privées aus dem Waasser-, Energie-, Transport- a Postsecteur, wéi zum Beispill d'SEO. Wann een do wëllt e Recours géint eng Décisioun maachen, da geet ee bei d'Juridiction civile.

Duerch dese Projet de loi ginn elo d'Prozedure souwuel bei de Juridictions administratives wéi bei de Juridictions civiles adaptéiert. An deem Dossier ass eng gewëssen Urgence, well d'Europäesch Kommissioun de Fanger op Lëtzebuerg gerichtet huet. De Projet de loi N°6119, dee mer elo hei solle stëmmen, wäert déi zwee Gesetzer, déi ech virdu genannt hunn, abrogéieren, andeem en engersäits d'Dispositione vun deem zwee Gesetzer zréckhält an anerersäits emännert oder compléiert, fir konform mat där Direktiv ze sinn.

Firwat déi Direktiv 2007/66 a firwat also dese Projet de loi? Et ass festgehale ginn, dass déi aktuell Recours net ëmmer effikass waren, well deen, deen de Kontrakt net krut, net oder ganz schwéier a Procédures d'adjudication agräife konnt, ausser am Prinzip e Recours en annulation ze maachen oder Schuedenersaz ze froen. Duerfir ass eng vun deene groussen Nouveautéen, déi duerch dese Projet de loi agefouert ginn, dass eng Décisioun, e Marché public enger Entreprise ze ginn, als „dépourvue d'effets“ deklaréiert ka ginn, also als caduque deklaréiert ka ginn.

Mir kruten am Kader vun deem Projet de loi eng Retsch interessant Avisen. Ech wëllt hei just den Avis vum President vun der Cour administrative ervirsträchen, dee mer och probéiert hunn, esou wäit wéi méiglech ze befollegen, dans la mesure, wou e mat de Commentaire vum Statsrot iwwereneestëmmt.

De Statsrot huet den éischten Avis den 29. Juni ginn. Mir haten an eiser Réunioun vum 8. Juli 2000 (*lire: 2010*) eng Rei Amendementer gemaach, an de Statsrot huet en zweeten Avis de 16. Juli ginn. An hirer Sëtzung vum 23. Juli huet d'Kommissioun dunn nach eng Rei Amendementer gemaach, déi de nature légistique sinn. A sengem leschten Avis vum 28. September huet de Statsrot keng Kommentare méi gehat.

Wat ännert also mat deem neie Gesetz? Fir d'Éischt betreffend d'Décisioun vun den Administrations publiques. Den Artikel 3 hält d'Prozedur beim Référé administratif zréck, déi et enger Entreprise erlaabt, e Recours ze maachen, wa se mengt, et wier eng Irrégularitéit um Niveau vun de Soumissionndossiere geschitt. D'Konsequenz vun deem Référé ass, dass wann den Tribunal administratif considéiert, dass do effektiv eng Irrégularitéit geschitt ass, en déi ka korrigéieren an esou de Kläger nach ëmmer eng Chance behält, fir de Marché ze kréien.

Et ass awer och ervirsträchen, dass wann eng Violatioun virläit, de President vum Tribunal administratif net muss d'Irrégularitéiten am Soumissionndossier korrigéieren, wann en der Meinung ass, dass notament op Basis vum Intérêt public d'negativ Konsequenz méi schlëmm wiere wéi d'Avantages. An deem Fall kann de President da finanziell Penaltéite prononcéieren. D'Administratioun muss och esou laang d'Prozedur stoppen, bis d'Notifikatioun vun der Ordonnance vum Riichter geschitt ass.

Zweete wichtige Punkt ënnert deem Projet de loi ass - wéi een esou schéin op Lëtzebuergesch seet - d'„Obligation de standstill“. Et gëtt eng de suspension tëschent der Décisioun vun der Adjudicatioun an der Konklusioun vum Kontrakt tës-

chent de Parteien. Dësen Délai ass zéng oder 15 Deeg. Dat hänkt dovunner of, ob d'Décision d'attribution vum Marché public u concernéiert Soumissionnairen iwwer E-Mail, Fax oder Bréif geschéckt gëtt.

Wann een am Délai vun zéng oder 15 Deeg dann e Recours beim President vum Tribunal administratif agereicht huet, där d'Verwaltung de Kontrakt net ofschléissen. Dësen Délai ass awer net obligatoresch a verschiddene Fäll. Dës Fäll sinn am Artikel 8 festgeluecht, wéi zum Beispill, wa keng Publikatioun vun engem Marché public am Journal officiel vun der Europäescher Unioun obligatoresch ass.

Eng grouss Nouveautéit ass, dass de Kontrakt, dee concluéiert ginn ass en violation vun de prozeduralen Exigence a verschiddene Fäll „dépourvu d'effets“ vum President vum Tribunal d'arrondissement deklaréiert ka ginn, also caduc gëtt.

De Riichter huet d'Méiglechkeet, de Kontrakt ze annulléieren, entweder mat Effet rétroactif, dat heescht, de Kontrakt gëtt et net méi, oder d'Annulatioun ka sech op verschidden Obligatione bezéien aus dem Kontrakt, déi nach ze exécutéieren sinn. Am leschte Fall muss de Riichter och finanziell Strofe prononcéieren.

Hei ass awer och ervirsträchen, dass de President vum Bezirksgericht net onbedéngt muss de Marché dépourvu d'effets deklaréieren, wa sougenannte Raisons impérieuses d'intérêt général verlaangen, dass de Marché awer valabel bleift. An deem Fall muss de President dann awer finanziell Sanktiounen prononcéieren.

Wat ass eng Raison impérieuse d'intérêt général? Esou eng Raison impérieuse d'intérêt général ka sinn, dass et ekonomesch wichteg ass, dass den ofgeschlossene Marché public bäibehale gëtt. Mä den Intérêt économique kann awer net sinn, wann duerch d'Annulatioun géifen zousätzlech Käschten ufalen, well de Chantier méi spët géif exécutéiert ginn doduerch, dass en neien Appel d'offre lancéiert muss ginn.

A verschiddene Fäll kann de President net intervenéieren, fir e Marché dépourvu d'effets ze deklaréieren. Dës Fäll sinn am Artikel 12 an am Artikel 13 virgesinn. Wann et awer kloer ass, dass deen, deen de Recours mécht, well de Sursis d'exécution oder d'Obligation de standstill net respektéiert ginn ass, wann et awer bewisen ass, dass deen, deen de Recours mécht, souwéiso net de Marché hätt kënnen kréien, da kann de Kontrakt net annulléiert ginn. An deem Fall kann héchstens eng finanziell Penaltéit ufalen. Dës finanziell Penaltéit ka sech maximal op 15% vum Montant hors TVA vum attribuéierte Marché belafen an dës Zomm geet un den Enregistrement.

Betreffend dann d'Prozeduren am Kader vu Marchéen, déi duerch sougenannten Entités adjudicatrices privées am Waasser-, Energie-, Transport- a Postsecteur concluéiert ginn, kann ee soen, dass dat, wat ech elo grad gesot hunn, och grosso modo hei emgesat ginn ass.

Bleift allgemeng ze rappeléieren, dass nievent de Recoursen eng Entreprise natierlech och - wéi et bis elo ass - e Schuedenersaz beim Zivilrichter akloe kann.

Ënnersträiche mer nach, dass dës Gesetz den éischten Dag vum Mount, nodeem et am Mémorial publizéiert gëtt, a Kraaft trëtt. Recoursen am Kader vun engem Marché public, wou virun Akraafttriede vun deem neie Gesetz een Avis publizéiert oder en Appel d'offre gemaach ginn ass, ënnerleie weider deenen ale Gesetzer.

Ech hat lech net ze vill versprach: Dës Projet de loi ass technesch, mä e verstärkt d'Rechter vun den Entreprene am Kader vun der Marché-public-s-Prozedur. Domat ginn d'Administratiounen an d'Entités adjudicatrices privées initiéiert, och besser opzepasst am Kader vun de Marchés publics. Ech ginn dann och den Accord vu menger Fraktioun zu deem Projet a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Rapporteur Merci, an als éischte Riedner ass den Här Fernand Etgen agedroen. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Fernand Etgen (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dem Rapporteur Merci soe fir säi präzise schrëftleche Rapport a säin och kloer formuléierte mëndleche Rapport. Ech mengen, de Wierder vum Rapporteur ass näischt bäizéigen an ech wëll och den Accord vu menger Fraktioun ginn.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Etgen. Dann hunn ech hei nach den Här Henckes, deen agedroen ass. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dem Rapporteur e grouse Merci. En huet ënner anerem ervirgestrach, dass dat Gesetz hei d'Rechter vun den Entreprisé vis-à-vis vun der öffentlecher Hand stäerkt, mä leider just nure fir déi europäesch Marché-publicen, net fir déi national, wat ech ganz éierlech bedauern a wou ech och muss ervirsträchen, dass mer dat eenzeg Land sinn, wat esou eng Mesure virgesäit. D'Belsch, Däitschland, Frankräich hunn eng eenheetlech Prozedur virgeholl, well dat méi PME-frëndlech ass. Ech bedauern, dass mer ons hei stur nuren un déi Traditiounen halen, déi mer soss kennen.

Deen zweete Problem, deen diskutéiert ginn ass an der Kommissioun - wou ech eng Kéier d'Éier hat, fir kënnen derbäi ze sinn -, dat ass, dass een Ablack am Projet de loi initial gesot gi wor, dass de Règlement grand-ducal, deen als Ausféierung vun dem Gesetz iwwert d'Marchés publics virgesinn ass, dass dat, dass d'Recoursen deem Règlement grand-ducal ënnerworf wieren.

Ech si frou, dass d'Regierung an och déi zoustänneg Chamberskommissioun an och nodréiglech de Conseil d'État finalement d'accord sinn, dass esou Dispositionen, wou op e Règlement grand-ducal an engem Gesetz verwise gëtt, fir essenziell Konditiounen fir Recours virzegesinn, dass dat ewechkomm ass an dass elo also d'Gesetzgebung integral applizéiert gëtt an net sech op e Règlement grand-ducal référéiert gëtt, dee ganz séier ouni iergendeng Avis vun iergendengem kéint theoretisch vun der Regierung geännert ginn. Esou dass dat eng positiv Mesure ass, déi mer elo festgehalten hunn!

Par contre bleiven nach e puer Saachen technesch Natur, wou ech wollt kuerz drop hiweisen: Esou bedauern ech, dass de President vum Tribunal d'arrondissement net kann ersat ginn. Wann also e Référé ass an et ass Vakanzzeit oder en ass krank, dann hu mer e klengen technischen a praktesche Problem. Da gëtt am Artikel 6 am Commentaire geschwat vum „President vum Tribunal d'arrondissement“ an a Wierklechkeet steet am Gesetzestext de „President vum Tribunal de commerce“... Bref, et gesäit een, dass nach hu missen e puer Froe vläicht opgeworf ginn.

Mä wat mer méi fundamental schéngt - Här Minister, do adresséieren ech mech un d'Regierung -, dat ass, dass mer eng Kéier déi ganz Gesetzgebung missten nei op de Leescht huelen, dass mer eng global Reflexioun hunn, och iwwer verschidden institutionell Problemer, déi mer hunn.

Ech wëll nuren drop hiweisen, een eenzeg Beispill: Am Gesetz, wat mer 2009 gestëmmt hunn, gëtt de Montant fir d'Marchés publics de travaux op 6.240.000 Euro festgeluecht. Et ass haut nach ëmmer de Fall, mä deen Ablack, wou d'Gesetz gestëmmt ginn ass, louch e scho bei 5.150.000, haut ass e bei 4.845.000. Op där anerer Säit ginn déi Marges de soumission publique au niveau national dem Index, dem Bauindex ugepasst. Wann een deen elo héichrechent tëschent 2009 an dem Montant haut, da leien tëschent der europäescher Ausschreibung an der nationaler Soumission publique de travaux nach eng 50.000 Euro Differenz.

D'Fro stellt sech, ob een do net muss eng Kéier dat Ganzt kucken, dat Ganzt iwwerleeën a kucken, dass een am Gesetzestext dat huet, wat wichteg ass, wat fir jiddwee, fir d'Entreprene einfach liesbar ass, an am Règlement grand-ducal nure méi d'Ausféierungsbestëmmungen.

Ech wier frou, Här Minister, wann Der ons kéint an den nächste sechs Méint Är Iwwerleeung bekannt ginn an eventuell e

Projet de loi déposéieren, oder wéinstens Är grouse Iwwerleeung bekannt ginn, wéi Der déi Reform vum Marchés-publics-Gesetz esou wëllt maachen, dass se méi liederlech ass, dass se méi userfrëndlech ass, net nure fir d'Betribber - well déi sinn et als Éischt an onsen Aen -, mä och fir d'Administrations publiques.

Wann Der op dee Wee wëllt goen, Här Minister, da stëmme mer lech d'Gesetz; wann Der op dee Wee net wëllt goen, da géife mer ons beim Gesetz enthalen.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Henckes. Elo kritt d'Wuert den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci, Här President. Ech wëll ufänken, andeem ech och dem Rapporteur villmoos Merci soe fir déi gutt a schnell Aarbecht, déi hei gemaach ginn ass. Ech si frou, dass mer deen Text elo haut kënnen duerckréien. Et ass en Text, wou mer e Retard hunn an den Direktivemsetzungen. Dee Retard ass hei definitiv, wat d'Marché-publicen elo ugeet, mat deem Vote - wann en da positiv ausgeet - opgehewen.

Op déi puer Froen, déi gestallt gi sinn, wëll ech dat hei soen: Éischtens ass et esou, dass mer virun enger ganzer Rei Joren déi Opdeelung an dräi Bicher vun der Marché-public-s-Gesetzgebung erausgewielt hunn. Wann een déi bis eng Kéier an de Gesetzer huet, dann ass et logesch, dass an de Modifikatiounen vun de Gesetzer, esou wéi dat hei ass, och probéiert gëtt, se weider ze applizéieren, insofern et, wann een dat elo an deem Moment géif bei Modifikatiounen wéi déi hei änneren, eng risen Aarbecht wier a nach méi Gewulls géif ginn, wéi et noutwendeg ass.

Dofir war et fir eis wichteg, dass mer den Opbau, un deen d'Entreprene awer schlussendlech no esou vill Jore gewinnt sinn, an deem Moment bäibehalen.

Ech si relativ onglécklech, dass dee Gesetzestext 2003, 2008, 2009, 2010 all Kéiers muss emgeännert ginn. Dat hänkt natierlech awer dovunner of, dass eng Rei Modifikatiounen och am Kader vun den Direktiven ëmmer zousätzlech kommen, esou wéi déi hei zum Beispill. Dat ass gutt op där enger Säit, well mer eis Législatioun domat méi perfekt maachen, op där anerer Säit bréngt et d'Schwieregkeet mat, dass mer mat enger Législatioun ze dinn hunn, déi vill Changementer beinhalt an déi dofir och fir souwéiso d'Soumissionnairen op där enger Säit - Stat a Gemengen -, mä awer och fir d'Entreprisé ganz oft schwéier ze handhaben ass, well eben déi Modifikatiounen esou oft drakommen.

Et gëtt och nach en anere Problem. Dass ass deen, dass mer Schwierigkeeten hunn, eng konstante Jurisprudenz ze kréien, well ganz oft Detailler changéieren.

Elo fir op dem Här Henckes seng Fro ze äntwerten, mengen ech, dass et hei an deem Fall, an deem Moment elo emol wichteg ass, dass mer deenen Texter, esou wéi se elo existéieren, eng Chance ginn, dass se an der Praxis kënnen während enger Zäit lafen; dass mer och noutgedröngenerweis, ob mer et wëllen oder net, eng Jurisprudenz kréien. Dass huet jo och säi Virdeel, well mer dann och all Detail vun der Applikatioun vum Gesetz méi prezis kennen. An, wa mer dat wëssen, dass mer dann un déi nächst Etapp ginn, fir eng generell Iwwerleeung ze maachen.

Dat ass awer, Här Henckes, mengen ech, net a sechs Méint. Ech mengen, hei muss ee méi laang Zäit dem Gesetz ginn, fir ze kucken, wou sinn eis Schwaachpunkten, déi mer da mat enger Reformulatioun vum Text kënnen considéieren. Ech weess net, ob dat lech als Äntwert duergeet, mä et ass déi eenzeg, déi ech haut wëll ginn op Är Fro, déi Dir gestallt hutt.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Nohaltegkeetsminister. Domadder wier d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. De Vote par procuracion. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6119 ass uegoholl mat 60 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank (par M. Marcel Oberweis), MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies,

Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel (par M. Félix Eischen), Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Mill Majerus), Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

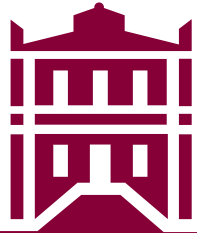
Et ass also esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn elo schonn um Schluss vun eiser éischter Sitzung ukomm.

Muer kënn d'Chamber erëm ëm hallwer dräi zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 15.48 heures)



SÉANCE 2

MERCREDI,
13 OCTOBRE 2010

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydie Polfer, Vice-Président

Sommaire**1. Communications**

- M. le Président

2. Résolution relative à l'adoption par la Chambre des Députés de l'avis politique de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural sur la réforme du cadre législatif européen de l'autorisation des OGM

- M. le Président

- Vote (résolution adoptée)

3. 6163 - Projet de loi

- portant renforcement du cadre légal en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme,

- portant organisation des contrôles du transport physique de l'argent liquide entrant au, transitant par ou sortant du Grand-Duché de Luxembourg,

- relative à la mise en œuvre des résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies et des actes adoptés par l'Union européenne comportant des interdictions et mesures restrictives à l'encontre de certains États, régimes politiques, personnes, entités et groupes,

- modifiant:

1. le Code pénal,

2. le Code d'instruction criminelle,

3. la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire,

4. la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme,

5. la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie,

6. la loi modifiée du 11 avril 1985 portant approbation de la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, ouverte à la signature à Vienne et à New York en date du 3 mars 1980,

7. la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne,

8. la loi du 20 juin 2001 sur l'extradition,

9. la loi du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne,

10. la loi du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale,

11. la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier,

12. la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier,

13. la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances,

14. la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat,

15. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat,

16. la loi modifiée du 10 juin 1999 relative à l'organisation de la profession d'expert-comptable,

17. la loi du 18 décembre 2009 relative à la profession de l'audit,

18. la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives,

19. la loi modifiée du 17 mars 1992 portant approbation de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, faite à Vienne, le 20 décembre 1988,

20. la loi modifiée du 14 juin 2001 portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime, faite à Strasbourg, le 8 novembre 1990,

21. la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'administration de l'enregistrement et des domaines

6017 - Projet de loi portant

1. approbation de la Convention du 29 mai 2000 relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne

2. approbation du Protocole du 16 octobre 2001 à la Convention relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne

3. modification de certaines dispositions du Code d'instruction criminelle et de la loi du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire en matière pénale

6168 - Projet de loi

- portant approbation de la Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime, faite à Rome le 10 mars 1988 et du Protocole pour la répression d'actes illicites contre la sécurité des plates-formes fixes situées sur le plateau continental, fait à Rome le 10 mars 1988;

- et modifiant la loi du 14 avril 1992 instituant un code disciplinaire et pénal pour la marine

- Rapport de la Commission juridique sur le projet de loi 6163: M. Jean-Louis Schiltz, M. Gilles Roth

- Rapport de la Commission juridique sur les projets de loi 6017 et 6168: M. Gilles Roth (dépôt d'une motion)

- Discussion générale: M. Xavier Bettel, M. Jean-Pierre Klein, M. Félix Braz, M. Jacques-Yves Henckes, M. André Hoffmann (dépôt d'une motion)

- M. François Biltgen, Ministre de la Justice (dépôt d'une documentation)

- Motions: M. François Biltgen, Ministre de la Justice

- M. André Hoffmann (parole après ministre)

- Vote sur l'ensemble des projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel

- Vote sur les motions (motion 1 adoptée; motion 2 rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden et François Biltgen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

► **M. le Président.** - Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

1. Communications

Ech hu par contre folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun deenen neië parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass

um Bureau déposiert a gëtt un d'Fraktioun verdeelt.

2) D'Lëscht vun de Projeten, déi während dem Summer um Greffe vun der Chamber déposiert goufen, ass och um Bureau déposiert a gëtt un d'Fraktioun verdeelt.

3) Dann ass et déi 123. Assemblée vun der Union parlementaire (lire: interparlementaire): Déi huet vum 4. bis de 6. Oktober zu Genève stattfonnt. D'Chamber war vertruuden duerch den Här Xavier Bettel.

4) De véierten Deel vun der Sessioun vun 2010 vun der Assemblée vum Conseil de l'Europe huet vum 4. bis den 8. Oktober zu Stroosbuerg stattfonnt. Hei war d'Chamber vertruuden duerch déi Damme Lydie Err an Anne Brasseur an déi Häre Fernand Boden, Norbert Hauptert, Jean Huss a Marc Spautz.

Communications du Président - séance publique du 13 octobre 2010

1. La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2. Les projets de loi suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

6160 - Projet de loi sur les services postaux

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias, le 14.07.2010

6161 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées;

2. du Code du Travail

Dépôt: Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 16.07.2010

6162 - Projet de loi portant modification de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique

Dépôt: Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 16.07.2010

6164 - Projet de loi

- portant transposition:

- de la directive 2009/110/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 concernant l'accès à l'activité des établissements de monnaie électronique et son exercice ainsi que la surveillance prudentielle



de ces établissements, modifiant les directives 2005/60/CE et 2006/48/CE et abrogeant la directive 2000/46/CE;

- de la directive 2009/44/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 mai 2009 modifiant la directive 98/26/CE concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres et la directive 2002/47/CE concernant les contrats de garantie financière, en ce qui concerne les systèmes liés et les créances privées;

- portant modification:

- de la loi du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement, à l'activité d'établissement de monnaie électronique et au caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres;

- de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière;

- de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme;

- de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

- de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance sur le secteur financier

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 30.07.2010

6165 - Projet de loi portant

- transposition de la directive 2009/111/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 modifiant les directives 2006/48/CE, 2006/49/CE et 2007/64/CE en ce qui concerne les banques affiliées à des institutions centrales, certains éléments de fonds propres, les grands risques, les dispositions en matière de surveillance et la gestion de crises;

- transposition pour les établissements de crédit de la directive 2009/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2009 modifiant les directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil en ce qui concerne certaines obligations de publicité pour les sociétés de taille moyenne et l'obligation d'établir des comptes consolidés;

- parachèvement de la transposition de la directive 2009/14/CE du Parlement et du Conseil du 11 mars 2009 modifiant la directive 94/19/CE relative aux systèmes de garantie et le délai de remboursement;

- modification de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

- modification de la loi modifiée du 17 juin 1992 relative aux comptes des établissements de crédit;

- modification de la loi du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;

- modification de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés;

- modification de la loi modifiée du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers;

- modification de la loi du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence sur les émetteurs de valeurs mobilières;

- modification de la loi du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 30.07.2010

6166 - Projet de loi portant introduction des mesures fiscales relatives à la crise financière et économique et portant

1. modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

2. modification de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet;

3. introduction d'une contribution de crise;

4. modification de la loi modifiée du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 30.07.2010

6167 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 28 juin 2002

1. adaptant le régime général et les régimes spéciaux de pension;

2. portant création d'un forfait d'éducation;

3. modifiant la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti

Dépôt: Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 03.08.2010

6168 - Projet de loi

1) portant approbation de la Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime, faite à Rome le 10 mars 1988, et du Protocole pour la répression d'actes illicites contre la sécurité des plates-formes fixes situées sur le plateau continental, fait à Rome le 10 mars 1988;

2) modifiant la loi du 14 avril 1992 instituant un code disciplinaire et pénal pour la marine

Dépôt: M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 03.08.2010

6169 - Projet de règlement grand-ducal portant organisation de l'apprentissage pour adultes

Dépôt: Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 04.08.2010

6171 - Projet de loi portant

a) simplification et accélération de la procédure d'autorisation des établissements classés et

b) modifiant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

Dépôt: M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 04.08.2010

6170 - Projet de loi concernant les organismes de placement collectif et modifiant la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 06.08.2010

6172 - Projet de loi portant réforme du mariage et de l'adoption et modifiant:

a) le Code civil

b) le Nouveau Code de procédure civile

c) le Code d'instruction criminelle

d) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État

e) la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

f) la loi modifiée du 14 mars 1988 portant création d'un congé d'accueil pour salariés du secteur privé

g) la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 10.08.2010

6173 - Projet de règlement grand-ducal relatif à la production, la rémunération et la commercialisation de biogaz

Dépôt: M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 12.08.2010

6174 - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 3 février 1992 relatif à la sécurité des jouets

Dépôt: M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 13.08.2010

6175 - Projet de règlement grand-ducal:

- transposant la directive 2009/17/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 modifiant la directive 2002/59/CE relative à la mise en place d'un système communautaire de suivi du trafic des navires et d'information

- abrogeant le règlement grand-ducal du 10 septembre 2004 transposant la directive 2002/59/CE

Dépôt: M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 13.08.2010

6176 - Projet de loi portant réalisation du pont provisoire et des accès au chantier dans le cadre de la réhabilitation du pont Adolphe à Luxembourg

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 18.08.2010

6163 - Projet de loi

- portant renforcement du cadre légal en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme,

- portant organisation des contrôles du transport physique de l'argent liquide entrant au, transitant par ou sortant du Grand-Duché de Luxembourg,

- relative à la mise en œuvre des résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies et des actes adoptés par l'Union européenne comportant des interdictions et mesures restrictives à l'encontre de certains États, régimes politiques, personnes, entités et groupes,

- modifiant:

1. le Code pénal,

2. le Code d'instruction criminelle,

3. la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire,

4. la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme,

5. la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie,

6. la loi modifiée du 11 avril 1985 portant approbation de la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, ouverte à la signature à Vienne et à New York en date du 3 mars 1980,

7. la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne,

8. la loi du 20 juin 2001 sur l'extradition,

9. la loi du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne,

10. la loi du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale,

11. la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier,

12. la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier,

13. la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances,

14. la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat,

15. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat,

16. la loi modifiée du 10 juin 1999 relative à l'organisation de la profession d'expert-comptable,

17. la loi du 18 décembre 2009 relative à la profession de l'audit,

18. la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives,

19. la loi modifiée du 17 mars 1992 portant approbation de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, faite à Vienne, le 20 décembre 1988,

20. la loi modifiée du 14 juin 2001 portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime, faite à Strasbourg, le 8 novembre 1990,

21. la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'administration de l'enregistrement et des domaines

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, et M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 19.08.2010

6177 - Projet de loi portant introduction d'un taux de cotisation unique dans l'assurance accident et modifiant:

1. le Code de la Sécurité sociale;

2. la loi modifiée du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural

Dépôt: M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale, le 19.08.2010

6178 - Projet de loi portant modification de la loi du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 20.08.2010

6179 - Projet de loi portant: 1. transposition de la directive 2005/47/CE du Conseil du 18 juillet 2005 concernant l'accord entre la Communauté européenne du rail (CER) et la Fédération européenne des travailleurs des transports (ETF) sur certains aspects des conditions d'utilisation des travailleurs mobiles effectuant des services d'interopérabilité transfrontalière dans le secteur ferroviaire; 2. modification du Code du Travail

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 20.08.2010

6180 - Projet de loi modifiant la loi du 30 mai 2005 portant organisation de la gestion des ondes radioélectriques

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias, le 23.08.2010

6181 - Projet de loi portant modification

1. de la loi du 8 septembre 2003 sur la violence domestique;

2. de la loi du 31 mai 1999 sur la Police et l'inspection générale de la Police;

3. du Code pénal;

4. du Code d'instruction criminelle;

5. du Nouveau Code de procédure civile

Dépôt: Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre de l'Égalité des chances, le 27.08.2010

6182 - Projet de loi relative aux garanties du Trésor en matière de droits de succession

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 31.08.2010

6183 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée et portant transposition

- de l'article 3 de la directive 2008/8/CE du Conseil du 12 février 2008 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne le lieu des prestations de service;

- de la directive 2009/69/CE du Conseil du 25 juin 2009 modifiant la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne la fraude fiscale liée aux importations;

- de la directive 2009/162/UE du Conseil du 22 décembre 2009 modifiant diverses dispositions de la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 31.08.2010

6184 - Projet de loi modifiant la loi du 29 juin 1989 portant réforme du régime des cabarets

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 31.08.2010

6185 - Projet de règlement grand-ducal abrogeant le règlement grand-ducal du 23 septembre 2005 concernant les fiches de données de sécurité comportant des informations relatives aux substances et préparations dangereuses

Dépôt: M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 03.09.2010

6186 - Projet de loi portant approbation des Amendements aux Annexes II et III de la Convention de Paris du 22 septembre 1992 pour la protection du milieu marin de l'Atlantique du Nord-Est (OSPAR) relatifs au stockage des flux de dioxyde de carbone dans les formations géologiques, adoptés lors de la réunion de la Commission OSPAR, qui s'est tenue à Oostende (Belgique) du 25 au 29 juin 2007

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 06.09.2010

6187 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement et visant à abroger la bonification d'intérêt généralisée



Dépôt: M. Marco Schank, Ministre du Logement, le 17.09.2010

6188 - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 13 septembre 2006 concernant la participation du Luxembourg au renforcement de la Force Intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL)

Dépôt: M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de la Défense, le 17.09.2010

6189 - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 7 octobre 2004 concernant la participation du Luxembourg à la mission ALTHEA de l'Union européenne en Bosnie-Herzégovine

Dépôt: Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de la Défense, le 17.09.2010

6190 - Projet de règlement grand-ducal portant modification du règlement grand-ducal modifié du 27 septembre 2008 relatif à la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'Union européenne en Géorgie (EUMM Georgia)

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 17.09.2010

6191 - Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe des élections générales en Bosnie-Herzégovine

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 17.09.2010

6192 - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) N°1007/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 sur le commerce des produits dérivés du phoque

Dépôt: M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 20.09.2010

6194 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Argentine, signée à Alcalá de Henares, le 19 mai 2010

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 23.09.2010

6195 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 24.09.2010

6197 - Projet de loi portant fusion des communes d'Ermsdorf et de Medernach

Dépôt: M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, le 28.09.2010

6198 - Projet de loi portant approbation du Protocole modifiant le Protocole sur les dispositions transitoires annexé au Traité sur l'Union européenne, au Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et au Traité instituant la Communauté européenne de l'Énergie Atomique, fait à Bruxelles, le 23 juin 2010

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 28.09.2010

6199 - Projet de règlement grand-ducal abrogeant le règlement grand-ducal du 19 avril 2002 relatif à des modalités d'application et à la sanction du règlement (CE) n°761/2001 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2001 permettant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS)

Dépôt: M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 30.09.2010

6201 - Projet de loi modifiant:

1. la loi modifiée du 21 mai 1999 concernant la fonction de candidat dans les carrières enseignantes de l'enseignement post-primaire

2. la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État, telle qu'elle a été modifiée

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 01.10.2010

6202 - Projet de loi relatif à la construction de la Maison du Nombre, de la Maison des Arts et des Étudiants ainsi que du Centre de Calculs et de la Centrale de production de froid à Belval

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 04.10.2010

6200 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2011

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 05.10.2010

6203 - Projet de loi fixant les droits d'accise et taxes assimilées des produits énergétiques, de l'électricité, des produits de tabacs manufacturés, de l'alcool et des boissons alcooliques

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 05.10.2010

6196 - Projet de loi portant réforme du système de soins de santé et modifiant:

1. le Code de la Sécurité sociale;
2. la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers

Dépôt: M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale, le 06.10.2010

6204 - Projet de loi

a) relative aux contrôles et aux sanctions concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques et les restrictions y applicables, telles que ces substances sont visées par le règlement (CE) n°1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques, modifiant la directive 1999/45/CE et abrogeant le règlement (CEE) n°793/93 du Conseil et le règlement (CE) n°1488/94 de la Commission ainsi que la directive 76/769/CEE du Conseil et les directives 91/155/CEE, 93/67/CEE, 93/105/CE et 2000/21/CE de la Commission;

b) relative aux contrôles et aux sanctions concernant la classification, l'étiquetage et l'emballage des substances et des mélanges, tels que ces substances et mélanges sont visés par le règlement (CE) n°1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les directives 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le règlement (CE) n°1907/2006;

c) abrogeant la loi modifiée du 15 juin 1994 relative à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses;

d) abrogeant la loi modifiée du 3 août 2005 relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses;

e) abrogeant la loi du 27 avril 2009

a) relative aux contrôles et aux sanctions concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques et les restrictions y applicables, telles que ces substances sont visées par le règlement (CE) n°1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques, modifiant la directive 1999/45/CE et abrogeant le règlement (CEE) n°793/93 du Conseil et le règlement (CE) n°1488/94 de la Commission ainsi que la directive 76/769/CEE du Conseil et les directives 91/155/CEE, 93/67/CEE, 93/105/CE et 2000/21/CE de la Commission

b) modifiant la loi modifiée du 15 juin 1994 - relative à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses

- modifiant la loi du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses

c) modifiant la loi du 3 août 2005 relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses

d) abrogeant la loi modifiée du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses

Dépôt: M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 07.10.2010

6205 - Proposition de révision de l'article 52 de la Constitution

Dépôt: M. Eugène Berger, Député, le 12.10.2010

6206 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 18 février 2003

Dépôt: M. Eugène Berger, Député, le 12.10.2010

6207 - Projet de loi portant modification de la loi portant approbation du Protocole portant modification de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), fait à Bruxelles, le 22 juillet 2010

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 12.10.2010

3. La 123^e Assemblée de l'Union interparlementaire a eu lieu du 4 au 6 octobre 2010 à Genève. La Chambre des Députés y était représentée par M. Xavier Bettel.

4. Du 4 au 8 octobre 2010 s'est tenue à Strasbourg la 4^e partie de la session ordinaire de 2010 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Y ont assisté la présidente de la délégation, Madame Lydie Err, le vice-président, M. Norbert Hauptert et les membres effectif et suppléants, Mme Anne Brasseur et MM. Jean Huss, Fernand Boden et Marc Spautz.

Parmi les points à l'ordre du jour, il y a lieu de relever, entre autres: «La lutte contre l'extrémisme: réalisations, faiblesses et échecs», «Droits de l'Homme et entreprises» ainsi qu'un débat selon la procédure d'urgence: «La montée récente en Europe du discours sécuritaire au niveau national: le cas des Roms».

En outre, il faut signaler qu'au cours de la susdite session, Mme Err est intervenue au cours du débat sur le point «Sérvices sur des enfants placés en établissement: garantir la protection pleine et entière des victimes» et que Mme Brasseur est intervenue à plusieurs reprises, notamment en tant que rapporteur de la Commission des questions politiques, lors du susdit débat d'urgence sur les Roms.

L'ordre du jour de la session avec le relevé des textes adoptés (13 résolutions et 8 recommandations) ont été distribués.

La 1^{re} partie de la session de 2011 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe se tiendra à Strasbourg du 24 au 28 janvier 2010.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

2. Résolution relative à l'adoption par la Chambre des Députés de l'avis politique de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural sur la réforme du cadre législatif européen de l'autorisation des OGM

An hiner Réunioun vum Méindeg, den 11. Oktober, huet d'Agrarkommissioun eestëmmege decidéiert, en Avis politioune un d'Europäesch Kommissioun ze riichten.

D'Agrarkommissioun war am Kader vun der Kontroll vum Subsidiaritätsprinzip mat engem legislative Virschlag vun der EU-Kommissioun befaasst. Dee Virschlag betrëfft d'Autorisationsprozedur fir den Ubau vun genmodifizéierte Planzen. D'Intentioun vun der EU-Kommissioun ass et, de Memberstaten hei méi Kompetenzen ze ginn.

D'Agrarkommissioun huet zwar wuel keng Bedenken, wat de Respekt vum Subsidiaritätsprinzip ugeet, mä wëllt e politeschen Avis areechen, wéi et den nationale Parlaementer duerch déi sougenannte Barroso-Initiativ erméiglecht ass. D'Prozedur, déi hei applizéiert gëtt, ass geregelt am neien Artikel 168 vun eisem Reglement.

Den Avis vun der Agrarkommissioun läit lech oder wäert lech elo an deenen nächste Minutten a Form vun enger Resolutioun virleien.

Résolution

La Chambre des Députés,

- considérant l'article 168 du règlement de la Chambre des Députés;

- rappelant que la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a été saisie d'une proposition de «règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2001/18/CE en ce qui concerne la possibilité pour les États membres de restreindre ou d'interdire la culture d'OGM sur leur territoire», proposition législative émanant de la Commission européenne et relevant du contrôle de subsidiarité;

- constatant que la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a adopté, lors de sa réunion du 11 octobre 2010, à l'unanimité un avis politique au sujet de l'initiative législative précitée;

décide de faire sien cet avis politique de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural ayant la teneur suivante:

«La Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural rappelle que le Conseil des Ministres de l'Union européenne a adopté en décembre 2008 des conclusions portant sur la nécessaire réforme du cadre législatif européen de l'autorisation des OGM.

En 2009, lors de plusieurs réunions du Conseil des Ministres de l'Union européenne, l'Autriche et les Pays-Bas, soutenus par un nombre important d'États membres, dont le Luxembourg, ont demandé à la Commission européenne de faire une proposition visant à modifier la réglementation sur l'autorisation de la mise en culture de plantes génétiquement modifiées, afin de donner plus de flexibilité aux États membres.

Lors de l'investiture de la Commission européenne en octobre 2009, le Président Barroso a pris devant le Parlement européen un engagement politique d'élaborer une proposition dans ce sens.

La proposition législative a été adoptée en juillet 2010 par la Commission européenne. Elle se propose de donner aux États membres la possibilité d'interdire la culture des OGM sur leur territoire national, tout en excluant cependant le recours à des arguments relatifs à la protection de la santé des consommateurs et de l'environnement.

La Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural rappelle que le programme gouvernemental pour la période 2009-2014 prévoit en matière de politique des OGM la poursuite d'une approche basée sur la primauté du principe de précaution, notamment au sujet de l'impact environnemental des OGM.

La commission parlementaire renvoie également aux spécificités du secteur agricole au Luxembourg et plus particulièrement à la structure très morcelée de ses terres agricoles et à la taille modeste de ses exploitations.

Dans une motion adoptée par la Chambre des Députés en mars 2010, celle-ci appelle notamment à une réforme de la procédure d'autorisation et d'évaluation des OGM, pour qu'elle prenne aussi en compte les effets sanitaires et environnementaux à moyen et à long terme, de même que des facteurs socioéconomiques, ceci en accord avec les conclusions du Conseil des Ministres de l'Union européenne (environnement) de 2008.

Dans cette même motion, la Chambre des Députés invite à veiller à ce qu'une réforme démocratique et transparente des procédures d'autorisation et d'évaluation des OGM en incluant tous les acteurs concernés soit garantie.

La Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural estime donc que cette proposition législative vient trop tôt, puisque la priorité devrait être donnée à la réalisation des cinq domaines d'action revêtant une importance particulière selon les conclusions par le Conseil des Ministres en 2008, et notamment à une réforme de la procédure d'autorisation et d'évaluation des OGM, pour qu'elle prenne aussi en compte:

- les effets à moyen et à long terme sur la santé des consommateurs et sur l'environnement,

- de même que des facteurs socioéconomiques.



Par ailleurs, la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural est d'avis que les implications juridiques, au niveau européen et international, ainsi que les possibilités réelles d'utilisation de cette compétence renforcée par les États membres ne sont pas claires pour le moment.

Dans ce contexte, elle estime qu'il est indispensable de permettre aux États membres qui veulent interdire la culture des OGM sur leur territoire d'utiliser des arguments relatifs à la protection de l'environnement et de la santé publique, prenant en compte leurs spécificités nationales et régionales, et qui n'ont pas été évalués lors de la procédure d'autorisation.

Enfin, la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural est d'avis qu'il faudrait postposer les discussions sur cette proposition, afin d'attendre les clarifications nécessaires sur les aspects juridiques, ainsi que la mise en œuvre de la réforme de la procédure d'évaluation.

(s.) Roger Negri, Lucien Clement, Emile Eicher, Fernang Etgen, André Hoffmann, Henri Kox.

Deen Avis vun der Agrarkommissioun entsprécht och zwou Motiounen zu dëser Problematik, déi mir hei de 16. Mäerz 2010 gestëmmt hunn.

Vote sur la résolution

E Vote sans débat gëtt virgeschloen. Wien also mat dëser Resoloutioun d'accord ass, ass gebieden, d'Hand ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Enthält ee sech?

Dat schéngt net de Fall ze sinn. Domadder wier déi Resoloutioun à l'unanimité ugeholl. Ech soen lech Merci an ech wäert deen Avis vun der Agrarkommissioun un déi zoustänneg europäesch Instanz weiderginn.

D'Chamber befaasst sech elo mat dräi Projet-de-loien, déi zesummen an enger Diskussioun wäerte behandelt ginn. Dëst sinn d'Projeten 6163, 6017 an 6168. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Bettel, Klein, Braz, Henckes an Hoffmann. D'Wuert huet elo den éischte Corapporteur vum Projet de loi 6163, den honorebelen Här Jean-Louis Schiltz. Här Schiltz, Dir hutt d'Wuert.

3. 6163 - Projet de loi

- portant renforcement du cadre légal en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme,

- portant organisation des contrôles du transport physique de l'argent liquide entrant au, transitant par ou sortant du Grand-Duché de Luxembourg,

- relative à la mise en œuvre des résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies et des actes adoptés par l'Union européenne comportant des interdictions et mesures restrictives à l'encontre de certains États, régimes politiques, personnes, entités et groupes,

- modifiant:

1. le Code pénal,

2. le Code d'instruction criminelle,

3. la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire,

4. la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme,

5. la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie,

6. la loi modifiée du 11 avril 1985 portant approbation de la Convention sur la protection

physique des matières nucléaires, ouverte à la signature à Vienne et à New York en date du 3 mars 1980,

7. la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne,

8. la loi du 20 juin 2001 sur l'extradition,

9. la loi du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne,

10. la loi du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale,

11. la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier,

12. la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier,

13. la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances,

14. la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat,

15. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat,

16. la loi modifiée du 10 juin 1999 relative à l'organisation de la profession d'expert-comptable,

17. la loi du 18 décembre 2009 relative à la profession de l'audit,

18. la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives,

19. la loi modifiée du 17 mars 1992 portant approbation de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, faite à Vienne, le 20 décembre 1988,

20. la loi modifiée du 14 juin 2001 portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime, faite à Strasbourg, le 8 novembre 1990,

21. la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'administration de l'enregistrement et des domaines

6017 - Projet de loi portant

1. approbation de la Convention du 29 mai 2000 relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne

2. approbation du Protocole du 16 octobre 2001 à la Convention relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne

3. modification de certaines dispositions du Code d'instruction criminelle et de la loi du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire en matière pénale

6168 - Projet de loi

- portant approbation de la Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime, faite à Rome le 10 mars 1988 et du

Protocole pour la répression d'actes illicites contre la sécurité des plates-formes fixes situées sur le plateau continental, fait à Rome le 10 mars 1988;

- et modifiant la loi du 14 avril 1992 instituant un code disciplinaire et pénal pour la marine

Rapport de la Commission juridique sur le projet de loi 6163

► M. Jean-Louis Schiltz (CSV), corapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et schéngt müsseng se sinn, zu deem Moment, wou d'Chamber en Text virleien huet fir ofzestëmmen, sech d'Fro ze stellen, ob déi Texter, déi virleien, an d'Kategorie vun de Meeschterwierker gehéieren. Dat émsou méi, wa mer hei wierklech am System vun der Coproduction législative sinn, dee mengem franséischen Homologue un d'Häerz gewuess ass. Wann ee sech also d'Fro stellt, ob dat hei e Meeschterwierk ass oder net, da stellt ee sech also deelweis selwer eng Zensur aus. Ech schwätzen net vu mir, mä vun der ganzer Chamber.

An dach ass d'Fro hei erlaabt. An d'Fro ze stellen - eigentlech - léisst schonn drop schléissen, wat d'Antwort ass oder en Deel vun der Antwort. Well wann ech den Text hei kucken, wéi mer e virleien hunn, a wann ech dann eng Sekonn mer déi Rechtsprinzipië virun Ae féieren, déi mer hei zu Lëtzebuerg säit iwwer 200 Joer kennen, da muss ech soen, datt mer net mat engem Meeschterwierk hei ze dinn hunn, wat den Text ubelaangt.

Well et nämlech drëm gaangen ass - nieft villen anere Komplikatoune -, eng Rei internationaler Texter respektiv Stoussrichtungen an e Rechtssystem eranzequëtschen, deen nach ëmmer zu engem groussen Deel op de Codé fondéiert vun den Zäite vum Napoleon an dee Prinzipië kennt, déi à première vue net ëmmer ganz kompatibel si mat deenen internationalen Orientatioune. Dat ass e komplizéierten Exercice. Et ass en Exercice, wou mir net eleng Problemer hunn. Ech sinn iwwerzeugt, datt, wa Frankräich an d'Belsch duerch deen nämlechen Exercice gi wéi deen, dee mir amgaange sinn ze goen, se ähnlech Komplikatoune wäerte fannen.

An dach, op engem anere Punkt muss ech soen, datt deen Text hei, och wann et kee Meeschterwierk ass, awer eng Meeschterleeschtung duerstelt. Et ass de kollektiven Effort vu villen, deen et mécht, datt mer haut kënnen dat Gesetz hei stëmme.

Ech wëll drun erënneren, datt eng vun deenen éischte Froen, déi mer eis gestallt hunn am Summer an der Kommissioun, war, wéi mer deen Text dann elo sollen ugoen: ob mer solle kucken, all Differenze bis an de leschten Detail auszedroen, oder ob mer solle kucken, e kollektiven Effort iwwert d'Fraktiungsgrenzen ewech ze maachen an eis Differenze fir een Dag oder fir ee Projet oder fir dräi Projeten an de Schaf ze stellen. D'Kommissioun huet unanime decidéiert, datt mer géifen dee kollektiven Effort wëllen zesumme maachen an dofir kënnen mer dat och hei haut stëmme: en Text, deen am Intérêt vun Land ass.

Och wann dat net üblech ass, wëll ech dofir am Ufank vu menger Interventioun am Numm vun alle Kolleegen aus der Commission juridique all deene Merci soen, déi um Text hei matgewierkt hunn. Fir d'Éischt déi Efforten, déi déi zwee Ministere gemaach hunn, jiddwereen op seng Manéier, jiddwereen op senger Plaz, jiddweree mat sengem Stil: Ouni Är Efforten, déi Der gemaach hutt an déi Der weider maacht, wier deen Text hei och net zustane komm.

Ech wëll awer och alle Membere vun der Kommissioun en opriichtege Merci soen: net, well se am August getagt hunn, well dat schéngt mer näischt Anormales ze sinn, mä fir déi Aarbecht, déi gemaach ginn ass. Eng Aarbecht, déi mer zesumme gemaach hunn an der Kommissioun, mat der CSSF, mam Commissariat aux assurances a virun allem och mam Parquet, deen an de Kommissiounssitzungen de Minister méi wéi eng Kéier begleet huet an deen eis mat sengem Fachwëssen och zur Säit stoung. Dofir och u si e grouss Merci.

Deen Text hei wier awer och net zustane komm ouni d'Effort vu villen am Generalsekretariat vun der Chamber. Ech ka mech net erënneren, bei engem Text matgewierkt ze hunn, wou esou eng permanent Disponibilitéit vun allen do war. Aschléissen a mengem Merci wëll ech och d'Mataarbechter vu menger Fraktioun, déi och Grousses geleescht hunn an deem Kader hei.

Ech wëll - wann Der erlaabt - dräi grondleeënd Iwwerleeungen ustellen, dräi, véier Wierder zum Procedere soen an dann op den Text agoen.

Mir sinn hei konfrontéiert - an dat ass déi éischt - vu mengem grondleeëndem Iwwerleeungen - mat der Fro, wéi an där Welt, wou mer haut liewen, d'Kraaft vum Normative sech par rapport zur Kraaft vum Factuellen ze verhalen huet. Well wann ee gesäit, datt mer e Rapport kréie vun engem GAFI a wann da gesot gëtt: „Dat ass elo ëmzesetzen“ respektiv: „Do ass keng Diskussioun méiglech“, da muss ee sech d'Fro wéinstens stellen - als dat Organ, wat un éischer Stell hei am Land responsabel ass, fir déi normativ Kraaft vum Gesetz zum Ausdrock ze bréngen -, ob do net vu baussen eng factuel Kraaft mat eraspillt, déi méi staark ass, wéi déi Kraaft vum Normativen, déi mir opgrond vun der Constitutioun hei hunn.

De GAFI huet eng Rei Recommandatioune gemaach. D'Fro ass net, ob déi engem gefalen oder ob se engem net gefalen; d'Fro ass, wéi mer se an eise Rechtssystem erakreien.

Da kann een och d'Fro stelle vun der Legitimitéit vun deem GAFI: Ech wëll soen hei, datt - mat alle Kritiken a mat allen Diskussiounen, déi mer an der Kommissioun hatten - een einfach muss gesinn, datt dee GAFI vu Regierungsvertrieder vun enger Rei Partnerlänner zesummegeallt ass am Kader vun der OCDE, datt, wann ee sech also exklusiv op d'Kraaft vum Factuelle berufft hei, fir Kritik ze üben, da fannen ech, datt dat e bësse kuerz gesinn ass.

Et ass awer net ganz falsch, well wann ee kuckt - fir en anert Beispill aus der rezenter Vergaangenheet ze huelen -, datt mer, entgéint alle Bestriewungen am Virfeld an alle Verspriecheunge am Virfeld, am Kader vum G20 op eng gro Lëscht komm sinn als Land, da muss ee sech alt erëm d'Fro stellen: Wéi ass et mat der Kraaft vum Factuelle par rapport zur Kraaft vum Normativen?

Mir féieren Diskussiounen an der Europäescher Unioun iwwert d'Entraide judiciaire, iwwert d'Fiskaliteit, iwwert d'Échanges d'informations sur demande, an dach op eemol zu engem gewëssene Moment kënn en internationaalt Gebild, wat sech G20 nennt an decidéiert, datt mer op enger groer Lëscht sinn, woubäi mer dat Organ virun net kann hunn - da si mer erëm voll an der Kraaft vum Factuellen.

Ech wëll just - ech maachen eng Klammer hei op - en anert Beispill nennen. Mir hunn, an dat huet näischt mam Thema ze dinn, mä dat huet awer eppes mat der Thematik vun der Kraaft vum Factuellen a vun der Kraaft vum Normativen ze dinn. Wann ech vum Afghanistan-Asaz schwätzen: Wie weess dann - ausser dem Här Fayot selbstverständlech -, datt d'NATO opgrond vun engem UNO-Mandat do ass? Dat spillt an der Ausenanersetzung do-bausse keng Roll.

Mir huelen d'UNO zur Kenntnis, wann Däitschland an de Weltsécherheetsrot kënn. Mir wëssen emol net, wien déi aner Membere sinn. Mä mir bréngen et net fäerdeg, dobaussen eng Debatt ze féieren, wa mer iwwer Afghanistan schwätzen, dahingehend, datt et eng Rechtsgrondlag gëtt, opgrond vun där d'NATO do ass, an datt déi vun der UNO geschaf ginn ass. An dach soe mer an all eise Sonndesrieden, datt d'UNO muss dat zentraalt Organ sinn an datt d'UNO eigentlech och an eiser Aussepolitik eng zentral Roll ze spillen huet a spillt. Dat ass och richtig esou. Ech hunn dat Beispill just zitéiert hei, fir och déi Kraaft vum Factuellen - well och wat Afghanistan ubelaangt, féiere mer eng



exklusiv factuell Debatt - eng Kéier hei ze ënnermaueren.

An da muss ee soe mat aller Kritik, mat alle Bedenken, déi ee géigeniwwer vum GAFI huet, datt jo awer dat en Organ ass, wat sech am Kader vun der OCDE beweegt. En Organ, wat eng Emanatioun vun d'ärselwechter OCDE ass, wou mir och Member sinn a wou eis Stëmm och gehéiert gëtt. Et wär mer léif, wa mer an Zukunft och do géifen haart jäizen, vläicht nach e bësse méi haart jäizen, wann et ëm eis Interesse geet. Ech weess, datt d'Regierung wëlles ass, dat ze maachen.

A fir aus deem Spannungsfeld, wat besteet aus der Kraaft vum Normativen op där enger Säit an der Kraaft vum Factuellen op där anerer Säit, erauszekommen, ass et wichteg, datt d'Chamber haut dee legislativen Agrëff virhëlt, dee mer an enger oder zwou Stonne wäerte virhuelen, sou datt d'Kraaft vum Normativen erëm definitiv hei d'Iwwerhand kritt. Well vun deem Moment un, wou hei e Gesetz gestëmmt ass, si mer erëm kloer am Kader vum Normativen. An dat ass och richtig esou.

Mir hunn, an dat ass meng zweet grondleeënd Iwwerleeung, am Kader vun deenen Diskussiounen, déi mer am GAFI hunn, an an der Bekämpfung vum Terrorismus an dem Wäisswäsche vu Suen, mat enger Rei Grondprinzipien ze dinn. Ech wëll se net all hei uféieren, mä ech wëll der zwee mentionnéieren. Deen ee Prinzip ass dee vun der Bekämpfung vum Terrorismus. Deen anere Prinzip ass dee vun der Rechtsstaatlechkeet.

Et war dësem Parlament ëmmer e ganz staarkt Uleies, fir ze suergen, datt all Efforté sech an engem rechtsstaatleche Kader bewegen. An dat soll och weider esou sinn. Ech gesi kee Grond, firwat mer ee Millimeter dovunner sollen ofwächen. Eis natierlech Tendenz geet also dohin, datt mer déi rechtsstaatlech Norm wëllen an de Vierdergrond stellen an och an der Realitéit an de Vierdergrond stellen.

An dach ass dat an Aklang ze bréngen mat der Bekämpfung vum Terrorismus. Säit 2001 ass d'Welt net méi esou wéi mer se kann hu virdrun. Si ass anescht. An duerfir och an deem Spannungsfeld vum Terrorismusbekämpfung op där enger Säit a rechtsstaatlechen Normen op där anerer Säit muss mer Léisungen a Solutiounen fannen. Och dat hu mer hei, denken ech, am Kader vun deenen Texter, déi haut zur Ofstëmmung virleien, gemaach.

Ech kéint lech elo Beispiller ginn, wou mer hei Elementer an eise Rechtssystem erbréngen, déi mer am Detail net kennen. Ech mengen, dat géif ze wäit féieren. Dat hu mer am Detail an der Kommissioun gemaach.

Zum Procedere wollt ech just ee Wuert soen. Mir hunn dat Gesetz hei an denkbare komplizéierte Konditiounen op den Instanzeweze bruecht an och wa mer et elo gestëmmt hunn, zu engem gudden Schluss bruecht.

Ech hat, Här Minister Biltgen, lech am Februar gesot, wou mer d'Responsabilité pénale des personnes morales hei ofgestëmmt hunn am Virfeld vun deem GAFI-Rapport, Dir sollt net méi esou erëmkommen. Dir sidd erëm esou erëmkommen. Mä Dir sidd am nämlechen Themefeld erëm esou erëmkommen. Dat heescht, dee Fräifahrtsschäin, deen Der deemools kritt hutt, dee gëllt och nach fir des Kéier, mä dee gëllt an Zukunft net méi. Och dat wollt ech lech an aller Frëndschaft a mengem Numm, mä ech mengen och am Numm vun der Kommissioun vun hei aus soen.

(Interruption et hilarité)

Wat den Text ubelaangt,...

Här Minister Frieden, Dir waart elo net a mengem Bléckfeld an och net am Zentrum vu mengem Iwwerleeungen.

(Interruption)

Ech géif elo bieden, datt mer d'Froen net verdéieren, ob Dir nach esou e Fräifahrtsschäin hutt oder net. Well et kéint emol eng Äntwert kommen, déi net zilführend wär.

(Hilarité)

Mä bon, mir loossen dat awer op.

(Interruptions et hilarité)

Wat den Text...

► **M. le Président.** - Ech géif lech bieden, ganz opmierksam dem Här Rapporteur nozelaschteren.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV), corapporteur.** - Ech schwätzen am Numm vun der Kommissioun, wéi den Här Frieden...

► **Une voix.** - Maja eben.

(Hilarité)

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV), corapporteur.** - Wat de Projet selwer ubelaangt, ass dat e ganz seriöse Projet, an ech wëll just op e puer Modifikatiounen agoen. Mir modifiéiere fir d'Éischt de Code pénal op enger Rei Dispositiounen. Mir maachen d'Méiglechkeet, fir Confiscatiounen ze maache vu Fongen a Gidder, déi mat Terrorismus a mat Wäisswäsche vu Suen eppes ze dinn hunn, méi breet, sou datt et sech an Zukunft fir kee méi, awer fir guer kee méi rentéiert, an esou Operatiounen matzemaache respektiv sech doranner ze bedeelegen.

Zweetens prezisiéiere mer d'Definitioune vum Terrorismus, wéi se an eise Gesetz steet, wat de Finanzement vun deem nämlechen ubelaangt, andeem mer op Demande vum GAFI hin d'Notioun verbreedere, op déi zréckgegraff gëtt, wann et drëm geet, fir ze kucken, wat d'Fonge sinn, déi kënnen den Objet vum Gesetz sinn oder net. Dat ass elo technesch, mä dat huet awer och eng Implikatioun an dat ass eppes, wat iwwerall am Gesetz erëmkennt. Dat ass eng Verbreederung vun der Definitioune vun deem, wat an de Champ d'application vun där Gesetzgebung fällt.

An dann - drëtter Punkt - féiere mer eng Rei nei Infractionen an: den Attentat terroriste à l'explosif, den Attentat contre les personnes qui jouissent d'une protection nationale, internationale - pardon -, etc., etc. Ech ginn net op den Detail an.

Mir maachen eng Rei Modifikatiounen, dat ass den zweete Punkt, och wat de Code d'instruction criminelle ubelaangt. Do wëll ech der zwou ervirsträchen. An ech wëll virausschécken, datt dat déi zwou sinn, déi am meeschten zu Diskussiounen Ulass ginn hunn an der Chamber, wat de ganzen Text ubelaangt.

Déi éischt ass déi, datt et e Prinzip gëtt, datt vum GAFI virgi gëtt, wann net extradéiert gëtt, soll déi normal Prozedur hei zu Lëtzebuerg ulafen. Et waren an den Texter eng Rei Onkloerheeten dahingehend, datt de Fait, datt, wann een net extradéiert, dozou féiert, datt hei zu Lëtzebuerg eng Prozedur an d'Weeër geleet gëtt, kéint heeschen, datt de Parquet obligéiert wär, ze poursuiwieren.

D'Chamberskommissioun - an d'Regierung am Iwwerlegen - war einhellig der Meenung, datt dat net kéint sinn, nämlech, datt de Parquet weiderhi misst kenne vum Principe de l'opportunité des poursuites Gebrauch maachen och an deem Fall do - dat heescht, wann net extradéiert gëtt -, an also d'Prozedur, wann dann iwwerhaupt eng Prozedur kennt, sech hei zu Lëtzebuerg ofzespillen huet, de Parquet nach wie vor de Prinzip vun der Opportunité des poursuites zu senger Verfügung huet, fir ze decidéieren, ob e poursuiwéiert oder ob en net poursuiwéiert. Dat hu mer am Text kloergestallt.

Déi zweet Modifikatioun am Code instruction criminelle ass déi, déi d'Mini-Instruktioun ubelaangt. Elo kann ee vun der Mini-Instruktioun vill soen. Et kann een eng Rei Virdeeler opzielen. Et kann een och eng Rei Nodeeler opzielen. Et kann ee sech driwwer ennerhalen, wat iwwerweit. De Fakt ass deen, datt mer opgrond vun deene Recommandatiounen vum GAFI zur Konkursioun komm sinn, datt et onëmgängelech wär, en absence vun enger grousser Reform vum Code d'instruction criminelle - wëll ech ausdrécklech betounen -, fir d'Mini-Instruktioun méi breet opzemaachen. Dat war awer nëmme onëmgängelech, well et eis aus Zäitgrënn net méiglech wor, fir déi ganz Procédure pénale ze reforméieren, wat eigentlech d'Virleift vun der Kommissioun gewiescht wier a wat och d'Intentioun vun der Regierung ass.

Mir hunn also, fir dem GAFI Rechnung ze droen, an dovun ausgehend, datt mer net konnten déi ganz Procédure pénale op d'Kopp geheien, d'Mini-Instruktioun méi wäit opgemaach an Hirichtung, a Richtung - pardon - vu Blanchiment-Infractionen a Finanzement-vum-Terrorismus-Infractionen. Dat heescht, déi Infractione sinn net méi a priori ausgeschloss vun der Mini-Instruktioun, wat eng vereinfacht penal Prozedur ass par rapport zur klassescher Instruktioun à charge, à décharge, déi de Juge d'instruction féiert. D'Mini-Instruktioun applizéiert sech also an Zukunft och op eng Rei Infractionen, déi mam Terrorismus, mam Finanzement vum Terrorismus, mam Blanchiment ze dinn hunn.

Mä, an dat ass d'Œuvre vun der Kommissioun vun der Chamber, d'Chamber huet dräi zolidd Correctifen an den Text erbruecht. Dräi zolidd Correctifen, fir sécherstellen, datt déi Mini-Instruktioun sech awer an engem akzeptabele prozedurale Kader ofspillt.

D'Fro war net déi, ob mer d'Mini-Instruktioun géifen étendéieren oder net étendéieren - do ka jiddweree seng Meenung driwwer hunn. D'Fro war: Wéi maache mer et, fir datt mer an engem rechtsstaatleche Kader bleiwen? An do ass d'Chamber mat dräi Iddië komm, déi alleguere sech am Text erëmfinden, fir déi Mini-Instruktioun awer elo net ze wäit opzemaachen.

Deen éischte Correctif ass deen, datt fir déi ganz schlëmm Infractionen, déi Hardcore-Terrorismusinfractionen an Hardcore-Finanzementsinfractione vum Terrorismus, d'Mini-Instruktioun net ka gebraucht ginn. Dat ass deen éischte Correctif. Dat sinn déi, fir am technesche Language ze schwätzen, déi net kënnen décriminaliséiert ginn. Déi, déi an der Kommissioun sinn, wëssen, vu wat ech hei schwätzen.

Dat Zweet ass, an dat ass, mengen ech, déi Haaptterungenschaft, wa mer hei dovunner schwätzen, wat d'Chamber an deem Text un neien Impulser bruecht huet: Deen, dee vun enger Mini-Instruktioun betraff ass, a wa gesi gëtt, datt d'Affär sech an d'Sitzung hibeweegt respektiv datt et effektiv zu enger Affär kennt, huet d'Recht, gehéiert ze ginn. Dat ass an den Text erageschriwwen ginn op d'Bestriewung vun der Chamberskommissioun. Et ka keen, deen net gehéiert ginn ass, einfach iwwert de Wee vun enger Mini-Instruktioun an d'Sitzung kommen an do jugéiert ginn.

Gradesou wéi d'Travaux préparatoires glaskloer sinn, wat de Fait ubelaangt, datt deejéinegen, dee betraff ass, och aner Devoiren dierf hunn. Deen dierf froen, datt Zeie gehéiert ginn, deen dierf froen, datt eng Expertise gemaach gëtt, etc., etc. Wann deem net stattgi gëtt, kann en déi Demande nach ëmmer eng Kéier an der Sitzung duerno maachen. Selbstverständlech ass et och, datt, wann ee gehéiert gëtt an d'Recht huet, gehéiert ze ginn, een dann och d'Recht op en Affekot huet. Ech mengen, dat steet net zur Debatt.

Drëtter Correctif. D'Chamberskommissioun huet sech mat der Fro ausenanergesat, ob et gutt wier, wann déi Mini-Instruktioun sech géifen éterniséieren an eigentlech géifen en Ersatz gi vun der normaler Instruktioun mat deene Garantien, déi déi huet. D'Chamber huet déi Fro mat engem kloren „Neen“ beäntwert an duerfir gesot, datt, nodeems eng éischt Mesure an enger Affär opgrond vun enger Mini-Instruktioun exekutéiert ginn ass, de Parquet nach eemol kann innerhalb vun dräi Méint eng zweet Mesure froen an där nämlecher Affär. Wann en dat net mécht, respektiv wann deen Délai ofgelaf ass, da muss et op de Wee vun enger normaler Instruktioun goen.

Dat heescht, an enger spezifescher Affär kann eng Kéier op d'Mini-Instruktioun zréckgegraff ginn, an dann nach eng zweete Kéier innerhalb vun engem Délai vun dräi Méint. A wann dann näischt dobäi erauskomm ass, fir et op Lëtzebuergesch ze soen, da muss de Parquet entweder ophalen oder e muss op de Wee vun enger richteger Instruktioun goen iwwert d'Prozedur, déi virgesinn ass, fir de Juge d'instruction ze saiséieren.

Mir hunn, an dat ass den drëtten Deel vun den Texter, och nach d'Gesetz geännert iwwert de Blanchiment, andeems d'Pouvoir gestärkt gi vun der CRF. Dat ass déi Cellule, déi beim Parquet ugesiedelt ass an déi sech mat Blanchiment beschäftegt. Déi kritt nei Méiglechkeeten, fir de Contrôle ze maachen, renforcéiert Kooperatiounsméiglechkeeten.

Et gëtt am Text prezisiéiert, datt deen, deen Objet vun esou enger Demande ass, de la part vun der Commission anti-blanchiment vum Parquet, net de Secret professionnel dierf opposéieren, och dat à la demande vun der GAFI. Et ass evident, datt dat net gëllt fir de Secret professionnel, dee sech ofspillt tëschent dem Affekot an dem Client. Wann een Objet ass vun enger Demande vun der CRF, muss deen nach wie vor sech kënnen evidenterweis un en Affekot wenden, fir sech ze verteidigen.

Fënneftens ännere mer och d'Gesetz iwwert de Secteur financier. D'CSSF an de Commissariat aux assurances kréien nei Kompetenzen: Contrôle sur place, Graduation des sanctions, Pouvoir réglementaire, etc., etc. D'Texter, wat déi verschidde professionell Organer, wéi den Ordre des avocats an d'Notaires ubelaangt, ginn och nei gewiicht.

An deem nämlechen Zesammenhang wollt ech op e leschte Punkt hiweisen am Text. All déi, déi kengem Organ ennerleien, wéi d'CSSF, wéi de Commissariat aux assurances, wéi den Ordre des avocats, wéi d'Chambre des notaires, etc., an déi ekonomesch relevant Aktivitéite maachen, déi ennerleien an Zukunft, wat de Blanchiment ubelaangt, dem Contrôle vum Enregistrement an der Surveillance vum Enregistrement. Esou datt keng Profession, déi relevant ekonomesch Aktivitéiten tätet, ouni Autorité de surveillance respectivement de contrôle doest. Dat sinn all déi Conseil-fiscalen, all déi Conseil-économiquen, d'Immobilienhändler, etc., etc.

Ech hu vergiess ze ernimmen, datt et selbstverständlech esou ass, datt d'Experts-comptables weider dem Ordre des experts-comptables ennerleien an d'Réviseur weider dem Institut des réviseurs d'entreprises.

Alles an allem, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, huet d'Kommissioun probéiert, avec les moyens du bord et compte tenu des contraintes de temps - surtout compte tenu des contraintes de temps, well les moyens du bord hätte mer gehat, fir méi wäit ze goen, fir méi an den Detail ze goen, fir vläicht méi e kohärenten Text ze maachen -, mä mir hu probéiert, compte tenu des contraintes de temps, déi nei Regelwierker, déi internationalen Ursprongs sinn, an eise Rechtssystem eranzedrécken, eranzefügen, heiansdo eranzewängen.

Ech weess net, ob et eis an alle Punkten honnertprozenteg gelongen ass. Ech kann net ausschléissen hei - ech soen dat och am Numm vun der Kommissioun -, datt mer iergendwann, kuerzfristeg, déi Texter hei erëm mussen iwwerschaffen. Et ass, wat den Text selwer ubelaangt, an ech hunn et gesot, kee legislativt Meeschterwierk. „On est pressé par le temps.“ Duerfir ass et och wichteg, datt dat Gesetz haut hei gestëmmt gëtt. D'Chamber huet hei bewisen, datt se ka séier an effikass schaffen. D'Chamber huet och bewisen, datt se net am Summer dräi Méint an der Vakanz ass.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem éischte Corapporteur vum Projet de loi 6163 Merci. An elo kritt d'Wuert deen zweete Corapporteur vun deemselwechte Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Roth, deen eis uschléissend och de Rapport mécht vun de Projets de loi 6017 an 6168.

► **M. Gilles Roth (CSV), corapporteur.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, den zweeten Deel vun dem Gesetzesprojet 6163 iwwert de Blanchiment, deen dréit ëm den Transport vu borem Geld bannent der Europäescher Unioun. Am Kontext vun dem Wäisswäsche vu Suen, respektiv dem Finanzement vum Terrorismus, ass dem GAFI no d'Kontroll vu Bankmouvementer méi effikass wéi



d’Kontroll vum Zirkuléiere vum bore Geld. Hei hu sech regelrecht professionell Réseau vum Coursieren opgebaut, déi Borgeld iwwert d’Grenze vun den eenzelne State féieren.

Op europäischem Plang gouf 2005 en entsprechend Reglement geholl, nodeems d’Afeiere respektiv d’Ausfeiere vu méi wéi 10.000 Euro Borgeld vun der Europäescher Unioun an een Drëttland muss obligatoresch deklaréiert ginn. Dëse Regime betrëfft hei am Land just de Findel, also déi eenzeg Baussegrenz. Zënter Oktober 2007 ass d’Douane fir dee Contrôle zoustänneg.

A sengem faméise Rapport huet de GAFI Lëtzebuerg d’Recommandatioun gemaach, dass de Contrôle vun de Borgeldmouvementer och muss bannent den EU-Grenzen, dat heescht tëschent deenen eenzelne Memberstate gemaach ginn. An de Gesetzesprojet, deen dréit där Recommendation Rechnung.

Konkret heescht dat elo fir d’Leit Folgendes: All Mouvement vu Borgeld - dorënner falen och zum Beispill Schecken, Traveler’s Schecken, Scholdschäiner vu méi wéi 10.000 Euro pro Persoun -, deen iwwer eis Landesgrenzen aus dem Land respektiv an d’Land gefouert gëtt, muss an Zukunft op Demande vun der Douane deklaréiert ginn.

Wann ech also zum Beispill vun Arel, Metz oder Tréier an d’Land kommen a vun der Douane ugehale ginn a méi wéi 10.000 Euro Borgeld bei mer hunn, da muss ech op Demande hin an engem Formulaire deklaréieren, wou ech dat Geld hier hunn, wou ech domadder higinn a wat ech domadder maachen.

De Montant vun 10.000 Euro zielt, wéi gesot, fir all eenzel Persoun. Et sinn nëmme physisch Geldtransferte betraff; deemno net Bijouen, Gold, Aueren, Diamanten oder aner Edelsteng. Ech muss nëmme op Demande vun der Douane hin de Formulaire ausfüllen. Et besteet, esou wéi de Gesetzestext zur Ofstëmmung virläit, deemno kee Verdacht op Geldwäscherei. Hei gouf et jo am Virfeld, net zu Onrecht iwwregens, zolidd Kritike géigeniwwer dem ursprénglechen Text.

Wann ech de Formulaire vun der Douane net ausfüllen oder onkomplett ausfüllen, da schalt d’Douane d’Cellule de renseignement financier vum Parquet an. Währenddem kënnen d’Sue maximal bis 24 Stonnen zréckbehale ginn, et sief dann, de Parquet ordonnéiert e Blocage vun de Suen. Och dat ka maximal während dräi Méint geschéien.

Et si just d’Agente vun der Douane, déi esou Kontrolle kënnen maachen. D’Kontrolle ginn dem Douanesgesetz no gemaach, dat och eng Identitéitskontroll respektiv en Duerchsiche vum Gepäck ka beinhalten. Déi zoustänneg Douanesbeamte kréie fir déi nei Aufgab eng speziell Formation. Si hunn och d’Qualitéit vun engem Officier de police judiciaire.

Den urspréngleche Regierungstext gouf ofgeännert an op e Minimum vu Kontroll reduzéiert. Mir droen op deem Punkt den Exigence vun dem GAFI Rechnung. Mir limitéieren domat wäitstméiglech den Aschnëtt an d’Privatsphär vun dem eenzelne Bierger. D’Commission juridique huet drop bestanen, dass bei der Organisation an der Duerchféierung vun esou Kontrollen de Prinzip vun der Verhältnisméissegkeet muss spillen. Also et gëtt keen Excès de zèle.

Här President, am drëtten a leschten Deel vun dem Gesetzesprojet iwwert de Blanchiment geet et ëm d’Ëmsetze vun UNO-Resolutiounen, fir hei zu Lëtzebuerg Sue vun Terroriste kënnen anzefréieren.

Konkret gëtt et an deem Kontext dräi Kategorie vun Terroristen: éischtens, déi Terroristen, déi namentlech op enger Lëscht vun dem UNO-Weltsécherheitsrot geféiert ginn; zum Beispill den Osama bin Laden; zweetens, déi Leit, déi als Terrorist bannent der Europäescher Unioun identifizéiert sinn; dat sinn zum Beispill Leit vun der ETA oder IRA-Memberen; an drëtten, Leit, déi mir hei op reng nationale Plang zu Lëtzebuerg als Terrorist géife féieren, wien dat dann och ëmmer mag sinn.

Bis elo hu mir zu Lëtzebuerg an deem Kontext ëmmer d’Positioun vertrueden, dass mir eisen internationale Verpflich-

gen an deem Beräich géifen nokommen, andeems mir d’europäesch Reglementer, déi opgrond vun den UNO-Resolutiounen geholl ginn, applizéieren. De GAFI reprochéiert eis, dass déi europäesch Reglementer opgrond vun der gemeinsamer Ausser- a Sécherheetspolitik geholl ginn a mir domat keng juristesche Basis fir d’Sue vun EU-internen Terroristen, wéi IRA- oder ETA-Leit respektiv engem nationalen identifizierten Terrorist, hätten.

Déi konkret Ëmsetzung vun der GAFI-Recommendatioun huet op deem Punkt verfassungsrechtlech Kappzëbrieches kascht. Esou wéi de Gesetzesprojet elo zum Vote virläit, bedeit dat konkret Folgendes: D’Nimm vun de Leit, déi duerch eng UNO-Resolutioun oder op EU-internem Plang als Terrorist identifizéiert sinn, ginn hei am Land an engem Règlement grand-ducal direkt oder duerch Referenz zu engem EU-Reglement opgeléicht an deemno am Mémorial publizéiert. Praktesch gëtt dës Lëscht aktualiséiert och nach op engem Internetsite vum dem Finanzministère.

Mat deene Leit, déi op der Lëscht als Terrorist opgefouert ginn, däre keng Finanztransaktiounen am wäiteste Sënn vum Wuert gemaach ginn. Dat heescht: Konte féieren, Wäertpabeieren handelen, mä och bis zu Haiser kafen a verkafen a villes méi. Dëst Verbuuet zielt fir jiddwer Lëtzebuurger respektiv jiddwereen, deen zu Lëtzebuerg esou eng Finanztransaktioun géif maachen.

D’CSSF an de Commissariat aux assurances hu jiddwereen a sengem Kompetenzberäich d’Opsicht iwwert dës Verbuetsbestëmmungen. Sollt trotzdeem ee géint esou ee Verbuuet verstoussen a mat enger opgeléichter Persoun als Terrorist Geschäfte maachen, da mécht e sech strafbar a kann zu enger Prisonsstraf vu bis zu fënf Joer an enger Geldstraf vu bis zu 250.000 Euro condamnéiert ginn. De Gesetzesprojet gesäit och ausdrécklech vir, dass, wann ee Professionelle sech guddes Glafs an esou e Verbuuet hält a Suen afréiert, en dofir keng zivilrechtlech Responsabilitéit ageet.

Här President, dëst waren a kuerze Wieder déi Haaptelementer vun dem zweeten an drëtten Deel vun dem Gesetzesprojet iwwert d’Wäisswäsche vu Suen, esou wéi en elo zum Vote steet. Et ass eng zum Deel staark amendéiert Versioun vun dem urspréngleche Regierungstext, wéi se no enger Rei vun Oppositions formelles vum Statsrot zustane koum. Den Text ass e Kompromëss tëschent Exigence vum GAFI a Respekt vun elementare Prinzipien vun eise Rechtsstat. A fir d’CSV-Fraktioun ginn ech d’Zoustëmmung zu deem Gesetzesprojet.

Rapport de la Commission juridique sur le projet de loi 6017

Mir kommen dann elo zum zweete Projet. Dat ass deen iwwert déi international Rechtshëllef. Mat dem Gesetzesprojet 6017 setze mir eng europäesch Konventioun an e Protokoll aus de Joren 2000 an 2001 iwwert déi international Rechtshëllef am Strofrecht ëm. Et sinn zwee Piliere an der Schafung vun engem gemeinsamen europäesche Rechts- a Sécherheetsraum.

De GAFI-Bericht iwwer Lëtzebuerg fuerdert vun eis, dës Konventioun ëmzesetzen, fir d’Justizsystemenaarbecht am Strofrecht ze erliichteren. D’Chamber soll dofir elo hir Zoustëmmung zu dësen zwee Texter ginn. Abee, dës zwee Texter hunn et nawell a sech. Mir bewegen eis mat eise Rechtsprinzipien carrément an enger neier Welt.

D’Commission juridique huet sech iwwert déi zwee lescht Méint intensiv an am Detail mat deene prakteschen Auswierkungen vun dësen Konventiounen op eis Strofrechtsprozedur befaasst. Riichter aus gesot, Regierung a Chamber hu sech schwéiergedoen, fir den Text, deen haut zur Ofstëmmung virläit, zesummenzestellen.

Här President, de Gesetzesprojet, esou wéi en haut zum Vote virläit, versicht, zwee wesentlechen Elementer Rechnung ze droen: enger effikasser Kriminalitéitsbekämpfung, mä am Respekt vun dem Schutz vun der Privatsphär an domat verbonnen dem Recht op Verteidigung an dem Prinzip vun der Verhältnisméissegkeet.

Als Land hu mir, iwwregens ënner verschidde politesche Konstellatiounen, am Beräich vun der Justizsystemenaarbecht am Strofrecht ëmmer dës Positioun vertrueden. All Member vun der Commission juridique huet och - an dat soll ee kloer soen - bei der gesamter Analys vun deem Gesetzesprojet ëmmer nees op dës Prinzipien gepocht.

Här President, konkret kënnen an Zukunft am Strofbereich d’gerichtlich Prozeduren direkt vun enger auslännescher Autoritéit un déi betraffe Bierger, déi zu Lëtzebuerg wunnen, geschéckt ginn. Dës Akte mussen awer an enger Sprooch verfaasst sinn, déi déi betraffe Persoun versteet. Déi betraffe Persoun muss och op hir Rechter a Flichten higewise ginn, déi mat deem Prozedursakt verbonne sinn.

E wichtege Prinzip gëtt zu Lëtzebuerg bäibehalen: Rechtshëllef geschitt nëmme iwwert d’Justizautoritéiten. Eng auslännesch Demande kann also net direkt un d’Lëtzebuurger Police oder Douane gericht ginn. International Rechtshëllef huet Prioritéit. Gëtt bei der Rechtshëllef op d’Mathëllef vun de Lëtzebuurger Justizautoritéiten zréckgegraff, esou muss dat am Prinzip no de Formalitéiten an Délaie geschéien, déi vun der auslännescher Autoritéit festgest goufen.

Et gëllt weiderhin de sougenannte Principe de spécialité. Dat heescht, déi perséinlech Donnée kënnen nëmme am Kader vun der konkreter Affär, fir déi si vun de Lëtzebuurger Justizautoritéiten iwwermëttelt goufen, vun dem Ausland benotzt ginn. D’Rechtshëllef gëtt d’Instrument vun der moderner Kriminalitéitsbekämpfung. D’Konventioun regelt esou den temporären Transfert vun Untersuchungshäftlingen an d’Ausland, fir eng Instruktionsmoosnam duerchzuführen; d’Schafe vu gemeinsamen Enquêteséquipes; verdeckt Ermëttlung; grad wéi d’Unhéiere vun Zeien oder Experten iwwer Videokonferenz; d’Interceptioun, dat heescht d’Lokalisatioun an d’Oflauschtere vu Kommunikatiounen.

Dës Instrumenter, esou effikass se kënnen sinn, bedeiten awer och e sensibelen Agrëff an déi perséinlech Grundfräiheete vun enger Persoun. Dofir muss all Agrëff rechtlech limitéiert a legitiméiert sinn. D’Befugnisse vun de Lëtzebuurger Autoritéiten am Kader vun enger internationaler Rechtshëllef därefen net iwwert dat erausgoen, wat an eise nationale Recht méiglech ass. Dat zielt besonnesch um Niveau vun dem Oflauschtere vu Kommunikatiounen. Si mussen op Lëtzebuurger Territoire vun engem Lëtzebuurger Untersuchungsriichter erlaabt ginn. D’Autorisatioun ass och zäitlech begrenzt.

Här President, deen delikatesten Deel vun deem Gesetzesprojet ass d’Ëmsetze vun dem Zousazprotokoll zu der Konventioun iwwert déi europäesch Rechtshëllef am Strofrecht. Säin Zil ass op europäischem Plang d’Bekämpfung vun der organisierter Finanzkriminalitéit an dem Wäisswäsche vu Suen. Déi legal Verpflichtungen, déi eist Land, grad wéi déi aner europäesch Memberstaten, duerch de Protokoll ageet, bedeite fir eis national Strofrechtsprozedur dach schonns eng nei Welt.

Ëm wat geet et genee? De Protokoll erlaabt enger auslännescher Justizautoritéit, am Kader vun enger Rechtshëllef bei der Lëtzebuurger Justiz unzefroen, fir dräi Zorte vun Informatiounen ze ermëttele:

Éischtens: Eng auslännesch Justizautoritéit kritt d’Recht, wann dat fir si bei der Opklärung vun enger strofrechtlicher Affär néideg ass, fir bei der Lëtzebuurger Justiz d’Ufro ze stellen, ob eng bestëmmte Persoun hei am Land bei enger oder méi Banken e Konto ënnerhält, kontrolléiert oder géiert. Dat ass eng sougenannte Perquisition toutes banques.

Zweetens: Et kënnen doriwwer eraus och Informatiounen gefrot ginn iwwer Bankoperatiounen, déi an der Vergaangenheet während engem bestëmmten Zäitraum op engem Konto gemaach goufen, also e sougenannte Retraçage vun deene Bankmouvementer.

An drëtten: Et kann och e sougenannte Monitoring gefrot ginn, dat heescht de Suivi an der Zukunft vu Banktransaktiounen op engem Konte ze verfolge, mä dat iwwer eng maximal Dauer vun dräi Méint.

Dës Informatiounen mussen der Konventioun no ënner verschidde Konditiounen och am Kader vu Steieraffäre geliewert ginn. D’Bank däreft hire Client iwwer esou eng Moosnam net a Kenntnis setzen. D’Bank ënnerläit hei enger sougenannter Obligation de confidentialité. D’Bankgeheimnis spillt am Kader vun esou enger Rechtshëllef net.

Fir deenen internationale Verpflichtungen nozekommen, mussen mir dofir eng Rei vun Ëmännerunge maachen - um Niveau vun eiser nationaler Strofrechtsprozedur grad wéi um Plang vun eise nationale Gesetz iwwert déi internationale Rechtshëllef am Strofbereich.

Am Prinzip gëllt: Fir d’Rechtshëllef am Kontext vun deem Protokoll spillen zu Lëtzebuerg déiselwecht Regele wéi bis elo am Kontext vun enger Perquisition - also enger Hausdurchsuechung oder enger Saisie, also enger Beschlagnahmung. Doriwwer eraus schafft de Gesetzesprojet Rechtssécherheet bei de sougenannte Perquisitions toutes banques an dem Monitoring vu Bankkonten. Dës Rechtssécherheet zielt am Kader vun enger internationaler Rechtshëllef, mä och bei enger reng nationaler Affär.

Konkret schreiw mir dofir an eise Code d’instruction criminelle nei Bestëmmungen an, déi d’Prozedur an d’Rechter vun dem Untersuchungsriichter kloer definéieren, wann hie wëllt Informatiounen bei Banke froen iwwert den Inhaber vun engem Kont. Datselwecht zielt och am Fall, wou den Untersuchungsriichter enger Bank ordonnéiert, fir iwwert de Suivi vu Banktransaktiounen an Zukunft iwwer eng bestëmmten Zäit ze informéieren. Dës nei Bestëmmungen applizéieren sech wéi gesot souwuel bei enger reng nationaler Ermëttlung wéi och am Kader vun der internationaler Rechtshëllef.

Et gëtt awer een Ënnerschied. Am Kontext vun enger reng nationaler Affär kann den Untersuchungsriichter op eng Perquisition toutes banques respektiv e Monitoring vun engem Kont nëmme zréckgräife bei enger limitéierter Unzuel vu méi schwéiere Strofdoten am Beräich vun der organisierter Kriminalitéit, der Terrorismusbekämpfung, der Drogekriminalitéit, dem Mënschenhandel an dem Wäisswäsche vu Suen.

Am Kader vun der internationaler Rechtshëllef dergéint ass bei der Perquisition toutes banques dem Untersuchungsriichter säi Pouvoir méi large a spillt fir Strofdoten, wou am Ausland eng maximal Prisonsstraf vu minimum véier Joer, an hei zu Lëtzebuerg eng maximal Prisonsstraf vu minimum zwee Joer virgesinn ass.

Duerch d’Zesummespill vun enger Rei Bestëmmungen spillt hei awer weiderhin de Prinzip vun der sougenannter Double incrimination, an dat an alle Strofbereicher. Dësen zweegleiseg System tëschent reng nationalen Affären an internationaler Rechtshëllef ass sécherlech net elegant. E war och net am urspréngleche Regierungstext virgesinn. En ass d’Konsequenz vun enger allerdéngs berechtigter Opposition formelle vun dem Statsrot, déi hien am Kontext vun enger korrekter Ëmsetzung vun dem Protokoll gemaach huet.

Här President, d’Ëmsetze vun deem Protokoll huet och eng fundamental Ëmännerung vun dem Gesetz aus dem Joer 2000 iwwert déi international Rechtshëllef bedéngt. D’Commission juridique huet op deem Plang versicht, en Équilibre tëschent enger korrekter Ëmsetzung vun der internationaler Verpflichtung a fundamentale Rechtsstatsprinzipien vun eise Strofrecht ze garantéieren.

De Problem résuméiert sech op dat hei: De Protokoll, dee mir mussen ëmsetzen, verlaangt - wéi virdru gesot - eng Obligation de confidentialité vun der Bank. Dat heescht, si däreft de Client net informéieren, dass verschidde Untersuchungs-moosname wéi eng Perquisition toutes banques, de Retraçage oder de Monitoring vu Kontenoperatiounen vun der Justiz ugeuerdnet goufen.

Dëst bedeit awer, dass an deene Fäll de Client an der Praxis keng Rekursméiglechkeet méi géint déi Untersuchungsmoossnam huet, well e jo net dovun informéiert gëtt respektiv ze spéit dovun a Kenntnis gesat gëtt, wann zum Beispill d'Dokumenten oder d'Informatiounen schonn un déi auslännesch Autoritéiten iwwermëttelt goufen an de Recours an deem Fall souwiesou kee Wäert méi huet. Den Droit de recours, d'Rekursrecht ass awer an eise generelle Rechtsverständnis an Element vun dem sougenannten Droit de la défense, dem Grondrecht op Verteidigung.

Duerfir hat bis elo am Kader vun dem Gesetz vum 8. August 2000 iwwert déi international Rechtshëllef eng Persoun, géint déi eng Untersuchungsmoossnam ordonéiert gouf, en eegent Rekursrecht.

D'Léisung, déi d'Commission juridique zréckbehalen huet, fir an deem sensibelen Beräich den Équilibrium tëschent internationalen Verpflichtungen an eise Rechtsstatzprinzipien, virun allem dem Grondrecht op Verteidigung, ze garantéieren, ass elo folgend: D'Chambre du Conseil, also d'Rotskummer vun dem Tribunal, déi mat dräi Riichtere besat ass, kritt eng generell Kompetenz, fir bei enger Ufro op Rechtshëllef aus dem Ausland d'Regularitéit vun der Prozedur d'office ze kontrolléieren.

Dës Rotskummer muss och hiren Accord gi fir d'Iwwermëttlung vun Dokumenter, Informatiounen oder aner Objeten un eng auslännesch Autoritéit. Well am Kontext vun enger internationaler Rechtshëllef d'Bank respektiv hir Employéen net dierfen de Client informéieren iwwer eng Perquisitioun, e Retraçage vu Bankoperatiounen oder e Monitoring vu Bankmouvementer, gëtt elo d'Méiglechkeet agefouert, fir ee Mémoire, dat heescht Observatioun bei der Chambre du Conseil ze déposéieren. Dës Méiglechkeet besteet fir all Persoun, déi iwwer eng Untersuchungsmoossnam - wéi d'Saisie vun Dokumenter oder d'Kollekt vun Informatiounen iwwer e Bankkonto - informéiert gouf, oder fir all Dréttpersoun, déi e legitimen Intérêt huet. Dat heescht, dass d'Bank ee Mémoire kann als Dréttpersoun deposéieren. Si muss dat awer net.

De Client kann e Mémoire ofginn, souwäit hie vun der Untersuchungsmoossnam informéiert ass. Ginn een oder méi Mémoires ofginn, muss d'Rotskummer niewent dem Iwwerpréiw vum der Regularitéit vun der Prozedur iwwert d'Argumenter vun dem Mémoire mat enger motivéierter Décioun befannen.

Här President, fir eis mat den internationalen Verpflichtungen konform ze setzen, hu mir niewent der Emännierung vun eiser Strofrechtsprozedur deemno fundamental Ännerungen un eise Gesetz vun 2000 iwwert déi international Rechtshëllef misse maachen.

Et gëtt eng Confidentialitéitsklausel an d'Gesetz ageschriwwen, déi enger Bank respektiv hiren Employéen ënnert der Sanktioun vun enger Geldstraf verbitt, hire Client iwwer verschiddenen Untersuchungsmoossnamen, déi zum Beispill op engem Kont duerchgefouert ginn, ze informéieren. De formellen Droit de recours gëtt ofgeschaf an duerch en Dépôt vun engem Mémoire ersat. De sougenannte Principe du contradictoire gëtt also wäitgehend bäibehalen.

Här President, fir den Équilibrium tëschent internationalen Verpflichtungen an eise Versteesdemech vun elementare Rechtsstatzprinzipien ze garantéieren, war ee Spagat. Dës Spagat huet - GAFI obligé - an engem Rekordtempo missen untrainéiert ginn. A grad wéi den Här Schiltz et virdu scho gesot huet: Ouni d'Fachwëssen an den Engagement vu jiddwerengem, deen do matgewierkt huet, ugefaange bei dem Justizminister - virun allem fir dese Projet - a senge Beroder, dem Procureur général, den Avocats généraux, de Leit vum Parquet, de konstruktive Proposen - dat soll een och soen - vun dem Conseil d'État, an unni den Engagement an de Versteesdemech vun alle Membere vun der Commission juridique mat de Leit vum Greffe an net zulescht de Conseillere aus eiser

Fraktioun hätte mir dat och net an deem Tempo an an där Zäitspan hikritt.

Ech soen dofir jiddwerengem vun deser Plaz aus Merci a verweise fir de Rescht op mäi schrëftleche Bericht. An ech ginn och zu diesem Projet d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Gilles Roth (CSV), rapporteur.** - Elo komme mer zu deem leschte méi terre-à-terre Projet. Dat geet awer vill méi séier.

Rapport de la Commission juridique sur le projet de loi 6168

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir erënnert lech sécherlech alleguerten nach un d'Affär vun der „Achille Lauro“.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Dat war awer sur mer, net sur terre. Dir sot terre à terre.

► **M. Gilles Roth (CSV), rapporteur.** - Dir schwätzt herno, Här Hoffmann.

(Hilarité générale et interruptions)

► **Une voix.** - Keen Humor.

► **M. Gilles Roth (CSV), rapporteur.** - Et war dat an der Konventioun en italesch Croisiéerschëff, dat Mëtt den 80er Jore virun der ägyptescher Küst vun engem palästinensesche Kommando besat an entfouert gouf. Ënnert dem Impuls vun den USA ass dorop 1988 eng UNO-Konventioun an e Protokoll ausgeschafft ginn. Si sollen d'Sécherheet vun der maritimer Schëffahrt grad wéi de maritime Plattformen, wéi de Buerinselen am Mier, garantéieren.

Béid Texter sinn zënter 1992 a Kraaft. Mir sinn dat eenzegt Land aus der Europäescher Unioun, wat se nach net ratifizéiert huet, respektiv hu mer där Konventioun nach net adhéiert. De formellen Text datéiert aus dem Joer '88, a firwat dass mer nach net adhéiert hunn, huet domat ze dinn, dass mer deemools nach kee Pavillon maritime haten. D'Approbatoun vun deser Konventioun gëtt awer elo ënnert der Fuerderung vun dem GAFI gemaach.

Här President, Lëtzebuerg huet keen oder nach keen direkten Zougang zu engem Mier. De maritime Secteur spillt awer duerchaus seng Roll an eiser Wirtschaft. 250 Schëffer fueren de Moment weltwäit ënner Lëtzebuurger Pavillon. Ronn 300 Betreiber sinn an deem Beräich direkt oder indirekt hei zu Lëtzebuerg aktiv. D'Gewalttacke géint esou ee Schëff, wat ënner Lëtzebuurger Fändel fiert, falen an de Kompetenzberäich vun eise Gerichter. D'Piraterie-Ugrëffer virun der Küst vu Somalia hu bewisen, dass esou Gewalttacke net vu reng hypothetischer Natur sinn. Dës international Texter hunn duerfir dach schonn e konkreten Notze fir eist Land. Dozou kënnst déi méi politesch Reccommandatioun vum GAFI, fir des Konventioun ze ratifizéieren.

Nu kuerz, ëm wat geet et? Eng Rei vun illegalen Handlungen, déi d'Sécherheet vun der Navigatioun vun engem Schëff respektiv d'Sécherheet vun enger fixer Plattform am Mier a Gefor bréngen, ginn am Lëtzebuurger Recht als Strofnoten opgefouert. Dat geet vum Ugrëff op d'Navigatiounsinstrumenter, de Wëllen d'Kontroll iwwert d'Schëff ze kréien, falsch Informatiounen ze ginn, zum Beispill wat d'Route vum Schëff ubelaangt, bis hin zum Schëff oder seng Ladung ze beschiedegen oder ze zerstéieren. D'Handlung muss awer vun enger gewësser Gravititéit sinn, esou dass d'Sécherheet vun dem Schëff a Gefor ass.

Betraff sinn all Zorte vu Schëffer, dat heescht Handelsschëffer, Passagéier- oder Croisiéerschëffer bis hin zu Yachten. Net viséiert si Krichsschëffer respektiv Schëffer, déi fir Statsaufgaben, also wéi Polizei- oder Douanesaufgabe benotzt ginn. Dës Strofnote ginn elo an eise Code disciplinaire et pénal de la marine aus dem Joer 1992 ageschriwwen.

Et applizéiere sech Prisongsstrofe vun zéng bis 15 Joer. Komme Persounen dobäi zu Schued, ka souguer eng liewenslänglech Prisongsstrof verhaange ginn. An de Strofbereich fällt och de Finanzement vun deene strofbaren Handlungen, déi ech virdu opgezielt hunn. De Finanzement ze bestrofen, deen ergëtt sech aus der Konventioun vun New York iwwert d'Finanzéierung vun dem Terrorismus.

Här President, d'Aschreiw vum den opgezeechente Strofnoten an eis Lëtzebuurger Gesetzgebung ass d'Hauptuleies vun der UNO-Konventioun, iwwert déi mir haut ofstëmmen. Et gëtt awer och verlaangt, fir den nationale Gerichter e breeden Zoustännegkeetsberäich ze ginn, fir esou Strofnoten ze sanktionéieren.

D'Lëtzebuurger Gerichter ginn zoustänneg fir d'Gewalttacke géint d'Sécherheet vun engem Schëff, wat ënner Lëtzebuurger Pavillon fiert. Eng Strofnote géint ee Schëff, wat ënner Lëtzebuurger Fändel fiert, gëtt duerfir ugesinn, wéi wa se u Bord vun deem Schëff begaange gi wier, onofhängeg ob dat Schëff sech an internationaler Gewässer befënnert oder net.

D'Adhésioun zu deser Konventioun huet also net nëmme eng reng politesch Bedeutung fir eist Land. Et kann och zu konkreten Uwendunge kommen, well, wéi ech virdu gesot hunn, de Moment 250 Schëffer ënner Lëtzebuurger Pavillon op de Weltmier fueren. Eis Gerichter kréie fir déi Strofnoten och nach eng sougenannte persounbezu Kompetenz. Dat heescht, d'Lëtzebuurger Gerichtsautoritéite kënnen esou all Kéiers poursuivéieren, wann e Lëtzebuurger oder en Ausländer, deen hei am Land wunnt, eng Strofnote géint d'Sécherheet vun engem Miereschëff begaangen huet. Schliesslech kënnen déi lëtzebuergesch Gerichter zoustänneg ginn a Fäll, wou e présuméierten Täter hei am Land gestallt gëtt. Hei spillt de Prinzip, dass déi Persoun entweder muss ausgeléiwert ginn oder hei viru Gericht gestallt ginn.

Här President, des Konventioun mag vläicht an éischter Siicht e méi exoteschen Uschäin hunn. Opgrond vun eise Pavillon maritime ka se awer dach direkt Uwendung zu Lëtzebuerg fannen, ob schonns mir keen direkten Zougang zum Mier hunn. Entgéint anere Konventiounen, iwwert déi mir haut de Mëtteg diskutéieren, bedeit d'Adhésioun zur Konventioun iwwert d'Sécherheet vun der Miereschëffahrt kee juristescht Neiland. De Statsrot huet och duerfir kee gréissere Problem mat dem Regierungstext gehat. Ech verweise fir den Detail op mäi schrëftleche Rapport a ginn och zu deser Konventioun d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun.

Elo hu mer déi dräi Rapporte gemaach. Et war an der Commission juridique ofgemaach, an de Jean-Louis Schiltz huet virdu ugedeit, dass des Kéier d'Chamber iwwert den August, wat och hir Flicht war, awer all Kéiers a laange Sitzungen déi Texter analyséiert huet, fir dass mer fristgerecht, wann déi nächst Vollversammlung vum GAFI elo an deenen nächsten Deeg ass, eis Hausaufgaben hei zu Lëtzebuerg gemaach hunn.

An et war awer de Konsens an der Commission juridique, well och eng Rei vu Fraktiounen domat hire Vote gebonnen hunn, dass géif eng Motioun ofgi ginn, wou d'Regierung géif invitéiert ginn, fir Ufank vun 2012 nach eng Kéier e Bilan ze zéien iwwert déi nei Regel, besonnesch um Niveau vun der Entraide, um Niveau vun der Mini-Instruktioun, dat heescht, ob do d'Rechter vun de Bierger wierklech gewahrt sinn.

Zweetens ass och gefrot an där Motioun, dass d'Commission juridique vun der Chamber un där Evaluéierung engstens bedeelegt gëtt.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- vu le projet de loi 6017 portant

1. approbation de la Convention du 29 mai 2000 relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne

2. approbation du Protocole du 16 octobre 2001 à la Convention relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne

3. modification de certaines dispositions du Code d'instruction criminelle et de la loi du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale

- vu le projet de loi 6163 portant renforcement du cadre légal en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme,

portant organisation des contrôles du transport physique de l'argent liquide entrant au,

transitant par ou sortant du Grand-Duché de Luxembourg,

relative à la mise en œuvre des résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies et des actes adoptés par l'Union européenne comportant des interdictions et mesures restrictives à l'encontre de certains États, régimes politiques, personnes, entités et groupes,

modifiant:

1. le Code pénal,

2. le Code d'instruction criminelle,

3. la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire,

4. la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme,

5. la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie,

6. la loi modifiée du 11 avril 1985 portant approbation de la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, ouverte à la signature à Vienne et à New York en date du 3 mars 1980,

7. la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne,

8. la loi du 20 juin 2001 sur l'extradition,

9. la loi du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne,

10. la loi du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale,

11. la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier,

12. la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier,

13. la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances,

14. la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat,

15. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat,

16. la loi modifiée du 10 juin 1999 relative à l'organisation de la profession d'expert-comptable,

17. la loi du 18 décembre 2009 relative à la profession de l'audit,

18. la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives,

19. la loi modifiée du 17 mars 1992 portant approbation de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, faite à Vienne, le 20 décembre 1988,

20. la loi modifiée du 14 juin 2001 portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime, faite à Strasbourg, le 8 novembre 1990,

21. la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'administration de l'enregistrement et des domaines

- vu le projet de loi 6168

- portant approbation de la Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime, faite à Rome le 10 mars 1988, et du Protocole pour la répression d'actes illicites contre la sécurité des plates-formes fixes situées sur le plateau continental, fait à Rome le 10 mars 1988;

- et modifiant la loi du 14 avril 1992 instituant un code disciplinaire et pénal pour la marine

invite le Gouvernement

- à présenter à la Chambre des Députés un bilan de l'application des nouvelles règles en la matière au début de l'année 2012;

- à associer étroitement la Commission juridique de la Chambre des Députés à l'évaluation de ce bilan.

(s.) Jean-Louis Schiltz, Xavier Bettel, Félix Braz, Jacques-Yves Henckes, André Hoffmann, Lucien Lux.

Ech mengen, de Minister huet och schonn an der Kommissioun ugedeit, dass e mat där Motioun absolut kee Problem huet. Ech hunn déi Motioun elo presentéiert.



Ech géif soen, dass jiddwereen am Kader vun der Debatt, déi nach suivéiert, wann e wëllt dozou ka Positioun huelen, an da géife mer och herno iwwert déi Motioun, déi scho fënnef Ënnerschrëften dréit, kënnen ofstëmmen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Rapporteur Gilles Roth Merci fir seng verschidde Rapporten. Als éischte Riedner zu all deene Rapporten ass den honorablen Här Xavier Bettel agedroen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'Éischt hei dem Gilles Roth an dem Jean-Louis Schiltz Merci soe fir déi detailléiert Rapporten, déi se hei gemaach hunn. Ech wäert och net wëllen op all eenzelne Projet de loi agoen. Mä erlaabt mer, dass ech just e puer Remarqué maachen iwwert déi verschidde Projeten.

Mir wëssen, Här President, dass hei eng gewëssen Urgence besteet, fir dës Texter ofzestëmmen. Wat ee ka wonneren, ass, wann ee gesäit, dass mer et och hei mat enger Ratifikatioun vun enger Konventioun ze dinn hunn, déi aus dem Joer 1988 staamt, also déi elo schonns 22 Joer al ass. Mir hunn och de Moie gesot kritt, dass dës Konventioun deemools Lëtzebuerg och net ënnerschriwwen huet an och net ratifizéiert huet. Mä, wann ee bedenkt, dass déi schonn '88 war. Wat ass alles '88 geschitt? De Mitterrand huet d'Pyramide du Louvre inauguréiert. De Reagan huet de Gorbatschow ënnerstëtzt, well en a Russland wollt Mesurë maachen. Déi Konventioun vun deemools kënn haut an d'Chamber a fënnt de Wee, fir hei an d'Législatioun ze kommen.

Et ass allerdéngs net déi Konventioun, Här President, an dat muss een ervirhiewen, déi der Commission juridique an dem Statsrot Kappzerbrieches bereet huet, mä haaptsächlech de Projet de loi 6163 iwwert d'Lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme. An och de Projet de loi iwwert d'Entraide judiciaire.

D'Commission juridique, grad wéi de Statsrot, hu missen eng ganz Rei Ëmännerungen a Verbesserung virhuelen. An dat a relativ ganz kuerzer Zäit. Ech muss lech och soen, Här President, dass den Här Schiltz als Rapporteur och an deenen éischte Sitzung seng Meenung verteidegt huet, an am Numm vu senger Fraktioun, oder op jidde Fall eng juristesche Meenung, déi een deele konnt. Déi een deele konnt, well se Garant war vu Prinzipien, déi mer hei am Land hunn. An ech wäert duerno méi an den Detail goen. A wann den Text bliwwer wier, esou wéi d'Regierung en déposéiert hat, hätte mer haut ganz vill Schwierigkeiten, fir en ze stëmmen.

Här President, den Drock war grouss respektiv ass nach grouss. A mir wëssen net, wéi et weidergeet, ob en net nach grouss bleift. Nämlech déi gro Wollek iwwer eisem Land, déi vum GAFI, dass d'Lëtzebuurger nees op eng gro Lëscht kommen, an dass fir déi Länner, deenen hir Législatioun der OCDE hier no net konform mat internationaler Kritäre wier, nees de Risque besteet, op esou eng Lëscht ze kommen.

Et ka mer engem haut d'Garantie ginn, dass mer - och mat deenen Texter, déi mer hei haut stëmmen - iwwerhaupt net op eng gro Lëscht kommen. An ech ka mer kaum virstellen, dass de Minister och ka soen: Ech versprechen lech mat deenen Etappe vun haut, dass mer d'Garantie hunn, dass mer net op déi gro Lëscht kommen. Mä mir hunn zesummen, esou wéi et och schonn d'Rapporteur gesot hunn, gekuckt, fir esou wäit dem GAFI entgéintzekommen, fir ze kucken net op déi gro Lëscht ze kommen.

Mir wëssen, an do widerhuelen ech dat, wat mäi Kolleg, de Claude Meisch, och gesot huet, wéi mer d'Interpellatioun iwwert d'Finanzplaz hei haten, dass mer beméit sinn, well mer d'Aktivitéite vun dëser och an Zukunft hei zu Lëtzebuerg nach müssen dévelloppéieren. An eisem Image als international Finanzplaz muss soignéiert ginn.

An nach gëschter, Här President, net méi wäit wéi gëschter krute mer an der Finanzkommissioun gesot, wéi wichteg d'Bankplaz, d'Assurancen hei zu Lëtzebuerg sinn. A wann ee weess, wann een op eng gro Lëscht komm wär, wat dat fir Niewewierkungen hätt mat sech kënnen bréngen, da muss ee sech bewusst sinn, dass et net vill Choix gëtt, fir dat heite mat Jo ze stëmmen. Mir kënnen eis et awer net erlaben, dass periodesch mam Fanger op eis gewise gëtt an dass mer als Steierparadäis oder als schlechte Schüler am Kampf géint d'Wäisswäsche vu Suen dohinnergestallt ginn.

Mir wëssen, Här President, dass dës Gesetzännerungen - et sinn 21 Gesetzer am Ganzen, déi geännert ginn - eng Reaktioun an eng Antwort op den drëtte Rapport d'évaluation mutuel vum GAFI sinn. Dës Rapport, deen dëst Joer am Februar veröffentlecht gouf, huet fir vill Opreegung hei am Land gesuergt; an net nëmme am politesche Milieu. Ma am politesche Milieu hunn och d'Regierung a virun allem de Justiz- an de Finanzministère gereizt op dës Publikatioun reagéiert. Per Communiqué ass zum Beispill bedauert ginn, dass dës Rapport esou kritisches an - ech zitëieren - „esou exzessiv negativ“ ausgefall ass.

Mir stellen als DP fest, d'Regierung reagéiert am Nachhinein op e Rapport, deen eis scheinbar aus heiterem Himmel wéi eng Bomm op de Kapp geflu kënn. De GAFI, et huet ee bal d'Impressioun, ass eng héijer Muecht, déi mam Zorn Gottes hir Blëtzer op dat klengt Lëtzebuerg gehäit.

(Interruption)

Ass dat wierklech esou, Här President? Wat ass de GAFI eigentlech? De GAFI, de Groupe d'action financière, ass näischt aneschters wéi den intergouvernementalen Organismus, deen 1989 um G7 zu Paräis gegrënnt gouf, a wou Lëtzebuerg säit 1990 Member ass. Et ass de Lëtzebuurger Finanzministère, deen den Haaptrepräsentant an eiser Delegation beim GAFI ass! Mir setzen deemno als Lëtzebuurger Land a Regierung mat un deem Dësch.

D'Demokratesch Partei, Här President, huet Schwierigkeiten, der Regierung hir Attitud nozevollzéien. Et gëtt esou gemaach, den Dag vun der Publikatioun vum GAFI-Rapport, wéi wann een aus alle Woleke géif falen, an da gëtt reagéiert. Ass et dann net méiglech, am Virfeld schonn ze agéieren, amplaz spéider ze reagéieren?

Déi Normen an international Standardde gi jo gemeinsam ausgeschafft. Et misst jo méiglech sinn, proaktiv ze kucken, dass een deenen Normen och gerecht gëtt. Ech ginn emol dovunner aus, dass dat och de Souci vun der Lëtzebuurger Regierung ass.

Déi géigesäiteg Evaluatioun innerhalb vum GAFI ass wichteg a richtig. Deen Exercice wëlle mer och net a Fro stellen. D'Fro, Här President, déi een awer kann an de Raum stellen, ass déi, firwat d'Resultater an d'Konklusiounen vun dëser Evaluatioun scheinbar ouni Wësse vun deem concernéierte Land öffentlech gemaach ginn an esou risquéieren, am Fong dem Image vun engem Land ze schueden.

Esou e Rapport, wéi deen am Februar, ass Waasser op d'Mille fir déi, déi eist Land gären als Steierparadäis duerstellen. Ech wëll net falsch verstane ginn: Mir sinn net der Meenung, dass esou Konklusiounen solle vertuscht an ënnert den Teppich gekiert ginn, mä et misst dach awer machbar sinn, dass ee sech an deem intergouvernementalen Kader vum GAFI géigesäiteg concertéiert an dass een als concernéiert Land informéiert gëtt a ka seng Législatioun dann deementspreechend adaptéieren, ier een an enger zweeter Phas dann Effortë vun deem Land öffentlech jugéiert.

De deux choses l'une, Här President, entweder esou ass d'Prozedur innerhalb vum GAFI, an dann ass d'Attitud vun der Regierung ëmsou méi hypokritesch, oder hei ass en Ëmdenke vun der Aarbechtsweis vum GAFI ze fuerderen.

Mir mussen, Här President, dat huet d'DP jo och an hirem Finanzpabeier ënnerstrach, alles druginn, fir e proppert Bild vun eiser Finanzplaz ofzeginn a keen Zweifel opkommen ze loosse an eisem Bestrewe, kriminell Machenschaften, d'Wäisswäsche vu Suen aus dubiose Geschäfte an d'Finanzéierung vun dem Terrorismus ze bekämpfen. Duerfir muss och d'Sur-

veillance vun eisem Finanzsektor esou gutt wéi méiglech organiséiert ginn.

Elo ass et awer esou, dass mer mat deem Rapport vum GAFI eng Rei Saache reprochéiert kréien, esou zum Beispill de Fait, dass zum Zäitpunkt vun der Evaluatioun d'Personnes morales net um penale Plang responsabel waren. Dat huet entre-temps geännert; woubäi - ech wëll awer drun erënneren - d'Gemege weiderhin net penal responsabel gemaach ginn. Ech wëll elo net am Detail op all Kritikpunkten a Verbesserungsvirschléi agoen.

Allgemeng gëtt de Lëtzebuurger Kontrollautoritéite virgeworf, relativ wéineg Kontrollen ze maachen, awer och, dass bis elo nach keng eenzeg Sanktioun am Beräich Wäisswäschchen an Terrorismusfinanzierung infligéiert gouf, géint d'Professions juridiques et comptables. Doraus schléisst dann de GAFI, dass eise System ineffikass ass, well en dovunner ausgeet, et ass e Préjugé défavorable, dass net hei alles am grénge Beräich wier.

Dat Argument am Fong, fir ze soen, keng Sanktioun, ass och net effikass, muss awer a Fro gestallt ginn. Wa keng Infractioun feststellen ass, kann ee jo awer och keng Sanktiounen prononcéieren.

Mam Projet de loi 6163 beréiere mer souwuel de penalen Domän wéi och de Finanzsektor. Déi prozedural Moyaen gi renforcéiert, verschidden Infractiounen gi präziséiert, den institutionelle Kader vun de Kontrollautoritéite gëtt renforcéiert. Déi zwee Rapporteur sinn am Detail schonn op déi eenzel Punkten agaangen, an ech erspuere mer dat elo hei. Just e puer Remarquen.

Mat de Modifikatiounen am Code d'Instruction criminelle, déi d'Regierung proposéiert hat, gouf de fundamentale Prinzip vun der Opportunité des poursuites a Fro gestallt. Dat huet nieft dem Statsrot och de Barreau kritiséiert. Dës Prinzip gouf finalement vun der Commission juridique bäibehalen, wat an eisen Aen och richtig ass. Et si verschidde Punkten, wou ee kéint och nach méi an den Detail goen.

D'Lëscht vun den Terroristen. Wéi geet dat? Huet een do d'Recht, awer virun informéiert ze ginn oder op d'mannst gehéiert ze ginn, ier Sanktiounen gesprach ginn? Do woren och länger Diskussiounen an der Kommissioun.

Mir hunn iwwert d'Kontroll vun den Douanë geschwat, wou mer gesot kritt hunn, dass Der an de Fligere a verschidene Länner musst en Ziedel a priori ausfüllen, ier Der an d'Land kommt, wou Der deklaréiert, wann Der eng gewisse Valeur hutt. Ob dat net eng Opportunitéit wier, och esou eppes ze offréieren, dat heescht, dass d'Méiglechkeet besteet fir deen, deen a Lëtzebuerg erafiert, dass e kann ab initio am Fliger schonn deklaréieren: „Ech hunn esou vill Suen“, an dass en do deen Ziedel kann ofginn, an dass en dann net ertappt gëtt oder e carrément net wosst, wat en huet dierfen oder wat en net huet dierfen.

Zur sougenannte Mini-Instruktioun. Mir sinn och der Meenung, dass een hei muss opasse bei esou vereinfachte Procédure d'Instructionen. An déi dierf ee virun allem net generaliséieren. Eng Prozedur nämlech, wou d'Rechter vun der Verteidigung par rapport zum Parquet ganz limitéiert sinn. D'Kommissioun huet notamnt eng Zäitlimite vun esou Mini-Instruktiounen proposéiert.

Mir sinn als DP och der Meenung, dass sech eng méi déif gräifend Reform vun der Instruction préparatoire imposéiert, mä awer och vum Code pénal. An de Minister huet et ugekënnegt. Ech wier och frou, well eng Mini-Instruktioun, ass dat fir Mini-Delikt? Neen, et ass souguer e Crime dran. Mir krute vum Procureur général erkläert, de Faux fällt och drënner. De Faux ass an eiser Législatioun nach e Crime.

Do krute mer geäntwert: Jo, mä dat gëtt meeschtens correctionnaliséiert vun der Chambre du conseil. Certes! Mä wann et dann e schlechten Text ass, dann ass et och besser, dass mer gutt Gesetzer hunn an dass mer dat och sollen änneren an den hei vum Gesetz vun Législateur aus en Text sollen kriminaliséieren, wann et souwisou duerno um Geriicht esou appliquéiert gëtt.

Här President, de Statsrot huet och Problemer a puncto Dateschutz bei der Zesummenaarbecht tëschent Autorités de surveillance an der CRF ausgemaach. Et ass dofir extrem wichteg, dass genau präziséiert gëtt, a wéi enge Fäll esou eng Kooperatioun sech opdrängt. Den Ordre des avocats huet och zu Recht kritiséiert, dass de Secret professionnel vun den Affekoten hei a Fro gestallt ginn ass. D'Commission juridique huet dat richtegerweis redresséiert. D'Fro, ob d'CRF en onofhängegt Organ par rapport zum Parquet soll sinn oder wéi et virgesinn ass, ass och opgeworf ginn.

Mam Projet de loi 6017 iwwert d'Entraide judiciaire ginn eng Konventioun aus dem Joer 2000 an e Protokoll vun 2001 approuvéiert. Des Weidere ginn Dispositiounen vum Code d'Instruction criminelle geännert. Dat Ganzt schreift sech an an d'JAI-Politik, déi mer hei bei der Diskussioun iwwert de Stockholmer Programm en long et en large schonn debattéiert hunn.

Mir hunn deemools op d'Risiko vun esou enger ëmmer méi enker Zesummenaarbecht tëschent deene verschidde Policer a Juridictionen higewisen. Risiken, déi den Dateschutz concernéieren, awer och individuell Fräiheeten. Mir hunn op Prinzipi wéi Proportionalitéit a gesondem Équilibrium tëschent Terrorismusbekämpfung an individuelle Fräiheete gepocht.

An dësem Fall geet et ëm d'Bankdaten. An et ass notamnt e spontanen Informationsaustausch virgesinn, ouni dass den Titulaire vun deem concernéierte Kont informéiert gëtt. Och gëtt d'Interceptioun vun Telekommunikatiounen viséiert. Et gëtt drop higewisen, dass esou Mesuren nëmme kënnen ageleet ginn, wann dräi Konditiounen gläichzäiteg erfëllt sinn.

Déi éischt, dass d'Faiten, fir déi ee kann inculpéiert ginn, mussen «d'une gravité particulière» sinn, spréch enger Strof vu mindestens zwee Joer Prisong entsprechen. Ech muss lech nach eng Kéier soen, Här President, dass eis Fraktioun éischter der Meenung ass, dass een net soll vu Minimum Peine d'emprisonnement schwätzen, mä eng Lëscht ass ëmmer méi kloer - mir hunn dat schonn e puermol gesot -, wéi wann een einfach zwee Joer Prisong hëlt. Wa mer nach eng Kéier géifen de Code pénal kucken, op wat fir Infractiounen heiansdo zwee Joer Prisong stinn, da wier een och iwwerrascht.

Zweetens muss probant Inidizië bestoe géint déi Persoun, déi ze iwwerwaachen ass.

An drëttens, all aner normal Investigatiounsmoyaenë mussen erschöpft sinn, ier een op weider Moyaen zréckgräift. De Statsrot bezweifelt allerdéngs, ob d'Konditiounen zwee an dräi iwwerhaupt iwwerprüfbar sinn. Dës sinn doropshi fale gelooss ginn. Dëst ass eigentlech ze bedauren. Mir mengen, dass eleng déi éischt Konditioun net duergeet. Iwwert de Seuil vun zwee Joer léisst sech diskutéieren. Sou wéi ech lech gesot hunn, wier eng Lëscht fir eis besser gewiescht.

Wat och ganz wichteg ass, Här President, an deem heiten Text: Et dierf dobaussen net d'Gefill opkommen, wéi wann de Banquier oder den Affekot de verlängerten Aarm wär vun der Police oder vum Parquet. Well deen een oder deen anere kéint elo mengen, dass déi Vertrauenspersoun, wéi de Banquier oder wéi den Affekot, wou ee sech confiéiert, duerno am Fong der Persoun am Réck misst Saachen der Police oder Justiz weiderginn. Et muss ee soen, dass dat heite just an extreme Fäll ass. Well wann dobaussen d'Gefill opkënn, dass den Affekot oder de Banquier mat den Organisation-judiciairen oder mat den internationalen Organisatiounen Informationsaustauscht, ouni dass de Client informéiert gëtt, kann dat e Vertrauensbroch sinn, deen op jidde Fall och ka schueden.

Wichteg, Här President, ass awer fir eist Land, dass och eist Land refuséieren dierf, dass déi gesammelt an transmettéiert Informationsaustauscht an engem anere Kader kënnen gebraucht ginn.

Wat d'Informationspflicht vun de Finanzinstituter vis-à-vis vum Untersuchungsriichter iwwer e Client betrëfft, esou sinn hei och eng Rei Konditiounen ze respektéieren. Esou eng Mesure däerf nëmmen à titre exceptionnel duerchgefouert ginn a muss eng vun deenen opgelëschten Infractiounen concernéieren. De Statsrot huet esou eng Lëscht kritiséiert. Mir net.

Zu der Konventioun iwwert d'Sécurité de la navigation maritime kann ee soen, dass Lëtzebuerg dat eenzegt Land an der EU ass, dat des Konventioun nach net ratifizéiert hat, an dass am Joer 2005 en zweete Protokoll schon ausgeschafft gouf an och nach net an nationaalt Recht ëmgesat gouf.

Här President, ech kommen zur Konklusioun. Lëtzebuerg muss sengen internationalen Obligatiounen nokommen. Eis Finanzplaz brauch e gesond an e rouegt Ëmfeld, a mir kënnen eis keng nei Attacken oder esou eng gro Lëscht méi leeschten. Mir si stänneg amgaangen, eis ze verteidegen an ze reagieren amplaz proaktiv ze agieren. Mir hunn och mat deesen Adaptatiounen keng Garantie, dass mer net awer op déi gro Lëscht kommen.

D'Urteil, ob mer elo konform sinn oder net, gëtt mat Spannung erwaart. Dëst ass eigentlech och déi falsch Approche. Mir wëllen a musse géint d'Wäisswäschen an d'Terrorismusfinanzéierungen ukämpfen an et däerf keen Zweifel opkommen. Déi néideg Mesurë musse geholl ginn. Et muss awer opgepasst ginn, dass exzeptionell Mesuren net generaliséiert ginn. Et mussen e puer élémentaire Prinzipie beuecht ginn, wéi déi vun der Verhältnismäissegkeet an dem Équilibre tëschent der Lutte an den individuelle Fräiheeten. Kampf géint d'Wäisswäschen heescht net, dass mer den Datschutz sollen iwwer Bord geieren.

Här President, wéi ech virdu gesot hat, hate mer laang Diskussiounen mat de Membere - also mat der Madame Polfer, déi jo och an der Commission juridique sëtzt -, wou mer gesot hunn: „Wéi solle mer dann hei stëmmen? Wat ass méi wichteg?“ Dunn hu mer an der Fraktioun mat eise Fraktiounskolleegen doriwwer diskutéiert a mir sinn zur Konklusioun komm, dass et einfach a populistesch wier, hei ze soen: „Mir stëmmen dat heiten net mat.“

Här Minister, mir hunn als DP gesot - an dat hu mer jo och schon an der Kommission gesot -, dass mer deen doten Text stëmme mat der *Conditio sine qua non*, dass eng Motioun deposéiert gëtt, wou gekuckt gëtt, no engem Joer e Bilan ze zéien, fir ze kucken, ob keng Dérapagen do sinn, a fir e Bilan kënnen ze zéien, wéi oft déi eng oder déi aner Mesure gebraucht ginn ass. Mat deene Garantien, mat där Motioun, déi den Här Schiltz ausgeschafft huet mam Här Roth, mat deene Bemerkungen, déi mer gemaach hunn, stëmme mer - net mat Freed, Här Minister, mä - léiwer haut mat jo wéi muer mat gro!

► **Plusieurs voix.** - Oh, très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bettel. Als nächste Riedner ass den Här Jean-Pierre Klein agedroen. Här Klein, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jean-Pierre Klein (LSAP).** - Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 6163 iwwert de Kampf géint de Blanchiment an de Finanzement vum Terrorismus ass ganz ambitiéis a modifizéiert insgesamt 21 Gesetzestexte. Dofir haten déi zwee Rapporteur hir Hänn voll, fir en a kuerzer Zäit, mä mat vill Kompetenz zu engem gudden Enn ze bréngen. Hinne Merci fir hir gutt Aarbecht a besonnesch fir hir effikass Explikatiounen an der Commission juridique, déi och zu spannenden Diskussiounen Ulass ginn hunn.

Den drëtten Rapport d'évaluation mutuelle vu Lëtzebuerg iwwert de Kampf géint d'Wäisswäsche vu Geld a géint de Finanzement vum Terrorismus ass den 19. Februar 2010 vum GAFI - Groupe d'action financière - ugeholl ginn. De Rapport evaluéiert déi Beräicher op d'Konformitéit mat den internationale Standarden an an dë-

sem Projet de loi geet et drëm, dass Lëtzebuerg sech un déi Normen upasst.

D'Rapporteur hunn am schrëftlechen an am mündlechen Rapport alles am Detail exposéiert. Ech wollt nach zu e puer Punkten eppes soen.

Den éischten Deel vum Projet de loi handelt iwwert d'Ofännerungen an Abrogatiounen vu Gesetz an dem Strofbereich, dem Finanzsektor, dem Versicherungsweesen an aner opgezielte Beruffer. Am Artikel 10 vum Projet de loi ass Kloerheet geschaf ginn, wat den zweeten Alinea vum Artikel 3 vum Gesetz vum 8. August 2000 iwwert d'Entraide judiciaire ubelaangt, dee seet: «Sous réserve des dispositions prévues par des conventions, toute demande d'entraide est refusée si elle a exclusivement trait à des infractions de taxes et d'impôts, de douane ou de change en vertu de la loi luxembourgeoise.»

Dat Wuert „exclusivement“ ass erakomm. Dat ass geschitt opgrond vun enger Recommendation vum GAFI wat de Refus vun der Entraide fir d'Infractiounen um Plang vun de Steieren uegt. Domat ass gekläert, dass Lëtzebuerg d'Obligatioun huet, fir d'Entraide ze accordéieren, wann hir Demande accessoirement Steierfroe betrëfft, déi sech aus internationale Konventiounen erginn. Sou huet de Statsrot dat och gesinn.

Den Artikel 2 vum Projet de loi gesäit vir, fir den Artikel 24-1 vum Code d'instruction criminelle ze modifizéieren. Wat an der Commission juridique zu haarden Diskussiounen Ulass ginn huet, war d'Aféierung vun der Mini-Instruktioun, de Regime vun der vereinfachten Instruktioun. Dës Fro ass vum Barreau a vun der Chambre de Commerce ugeschnidde gi wéinst den Droits de la défense, ouni dass awer de Conseil d'État dozou eng Opposition formelle gemaach hat. D'Kommissioun huet den Text amendéiert méttels zousätzliche Garantie fir den Droit de la défense. Allerdéngs sollen dann am Kader vun der Revisioun vun der Instruction préparatoire des Rechter weider ennermauert ginn.

Am zweeten Deel vun dësem Projet de loi gëtt d'Kontrollrecht vun der Douane ausgebaut, wat d'Deklaratioun vum flëssige Geld betrëfft. Do ass och e Sockel vun 10.000 Euro virgesinn, déi ee muss à l'intérieur vun der Europäescher Unioun op Demande hin deklaréieren. Déi Deklaratioun ass obligatoresch bei der Entrée an der Sortie vun der Europäescher Unioun. Bei Infractiounen an dësem Fall - dat muss een ennersträchen -: De Prinzip vun der Konfiskatioun an der Amende mussen dem Proportionalitéitsprinzip entsprechen.

Den drëtten Volet gesäit vir, wéi d'Ëmsetzung vu Resolutiounen vum Sécherheitsrot vun der UNO a vum Ministerrat vun der Europäescher Unioun soll geschéien, déi Interdictiounen a Contrainten enthalen fir verschide Staaten, politesch Regimer, Persounen oder Gruppen. Dat Ganzt laut enger Recommendation och vum GAFI. De Règlement grand-ducal spillt op dësem Plang eng maassgeblech Roll.

Voilà, dës komplex Législatioun verstärkt de Kader, de legale Kader fir géint de Blanchiment a géint de Finanzement vum Terrorismus unzegoen. Lëtzebuerg ass sécherlech drun interesséiert, fir un dësem sensible Beräich matzeschaffen, wéi all seng Partner dat och musse maachen. Dëst ass och e Gesetz, wat et erlaabt, fir schnell ze reagieren, an dass awer d'Droits de la défense respektéiert ginn.

(Mme Lydie Polfer prend la présidence.)

Et ass schued, dass dëst Gesetz, wéi och déi zwee aner, déi mer haut hei zur Diskussioun hunn an déi déiselwecht prinzipiell Zilsetzung hunn, dass mer hu misse schnell handeln an der Commission juridique, an dass se esou schnell no hirem Dépôt hei hu missen an de Plenum kommen. Et ass net vill Zäit bliwwen, fir dat Ganzt mat méi enger grousser Grëndlechkeet ze evakuéieren. Mä trotz allem ass dat hei och en effikass Gesetz, fir géint de Blanchiment ze kämpfen, géint de Finanzement vum Terrorismus ze kämpfen, an dofir gëtt eis Fraktioun hiren Accord zu dësem Projet de loi.

De Projet de loi 6017, dee mer haut wäerten hei stëmmen, ennersträcht de Wëlle vu Lëtzebuerg, d'Bereitschaft, fir sech fir

d'Verbesserung vun der Entraide judiciaire mat anzusetzen.

Mir hu schon am Joer 2000 e Gesetz hei gestëmmt, wou et drëm geet, fir déi organiséiert Kriminalitéit mat Effikassitéit ze bekämpfen, an zwar an enker Zesummenaarbecht tëschent de Staten.

Dat Gesetz regléiert autonom a generell déi intern Prozedur fir déi international Commission rogatoire an am Besonneschen d'Perquisitiounen an d'Saisien. Dëse Projet de loi schreift sech an an den drëtten Piliere vum Traité vu Maastricht, deen ëmgeännert ginn ass duerch den Traité vun Amsterdam a wou déi betreffend Problematik elo heescht: „Dispositions relatives à la coopération policière et judiciaire en matière pénale“.

An der Europäescher Unioun huet d'Zouhuele vun der fräier Zirkulatioun vun de Gidder, de Persounen, dem Kapital an den Informatiounen sécherlech e positiven Effekt op de wirtschaftlechen Austausch. Op där anerer Säit huet dat awer och en Impakt op d'Uwuesse vun der grenziwwerscheidender Kriminalitéit. Ëmsou méi noutwendeg ass d'Entraide judiciaire, fir d'grenziwwerscheidend Kriminalitéit ze bekämpfen, hir virzebeugen, fir d'Täter ze identifizéieren vun Infractiounen, déi op den nationalen Territorie begaange gi sinn, fir d'Produit vun deenen Infractiounen ze beschlagnahmen a fir Bewäismaterial ze kréien. Dozou muss e Stat da reagiere kënnen, usprieche kënnen, fir dass d'Staten een deem aneren hëllefen. An et muss onbedéngt jiddweree sech op jiddwerengem seng Mathëllef kënnen verlossen.

D'Ëmsetzung vun der Konventioun vun 2000 an dem Protokoll vun 2001 - deen dozou gehéiert - iwwert d'Entraide judiciaire am Strofrecht tëschent de Memberstate vun der Europäescher Unioun ass e wesentleche Schratt an déi Richtung. Si weise jo och, dass dat, wat bis elo besteet, net duergaangen ass, souguer, wann d'Konventioun an hirer Präambel zréckhält: «exprimant leur confiance dans la structure et le fonctionnement de leurs systèmes juridiques et dans la capacité de tous les États membres de garantir un procès équitable».

Et muss ee schon unerkennen, dass d'Coopération judiciaire tëschent de Memberstate nach verbesserungsbedürfteg ass. Et ass am gemeinsamen Interesse vun de Memberstate, fir sech déi néideg Mëtelen ze ginn, fir d'Konditiounen vun hirer Zesummenaarbecht ze verbessern am Sënn vun der Repressioun vun enger grenziwwerscheidender organisierter Kriminalitéit.

D'Vereinfachung vun der Entraide judiciaire, d'Upassung vun de Prozeduren an déi nei Technologien, de Gebrauch vu moderne Mëttele si luewenswäert Zilsetzungen an dësem Projet. D'Konventioun iwwert d'Entraide judiciaire stellt e wesentleche Fortschritt duer an der europäescher gerichtlecher Zesummenaarbecht. Si schafft méi eng breet Dimensioun, verbessert d'Prozeduren a moderniséiert d'Instrumenter.

Favoriséiert gëtt d'Coopération judiciaire duerch déi direkt Entraide, duerch déi direkt Transmissioun vun den Demandes d'entraide vu Gerichtsautoritéit zu Gerichtsautoritéit. De Prinzip vun der Applikatioun vun enger Prozedur vum État demandeur obligéiert déi aner Memberstate, ënnert der Konditioun selbstverständlech, dass se net géint hir fundamental Prinzipien ass.

D'Konventioun moderniséiert d'Instrumenter vun der Entraide duerch verschidden Techniken. Si gesäit vir, dass d'Entraide ka Form huele vu Livraisons surveillées ou investigations sous couverture, Infiltratioun. Nach eng aner Méiglechkeet, déi vun der Konventioun opgemaach gëtt, déi ganz bestëmmt effikass ka sinn: d'Opstellung vun Équipes communes d'enquête vun zwee oder méi Staten, fir op hiren Territorien ze enquétieren.

D'Zréckgräifen op déi nei Technologien ass an der Konventioun virgesinn, wéi d'Notzung vun der Videokonferenz, der Telekonferenz. E wichtege Volet ass virgesi fir d'Oflauschtere vun Telekommunikatiounen. Dat alles natierlech ënnert deenen néidege Garantien am Respekt vum Droit de la défense.

De Protokoll vun 2001 gesäit besonnesch zousätzlech Moosname vir am Beräich vun der Wäisswäscherei vum Geld an der Finanzkriminalitéit. Op deem Gebitt gëtt déi géigesäitig Hëllef verstärkt, wat d'Informatiounen ubelaangt, iwwert déi d'Banke verfügen. An dësem Kader sinn eis intern Gesetzgebungen, wéi de Code d'instruction criminelle an d'Gesetz vum 8. August 2000 iwwert d'Entraide judiciaire internationale en matière pénale, ugepasst ginn.

D'Prinzipie vun der Proportionalitéit an der Spezialitéit bleiwe bestoen. D'Droits de la défense gi garantéiert. D'Texter schafen déi néideg Instrumenter, dat néidegt Équipement, fir d'Gerichtsinstanzen effikass a schnell schaffen ze loossen.

D'Bankeplaz steet an engem gudden Licht. Eng weider Garantie, dass den europäesche Bierger ka wierklech an engem Raum vu Fräiheet, Sécherheet a Gerechtegkeet liewen. Et ass eng weider Overture fir d'Harmonisatioun vun de Prozeduren, wat eent vun den Haaptobjektiver vun der europäescher Konstruktioen ass.

Dëse Projet de loi bestëckt d'Gerichtsautoritéite mat operationellen Instrumenter, fir déi grouss Kriminalitéit ze bekämpfen am Interesse vun de Bierger, ouni d'Droits de la défense an déi allgemeng Prinzipie vun de Mënscherechter ze verletzen. Duerfir gëtt och eis Fraktioun dozou hiren Accord.

Am Projet de loi 6168 geet et ganz besonnesch drëm, fir den Terrorismus um Mier, op der Schëffahrt, op de Schëffer an de kontinentale feste Plattformen ze bekämpfen, op de Schëffer Sécherheet ze verschafe fir d'Equipagen an d'Passagéier virun terroristeschen Akten ze schützen an esou Aktiounen ze bestrofen.

D'Konventioun ëmraist ganz genau, wat fir Zorte vu Schëffer a Fro kommen a wat fir Akte fir d'Repressioun a Betruuecht gezu ginn. Wat d'Schëffer ubelaangt, do sinn et praktesch alleguer, souguer déi - wéi se genannt ginn - Bateaux de plaisance. Ausgeschloss sinn d'Krichsschëffer an d'Schëffer vum Stat, déi net fir eng kommerziell Betätigung bestëmmt sinn.

Wat d'Akten ubelaangt, déi vun der Konventioun viséiert sinn, sinn et déi, déi d'Sécherheet vun de Schëffer oder der Plattform gefährden. Net abegraff sinn d'Akte vum Equipage. Déi falen ënnert den normale Regime vun der Disziplin, déi ënnert d'Gesetz vum 14. Abrëll 1992 fält.

Et kann ee sech natierlech d'Fro stellen, wat fir en Interesse Lëtzebuerg huet, fir dës Konventioun an hire Protokoll ze ratifizéieren, well mir keen État côtier sinn. De Sécherheitsrot an enger Resolutioun, wéi och de Comité géint den Terrorismus hunn en Appel général gemaach, dass sollten all antiterroristesche Instrumenter ratifizéiert ginn, och vun deene Länner, déi net en enger Côte liewen.

Lëtzebuerg ass dat eenzegt Land aus der Europäescher Unioun, wat des Konventioun a Protokoll nach net ratifizéiert huet. Mir hunn all Intérêt drun, fir ze ratifizéieren a fir eis domadder enner anerem d'Méiglechkeet ze ginn, fir déi néidege Moosnamen ze ergräifen, wann engem vu senger Ressortissanten eppes géif op engem Schëff oder enger kontinentaler Plattform geschéien, kënnen och virgoen a verschidde Fäll géint ee vu senger Ressortissanten, deen engem Schëff eng gesticht huet, bezéiungsweis géint e Suspekten, dee sech op sengem Territoire befënt.

Lëtzebuerg beweist och heiduerch eng kéier méi duerch d'ratifikatioun vun deenen internationalen Instrumenter seng Solidaritéit, géint den Terrorismus matzekämpfen.

Och zu dësem Projet de loi gëtt eis Fraktioun hiren Accord. An ech wëll do och nach widderhuelen, wat elo kuerz - an dat passt och an dee Kader - de Generalsekretär vun der internationaler Organisation maritime bei Geleeënheet vun der Journée mondiale de la mer 2010 gesot huet. Dat ass eng Äntwert op dat, wat do gesot ginn ass, en Appel gemaach u responsabel Politik: «Euvrez à la ratification, à l'entrée en vigueur et à l'application de tous les instruments internationaux qui ont une incidence sur la sécurité et la sûreté des gens de mer ainsi que sur leurs conditions de vie et de travail. Montrez que



vous êtes véritablement à l'écoute de ceux qui se trouvent en première ligne.»

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme le Président.** - Ech soen dem Här Klein och Merci. An ech géif als nächstem Riedner...

(Interruption)

...dem honorabelen Här Braz d'Wuert ginn.

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Merci, Madame Presidentin. Ech wäert fir déi gréng Fraktioun mech méi kuerz halen. D'Virriedner hunn mengen ech, alles gesot, wat zum Procedere an och zum Fong vun demsem Projet ze soe war. Dat d'autant plus, wou ech mengen, dass mer eis an der Kommissioun am Fong alleguerten och eens waren. Et gétt an dem Dossier, mengen ech, op deenen allermeeschte Punkte keen Dissens, och wann déi eng oder aner Ried méi kritesch ass.

Ech mengen, an der Kommissioun ware mer eis alleguerten eens, dass et wichtig wier, sech un déi Virgabe vum GAFI och ze halen, fir ze évitéieren, dass Lëtzebuerg alt nees eng Kéier wéinst senger Finanzplaz op eng Lëscht kënnt, vun där et méi schwéier erofzekommen ass enner Ëmstänn, wéi et ass ze évitéieren, fir dropzekommen.

Den Här Schiltz huet uganks vu senger Ried d'Fro gestallt, ob dat hei e Meeschterwierk wier. Wann d'Politik d'Konscht vum Machbaren ass, dann ass et eng Zort Meeschterwierk, wat mer gemaach hunn, Här Schiltz. Well ech mengen, dass mer alleguerte probéiert hunn, mat deene Virgabe vum GAFI, déi méi politesch wéi juristesche sinn, Texter ze maachen, déi, esou wäit et geet, weider op deene Prinzipien berouen, déi de Lëtzebuergesche Rechtssystem ausmaachen. Prinzipien, déi mer probéiert hunn, an deenen Texter do bestoen ze loossen, a Prinzipien, wou mer eis, mengen ech, och alleguerte wäerten engagéieren, ze kucken an engem Joer, ob bei der Applikatioun vum Gesetz se respektéiert gi sinn oder ob déi Prinzipien awer musse frësch agepaakt ginn an agekleet ginn, fir dass se hei zu Lëtzebuerg kënne weider bestoen.

Et stëmmt, dass ganz vill Froen opgeworf gi sinn an den Diskussiounen. Déi Froen hunn och missen enner Zäitdrock gestallt ginn. D'Froen hu missen enner Zäitdrock beäntwert ginn. D'Commission juridique huet bis an den August era getagt a fréi am September mat zwou, dräi, véier Sëtzunge pro Woch - dat ass schonn aussergewöhnlech -, esou héich war den terminlechen Drock. An hannert deem terminlechen Drock steet natierlech e politeschen Drock. Den Drock vum Rendez-vous, deen am Oktober ass um Niveau vum GAFI, wou Lëtzebuerg dann d'Äntwerte muss ginn, déi et op de Rapport vum Februar, de Rapport d'évaluation mutuelle vum Februar muss ginn.

Déi Kritiken, mengen ech, huet jiddweree gedeelt. Déi si komm aus der Kommissioun. Vill vun deenen huet den Här Schiltz als Éischte formuléiert. Och den Här Roth huet hei eng Rei Froen opgeworf. Deelweis och de Barreau, deelweis och Leit aus der Opposition, déi op deenen dote Froen, mengen ech, eng Identitéit de vues haten. An déi Äntwerten, déi mer ginn hunn, stellen - mengen ech - eis alleguerten net ganz zefridden. Mä mir hunn, mengen ech, och alleguerten d'Iwwerzeegung, dass et déi Äntwerte sinn, déi à ce stade méiglech sinn.

Et geet drëms, zum Deel ganz al Recommandatiounen ëmzesetzen aus dem Joer 1990. Déi 40 Recommandatiounen vum GAFI sinn 1990 scho lancéiert ginn. Déi aner néng eréisch nom „nine/eleven“.

Elo kann een natierlech d'Fro stellen, firwat hu mer esou laang dofir gebraucht - oder anescht: Firwat huele mer de GAFI elo esou eescht? Firwat hu mer de GAFI, deen net geännert huet, fréier net eescht geholl? Déi Fro kéint vläicht de Minister uschlëssend a senger ofschlëssender Äntwert heirobber ginn.

Dat huet wahrscheinlech eppes ze di mat der politescher Großwetterlage ronderëm dat klengt Lëtzebuerg. Mä d'Regierung, mengen ech, ass op déi dote Fro eng Änt-

wert schëlleg, firwat dass mer de GAFI déi lescht 20 Joer net esou eescht geholl hu wéi haut. Woubäi et och nach ëmmer Leit haut gétt, déi mengen, dass mer bei deenen dräi Projeten Excès de zèle maachen. Leit, déi mengen, mir géifen hei de GAFI ze vill eescht huelen a mir géifen hei eng Rei Intérète vum Land ze lüchtfankeg aus der Hand ginn, an déi mengen, mir hätten net esou richtig verhandelt, wéi et hätt kënne sinn.

Mir kënnen als gréng Fraktioun dat net bestätegen. Mir kënnen dat net aschätzen, well mer bei deene Gesprécher net mat um Dësch souzen. Wat mer awer kënne soen, ass, dass mir prinzipiell och der Meenung sinn, dass dat, wat hei geschitt, näischt Falsches ass.

Et entsteet e bëssen eng Duerstellung och heibannen, wéi wann alles, wat mer elo maachen, nëmme Saache wieren, géint déi ee sech misst wieren, wéi wann dat nëmme Saache wieren, déi mer probéiert hätten, esou wäit virun eis ze drécken, wéi et nëmme geet, well se alleguerte falsch wieren. Mir sinn als gréng Fraktioun net där Meenung. Mir sinn als gréng Fraktioun duerchaus der Meenung, dass et richtig ass am Kader vun den internationale Relatiounen, derfir ze suergen, dass Blanchiment verkomplizéiert gétt, bis en net méi méiglech ass.

Mir mengen net, dass mir als Lëtzebuergesche Bankeplaz sollen iergendwou an der Welt e Bäitrag dozou leeschten, dass Leit kënne Blanchiment maachen. Dat brauch een net ze wëllen. Et kann een och duerchaus d'Meenung verrieden, dass déi Regeln, déi opgestallt gi sinn, am GAFI, bei aller Kritik un der Legitimitéit vum GAFI, deen aus dem G7 entstan ass, an dat huet Spillregeln, déi net ganz transparent sinn. Do ass méi d'Gesetz vum Staarken, wat géllt, net onbedéngt allgemeng unerkannte Regeln, déi ee sech ginn hätt, wou all d'Länner mat darselwechter Stëmm géife schwätzen.

Et ass jo och bezeichnend, dass de GAFI net verbindlech Regele kann opstellen. Soss wier et - mengen ech - kloer, dass d'Vereenegt Staten zum Beispill mam GAFI ganz grouss Problemer hätten, wann déi Regeln d'office verbindlech wieren. Well se net verbindlech sinn, ass et méiglech, dass se Regeln édictéieren. An et kann ee vill Kritiken um Fonctionnement vum GAFI äusseren, mä et bleift an den Ae vun der grénger Fraktioun, dass déi Bestriewungen, och wa ganz vill Länner „hidden“ Agendaen hunn, dass et awer ënnert dem Stréich net falsch ass, en Deel vun deem internationalen Effort ze sinn, fir verschidde Geschäfte méi schwéier ze maachen, voire onméiglech ze maachen. An et muss een net wëllen en Deel vu Blanchiment sinn.

Et kann een duerchaus soen, dass dat eng gutt Saach ass, wann ee sech international kann dorobber verstännege, dass de Blanchiment méi schwéier gemaach gétt, an dass, ech géif net soen de Finanzement vum Terrorismus, mä d'Benefisser, déi realiséiert gi beim Finanzement vum Terrorismus, dass déi schwéier gemaach ginn, voire onméiglech gemaach ginn. Et ass also net nëmme eng schlecht Saach, dat, wat hei geschitt.

Mir menge souwiso als gréng Fraktioun, dass, wann ee vun der Bankeplaz schwätzt, d'Zukunft vun der Lëtzebuergesche Bankeplaz, déi weiderhi ganz wichtig fir eis ass, net nëmme haut, mä déi bleift vun enger primordialer Wichtigkeit fir Lëtzebuerg, dass déi Zukunft net doranner besteet, sech un esou Saache wéi Blanchiment oder Finanzement vum Terrorismus ze bedeelegen. Dass et net doranner besteet, bis dee leschten Dag op all Ressort vum Bankgeheimnis wëlle sech ofzefiederer, mä dass mer mat ganz aneren Initiativen, mat anerem Know-how, mat anere Produiten, mat anere Finanzproduiten, domadder solle mer an Zukunft probéieren, d'Lëtzebuergesche Bankeplaz attraktiv ze halen.

Dat sinn déi Diskussiounen, déi et derwäert sinn, gefouert ze ginn am Beräich zum Beispill vun deem, wat een „green tag“ nennt. An am Beräich vun der Fonggenindustrie, och en rapport mat der sougenannt „green tag“, do si formidabel Felder, déi et ze erschléisse gétt fir d'Lëtzebuergesche Bankeplaz. Wa mer géifen domadder d'Haaptsaach vun eiser Energie an den

nächste Jore ronderëm d'Diskussioun vun der Bankeplaz verbréngen, menge mir, hätt mer wierklech eppes gemaach. A mir kënnen och dann nach ëmmer eng Bankeplaz hunn a weltwäit duerstellen, fir déi ee sech net muss schummen.

Dass mer haut op de Wee vun deene Recommandatiounen ginn, hale mir, wéi gesot, prinzipiell net fir falsch. Et ass méi d'Aart a Weis, wéi et zustane kënnt. Et ass méi, ob een et fäerdeg bréngt, dat mat eisen allgemeng gültige Rechtsprinzipien op een Nenner ze bréngen, wat d'Schwierregkeet duergestallt huet. Mir mengen net als gréng Fraktioun, dass mat dem Vote vun deenen dräi Projeten e Verrot un der Bankeplaz begaange gétt.

Duerfir wäerte mer awer och déi Motioun, déi mir jo mat als gréng Fraktioun och ugereegt hunn - soe mer emol esou -, selbstverständlech mat stëmmen. Well mer duerchaus mengen, dass mer an engem Joer vläicht Matière hunn, fir e Bilan ze maache vun der Applikatioun vum Gesetz an dass mer et da vläicht nach eng Grätz méi reng a méi fein an dofir och méi richtig kënne formuléieren.

Dat gesot, bréngen ech d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme le Président.** - Ech soen dem Här Braz och Merci. An ech ginn dann als nächstem Riedner dem honorabelen Här Henckes d'Wuert.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Merci, Madame Presidentin. Mir hunn haut dräi Projet-de-loien ze diskutéieren, vun deenen den Här Rapporteur, den Här Jean-Louis Schiltz, mat Recht gesot huet, et wier kee Meeschterwierk, wat do virgueluecht gétt, mä eng Meeschterleeschtung. Ech wëll him och Merci soe fir säin exzellente an detailléierte juristesche Rapport, grad wéi och dem Rapporteur, dem Gilles Roth, déi ons hei ganz vill Explikatiounen ginn hunn an och drop higewisen hunn, dass mer an der Commission juridique zesumme mam Minister a mam Parquet ganz vill Diskussiounen haten an och leider hu missen an der Urgenz schaffen.

Wat een hei muss bedauern, dat ass, wann ee vun Diskussiounen schwätzt, déi mir enner ons ganz fair a fein gemaach hunn an der Commission juridique mat allen interesséierte Parteien, da muss een ëmmer bedauern, dass de GAFI anscheinend aner Méthodes de discussion huet. Mir wëllen direkt ganz kloer soen, dass d'ADR an dat onst Land all Dispositiounen muss treffen, fir legislativ, stroferechtlech géint Terroriste kënne virzegoen. Datt déi Leit, déi Drogegelder wäisswäschen, an de Prisong gehéieren, ech mengen, dat si ganz evident Saachen, déi awer och musse gesot ginn, a wou mer also mam Prinzip vun der Léiglatioun keng Schwierigkeiten hunn, fir op dee Wee ze goen.

D'Fro, déi ee sech just stelle muss: Brauche mer dann elo eng Léiglatioun, vun där mer der Iwwerzeegung sinn, dass mat der bestehender Léiglatioun op jiddwer Fall hei zu Lëtzebuerg keng Drogegelder wäissgewäsch ginn a keng Terroristegelder transitéieren? De GAFI geet vun der Iddi aus, dass deem net esou ass, oder dass deem net kéint esou sinn. An da mécht en eppes, dass en ons seet, dass, wa Lëtzebuerg dat doten net ëmsetzt, da kéim Lëtzebuerg - an d'Finanzplaz an all Awunner - hei op eng gro Lëscht. A wat dat heescht, wann ee wëll Suen an d'Ausland iwwerweisen, wat dat heescht, wann een op internationale Flughäfe muss duerchgoen, da wäert ee sech ongeféier virkommen, wéi wann een a Kolumbien gebuer wier.

Ech mengen, dass d'Aart a Weis, wéi hei de GAFI d'Saach uegt. An ech muss éierlech soen, dass et an onser Strofgesetzgebung eppes gétt, dass d'Extorsion de fonds - dat ass, wann een higeet an et menacéiert eng aner Persoun, dëst oder dat ze soen oder ze maachen, wann en net Sue kritt -, an hei geet de GAFI hin an e mécht eppes anescht, wat ech éischer géif nennen eng Extorsion de législation. Hei gétt einfach gesot, wann Der dat bis deen Dag net maacht, da kommt Der op eng gro Lëscht an dann ass d'Finanzplaz an enger ganz schlechter Situatioun, an d'ganz Land a seng Awunner mat.

Da muss een och soen, dass vill vun deenen Argumenter, déi hei komm sinn, déi baséieren op falschen Informatiounen. Et ass net gekuckt ginn, wat d'Realitéit war. Och dee Clinch, dee kënnt, tëschent dem GAFI, der Regierung, den Instanzen, läit haaptsächlech dorobber, dass, éischstens, am GAFI Leit sinn, déi aner juristesche Formatiounen hunn, déi aner Rechtssystemer kennen, haaptsächlech aus dem angelsächseschen, aus dem däitsche Raum. Mir leien éischer am belsch, fransésche Rechtsraum. Da muss een och festhalen, dass ouni Zweifel hei d'Juristen, déi wëssen, vu wem se bezuelt ginn, dass, wa se staark op d'Finanzplaz Lëtzebuerg klappen, da kréie se vu ville Länner Zoustëmmung an da si se ganz gutt ugesinn op där Plaz.

Et ass also kloer, dass se och als Agente vun de konkurrente Finanzplazen agéieren. An et ass dat, wat wierklech ze bedauern ass, dass et enner esou Ëmstänn muss Gesetzesprojeten diskutéieren. An ech mengen, dass mir als ADR op jiddwer Fall ganz kloer géint déi Aart a Weis sinn, wéi hei mat onsem Land négociéiert gétt an d'Konditiounen gesat ginn.

Et ass vun de Rapporteur mat Recht op e puer Problemer higewise ginn, op e puer Neierungen am Gesetz. Et ass kloer, dass déi eng oder déi aner Definitioun muss virgesi ginn. Et ass kloer, dass mer musse eng Gesetzgebung hunn, fir déi UNO-Resolutiounen, déi mat Terrorismus ze dinn hunn, dass mer déi kënnen de jure, net nëmme de facto, mä de jure och nach hei exekutéieren, an dass d'Exekutiounen kënne gemaach ginn. Dat schéngt mer och wichtig ze sinn.

Mä et sinn och e puer Saachen, déi scho vun de Virriedner hei diskutéiert gi sinn, wéi d'Mini-Instruktioun, wéi de Fait, dass, wann eng generell Perquisitioun gemaach gétt bei de Banken, wann op engem Kont vun enger Bank nogefrot gétt, wat fir eng Mouvementer do waren, dann dee Bankbeamten, deen dat géif iergendwéi widerleeden, bis zu 1.250.000 Euro ka condemnéiert ginn. Datt sinn awer Saachen, déi op jiddwer Fall missten ze bedenke ginn, dass déi Léiglatioun, déi mer elo hei stëmmen, ganz vill Konsequenze wäert hunn.

Ech hoffen och, dass d'CSSF d'Banken informéiere wäert, dass si sollen hir Beamten iwwer déi praktesch Implikatiounen fir si deelhuelen (*lire: informéieren*), dass si wëssen, dass an Zukunft, wann esou eppes gemaach gétt, dass se deen Ablack ganz staark Amendé riskéieren, wa se géifen entweder bewusst oder onbewusst op eng Kéier dem Client matdeelen, dass hei Enquête géint hie géife lafen. Ech weess, nul n'est censé ignorer la loi, mä ech géif awer mengen, dass et wichtig wier, dass hei e puer Informatiounen géifen un déi Betriber an un déi Banken an un déi Agente goen, déi an esou Situatiounen kéinten op eng Kéier dëmmlecherweis eppes maachen, wat géint déi nei Gesetzgebung géif verstoussen.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Wat mer och elo bedauern, dass ass, dass Lëtzebuerg vum GAFI als zweet Land an der Diskussioun stoung, an der Analys, dass virdru just nach Eisträich do deem Drock huet misse stattfannen (*lire: standhalen*), an dass e Land, wat onsem Rechtssystem méi no ass, wéi Frankräich, anscheinend elo dat Land ass, wat elo an der Instruktioun beim GAFI ass. Et wier gutt gewiescht, wann déi Instruktioun a Frankräich scho fäerdeg wier. Dat hätt ons munch Aarbecht gespuert.

Duerfir begrësse mer och, a mir haten dat och als eng vun de Fuerderunge gestallt, wéi mer hei an der Diskussioun waren an der Commission juridique, dass mer missten eng Motioun presentéieren, déi vun der Regierung géif ugeholl ginn, dass no engem Joer misst eng Kéier de Bilan gezu gi vun där neier Léiglatioun, ob se deenen Objektiv, deene mer wëllen entgéintkommen, géint den Terrorismus a géint de Blanchiment, ob se deenen entgéintkënnt, an ob déi eng oder déi aner Formulatioun



net kéint eventuell aus der franséischer Gesetzgebung, déi hoffentlech deen Ablack scho wäert fäerdig sinn, datt een déi vläicht kéint iwwerhuelen. Dat ass eng praktesch Analys, déi soll geschéien, fir ze kucken, datt een den Ziler - Kampf géint den Terrorismus, Kampf géint de Blanchiment a vun Drogelder notament -, datt een deenen entgéintkënt.

Mir kënnen als ADR mat där Konventioun géint d'Piraterie a géint déi Actes de terrorisme géint Schëffer a Plattformen d'accord sinn. Mir hu mat deene juristeschen Texter, déi mer ganz staark an der Commission juridique diskutéiert hunn, och keng Problemer. Mä mir wäerten ons awer beim Vote vun deenen zwee Gesetzer enthalten, aus Protest géint déi Aart a Weis, wéi hei de GAFI mat ons gefuer ass, well do ganz vill Inconnuë sinn.

(Interruptions)

► **M. le Président.** - Merci dem Här Henckes, an als leschte Riedner ass den Här Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi zwee éischt Gesetzesprojete stëmmen ech. Deen drëtte stëmmen ech net.

Ee Wuert, méi e kuerzt Wuert zu deem éischten. Ech sinn absolut d'accord, dass d'Wäisswäsche vu Gelder aus kriminellen Aktivitéite muss bekämpft gi mat alle Mëtelen - Aschränkung: mat alle rechtsstaatleche Mëttele selbstverständlech -, an datt mer duerfir och net onbedéngt mussen op de GAFI waarden. Do sinn ech och mam Här Braz averstanen.

Ech mengen allerdéngs och, dass souwuel bei dem Projet iwwert de Blanchiment wéi bei dem Projet iwwert d'Entraide judiciaire déi zoustänneg Kommissioun eng gutt Aarbecht geleescht huet, fir d'Bekämpfung vun der Kriminalitéit, op där enger Säit, an d'Anhalung vu rechtsstaatlechen Normen, op där anerer Säit, an en akzeptabelen Équilibre ze kréien. An ech géif och deenen zwee Rapporteurten hei Merci soen, dass se och an deem Sënn den Inhalt vun deene Gesetzer hei ganz ausféierlech erkläert hunn an och erkläert hunn, wat fir eng Aarbecht an der Kommissioun geleescht ginn ass, fir deen doten Équilibre hinzekréien.

Deen Équilibre besteet fir mech net bei deem drëtte Projet. An duerfir hunn ech mat deem ganz grave Problemer am Beräich vun den Theme Rechtsstat, Mënscherechter, Doudesstrof. An duerfir kann ech en och net stëmmen.

Ech sinn iwwregens och der Meenung, dass et besser gewiescht wier, wa mer deen net an der Diskussioun mat deenen zwee aneren zesummegegheue hätten - dann hätt ech zwar weiniger Zäit gehat, mengen ech -, mir hätten en net zesummegegheue mat deenen zwee aneren, well en am Fong geholl awer nëmmen um Rand mat deenen zesummenhänkt, nämlech um Rand Finanzéierung vun der Piraterie.

Et ass awer eng Konventioun, wou dat net den Haaptzweck ass, sondern wou den Haaptzweck ass d'Repressioun vun Akten, déi ënnert de Begrëff Piraterie oder Terrorismus falen. An ech mengen, wa mer dee Projet getrennt examinéiert hätten, hätt en och vläicht an der Kommissioun méi Opmierksamkeet kritt an deene Froen, déi ech hei wëll opwerfen.

Zu där Konventioun wier emol fir d'Alleréisch ganz, ganz vill ze soen, zum Beispill iwwert d'Hannergrënn vun der Piraterie; iwwert déi katastrophen Situatioun an deem Land, ëm deem seng Quoten et jo hei haaptsächlech geet, Somalia; iwwer militäresch oder quasi militäresch Strategie fir d'Sécherung vun den Handelsweeër an esou weider. Do wier e ganze Koup ze soen. Et wier och e Koup ze soen iwwert d'Ursaache vun där Gewalt, déi do stattfënt.

An et ass mer opgefall, dass am Préambel, also an de Considéranté vun der Konventioun wuel, an ech mengen och ganz zu Recht, eng Resolutioun vun der UNO zi-

teiert gëtt, déi opfuert, fir d'Ursaache vun der Gewalt - an da gëtt dat e bësse méi ausféierlech duergeluecht - ze ënnersichen an ze bekämpfen. Awer konkret Konklusiounen ergi sech dann awer selbstverständlech net, net an där doter Konventioun an och net um Rand vun där Konventioun.

Also, et wier jo wierklech vläicht net iwwerflësseg, drop hinzewiesen, wat a Somalia lass ass, wéi déi grouss Fëschereikonzerne do d'Mier eidel fëschchen an déi kleng Fëschere an d'Aarmut driewen. Et wier net iwwerflësseg, drun ze erënneren, wéi d'europäesch Mafia hiert Gëtt do an d'Mier tippt, do an op anere Plaze selbstverständlech; un de Misär, ënnert deem déi Leit do liewen. Dorunner ze erënneren, heescht natierlech net, d'gewaltsam Piraterie ze verteidegen. Mä et ass awer vläicht wichteg, deen Hannergedanken, pardon, déi Hannergrënn awer och am Bewosstsinn ze halen.

Ech hunn och e bëssen e Problem dermat, wéi d'Begrëffer hei gebraucht ginn. Ech hunn e bëssen e Problem dermat, wann dräi veraarmte somalesch Fëschere, déi do probéieren - zwar op eng kriminell Aart a Weis, betounen ech -, e puer Suen erauszeklappen, andeems se op e Pétrolstanker klammen a Léisegeld froen, dass déi einfach iwwert de Begrëff Terrorismus an een Dëppe gehäit gi mat Al-Qaida beispillsweis. Dat fannen ech op d'mannst eng Fro wäert, ob dat der Situatioun gerecht gëtt.

Elo kënt awer dee wichtigste Punkt. Déi Konventioun hei, déi verflucht eis zu enger strofrectlecher Kooperatioun mat alle Länner, déi se mat ënnerzeechent hunn. Et wier iwwregens gutt gewiescht, fannen ech, fir d'Transparenz, wa mer d'Lëscht vun deene Länner, déi bis elo ënnerschriewen hunn, och virun eis gehat hätten, fir dass mer gesinn hätten, wat fir Länner sinn dann do derbäi. Well do sinn der eng ganz Rëtsch derbäi, wou d'Situatioun vun de Mënscherechter prekär bis dramatesch ass, wou also e faire Prozess no rechtsstaatleche Kritären alles anescht wéi garantéiert ass. An enger Rëtsch vun deene Länner, déi Signataire sinn, besteet d'Doudesstrof nach a gëtt och tatsächlech exekutiert.

Dir sot eis, als Garantie, an dat begrëissen ech selbstverständlech, dass mir net opgrond vun dëser Konventioun extradéieren un e Land, wou d'Doudesstrof besteet respektiv wou d'mënscherechtlech Konditiounen net agehale ginn. Domadder sinn ech averstanen. Ech géif awer, wann ech keng Zäit méi hunn, lech selwer bieten, nach eng Kéier op den Artikel 8 vun der Konventioun ze kommen - a wann ech nach Zäit hunn, da ginn ech nach eng Kéier kuerz drop an -, well do d'Fro sech stellt, ob dat ënner eis restriktiv Bedéngunge vun der Extraditioun iwwerhaapt nach fält.

Dat heescht also konkret, opgrond vun dëser Konventioun, déi mir mat ënnerschriewen, kann e Mënsch, deen der Piraterie ugeklot ass, an engem Land poursuivéiert ginn, wou eventuell Folter besteet a wou d'Doudesstrof applizéiert gëtt. Do, wou bei eis nämlech an eise Gesetz, wat derzou gehéiert, Strofe virgesi si bis zu liewenslänglecher Haft, do kann natierlech an engem anere Land, bei der Applikatioun vun dëselwechter Konventioun, selbstverständlech d'Doudesstrof stoen, fir net ze schwätze vun de Konditiounen vun der Haft respektiv vun de rechtsstaatleche Bedéngunge vun engem Prozess.

Virun dräi Deeg war den europäeschen an de weltwäiten Dag géint d'Doudesstrof. Bei där Geleeënheet huet och den Europarat, zesumme mat der Europäescher Unioun, en Appel lancéiert, fir och bei allen internationalen Instanze fir d'Ofschaffung vun der Doudesstrof ze wierken.

Fir mech ergëtt sech dorauer d'Konsequenz, datt mer och keng Konventioun méi mat strofrectlechem Charakter - wuel betount, mat strofrectlechem Charakter - kënnen approvieren, déi eis zu enger Zusummenaarbecht mat Länner engagéiert, wou d'Doudesstrof besteet respektiv d'Mënscherechter net respektéiert ginn, ausser an deene Konventiounen stinn däitlech Garantien, dass bei der Applikatioun vun de Konventiounen d'Mënscherechter gewahrt sinn an eng Applikatioun vun der Doudesstrof net stattfënt. De Refus, esou Konventiounen ze ënnerschriewen, wier jo

och vläicht e wierksam Drockmëttel op déi Länner, fir d'Mënscherechter anzehalen an d'Doudesstrof ofzeschaffen.

Ech hunn d'Zäit net méi, op den Artikel 8 anzegoen. Ech géif lech bieden, en nach eng Kéier ze liesen. Do steet dran: De Kapitän vun deem Schëff, wat den État pavillon féiert, dee kann - an do steet net: E muss nofroen bei senger Regierung -, dee kann efen, deen e verdächtigt, ofliwweren un en aneren, un en État destinataire. An et steet och net an der Suite vun deenen Artikelen iergendeng Garantie, dass dat net ka bedeuten: Dee liwwert en also of am Sudan, an da weess ech net, wat mat em geschitt.

Motion 2

La Chambre des Députés,

considérant que

- les Conventions internationales touchant le droit pénal soulèvent de graves problèmes concernant les règles de l'État de droit, les droits humains et la peine de mort;

- notamment la Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime ne contient aucune garantie que, dans l'application des dispositions de cette Convention, les droits humains soient respectés et que la peine de mort ne soit pas appliquée;

- parmi les signataires de ladite Convention figurent de nombreux États qui appliquent la peine de mort et où la situation des droits humains est précaire voire dramatique;

invite le Gouvernement

1. à présenter régulièrement à la Chambre des Députés un rapport sur l'application de ladite Convention, notamment en ce qui concerne le respect des droits humains;

2. à veiller à l'avenir à ce que dans les Conventions touchant le droit pénal soient inscrites des dispositions explicites et vérifiables de nature à garantir, dans l'application de ces Conventions, le respect des droits humains, des règles de l'État de droit et la non-application de la peine de mort.

(s.) André Hoffmann, Claude Adam, Félix Braz, Jacques-Yves Henckes, Viviane Loschetter.

Ech géif also mengen, mir sollten, éischten - an dat iwwerschnéit sech awer e bësse mat där anerer Motioun, awer just e bësse méi prezis -, mir sollten hei regelméisseg vun der Regierung awer vläicht e Rapport kréien, wéi d'Applikatioun vun där Konventioun konkret ausgesäit, besonnesch a puncto Mënscherechter. An zweets, dass mer d'Regierung opfuere, fir derfir ze suergen, dass bei esou Zorte vu strofrectleche Konventiounen ëmmer Garantien drastinn a puncto Mënscherechter. Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Hoffmann. Elo kritt d'Wuert den Här Justizminister François Biltgen.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll emol fir d'Éischt hei bal allen Intervenentë Merci soe fir déi Debatt, déi mer haut haten, well et eng wichteg Debatt ass, eng wichteg Debatt ass fir d'Zukunft och vun eise Land. Well d'Zukunft vun dësem Land steet och um Spill mat dëser Debatt. Domadder ass et net eriwwer. Verschiddener vun lech hunn dat gesot, dass domadder hei net alles geléist ass, mä et ass awer e wichtige Schrëtt.

Ech muss och soen, et ass och fir mech en Element gewiescht, wou mer feststellen, dass Lëtzebuerg nach ëmmer funktionéiert, dass, wann et wierklech drop ukënn, dass mer dann zesumme sinn. Ech soen lech dat, well ech déi lescht Wochen net einfach Wochen hat, well ech, obwuel ech gesond sinn, awer physesch net gutt drop sinn - dat wäert och nach eng Zäitchen esou weidergoen - an all Dag erëm aner Saachen ofsoen, einfach fir mech kënnen op Dossieren ze konzentréieren.

Ee vun den Dossiere war dësen, an dann deet et engem gutt, wann een esou vill Energien op en Dossier verwennt huet, net eleng - ech kommen herno nach zu ganz ville Mercien -, wierklech net eleng, och an der Regierung net eleng, an der Chamber net eleng, de Jean-Louis Schiltz, deem ech besonnesch wëll Merci soen, grad wéi

dem Gilles Roth als Rapporteur, mä och alle Leit an der Commission juridique - ech kommen nach eng Kéier drop zrëck -, Merci soe fir déi gutt Debatten, déi mer haten.

Dobausse gëtt ëmmer gesot - an ech sinn dat oft gewuer ginn -: „Sou, elo hues de jo gutt Zäit, well et ass jo elo Vakanz an der Politik.“ Hei hu mir dauernd an der sougenannter Vakanz getagt. Et ass kee Member vun der Commission juridique, deen net komm wier, an do schléissen ech Majoritéit an Opposition mat an. Och dat ass emol e gutt Zeeche fir ze weisen. Hei souze mir bis Ufank August zesummen an duerno erëm Enn August och schonn erëm eng Kéier zesummen, Ufank September, fir hei ze versichen, eppes ze maachen. Wou mer natierlech - ech mengen, de Jean-Louis Schiltz hat e puer flott Formelen haut - kee Meeschterwierk, mä all zesummen eng Meeschterleeschtung gemaach hunn.

Ech mengen, dat ass eppes, wann ee Minister ass, wat engem gutt deet, dass ee gesäit, dass - aneschtens wéi vläicht am Ausland - et net nëmmen drop ukënn, wien deem aneren iergendwéi e Fouss stellt, mä fir ze soen: „Hei geet et ëm d'Zukunft vum Land an elo hale mer all zesummen.“ Dofir emol nach eng Kéier hei: Merci!

Et ass keng einfach Debatt, well mer an där Debatt sinn - ech kommen nach eng Kéier op de Jean-Louis Schiltz zrëck -, den Ënnerschied tëschent der Muecht vum Faktischen an der Muecht vum - wéi hat e gesot - Juristeschen. Et ass esou. Et ass esou.

Déi, déi mech kennen, wëssen, dass ech e Krawattegeck sinn an dass ech ëmmer versichen, moies eng Krawatt unzedeien, déi meng Stëmmung moies am meeschten erëmgëtt. Ech hunn haut eng Krawatt ugedoe vum schwaarze Schof.

(Interruption)

Jo, jo. All déi aner sinn déi aner Länner vun der OECD. An da kënn d'schwarz Schof, dat ass Lëtzebuerg. Et ass schonn e puermol zu Recht ugeklongen...

(Interruption)

Gi mir... oh, dat ass dee rouden Hannergrond.

(Hilarité)

D'Häerz bleift schwaarz. Mä dat ass e puermol de Mëtteg ugeklonge gewiescht: Gi mir aneschtens beuerteelt wéi aner Länner?

► Une voix. - Jo!

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - Jo an Neen. Deeselwechten Dag, wou dee GAFI-Rapport iwwer Lëtzebuerg erauskoum, koum och een iwwer Däitschland eraus, deen am Wuertlaut méi hefteg war wéi dee géint Lëtzebuerg. Just an de Konklusiounen, nämlech a wat fir ee Grupp mer herno koumen, ass Däitschland besser ewechkomm wéi Lëtzebuerg.

Mir sinn net dat eenzegt Land, deem et esou ergaangen ass. Eisträich ass et d'selwecht ergaangen. Mir hunn eis iwwregens hei mat Eisträich och koordinéiert a mir sinn dee Wee gaangen, deen Eisträich och gaangen ass. Eisträich ass och e klengt Land. Eisträich ass och e Land mat Bankgeheimnis. Och dat muss ee wëssen.

Frankräich steet och am Collimateur. Ob awer Frankräich herno an déi Prozedur kënn, wou mir elo solle kommen, dat weess ech net. An dat muss een einfach wëssen. Mir sinn zënter der Wirtschaftskris an engem neien Zeenario. Mir sinn erëm an der Muecht vum Faktischen. Mir sinn erëm zum Deel am 19. Jorhonnert zrëck, wou déi grouss Muechte versichen, och hir Interessen ze soen. Et geet och drëm hei, wie wou wat fir eng Bankeplaz herno an Zukunft huet.

An ech soen dat bewosst: Well ee vun deene ville Matcher, déi ech gäre mat ville vun lech heibanne geschloen hunn, war dee vum Referendum, wou mer nëmme mat 56% gewonnen hunn. Wou vill Leit gesot hunn, mir si géint déi europäesch Verfassung, well eis Interesse si fort. Ma nëmmen, wa mer a juristeschen Ofkommesse si wéi d'EU, da kënnen mer iwwerhaapt eis Interesse verteidegen.

Ech weess nach, wéi d'Regierung erëm-komm ass vu Feira, wat du gesot ginn ass:



„Majo, Dir hutt eis Interesse verroden.“ Ma Feira war extrem gutt fir Lëtzebuerg! A Feira konnte mer nëmme kréien, well mer an enger Unanimitéit waren, wou mer effektiv dee Kompromëss erausgeschloe kruten. Dat zielt och an Zukunft. Wa mer an Europa sinn, dann hu mer eng Stëmm. Wann e G20 zesummekënn, oder wat och ëmmer, dann hu mer keng Stëmm.

An de GAFI, ass oft och an Avisé gesot ginn - den Ordre des avocats, dat si jo keng domm Leit, au contraire, mä déi soen zu Recht -, de GAFI ass en informell Organ. Et ass richtig. Mä dat, wat dat informell Organ GAFI seet, dat ass méi wichtig, wéi verschidde Saachen, déi vu formellen Organer sinn. Dat ass déi ganz Gefor, an där mer elo dra waren. Wann d'nächst Woch de GAFI géif soen: „Gro Lëscht!“, dann hätte mer e riseg Problem. Da géife mer net méi vu Bipartiten an esou weider schwätzen a vu Spuerprogrammer, mä da géife mer eis emol seriö Gedanken maachen - wéi emol fréier de Mart's Ren dat gesot huet -, ob mer spéider emol erëm eng Kéier mat der Geess ginn.

Dofir - soen ech - ass dat heiten extrem wichtig, a mer mussen eis bewusst sinn, dass mer e klengt Land sinn, eis bewusst sinn, dass net jiddweree frou ass, dass et eis gutt geet. Mir mussen eis och bewusst sinn, dass, wann et eis gutt geet, dat net eleng eppes mat eis ze dinn huet. De Lucien Thiel, hunn ech am „Tageblatt“ gelies, huet eng grouss Konferenz ginn iwwert d'Chance vu Lëtzebuerg, an de Lex Bodry, de Budgetsrapporteur, huet - mengen ech - gëschter oder virgëschter d'selwecht gesot: „Mir lieve vun der Bankeplaz“.

Wann alles, wat mer dobauss lesen, iwwer wéi et der Wirtschaft zu Lëtzebuerg geet..., alles schéin a gutt, mä de Statsbudget leeft virun allem vun der Bankeplaz. Dat muss ee sech einfach bewusst sinn: Wann d'Bankeplaz erofgeet, dann hu mer e Problem. Dann ass all de Rescht, wat mer eis vun Iwwerleeunge maachen, einfach net richtig. Mir sinn eent vun deene wéinege Länner, wou d'Bankeplaz esou eng grouss Roll spillt. D'Iddi kann net sinn, fir d'Bankeplaz lasszeginn, mä d'Iddi ass just, dass mer musse wëssen, dass mer vun der Bankeplaz massiv liewen. Dofir mussen mer eben och kucken, dass mer déi Bankeplaz an Zukunft erhalen an dass mer - an do sinn ech ganz frou, dass dat wierklech de Maître-mot war an dëser Debatt - an Zukunft proaktiv an ni méi defensiv virginn.

Mir hunn eis jo vill an dësem Land évertuéiert - an ech hunn oft driwwer gegrint -, iwwert dat, wat esou e gewëssene Sénateur... Marini huet e geheescht, oder wéi huet e geheescht, aus Frankräich, vu Compiègne gesot huet. Also, et ass net den Här Marini, dee Lëtzebuerg a Fro stellt mat senger Geschichtskentnisse, mä et ass éischter, wat mer mam GAFI schlecht maachen, wou d'Existenz vu Lëtzebuerg a Fro gestallt ass.

Mä den Här Marini huet awer zu Recht drop higewisen, dass Lëtzebuerg ëmmer erëm Chance hat a sengem ganze Liewen. An 1867 war Compiègne, aneschtens, wéi den Här Marini gemengt huet - ech sinn Amateur-Historiker, dofir erlaabt mer e klengen Exkurs -, war Compiègne nëmme e klengt Element an där ganzer Debatt. Et ass de Kinnek-Groussherzog Wëllem III. gewiescht, dee wollt effektiv dem Napoléon III. Lëtzebuerg verkafen, an de Bismarck huet du mat deem Krich gedreit, deen herno awer komm ass. Gott sei Dank goufe mer neutraliséiert. D'Konferenz vu London, wou mer iwwregens Russland ganz vill ze verdanken haten, gétt och oft vergiess an eiser Geschicht.

(Interruption et hilarité)

Dat war och méi wichtig wéi Compiègne. An dunn ass d'Festung geschlaff ginn. Gutt, elo muss ee wëssen, dass 1867 Festungen, esou, wéi mir se kann hunn, eigentlech iwwerhaupt net méi zäitgeméis waren. Dat war eng Chance fir Lëtzebuerg. Well doduerch, dass d'Festung geschlaff gouf, konnte mer endlech emol Uschloss fannen un en Zuch an esou weider. A mir si méi grouss ginn! Sech an enger Festung ze verbarrikadéieren, dat war schon 1867 net méi richtig.

(Interruption)

Och dat muss een haut wëssen, an ech soen dat awer, well ech mech vill an deenen 28 Joer, wou ech Politik maachen, hu misse mat all deene Froen ausenansetzen. Ech war, wéi ech nach jonken Deputéierten heibanne war, Rapporteur vum éischten Entraide-judiciaire-s-Gesetz, wat herno Àre President, de Laurent Mosar, weidergefouert huet, wéi ech an d'Regierung koom. Mä ech weess awer nach ganz genee, wien alles bei mech gepilgert ass, fir ze soen: „Sou mann ewéi méiglech maachen! Nëmme dat, wat néideg ass, maachen!“ Dat war dat Festungsdenken, fir ze soen, mir dierfen nëmme net iergendeen Steen aus der Festung erausfale loosse, soss si mer fort.

Ech mengen - an dofir sinn ech frou iwwert déi Debatt haut -, dass mer verstanen hunn, dass mer net defensiv Chancë behalen, mä nëmme offensiv Chancë behalen, andeem mer ganz einfach soen, éischters: „Mir hunn näischt ze verstoppen.“ Mir sinn och haut keng Bankeplaz, déi schlecht ass. Natierlech muss een da Leit, déi aus grouss Länner kommen, erklären, woufir mir op der Bankeplaz eng Bankeplaz hunn, déi esou vill méi grouss ass wéi mir. Dat versti vill Leit net.

Do kommen och ganz vill falsch Reprochen un eis, déi iwwregens zum Deel am GAFI-Rapport selwer widderluecht ginn. De GAFI-Rapport seet zum Beispill, dass mer haut schon an der Entraide judiciaire, déi mer jo elo nach ausbauen, zimlech gutt dostinn. Dat heescht, all Kéiers, wann am Ausland un eis eppes erugedroe gétt, fir effektiv d'Wäisswäsche vum Geld ze bekämpfen, maache mer dat. Well et dierf ee jo net vergiessen, dass mir natierlech eng kleng Bankeplaz sinn. Mir dierfen net esou maachen, wéi wann net géif versicht ginn, op der Lëtzebuurger Bankeplaz an iwwerhaupt zu Lëtzebuerg Geld wäisszewaschen.

Mä déi primär Infracrioune geschitt net zu Lëtzebuerg, déi geschitt am Ausland. Dofir gi mer jo ëmmer Entraide judiciaire. Wann d'Ausland mengt, et wier eppes falsch gaangen, gi mer Entraide judiciaire a mir wäerten dat jo mat engem vun deenen dräi Gesetzer vun haut nach weider ausbauen.

Also: Mir hunn eis näischt ze reprochéieren an dofir mussen mer einfach an Zukunft soen, dass mir wëllen dosto, wéi de Shakespeare gesot huet vum Cäsar senger Fra: „au-dessus de tout soupçon“. Dofir mussen mer hei dat maachen, wat mer wëlle maachen, nämlech net nëmme eis op dat beschränken, wat mer elo gezwonge sinn ze maachen, mä méi wäit goe wéi all déi aner.

Mir mussen an Zukunft derfir suergen, dass mer, wat d'Wäisswächen ubelaangt, net dans la queue du peloton sinn, mä à la tête du peloton. A wa mer dat fäerdeg bréngen, mengen ech, dann hu mer e grouss Match fir d'Zukunft gemaach. Well Verschiddener vun lech hunn dat schon heibanne gesot: Eis Bankeplaz huet nei Atouten.

Ganz kloer ass, dass vläicht, wa mer elo dat Signal setzen, dass mer alles wëlle maache géint d'Geld wäisszewaschen, vläicht kann dat e klengen Impakt hunn am Ufank op d'Bankeplaz. Mä à la longue huet et nëmme e positiven Impakt.

Ech zitieren dann och Leit, déi awer nostinn zur Bankeplaz. De Moien hunn ech de Reportage um hallwer aacht op Radio Lëtzebuerg gelauschert, wou den Här Charles Müller interviewt gouf vun der ALFI, dee genee dat gesot huet. Mir kréien nëmme Leit op Lëtzebuerg, wa kloer ass, dass mir net iergendwéi am Soupçon stinn. Och den Här Contzem - iwwert deem seng Ausso gétt jo méi geschwat, wat den Index ubelaangt. Ech weess awer och, dass deen eng Kéier am Background op RTL war, wou e just genee gesot huet, majo, eis Zukunft ass an eisem Know-how an deem, wat mer gutt maachen. A mir wëllen net lieve vun iergendwéi schlechte Suen. Mir mussen gutt Suen op Lëtzebuerg kréien.

Och dat bedeit natierlech, dass mer elo net nëmme dat heite maachen. Och dat bedeit, dass mer an Zukunft d'Weihe stellen, fir déi gutt Suen op Lëtzebuerg ze kréien. Och dat wäerten nach Diskussiounen heibanne ginn. Mä dat mussen mer

maachen. A mir si gutt opgestallt. Mir hunn net vun ongeféier, an dat war och e Verdéngscht vum Här Lucien Thiel, deen heibanne sëtzt, d'Luxembourg School of Finance an d'Uni Lëtzebuerg integréiert, fir do nei Perspektiven ze dévoppéieren. Mir hunn „Islamic finance“ dévoppéiert. Mir hunn ethesch Fongen dévoppéiert. Mir hunn eng ganz Partie Saachen dévoppéiert.

Also, nach eng Kéier: Kommt, mir ginn offensiv hei vir! A kommt, mir soen, mir hunn näischt ze verstoppen! Mir wëllen näischt verstoppen. A mir setzen integral alles dat em, wat hei och de GAFI vun eis verlaangt. Och wa mer natierlech, wat d'Method a wat eng ganz Partie vun Argumenter vum GAFI ubelaangt, dem GAFI net Recht ginn.

Mä mir hunn näischt ze verstoppen. Mir ginn hei resolut no vir. A wa mer dës dräi Gesetzer hei unhuelen - déi dräi gehéieren zesummen -, wa mer dës dräi Gesetzer hei unhuelen, da si mer menger Usicht no vir par rapport zu ganz villen anere Länner, wat d'Wäisswäsche vun de Sue betrëfft.

(Interruption)

Do ginn d'Gesetzer net eleng duer. Mir mussen eis och hei besser verkafen. Mir verkafen eis zum Beispill ganz schlecht, wat d'Statistiken ubelaangt. Wann Der d'Rapporte vum GAFI noliest, da läit viles an de Statistiken. Mir hätten net genuch DOSen. En DOS, dat ass eng „Déclaration d'opération suspecte“. Dat ass och, well mer heiansdo déi Statistiken net veröffentlechen. Zum Beispill déi grouss Cabinet-d'affaires, déi hu ganz vill DOSen, déi si net hei maachen, mä déi déi grouss international Cabineten bei sech an de Länner maachen. Well, wéi gesot nach eng Kéier: Dat, wat zu Lëtzebuerg geschitt, ass seelen nëmme national. Dat ass meeschtens international. Duerfir solle mer och déi Statistiken veröffentlechen. Dat heescht, mir mussen nach am Ufank eis och an Zukunft vill besser dobauss verteidegen.

Voilà, nach eng Kéier: Ech mengen, dass et wichtig ass, dass mer hei d'Signal ginn der internationaler Gemeinschaft, dass mir näischt ze verbergen hunn, dass mer iwwerhaupt keng Sue wëlle maachen an och an der Vergaangenheet net gemaach hunn, mä an Zukunft net wëlle maachen. A wëllen och d'Apparence no bausse ginn, well déi hate mer net ëmmer, dass mir keng Geldwäscherei zu Lëtzebuerg wëllen, dass mer keng Terrorgelder zu Lëtzebuerg weisen. An ech mengen, dass dat dann en Atout gétt. Net muer, mä iwwermuer gétt dat en Atout, fir dass mer eis Bankeplaz stäerken.

Well, et muss een och wëssen, wann ech op de Secret bancaire kommen: De Secret bancaire ass jo net schlecht u sech, entgéint deem, wat verschidde Leit mengen. An Amerika gétt et kee Secret bancaire, mä d'Weltwirtschaftskris ass awer an Amerika ugefaange ginn. Just fir dat emol ze soen. Mä d'Abusé vum Secret bancaire si schlecht. Mä och do, wann ee kuckt, wéi d'Bankeplaz Lëtzebuerg sech entwéckelt huet, da muss een einfach wëssen, et gouf eng Bankeplaz virum Secret bancaire an et ass elo schon eng Bankeplaz amgaange sech nom Secret bancaire ze entwéckelen. Dat wëllt net soen, dass mer de Secret bancaire sollen ofschaffen. Mä dat, wat mer gemaach hunn a wat mer maachen, ass richtig. A wat mer maache vun neie Perspektiven, ass nach méi richtig. Dat also zu der Ausrichtung.

Natierlech hu mer vill Debatten hei gehat, fir déi politesch Recommendationen an Aklang ze bréngen, déi politesch Recommendationen vum GAFI an Aklang ze bréngen mat de juristesche Rechtsivverleeungen, déi zu engem Rechtsstat gehéieren, wéi mer en net nëmme zu Lëtzebuerg, mä iwwerhaupt an Europa a virun allem an deene méi franséischsprochege Rechtssystemer kennen. Dat war net einfach.

An d'Fro ass ëmmer gestallt ginn, an allen Avisen: „Woufir gitt Der esou séier esou wäit?“ Woufir esou séier, hunn ech virdu scho gesot: Well mer vläicht an der Vergaangenheet ze laang gewaart hunn, fir verschidde Saachen ze maachen. A well mer elo gesot hunn, elo maache mer dee grouss Worf, och fir dann no bausse ze weisen, mir maachen dee grouss Worf,

an dann net méi an déi Diskussioun eranzekommen. An esou wäit ass och dat. Elo maache mer alles, wat de GAFI recommandéiert huet.

Natierlech war dat Sisyphusarbecht, dat war Knachenaarbecht. De Luc Frieden an ech hunn decidéiert, dat war scho virum GAFI-Rapport, ech sot, mir waarden dee GAFI-Rapport of, wann, deemno wéi en ausgeet, soe mer einfach, mer hunn dee GAFI-Rapport ofgeewart, fir ze soen, et huet elo kee Wäert hei ze piddelen, mä duerno setze mer eis zesummen, mir maachen dat. Dat war ganz vill Aarbecht. Dat war och fir all, net nëmme fir déi zwee Ministären - Justice a Finanzen -, vill Aarbecht, a fir hir Mataarbechter. Also, do hu vill Leit owes net ëmmer geschlof. Dat war och fir all déi Verwaltungene vill Aarbecht. Dat war fir lech schlussendlech vill Aarbecht. Dat war fir de Statsrot vill Aarbecht.

Et ass natierlech ganz kloer, wann een dee GAFI liest: Dat si politesch Recommendationen. A fir déi juristesche esou ëmzesetzen, dass se klappen, war net ëmmer einfach. A mir hunn och séier geschafft. Vlächet ze séier geschafft. Mir hunn och versicht, oft einfach aus captatio benevolentiae vill „copy/paste“ ze maache mat deem, wat am GAFI stoung. An, dass natierlech herno 18 Opposition-formellen koumen. Ech hunn ëmmer an der Press gelies, véier, fennef. Ech mengen, een ass bis op acht komm. Et waren der 18, et waren insgesamt am GAFI-Projet 18 Opposition-formellen, déi och all, soen ech och, berechtigt waren, all juristesche berechtigt waren.

Mir hunn eis vill Méi ginn, fir deene Rechnung ze droen am Juristeschen, ouni awer ze renoncéieren op dat, wat de GAFI gär vun eis gehat hätt. An ech mengen, och do soen ech, wa mer dat fäerdeg bruecht hunn - Enn Juli, August, hu mer geschafft, September geschafft bis elo, mat och Avisé vum Statsrot -, ass dat awer schon eng formidabel Aarbecht, dass mer haut en Text hunn, mat kenger Opposition formelle méi, wou mer awer der Meinung sinn, dass mer dem GAFI Rechnung droen, wat e seet.

Da muss ech och nach eppes soen, wat d'Droits de la défense ubelaangt. Dat ass jo e Sujet, dee mir immens um Häerz läit. Elo muss een awer hei wëssen, wann ee vu Geldwäsch schwätzt: Hei treffe mer net déi Kleng! Hei treffe mer net d'Mittelschicht! Wa mer hei vlächet an eisem urspringleche Projet ze wäit iwwert d'Zil, juristesche gesinn, erausgeschoss hunn, muss ech awer soen, dass domadder net de kleng Lëtzebuurger Beamten oder Aarbechter geméint war. An och dat ass eppes, wat mir besonnesch um Häerz läit, an enger ganzer Partie Leit an der Commission juridique och.

Also, mir hu jo schon oft genuch an dësem Haus geschwat iwwert d'Disproportion vum dem Stofrecht zu Lëtzebuerg. Ech muss awer soen, dass, wann e Camionschauffer mat engem iwwerluedene Camion fiert, deen a säi Patron méi riskéieren, wéi bis ewell awer ganz oft Leit, déi mat de Sue Sauerei gemaach hunn. An ech mengen, och dat mussen mer awer hunn, dass, wa mer elo hei effektiv méi streng virginn, mer net géint déi Kleng virginn, mä dass mer wierklech wëlle géint déi virgoen, déi och effektiv Geldwäscherei maachen.

Dass mer natierlech ëmmer mussen d'Droits de la défense wahren: Jo! Mä d'Droits de la défense mussen awer och ëmmer proportionell gesi ginn. Et geet net drëm hei, fir d'Geldwäscher oder fir d'Terroristen ze schützen. An ech mengen, mat deem Text, dee mer elo hunn, wou mer nämlech haut scho soen, dass mer wäerten an deenen nächste sechs Méint Plaze fannen, wou awer Ongereimtheeten dra sinn - ech soen dat, ech huelen dat och gären op meng Kap, well mer séier geschafft hunn -, mengen ech awer, dass deen Text schon e gudden Équilibre mécht tëschent dem Bekämpfe vu Kriminalitéit an awer dem Wahre vun den Droits de la défense.



An ech kommen op d'Mini-Instruktioun zréck. D'Mini-Instruktioun ass en Nieweschauplatz. De Conseil de l'ordre huet doraus en Haaptschauplatz gemaach. De Rapporteur huet selwer gesot, wat fir eng dräi Correctifë mer zesumme gemaach hunn. Een ass fir mech besonnesch wichteg, ee Correctif vun deenen dräi, déi de Rapporteur gesot huet. Nämlech een, deen ech souwisou wollt lech hei virstellen. Nämlech, fir dass an Zukunft net nëmme an der Mini-Instruktioun, mä - mir wäerte mat deenen Texter kommen an deenen nächste Méint - dass iwwerhaupt an der Instruktioun deen, deen inculpéiert gëtt, oder elo ass en emol nach net inculpéiert, mä deen iwwerhaupt an eng Enquête erakënnt, dass deen d'Recht huet, vun Ufank u bei den Hearingen, bei den Enquêtes op säin Affekot zréckzegräifen. Ech mengen, dat hu mer elo hei bei der Mini-Instruktioun virgezunn. Mä dat ass eppes, wat ech schonn hei am Plenum gesot hunn, wat mer souwisou wëlle maachen.

Mir mussen och d'Droits de la défense zu Lëtzebuerg insgesamt augmentéieren. An duerfir sinn ech engersäits frou, dass mer et hei virgräifen. Op där anerer Säit hätt ech léiwer gehat, mir hätten et insgesamt gemaach. Fir elo just ze soen, mir maachen d'Droits de la défense méi staark bei der Mini-Instruktioun, do, wou et eventuell em Geldwäscherei geet, stéiert mech e bëssen, mä ech weess, dass mer all der Meenung sinn, dass mer insgesamt d'Droits de la défense an den Zougang zum Affekot solle verstärken,...

► **M. Xavier Bettel (DP)**.- Très bien!

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice**.- ...a mir wäerte mat deenen Texter an deenen nächste Méint kommen, well och déi wichteg sinn, fir eben eise Rechtssystem ze wahren.

Da wëll ech awer elo, ier ech soen, wéi et weidergeet, eng ganz Partie Mercië lassginn. Ee Merci geet un de Finanzminister Luc Frieden, well mir waren hei allen zwee befaasst a mir hunn eis d'Aarbechtsmethod opgedeelt. Ech war dann als

Justizminister éischter zoustänneg fir den interne Volet, fir mat lech zesummen alleguer déi Texter ze maachen, währenddeem de Luc Frieden awer mat enger magistraler diplomatescher Aart a Weis versicht huet, och dobaussen d'Captatio benevolentiae vum GAFI ze kréien. Well, dat muss ee wëssen, dat sinn eenzel Leit, déi vu Länner kommen, déi och keen... Do gëtt et keen Traité, do gëtt et kee Mandat.

An de Luc Frieden huet an deene leschten Deeg och ganz vill säin internationale Poids spille gelooss, fir d'Leit ze iwwerzeegen, dass mer hei wierklech net Arrièregarde maachen, mä dass mer Avant-garde spillen an dass mer proaktiv virginn.

E Merci un all déi Beamte vum Justizministère, vum Finanzministère, vum Parquet général, eng ganz Partie aner Verwaltungen. Et war net ëmmer einfach, och an der Kommunikatioun, mä ech muss soen, et ass ee frou als Minister, wann ee kann op Leit zréckgräifen, déi ëmmer do sinn. E Merci...

Jo, heiansdo kommen d'Kräften zum Enn, dann halen ech op mat schwätzen.

► **Une voix**.- Dat ass net schlëmm.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice**.- E Merci awer schlussendlech un all eenzelne Member vun der Commission juridique, well jiddweree vun lech huet hei matgeholf, dat heiten ze maachen. Ech mengen, wann ee wéi ech iwwert d'Haltschent vu sengem Liewe Politik mécht, ass dat eppes, wat gutt deet.

Wéi gi mer weider? Zwou Saachen.

Dat Éischt ass: Wat mécht de GAFI d'nächst Woch? Ech kann lech - an et ass ugeklongen - net d'Garantie ginn, dass mer net op eng gro Lëscht kommen. Ech mengen zwar...

(Interruption et hilarité)

Ech hunn och gro Krawatten.

(Hilarité)

Meng schéinst Krawatte sinn zwar déi orange, Här Schiltz.

Mä ech mengen, dass mer gutt geschafft hunn. Ech ginn och all d'Vertrauen an déi Leit, déi eis d'nächst Woch beim GAFI do verrieden, fir dass mer elo op d'mannst Opstand kréien, dass déi Leit sech mat eiser Gesetzgebung ausenanesetzen an dass mer da geschwënn total eraus sinn aus dem Collimateur, an dass mer da wierklech kënnen weiderfuere, fir eist Land ze schaffen, an och fir déi Bankeplaz op déi nei Zukunftsweeër ze setzen, déi mer all am Kapp hunn.

D'Gesetz stëmmen ass eppes. Et muss och a Kraaft gesat ginn. Ech sinn dofir frou, dass mer net, wéi ee Moment geplangt war, gesot hunn, et trëtt eréischt den 1. Januar a Kraaft, wat awer eng gewësse Logik hat, mä dass mer soen: Et trëtt direkt no der Publikatioun a Kraaft. A mir wäerten och versichen, dat esou séier wéi méiglech weiderzedreien. Mir brauchen d'Dispens vum Second vote a mir mussen deen een oder anere Règlement grand-ducal veröffentlechen. Mä déi sinn all aviséiert vun den zoustännege Stellen. Dat geet also och alles relativ zügeg.

Dann ass et natierlech ganz kloer, dass mer och d'Acteuren um Terrain mussen informéieren. Do gëtt et eng Plattform, wou mer mat deenen zesummeschaffen. Ech wëll wierklech net op d'Detailer agoen, well notamment d'Rapporteurs a verschidde Riedner ganz vill op d'Detailer agaange sinn. Mä ech ginn lech zwee Beispiller, déi awer fir d'Acteuren um Terrain wichteg sinn, fir d'Leit an de Banken, fir d'Affekoten, fir d'Notairen, fir d'Réviseurs, fir d'Experts-comptables.

Ee Beispill ass dat: Wéini maachen ech eng DOS, eng Déclaration d'opération suspecte? Do verlaange mer elo méi wéi vir-drun. Dofir ass et och wichteg, dass mer Instruktiounen erausginn, wat d'CSSF elo schonn amgaangen ass ze maachen. Fir ze soen: „Hei, mir ginn lech déi Instruktioun.“ Well déi Leit, déi do zum Beispill an de Banke sëtzen - ech huelen déi; mä déi aner och -, déi si jo schlecht drun. Dénoncéieren ech e Client an dénoncéieren ech en ze vill, dann hunn ech u sech mir a mengem Client, mä nach dem Client méi

wéi mir, Schued gemaach. Dénoncéieren ech en net, da sinn ech strofbar par rapport zum Gesetz.

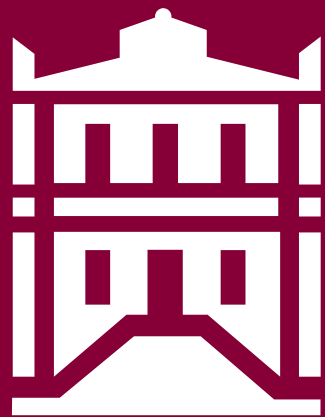
Elo soe mer jo, dass et strofbar par rapport zum Gesetz, wat Blanchiment ubelaangt, méi schwéierwiegend ass wéi de Secret professionnel ze wahren. Dat heescht, et kommen do wierklech deontologesch Froen op vill Leit zou. An dofir mussen mir och proaktiv als Regierung den noutwendige Stellen einfach Instruktiounen ginn, dass déi Leit eng gewësse Rechtssécherheet hunn. An dat huet och eppes...

Dat zweet Beispill, wat ech dozou wollt ginn, dat sinn déi Lëschte vun den Terroristen, déi d'UNO mécht, déi d'EU mécht. Do muss ee jo da ganz séier deenen hir Suen afréieren. Och do si scho Fäll komm an der Vergaangenheet, wou dann op eemol Suen agefruer goufe vun engem, deen awer keen Terrorist war. Well och do sëtzen da Leit - ech gesinn d'Madame Doerner hei viru mer sëtzen, ech weess, si ass an der Chambre des notaires -, do schaffen da Leit...

(Interruption)

Jo, mä duerfir weess ech, dass ech d'Diskussioun mat hirer Chambre des notaires hat, dass hir Leit gesot hunn, déi do administrativ schaffen: „Jo, ech hunn heiansdo Schwierigkeiten, déi Lëschten iwwerhaupt zesummenstellen. Ass een nach op der Lëscht? Ass en net op der Lëscht?“ An dofir ass ee wesentlecht Element och vu Rechtssécherheet fir all d'Acteuren am Privé, ob se op de Banke sëtzen oder aner sinn, dass elo iwwert den Internetsite vum Finanzministère déi Lëscht public gemaach gëtt an dass een dann déi Lëscht ka kucken a soen: Dat si se an dat si se net. Wann natierlech déi Lëscht falsch ass, huet de Stat d'Responsabilitéit ze droen. Dat ass eng Konsequenz dovun.

Mä ech mengen, dass et wichteg ass mat dësem Gesetz, dass, wa mer engersäits op d'Acteure méi Aarbecht zoukomme loosse, méi Responsabilitéit zoukomme loosse, mer op där anerer Säit kucken, och méi Rechtssécherheet ze kréien. An dofir soll een net nëmme gesinn, dass hei d'Ac-



CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

d'Chamber live

Chamber TV

och an der Rediffusioun

all Sëtzungsdag

vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.



teure méi Aufgabe kréien; et soll een och kucken, dass mer mat deem Gesetz versichen, hinnen hir Aufgab esou einfach wéi méiglech ze maachen.

Voilà! Ech mengen, dat waren e bësse meng allgemeng Ausféierungen zum Gesetz. Meng Fro ass elo, Här President, ob ech elo schonn zu de Resolutiounen a Motiounen soll Stellung huelen oder duerno.

► **M. le Président.**- Ech géif dat proposéieren, Här Minister, fuert Dir direkt virun!

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- Gutt, da sinn et u sech zwou Motiounen.

Déi éischt ass déi, déi den Här Schiltz hei deponéiert huet, déi mir jo och an der zoustänneger Commission juridique diskutéiert hunn, fir ze soen, mir sollen e Rapport driwwer maachen; ech widderhuelen dat, wat ech an der Commission juridique gesot hunn. Absolut, well mir sinn eis bewosst, dass mat där séierer Aarbecht, déi mer gemaach hunn, mer awer kënnen Feeler gemaach hunn. Dat ass einfach esou. Also, et ass kee Meeschterwierk, et ass eng Meeschterleeschung.

A wa mer elo soen: „Et ass kee Meeschterwierk“, musse mer wëssen, dass mer och nach vläicht eng Partie Saache musse virun der Summervakanz einfach punktuell, faktesch, juristesche redresséieren. Ech mengen, mir musse jo och elo kucken, wat de GAFI seet. Vläicht seet de GAFI zu verschiddene Saachen och: Hei hätt Der et kënnen aneschters maachen an esou wider. Ech mengen, dass et dofir absolut richtig ass, dass mer e Bilan zéien.

Mir mussen och kucken, wéi de Parquet, wéi d'Acteuren eens ginn. Ech mengen, mir mussen och op déi lauschteren. Dofir hu mer déi Plattform an d'Liewe geruff, wou mer déi verschiddenen Acteuren och gesinn an héieren, wat si vu Problemer hunn. An ech mengen, dass et richtig ass, dass mer dann eben esou séier wéi méiglech e Bilan hei zéien. A wa mer missten eng Partie kleng Rectificatifé maachen, da solle mer déi gradesou séier maachen, wéi mer et hei fäerdeg bruecht hunn, dat Gesetz ze maachen. Dat zu där éischter Motioun, déi ech also absolut kann unhuelen.

Zu der Motioun vum Här Hoffmann - déi hunn ech net, oder hunn ech déi? Dach, déi hunn ech -, do hunn ech Problemer a folgendem Sënn, nämlech deem, dass ech muss soen, ech hat ëmmer e Problem mat dem Adage „nul n'est censé ignorer la loi“. Da soen ech: Nul député n'est censé ignorer la loi. Mir hunn nämlech ganz kloer Gesetz heit zu Lëtzebuerg an déi sinn nach ëmmer hei wichtig. An dofir regretéieren ech och e bëssen, dass den Här Hoffmann, nodeem e gëschter eng Réunion vum der Commission juridique provoziert huet, net konnt de Moien derbäi sinn,...

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Oh! Provoziert? Pardon?!

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- ...well mer de Procureur général do haten.

(Interruption)

Jo, wann ech eppes Falsches sollt gesot hunn, ginn ech dat gären zou. Ech konnt gëschter net hei sinn, well ech europäesche Ministeschrot hat, soss wär ech selbstverständlech gëschter selwer hei gewiescht. Ech hunn also nëmme kënnen dat soen, wat ech an den Zeitung gelies hunn. Op dat hunn ech mech elo baséiert.

Mir hu ganz kloer gesetzlech Bestëmmungen an déi sinn nach ëmmer déi wichtigst. An déi gesetzlech Bestëmmungen an déi Praxis, déi mer hunn - an dofir hu mer dat och de Moie mam Procureur général belicht -, déi soen am Gesetz an an der Praxis, dass mer selbstverständlech keen iergendengem jee ausliwweren, wou e riskéiert d'Doudesstrof ze kréien. Där Fäll hate mer. Well et gëtt jo Länner, wat demokratesch Länner sinn, déi awer d'Doudesstrof hunn.

Mir haten eng ganz Partie Diskussiounen mat der Belsch. Déi hate bis '96 d'Doudesstrof. Wou mer mat deenen négociéiert hunn, fir ze soen: Nëmme wann Dir eis garantéiert, dass deen do net riskéiert d'Doudesstrof exekutéiert ze kréien. Prononcéieren ass jo eng Saach vun de Geriichter, mä exekutéieren, dat ass eng Saach vum Exekutiv.

Mir haten där Diskussiounen mat der Türkei, mir haten där Diskussiounen mat Amerika, a mir wäerten och an Zukunft derbäi bleiwen. Mir hunn eng Mënscherechtopolitik hei zu Lëtzebuerg als Regierung. An net nëmme dës Regierung huet eng Mënscherechtopolitik, och déi Regierung virun haten eng Mënscherechtopolitik.

Ech mengen, déi jeeweileg Ausseministren, déi mer haten - a wéi gesot, ech widderhuelen nach eng kéier, dass ech 28 Joer Politik maachen -, haten ëmmer déi dote Mënscherechtopolitik. An dofir sinn ech e bësse verwonnert, dass mer hei eng Debatte einfach lassléisen, déi et iwwerhaapt net néideg huet, do ze sinn. Et ass ganz kloer, dass mer keen iergendwéi iergendengem ausliwweren, wou ee riskéiert der Doudesstrof ze ënnerleien. Dat war an der Vergaangenheet esou an dat bleibt an der Zukunft esou.

Wat déi Convention maritime ubelaangt, déi huet jo iwwerhaapt näischt mat Somalia ze dinn. Déi ass deemools komm opgrond vum der Affär „Achille Lauro“. A mir hunn déi deemools net ënnerschriwwen, well mer effektiv déi Zäit nach kee Pavillon maritime haten. Mir haten nach keng Flotte.

Et ass e bësse schued, soen ech. Dat soen ech dann och als Regierungsmember, an dann ass jo de Mea culpa bei mir och, dass mer effektiv bis elo gewaart hunn, dass de GAFI eis gesot huet: „Och dat musst Der ratifizéieren“, dass mer se ratifizéiert hunn. Well et kann een net einfach e Pavillon maritime maachen an eng Partie Konventiounen, déi awer wichteg sinn, net exekutéieren.

An där Konventioun ass keen eenzege Problem vu Mënscherecht do, esou wéi eis Sachlag hei zu Lëtzebuerg ass. Well mir awer en Ordre public hunn. An deem Ordre public, wann ee sech esou e bëssen am Droit international public auskennt, weess een, dass deen iwwer all aneren Interpretatiounen ka stoen. Et ass keng Gefor, dass mer hei géifen een iergendwéi u Länner ausliwweren, wann en do an deem Land géif perséinlech konkret riskéieren d'Doudesstrof ze kréie respektiv och torturéiert ze ginn. Och dat gehéiert zu eisem Recht.

Dann huet den Här Hoffmann gefrot, en hätt gär d'Signatairé vum der Konventioun. Déi Lëscht ass eis de Moien an der Commission juridique ausgedeeelt ginn, wou leider den Här Hoffmann net konnt derbäi sinn. Ech iwwerreechen Ärem President se nach eng kéier, fir dass mer déi dote Lëscht dann och hunn.

(M. François Biltgen, Ministre de la Justice, dépose une documentation sur le bureau de la présidence.)

Voilà! Esou dass ech géif soen, dass d'Regierung déi dote Motioun net brauch ze akzeptéieren, well se einfach total iwwerflësseg ass.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Justizminister François Biltgen. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Här President!

► **M. le Président.**- Den Här Hoffmann freet nach eng kéier d'Wuert. Här Hoffmann, wann ech gelift.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Parole après le ministre, wann ech gelift.

Nul n'est censé ignorer ce dont il parle!

Éischtens, ech hu gëschter net eng Réunion vum der juristescher Kommissioun provoziert, sondern ech hu gëschter zum Ordre du jour geschwat a gefrot, mir sollen déi Konventioun iwwert d'Piraterie vum Ordre du jour eroffhuelen, d'Commission juridique soll sech nach eng kéier virun allem mat deene mënscherechtlechen Aspekter beschäftegen, well d'Membere vum der juristescher Kommissioun hei och selwer zouginn hunn, dass dat net geschitt war, dass si sech mat deem Aspekt an der Commission juridique bei der Analyse vum der Konventioun net beschäftegt hunn, dass mer sollten en Avis froe vum der Commission consultative des droits de l'Homme, wat jo, mengen ech, eng zoustänneg Instanz wär, fir ze kucken, wat fir eng Implikatiounen dass déi Konventioun an eist Gesetz hei op deem Plang huet.

Zweetens - dofir och mäin éischte grad esou polemische Saz wéi dem Här Biltgen säin -, ech hunn hei selwer virun 20, 30 Minute gesot, dat vum der Extraditioun. A wéi mir mat der Extraditioun géifen ëmgoen, dat wär mir absolut kloer an absolut bewosst an dat géif ech och esou begrëssen. An där Motioun, déi ech ënnerbreet hunn, do geet vum der Extraditioun keng Rieds, sondern do geet et dra Rieds, dass mir hei eng Konventioun ënnerschreiw mat anere Länner, wou all États parties sech engagéieren, Strofen ze verhänken, wann déi Infractiounen stattfannen, déi an där Konventioun opgezielt sinn.

Bei eis ginn déi Strofe bis zur Réclusion perpétuelle. An anere Länner gi se, soen ech emol, méiglecherweis bis zur Peine de mort, an da soen ech nach eng kéier, ofgesi vum där Aart a Weis, wéi an anere Länner d'Prozesser stattfanne respektiv d'Mënscherechter agehale ginn.

An ech bleiwe bei där Meenung, an dobäi fannen ech déi Motioun och iwwerhaapt net iwwerflësseg, dass mir bei internationale Konventiounen, déi e stroferechtliche Charakter hunn - dat betounen ech nach eng kéier: „déi e stroferechtliche Charakter hunn“ -, sollen oppassen, dass, wann deen Droit pénal, deen do virgesinn ass, applizéiert gëtt an deene Länner, déi d'Konventioun mat ënnerschreiw, deen applizéiert gëtt no eisen - déi mer jo universal mengen - rechtsstaatleche respektiv mënscherechtleche Kritären. Kommt, mir nennen dat emol esou.

Ech hu keng Äntwert kritt op d'Fro vum Artikel 8. Ech wëll also nach eng kéier erklären, wat do drasteet. Am Artikel 8 steet Folgendes: De Kapitän vum Schëff vum „État pavillon“ „peut remettre“ een, deen e verdächtigt, Piraterie bedriwwen ze hunn, un „un État destinataire“, deen och État Partie ass. Voilà, a soss steet näischt do. Also, et steet méi do, mä et steet net do, ënner wéi enge Konditiounen a mat wéi enge Restriktiounen dass dat do iwwerhaapt méiglech ass.

Well dat ass jo a mengem begrenzte juristesche Verständnis net eng Extraditioun, wann do steet „peut remettre“. Et steet och net do, e misst säi Land froen. Dat heescht also, dass do manifestement fir mech eng Gefor ass.

Da Somalia. Nul n'est censé ignorer de ce qu'il aurait pu lire. An dem Rapport vum der Kommissioun selwer ass de Besuch gemaach mat der Corne de l'Afrique, dat heescht mat Somalia. Also, ech hunn deen net gemaach, sondern dee steet am Rapport vum der Kommissioun. An de Consi-

dérations générales ass de Rapport gemaach mat den Handelsrouté laanscht d'Corne de l'Afrique a mat Somalia. A jiddweree weess ausserdeem, dass, wa mer haut iwwert d'Piraterie schwätzen, haut, déi lescht fennef, sechs oder siwe Joer, mer dann déi do Géigend, net eleng selbstverständlech, mä virun allem am Bléck hunn.

Ech hätt gären, an ech halen dorop, och wann d'Motioun net gestëmmt ass, an ech bleiwen derbäi, an et muss ee mir erklären, firwat dass dat net soll gemaach ginn, dass op d'mannst d'Regierung eis - ech sot réguliérem, dat heescht net all Mount - soll informéieren: Wéi gëtt dann elo déi Konventioun do applizéiert am Sudan beispillsweis?

► **M. le Président.**- Här Hoffmann, Dir misst awer elo zum Schluss kommen, wann ech gelift.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Jo, ech sinn och um Schluss.

Wann do Leit ofgeliiwert ginn opgrond vum där Konventioun oder festgeholl ginn am Sudan beispillsweis als État signataire, wat geschitt da mat deenen? Ech wësst gären, wéi déi Applikatioun herno konkret ausgesäit.

Merci.

► **M. le Président.**- Domadder wär elo d'Diskussioun definitiv ofgeschloss a mir kéimen zur Ofstëmmung. Fir d'Éischt...

Oder wëllt de Justizminister nach eppes soen?

► **Plusieurs voix.**- Oh neen!

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Neen? Gutt, dann eben net.

► **M. le Président.**- Mir kommen also elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6163.

Wéi de Rapporteur eis opmierksam gemaach huet, ass an der Partie 2 am Artikel 24 eng Erreur matérielle. Et ass ze liesen: „sortant de l'Union européenne“ an net „sortant de la Communauté“.

Et ass och nach eng Ännerung am Intitulé virzehuelen. Am Intitulé vum Projet de loi misst virum Punkt 1 hanner „Mesures restrictives“ dëst stoen: „en matière financière à l'encontre de certaines personnes, entités et groupes dans le cadre de la lutte contre le financement du terrorisme“.

Mir stëmmen elo iwwert den ofgeännerten Text of a wäerten dem Conseil d'État des Ännerunge schréftlech matdeelen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6163 ass ugeholl mat 55 Jo-Stëmmen a 4 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank (par M. Félix Eischen), MM. Léon Gloden, Norbert Hupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira (par M. Claude Adam), Jean Huss (par M. Henri Kox) et Henri Kox;

M. André Hoffmann.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuurger Journal, Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg



Se sont abstenus: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Wëllt ee seng Abstentiuon begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dat ass also esou décidéiert.

Da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6017.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procura-tion. De Vote ass ofgeschloss an d'Resultat ass datselwecht wéi beim viregte Projet de loi.

De Projet de loi 6017 ass nämlech ugeholl mat 55 Jo-Stëmmen a 4 Abstentiuonen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval (par Mme Christine Doerner), Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank (par Mme Martine Mergen), MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), MM. Fernand Etgen, Paul Helming-ger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Henri Kox), Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss (par M. Claude Adam) et Henri Kox;

M. André Hoffmann.

Se sont abstenus: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Wëllt ee seng Abstentiuon begrënnen?

(Négation)

Och hei schéngt dat net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6168.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procura-tion. De Vote ass ofgeschloss.

An hei ass de Projet de loi 6168 ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen, bei 1 Nee-Stëmm.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot,

Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Paul Helming-ger (par M. Claude Meisch), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira (par M. Claude Adam), Jean Huss (par M. Henri Kox) et Henri Kox;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

A voté non: M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dann hu mer elo nach hei zwou Mo-tiuonen, iwwert déi d'Chamber misst of-stëmmen.

Motion 1

Fir d'Éischt déi Motiuon 1 vum Här Gilles Roth. Ech mengen, do kënnen mer e Vote à main levée maachen.

Vote sur la motion 1

Wien ass mat där Motiuon averstanen?

Dat schéngt mer d'Unanimitéit vun dësem Haus ze sinn. Domadder wär dann och dës Motiuon ugeholl.

Motion 2

An dann hu mer nach eng zweet Motiuon vum Här André Hoffmann. Kënnen mer och do à main levée ofstëmmen?

(Négation)

Den Här Hoffmann hält op e Vote électro-nique.

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procura-tion. De Vote ass ofgeschloss.

Déi Motiuon ass ofgewise mat 43 Nee-Stëmmen, 1 Jo-Stëmm a 14 Abstentiuonen.

A voté oui: M. André Hoffmann.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrigh-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank (par Mme Martine Mergen), MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Scheuer), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Se sont abstenus: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Claude Adam), Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss (par M. Félix Braz) et Henri Kox.

Wëllt ee seng Abstentiuon begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Mir sinn domadder um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung si virgesi fir den 19., 20. an 21. Oktober.

D'Sitzung ass opgehewen.

(Fin de la séance publique à 17.15 heures)

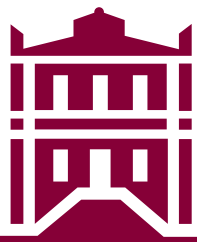
Sommaire des séances publiques n° 46 de la session ordinaire 2009-2010 et n°s 1 et 2 de la session ordinaire 2010-2011

Session ordinaire 2009-2010

Rectificatif	p. 654
Hommage à la mémoire de M. Jean-Pierre Koepp, Député honoraire	p. 654
Clôture de la session ordinaire 2009-2010 et ouverture de la session ordinaire 2010-2011	p. 654

Session ordinaire 2010-2011

Composition des organes de la Chambre des Députés	p. 1
Discours de M. le Président	p. 1-2
Ordre du jour	p. 2
Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution et d'une proposition de loi	p. 2
6119 - Projet de loi instituant le recours en matière de marchés publics	p. 2-4
Communications	p. 4-6
Résolution relative à l'adoption par la Chambre des Députés de l'avis politique de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural sur la réforme du cadre législatif européen de l'autorisation des OGM	p. 6-7
6163 - Projet de loi	
- portant renforcement du cadre légal en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme,	
- portant organisation des contrôles du transport physique de l'argent liquide entrant au, transitant par ou sortant du Grand-Duché de Luxembourg,	
- relative à la mise en œuvre des résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies et des actes adoptés par l'Union européenne comportant des interdictions et mesures restrictives à l'encontre de certains États, régimes politiques, personnes, entités et groupes,	
- modifiant:	
1. le Code pénal,	
2. le Code d'instruction criminelle,	
3. la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire,	
4. la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme,	
5. la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie,	
6. la loi modifiée du 11 avril 1985 portant approbation de la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, ouverte à la signature à Vienne et à New York en date du 3 mars 1980,	
7. la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne,	
8. la loi du 20 juin 2001 sur l'extradition,	
9. la loi du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne,	
10. la loi du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale,	
11. la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier,	
12. la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier,	
13. la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances,	
14. la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat,	
15. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat,	
16. la loi modifiée du 10 juin 1999 relative à l'organisation de la profession d'expert-comptable,	
17. la loi du 18 décembre 2009 relative à la profession de l'audit,	
18. la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives,	
19. la loi modifiée du 17 mars 1992 portant approbation de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, faite à Vienne, le 20 décembre 1988,	
20. la loi modifiée du 14 juin 2001 portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime, faite à Strasbourg, le 8 novembre 1990,	
21. la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'administration de l'enregistrement et des domaines;	
6017 - Projet de loi portant	
1. approbation de la Convention du 29 mai 2000 relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne	
2. approbation du Protocole du 16 octobre 2001 à la Convention relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne	
3. modification de certaines dispositions du Code d'instruction criminelle et de la loi du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire en matière pénale	
et	
6168 - Projet de loi	
- portant approbation de la Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime, faite à Rome le 10 mars 1988 et du Protocole pour la répression d'actes illicites contre la sécurité des plates-formes fixes situées sur le plateau continental, fait à Rome le 10 mars 1988;	
- et modifiant la loi du 14 avril 1992 instituant un code disciplinaire et pénal pour la marine	p. 7-18



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU n°1 • SESSION ORDINAIRE 2010-2011

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet			
0656	André Bauler	Soutien pour les petites et moyennes entreprises (PME)	0771	Lucien Clement, Mill Majerus et Léon Gloden	Lycée germano-luxembourgeois Schengen de Perl
0668	Jean Colombero	Accès Internet dans les transports publics	0772	Jean-Paul Schaaf	Avenir de l'eBac
0682	Marc Spautz	Détachements irréguliers	cf. 0765 et 0769		
0698	Marc Spautz	Pacte logement et acquisition de terrains par les communes par droit de préemption	0773	Claude Haagen	Producteurs de lait
0703	Jacques-Yves Henckes	Décès au Centre pénitentiaire de Schrassig	0774	Jean Colombero	Dossier médical personnel
0705	Xavier Bettel	Trafic de drogue au Centre pénitentiaire de Luxembourg	0775	Jean Colombero	HealthNet
0708	Jean Colombero	Administration de psychotropes dans les maisons de retraite	0776	Jean Colombero	Flacons de sang conservé
0714	Viviane Loschetter	Organisation du Girl's Day-Boy's Day	0778	Marc Spautz	Éventuelle infection de viande par des bactéries
0722	Claude Adam, Fernand Diederich et Mill Majerus	Nature des travaux ayant causé la fermeture des tunnels Mersch et Grouft	0779	Fernand Kartheiser	Cours de langue luxembourgeoise dans des écoles privées au Luxembourg
0724	André Bauler	Retards en matière d'octroi d'aides financières pour l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur de sources d'énergies renouvelables	0780	André Hoffmann	Indexation des indemnités de remplacement
0728	André Bauler	Intégration de la culture à l'école et dans les programmes scolaires par la présence d'artistes et d'acteurs culturels	0781	Claude Haagen	Déclaration de partenariat
0729	Jean Colombero	Service de garde des pharmacies dans le nord du pays	0783	Claude Adam	Ouverture d'une bibliothèque solidaire en réseau «Bicher 3»
0731	Eugène Berger	Surveillance des personnes en service extérieur	0784	Martine Mergen	Château de Wiltz
0733	Jean Colombero	Projet «Ambient Assisted Living (AAL)»	cf. 0794		
0735	Alex Bodry	Associations d'intérêt collectif	0786	André Bauler	Ancien Lycée technique de Mersch
0736	Fernand Kartheiser	Prime pour véhicules à deux roues à propulsion alternative	0787	Claude Adam	Organisation des activités scolaires pour lesquelles les communes engagent des tiers
0737	Ben Scheuer	Trafic de poids lourds dans les localités de Bech-Kleinmacher et Wellenstein	0788	Jean Colombero	Protection des données dans le domaine de la santé
0738	Jean Colombero	Projet «Gardes de nuit»	0789	Jean Colombero	Canicule
0739	Claude Adam	Orientation de l'enseignement fondamental vers le secondaire	0792	Jean Colombero	Droits des patients
0740	André Bauler	Lycée de Clervaux	0793	Carlo Wagner	Offre «Denta & Optiplus» de la Caisse Médico-Chirurgicale Mutualiste
0742	Jean Colombero	Soins palliatifs	0794	André Bauler	Château de Wiltz
0743	Claude Adam	Cours en langue maternelle	cf. 0784		
0744	Eugène Berger	Version imprimée du Code de la Route	0796	Gast Gibéryen	Répercussions du plafonnement de l'indexation automatique sur les comptes de la Caisse nationale d'assurance pension
0745	Claudia Dall'Agnol et Claude Haagen	Certificat de performance énergétique pour les bâtiments vendus à des fins de démolition	0800	Jean Colombero	Prélèvement de pacemaker en cas de mort
0746	Eugène Berger	Modalités des visites médicales obligatoires auprès de la médecine du travail	0801	Lucien Thiel	Traitement fiscal des indemnités de départ en cas de licenciement abusif
0747	Claude Adam	Ouverture de l'Université du Luxembourg	0802	Fernand Etgen	Restructuration de l'Administration des Douanes et Accises
0748	Fernand Kartheiser	Utilisation de la langue luxembourgeoise dans le contexte européen	0803	Fernand Etgen et André Bauler	Service d'urgence au Centre Hospitalier du Nord à Wiltz
0749	Claude Adam et Jean Huss	Taux d'ozone	0805	Fernand Etgen	Position luxembourgeoise en matière d'OGM
0750	Jean Huss	Intolérances au niveau des prothèses et implants	0806	Marc Spautz	Élargissement de la zone protégée «Lannebuer» dans le cadre du projet Natura 2000
0753	Camille Gira	Éventuelle fusion des régions de Mersch et de Capellen dans le cadre de l'évaluation de la loi du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police	0807	Camille Gira	Simplification administrative pour communes et syndicats de communes
0754	Jean Colombero	Refus d'admission au Lycée classique d'Echternach	0808	André Bauler	Réseau de pharmacies
0755	Gast Gibéryen	«Formation initiale» pour chauffeurs professionnels	0809	Ben Scheuer	Accès aux places dans les maisons relais
0756	Jean Colombero	Rééducation gériatrique	0810	Fernand Etgen	Autorisation spéciale pour convois exceptionnels
0757	Xavier Bettel	Bruit généré par l'aviation	0814	Eugène Berger	Abstention du Luxembourg lors du vote sur la résolution concernant le droit à une eau potable propre et de qualité
0758	François Bausch	Constitution d'un groupe d'experts «réglementation bancaire» de la Commission européenne	0816	Jean Colombero	Détecteur de fumée
0760	Félix Braz	Invitation du Ministère de la Famille et de l'OLAI pour un forum de consultation sur le plan pluriannuel d'intégration	0817	Jean Colombero	Integrated BioBank Luxembourg (IBBL)
0761	Félix Braz	Comité européen pour la Prévention de la Torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT)	0818	Jean Colombero	Projet de centre de gériatrie et de rééducation du Centre hospitalier Emile Mayrisch et de la Fondation François-Elisabeth
0762	Félix Braz	Conseil national pour étrangers	0819	Jean Colombero	Logement encadré
0763	Eugène Berger	Enseignement en équipe dans l'enseignement fondamental	0820	Jean Colombero	Corruption dans le secteur de la santé
0765	Fernand Etgen	Réductions budgétaires pour l'eBac	0823	Fernand Kartheiser	Emploi de la langue luxembourgeoise dans les questionnaires sur l'enseignement fondamental
cf. 0769 et 0772			0825	Carlo Wagner	Conseil d'administration du Centre thermal et de santé de Mondorf-les-Bains
0767	Carlo Wagner	Formation de l'ostéopathe	0828	Marcel Oberweis	Plan d'action national en matière d'énergies renouvelables
0768	Marie-Josée Frank et Léon Gloden	Station de contrôle technique dans la région Est	0836	Jean Colombero	Accès Internet dans les hôpitaux
0769	Claude Adam	Réorganisation de l'eBac	0841	Jean Colombero	Chanvre industriel
cf. 0765 et 0772			0842	Jean Colombero	Utilisation du chanvre industriel comme nourriture pour animaux
0770	André Bauler	Construction d'un lycée technique pour professions de santé	0860	Fernand Kartheiser	Droits de l'Homme en Iran
			urgente		
			0863	Fernand Kartheiser	Aide du Luxembourg au Pakistan
			urgente		
			0915	Jean Huss	Mélange éventuel du vaccin contre la grippe saisonnière avec celui de la grippe dite porcine
			0920	Félix Braz	Centre de séjour pour étrangers en situation irrégulière
			urgente		
			0939	Félix Braz	Centre de séjour pour étrangers en situation irrégulière
			urgente		

Question 0656 (19.5.2010) de **M. André Bauler** (DP) concernant le **soutien pour les petites et moyennes entreprises (PME)**:

Fin 2008, le Gouvernement avait décidé de soutenir les petites et moyennes entreprises (PME) dans le cadre d'un programme conjoncturel destiné à lutter à court terme contre les effets directs de la crise financière.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances ainsi qu'à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Messieurs les Ministres peuvent-ils indiquer les mesures et instruments qui se sont révélés particulièrement efficaces dans le soutien de la demande domestique?

2. Quelles ont été les branches économiques qui ont bénéficié de la politique conjoncturelle mise en œuvre par le Gouvernement?

3. Quels sont les projets d'investissement publics qui ont permis de lancer notamment des appels d'offre à des PME installées sur le territoire luxembourgeois?

4. Messieurs les Ministres peuvent-ils dresser un bilan intermédiaire des dépenses d'investissement de type conjoncturel déployées depuis fin 2008?

Réponse (12.8.2010) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question, l'honorable Député souhaite avoir des informations sur le programme conjoncturel de 2009 destiné à soutenir les petites et moyennes entreprises.

L'on précise tout d'abord que dans le cadre du programme conjoncturel dédié aux petites et moyennes entreprises (ci-après les PME), mes services ont contacté directement aussi bien des PME qui n'étaient pas encore en relation économique avec l'État, sur base d'une liste leur transmise par la Chambre des métiers, que des PME qui ont déjà travaillé pour mon département. Cette démarche a d'ailleurs été accueillie positivement par la majorité des entreprises. À noter qu'il a été ainsi possible de soutenir d'un côté les PME et de trouver d'un autre côté de nouvelles entreprises performantes avec lesquelles mes services vont continuer leur collaboration.

Les branches économiques qui ont bénéficié de la politique conjoncturelle mise en œuvre par mon département se trouvent essentiellement dans le secteur de la construction: construction - gros œuvre, menuisier, électrique, chauffage-sanitaire, peintre-décorateur, couvreur-ferblantier, plafonneur-façadier, construction métallique, carreleur, charpentier, isolation thermique, voirie normale, voirie-pavage, échafaudages, menuiserie externe (portes, fenêtres, préfabrications), ascenseurs, revêtement de sol, volets-jalousies, paysagiste, fumiste, tapissier, traitement surfaces, nettoyage, vitrier-miroitier.

L'idée de ce programme était de pouvoir réagir directement à la crise économique tout en respec-

tant les procédures d'attribution de marchés conformément à la législation en vigueur.

En ce qui concerne le secteur des bâtiments, il a été retenu de concentrer en particulier l'adjudication des marchés à des projets d'entretien et de rénovation de moindre envergure réalisables endéans des délais très restreints. Ainsi, les dépenses liquidées uniquement dans le cadre du programme conjoncturel destiné à lutter contre les effets directs de la crise économique s'élèvent à 9.317.844,23 euros.

En ce qui concerne les projets de construction routiers, des projets supplémentaires furent autorisés par la loi du 29 mai 2009 modifiant la loi du 19 décembre 2008 concernant le budget des recettes et dépenses de l'État pour l'exercice 2009.

C'est ainsi que l'Administration des Ponts et Chaussées a mis en adjudication 18 projets supplémentaires dont douze projets routiers et six campagnes de raclage, de reprofilage et de réparation des chaussées dans divers services régionaux pour un coût total évalué à quelque 40.746.000 euros. Bénéficient de ces mesures notamment les entreprises du génie civil ainsi que leurs sous-traitants et d'une manière accessoire certaines entreprises actives dans les domaines de la serrurerie, de la construction métallique, de l'électricité ou de l'aménagement paysager.

Depuis la décision de ces mesures, les dépenses liquidées dans le cadre du programme conjoncturel pour le secteur de la voirie s'élèvent à quelque 7,2 millions euros.

Question 0668 (31.5.2010) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant **l'accès Internet dans les transports publics**:

Es ist eine Notwendigkeit geworden, dass überall dort, wo Menschen leben, arbeiten und interagieren, diese Zugang zu digitalen Kommunikationsnetzen haben müssen. In vielen Metropolen der Welt sind mittlerweile öffentliche Transportmittel mit (zum Teil kostenlosen) WIFI-Internetzugängen ausgerüstet, so dass vor allem Berufstätige die Reisezeit sinnvoll nutzen können.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) In welchen öffentlichen Transportmitteln wird hierzulande dem Reisenden bereits ein solcher Dienst angeboten?

2) Ist die Regierung nicht auch der Meinung, dass es unerlässlich ist, in Luxemburg, das sich als Plattform und Vorreiter für auf Informations- und Kommunikationstechnologien (IKT) basierende Dienste darstellt, öffentliche Transportmittel mit attraktiven IKT-Diensten auszustatten?

3) Was gedenkt die Regierung kurz- und mittelfristig zu unternehmen, um IKT in den öffentlichen Transportmitteln des Landes anzubieten?

4) Werden in diesem Sinne zusätzliche Haushaltsmittel bereitgestellt?

5) Existieren bereits Zeitpläne für die Umsetzung dieses Vorhabens und wenn ja, was sind die strategischen Zielsetzungen?

Réponse (12.8.2010) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Der Abgeordnete Jean Colombero stellt fest, dass es mittlerweile eine Notwendigkeit geworden ist, den Menschen überall Zugang zu digitalen Kommunikationsnetzen zu bieten, und möchte deshalb wissen, welche Möglichkeiten es mittlerweile in den öffentlichen Transportmitteln in Luxemburg gibt.

Im Zusammenhang mit dem Zugang zu digitalen Kommunikationsnetzen in öffentlichen Transportmitteln ist der Verkehrsbund unter Leitung des Nachhaltigkeitsministeriums dabei, im Rahmen der Erstellung eines Leitplans für die nachhaltige Entwicklung der Telematik im ÖPNV die Bestandsaufnahme der sich bereits im Einsatz befindenden telematischen Lösungen zu erstellen. Technische Lösungen zwecks Zugangs der Fahrgäste zu digitalen Kommunikationsnetzen werden somit auch aufgenommen und analysiert werden. Bestätigen kann man jedoch schon jetzt, dass der Zugang zum digitalen Kommunikationsnetz am Luxemburger Flughafen besteht.

Ein flächendeckender Einsatz eines solchen Internetzugangs wird bei der konzeptuellen Erstellung des Leitplans thematisch aufgenommen und abgewogen werden, allerdings ist es angesichts der definitiven Fertigstellung des Leitplans verfrüht, eine verbindliche Antwort zu geben. Der Leitplan, dessen Erstellung bis Ende dieses Jahres andauert, wird sich übergreifend mit dem strukturierten und effizienten Einsatz telematischer Lösungen im ÖPNV befassen und die Realisierung von Projekten auf ihre konzeptuelle Integration sowie ihre wirtschaftliche Umsetzung prüfen. Ein Zeitplan sowie die Positionierung der Regierung zu einer Bereitstellung von zusätzlichen Haushaltsmitteln werden 2011 verfügbar sein.

Question 0682 (3.6.2010) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant les **détachements irréguliers**:

Il ressort d'un article paru dans «Le Républicain Lorrain» de ce matin que des Français sont embauchés via des boîtes d'intérim luxembourgeoises puis détachés en France. Si ces détachements ne sont pas en soi irréguliers, ils le deviennent si par exemple l'intermédiaire travaille en fait exclusivement à l'étranger. Il n'est pas inutile de noter dans ce contexte que l'existence de charges moindres au Luxembourg qu'en France explique, du moins en grande partie, le fait que les employeurs français procèdent de la sorte.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre de l'Emploi et du Travail:

- Le Ministre est-il au courant de ces procédés?

- Dispose-t-il de chiffres sur ces détachements irréguliers?

- Quels sont les moyens dont dispose l'Inspection du travail et des mines (ITM) pour éviter voire lutter contre un tel phénomène? Combien de personnes sont affectées au niveau de l'ITM au contrôle des détachements?

- Comment se déroule la coopération avec les autorités étrangères compétentes en matière de contrôle telles que l'URSSAF?

- Le Ministre estime-t-il que des améliorations sont nécessaires pour mieux lutter contre les détachements irréguliers, que ce soit au niveau des mesures de

prévention, de contrôle, de sanction ou au niveau des ressources humaines chargées du contrôle?

Réponse commune (26.8.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*:

En 2009, les entreprises de travail intérimaires établies au Luxembourg ont déclaré à la sécurité sociale luxembourgeoise plus de 205.000 contrats de missions, dont environ 20.500 correspondent au détachement en France de quelque 4.000 travailleurs intérimaires résidant dans ce pays.

L'ampleur du phénomène tel que relevé par l'honorable Député est connue de longue date.

S'il est vrai que cette manière de procéder est souvent dictée par l'attrait des cotisations sociales moins élevées au Luxembourg qu'en France, toujours est-il que la démarche des entreprises de travail intérimaire consistant à recruter des travailleurs intérimaires dans différents pays et à les détacher au vu de leur clientèle dans le pays même ou à l'étranger, n'était pas considérée comme constituant en soi un abus de droit dans le contexte des règlements communautaires 1408/71 et 574/72, tels qu'interprétés par la jurisprudence de la Cour de justice européenne et de celle du Conseil supérieur des assurances sociales (arrêt du 29/11/2001 dans l'affaire CCSS/Creyf's Interim S.A.). Le Centre commun de la sécurité sociale était dès lors en principe obligé d'affilier tout travailleur intérimaire non résident qui exécutait une mission exclusivement à l'étranger.

Les règlements précités ont été remplacés entre-temps par le règlement (CE) 883/2004 et son règlement d'application (CE) 987/2009, qui sont entrés en vigueur en date du 1^{er} mai 2010 et qui subordonnent expressément le détachement immédiat à la condition que la personne recrutée en vue de son détachement ait déjà été soumise préalablement à la législation de l'État membre dans lequel est établi son employeur. Cette condition a pour but de clarifier la situation du salarié tout en lui évitant un changement fréquent de la législation applicable.

Dans les cas où la condition d'une affiliation préalable à la sécurité sociale luxembourgeoise n'est pas remplie, le Centre commun ne procède plus, comme par le passé, à l'affiliation du salarié à la sécurité sociale luxembourgeoise. Dès lors, lorsqu'il s'agit du détachement d'un résident français dans son pays de résidence, le Centre commun transmet pour décision la demande d'affiliation à l'institution compétente française, à savoir la Caisse primaire d'assurance maladie. Ce changement de compétence et de procédure résulte des dispositions de la nouvelle réglementation communautaire qui renforce le rôle de l'État de résidence dans certaines situations, rôle qui a d'ailleurs été précisé lors des récentes entrevues du Centre commun avec les autorités françaises compétentes.

Quant aux moyens dont dispose l'Inspection du travail et des mines en matière de contrôle de détachement prévu aux articles L.141-1 et suivants du Code du Travail, ceux-ci ne concernent que le détachement de salariés de l'étranger vers le Luxembourg.

Question 0698 (11.6.2010) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant le **pacte logement et l'acquisition de terrains par les communes par droit de préemption**:

La loi du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes, qui est entrée en vigueur le 1^{er} novembre 2008, instaure différentes mesures destinées à favoriser une augmentation de l'offre de logements et une réduction du coût foncier et de l'habitat au Grand-Duché de Luxembourg.

Une des mesures prévoit de faciliter l'acquisition de terrains par les communes en instaurant un droit de préemption qui s'applique à toute aliénation à titre onéreux de terrains.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région et à Monsieur le Ministre du Logement:

- Le Gouvernement peut-il m'informer sur le nombre de terrains qui ont été proposés aux communes depuis l'entrée en vigueur du pacte logement?

- Dans l'affirmative, combien de communes en ont profité?

- Dans la négative, le Gouvernement n'estime-t-il pas que l'on devrait créer un bureau de coordination qui aurait comme mission d'évaluer les mesures prises dans le cadre du pacte logement?

Réponse commune (1.9.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et de la Grande Région*, et de **M. Marco Schank**, *Ministre du Logement*:

Le Gouvernement ne dispose pas d'informations sur le nombre de terrains qui ont été proposés aux communes depuis l'entrée en vigueur de la loi dite «pacte logement» dans le cadre du droit de préemption octroyé aux communes. En effet, le Ministre de tutelle des communes doit uniquement approuver les délibérations des conseils communaux ayant pour objet l'acquisition effective d'un bien immobilier, et encore seulement pour les biens dont la valeur dépasse le montant de 250.000 € en vertu du règlement grand-ducal du 23 avril 2004 portant relèvement des seuils prévus à l'article 106 de la loi communale.

Pour ce qui est d'un éventuel bureau de coordination qui aurait comme mission d'évaluer les mesures prises dans le cadre du pacte logement, il y a lieu de se référer aux conventions conclues avec les 101 communes qui prévoient une évaluation des mesures réellement prises au terme de trois ans. Une première évaluation sommaire a été opérée lors des récentes réunions régionales avec les responsables communaux.

Question 0703 (15.6.2010) de **M. Jacques-Yves Henckes** (ADR) concernant les **décès au Centre pénitentiaire de Schressig**:

Durant ces deux dernières semaines, deux personnes sont décédées à la prison de Schressig. Depuis le début de l'année, la presse fait état de quatre décès, par suicide ou par overdose.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Combien de personnes sont décédées au Centre pénitentiaire de Schressig depuis le début de l'année? Quelles sont les raisons médicales et les circonstances entourant ces décès?

2. Est-il exact que, dans au moins un cas, une plainte pour homicide involontaire a été déposée envers un médecin pratiquant au centre pénitentiaire pour avoir prescrit de trop fortes doses de médicaments ayant entraîné la mort d'un ou plusieurs détenus? Une instruction pénale est-elle en cours?

3. Quelles sont les mesures préventives mises en place au centre pénitentiaire pour prévenir ces décès, et plus particulièrement les suicides?

4. Quelles sont les mesures concrètes mises en place au centre pénitentiaire pour lutter contre «le fléau» de la drogue?

5. Le Quotidien, dans son édition du 15 juin, rapporte les propos d'un ancien détenu à propos des pourvoyeurs de drogues: «Et à ses yeux, les gardiens seraient les principaux suspects.» Monsieur le Ministre est-il au courant de ces allégations et quels moyens entend-il mettre en place pour les vérifier et prendre le cas échéant les mesures qui s'imposent?

Réponse (12.8.2010) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*:

Les questions de l'honorable Député appellent les réponses suivantes:

1. Depuis le début de cette année, le Centre pénitentiaire de Luxembourg à Schressig (CPL) a recensé trois décès. La cause du décès du premier cas en date du 11 avril 2010 n'est pas encore déterminée, l'enquête judiciaire étant toujours en cours. L'enquête au sujet du deuxième décès du 11 juin 2010 - il s'agit d'un cas de pendaison, largement commenté dans la presse - est également encore en cours. Dans le cas du 3^e décès, intervenu en date du 30 juin 2010, il s'agit d'une mort naturelle à l'issue d'une longue maladie.

2. La deuxième question de l'honorable Député, informé des procédures, us et coutumes en la matière, est a priori surprenante alors que dans les deux hypothèses envisageables, la réponse ne peut être que négative:

- en l'absence d'une plainte, aucune information ne saurait être fournie;

- au cas contraire, les autorités chargées des poursuites pénales traiteraient cette plainte suivant les procédures judiciaires prévues par la loi, sans que le Ministre de la Justice ne veuille ou ne puisse y intervenir; par conséquent, je ne saurais fournir aucune information à ce sujet.

3. En ce qui concerne les mesures préventives relatives aux décès et suicides au CPL, je tiens à souligner que la mise en place au courant de la décennie écoulée d'un service psychosocial et socio-éducatif (SPSE) ainsi que de services médical et médico-psychologique - confiés par conventions respectivement au CHL et au CHNP - garantit aujourd'hui une prise en charge professionnelle intensive des détenus et s'inscrit de ce fait dans la stratégie de prévention du suicide au CPL.

De même, une procédure d'accueil multidisciplinaire du nouvel

arrivant dans les premiers jours de son incarcération, une sensibilisation du personnel par des cours de formation continue ainsi qu'une communication rapide et rapprochée entre les différents services et acteurs en contact direct avec le détenu - et ceci inclut la magistrature et, notamment, le juge d'instruction - permettent une action préventive efficace et rapide.

4. La lutte antidrogue mise en place au CPL se décline suivant trois grands axes:

a. la réduction de la demande: à cette fin sont organisées des actions de sensibilisation et de prévention primaire, secondaire et tertiaire, une prise en charge et un suivi des toxicomanes repérés par les équipes pluridisciplinaires médicales, psychosociales et socio-éducatives, un traitement de substitution et, le cas échéant, une préparation à la thérapie après la libération.

b. La réduction de l'offre: des fouilles de personnes et de locaux et des tests d'urine ainsi que des interventions des sections canines de la Police grand-ducale et de l'Administration des Douanes sont régulièrement organisés. Par ailleurs, le CPL entretient une coopération rapprochée avec le service de police judiciaire et chaque découverte de substances stupéfiantes - c'est-à-dire la constatation d'une infraction pénale - fait l'objet d'une dénonciation systématique aux autorités judiciaires.

c. La réduction des risques («harm reduction»): cet axe inclut la sensibilisation des détenus par l'information sur les risques et les comportements responsables, la prise en charge médicale et psychologique des patients séropositifs ainsi que la mise à disposition de produits d'hygiène et un programme d'échange de seringues.

5. À défaut d'informations ou d'indices plus concrets, des allégations du genre dont l'honorable Député fait mention ne sauraient engager que leurs auteurs et - au lieu de pouvoir déclencher des mesures concrètes positives - elles ne font que discréditer dans son ensemble un corps professionnel qui, de par sa fonction, est peut-être davantage exposé à des actes de malveillance.

Je tiens à souligner que, même si aucune des allégations de ce genre ne s'est avérée réelle dans le passé, il va de soi que toute information, tant soit peu concrète, relative à des faits délictueux impliquant un membre du personnel du CPL est prise très au sérieux et est communiquée systématiquement au service de police judiciaire.

Question 0705 (15.6.2010) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant le **trafic de drogue au Centre pénitentiaire de Luxembourg**:

Le trafic de drogue au sein du Centre pénitentiaire de Luxembourg (CPL) constitue un problème récurrent. En mars 2009, le Ministre de la Justice de l'époque avait précisé qu'entre mars 2008 et mars 2009, 0,5 g d'héroïne, 22,8 g de haschisch et 26,4 g de marijuana ont été saisis au sein du CPL. En outre, le Ministre avait précisé à la même date que la procédure pour l'acquisition par marché négocié d'un nouveau détecteur de stupéfiants était en voie de finalisation.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer de la quantité de drogues saisies au sein du CPL depuis mars 2009?

- Où en est l'acquisition d'un nouveau détecteur de stupéfiants?

- Ce détecteur est-il déjà opérationnel? Dans l'affirmative, a-t-il fait ses preuves? Dans la négative, quelles sont les mesures envisagées par le Gouvernement pour remédier à cette situation?

Réponse (12.8.2010) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*:

Concernant la question relative à la quantité de drogues saisies, je peux informer l'honorable Député qu'entre mars 2009 et août 2010, la quantité totale de stupéfiants saisis au Centre pénitentiaire de Luxembourg était de 288,03 g, toutes substances confondues. Conformément aux procédures prévues, les drogues saisies ont été remises au service de police judiciaire.

Quant au détecteur de substances stupéfiantes, je tiens à vous informer qu'il est entretenu opérationnel et est utilisé régulièrement. Étant donné qu'il fonctionne comme prévu, on peut affirmer que, jusqu'à l'heure actuelle, il a fait ses preuves.

Question 0708 (16.6.2010) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant l'**administration de psychotropes dans les maisons de retraite**:

Mitunter leiden Menschen, die in Seniorenheimen leben, unter kognitiven Defiziten und sind für Fehlleistungen im Denken und Verhalten anfällig. Unter anderem leiden die Bewohner an konfusionellen Syndromen, die mit Aggression, Unruhe, Desorientiertheit, aber auch mit Apathie bis hin zur Depression einhergehen. In Alteneinrichtungen gilt es, diese Menschen fachgerecht zu begleiten und Wege zu finden, sie pflegerecht zu betreuen.

Es versteht sich, dass die Arbeitsbelastung des Pflege- und Betreuungspersonals von einem Moment zum anderen stark ansteigen kann, wenn mehrere Heimbewohner zu einem gegebenen Zeitpunkt ein abweichendes Verhalten aufweisen.

Eine Studie, die in Berlin in 18 ausgewählten Seniorenheimen durchgeführt wurde, zeigt auch, wie die Gabe von „ruhigstellenden“ Psychopharmaka in vielen der studierten Fälle zum Therapieschema gehört. Dabei wurde in dieser Studie auch nachgewiesen, dass die Gabe dieser Psychopharmaka nicht immer das Mittel der Wahl sein müsste und sogar bei bestimmten Krankheitsbildern nicht direkt indiziert wäre, weil ein Gesundheitsrisiko hiermit einhergehen könnte.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Wie steht es mit dem Konsum von Psychopharmaka in den luxemburgischen Seniorenheimen? Gibt es entsprechende aussagekräftige Statistiken über den Verbrauch von Psychopharmaka in institutionalisierten Versorgungsstrukturen für ältere Menschen?

2) Bei welchen Krankheitsbildern werden Psychopharmaka verstärkt in Seniorenheimen eingesetzt? Wie stellt sich das statis-

tische Bild der Demenz in Luxemburg dar? Wird die Prävalenz der Krankheit systematisch im Rahmen der nationalen ICD-10-Statistiken erfasst und ausgewertet? Existieren nationale Richtlinien im therapeutischen Umgang mit Demenzkrankheiten?

3) Wie sieht der Konsum von Psychopharmaka in Seniorenheimen im Vergleich zum Konsum dieser Psychopharmaka durch Menschen, die nicht in Senioren- oder Pflegeheimen untergebracht sind, aus? Gibt es hier Unterschiede?

4) Sind dem Minister Fälle bekannt, in denen praktisch exklusiv auf ruhigstellende Psychopharmaka gesetzt wurde, um demente Heimbewohner ohne wirklichen syndromspezifischen Grund via Psychopillen „ruhigzustellen“?

5) Gibt es genügend Personal in Seniorenheimen, um einen menschenwürdigen Umgang mit dementen Heimbewohnern zu ermöglichen?

Réponse commune (31.8.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*, et de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

Dans sa question, l'honorable Député fait sûrement référence à l'article publié le 7 mai 2010 dans le «Deutsches Ärzteblatt» et intitulé «Pharmakotherapie von neuropsychiatrischen Symptomen bei Demenz: Querschnitterhebung in 18 Berliner Seniorenwohnheimen». Les auteurs de cette étude ont procédé à une enquête transversale au niveau de 18 maisons de soins dans le

but d'établir chez les résidents la prévalence des états apathiques, dépressifs et agressifs à l'aide de syndromes spécifiques échelonables. La consommation des médicaments neuroleptiques chez les patients souffrant de la démence a également été étudiée. Les auteurs confirment eux-mêmes dans la conclusion que leur étude n'est pas représentative, puisqu'il s'agit d'une sélection de maisons de soins et que l'étude inclut davantage de personnes souffrant d'une démence grave. Cependant leur conclusion principale indique que le traitement des symptômes neuropsychiatriques chez les patients déments est peu basé sur les signes cliniques.

À l'heure actuelle, on ne dispose pas de données issues d'enquêtes représentatives concernant la consommation de médicaments neuroleptiques au niveau des centres intégrés pour personnes âgées/maisons de soins au Luxembourg. Les données relatives aux consommations des médicaments sont disponibles à partir des prescriptions pour le milieu extrahospitalier, c'est-à-dire ambulatoire. Les médi-

caments administrés aux résidents des maisons de soins sont prescrits par un médecin en ambulatoire et délivrés par une pharmacie ouverte au public. Les données de consommation en ambulatoire incluent donc celles des personnes résidant dans les maisons de soins. Pour information, chez les personnes d'un âge supérieur à 75 ans, les dix groupes pharmacothérapeutiques les plus utilisés ont été en 2007:

Groupe pharmacothérapeutique	Prévalence (%)
Agents antithrombotiques	51,2
Analgésiques et antipyrétiques	50,3
Produits anti-inflammatoires et antirhumatismaux non stéroïdiens	44,3
Médicaments pour ulcère peptique et le reflux gastro-œsophagien	42,0
Anxiolytiques	33,2
Hypolipidémiants	32,5
Produits topiques pour les douleurs articulaires et musculaires	31,9
Expectorants	30,8
Bêtabloquants	29,6
Laxatives	26,1
Hypnotiques, Sédatives	24,1
Opiacés	23,7

Les médicaments hypnotiques sont au 11^e rang, les médicaments antidépresseurs au 16^e et les médicaments neuroleptiques au 40^e rang, avec une prévalence de 9,9%. D'après ces chiffres, les médicaments neuroleptiques sont faiblement utilisés chez les personnes âgées au Luxembourg, mais ces chiffres ne renseignent pas sur leur utilisation appropriée chez les personnes atteintes d'une démence.

Le règlement grand-ducal modifié du 8 décembre 1999 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services pour personnes âgées et introduisant des normes au niveau des structures et services pour personnes en fin de vie détaillé en son chapitre 4, article 12, points 1) et 2) les normes de personnel à respecter par les gestionnaires des centres intégrés pour personnes âgées et des maisons de soins. À noter que les référentiels établis sont fonction des besoins en aides et soins des pensionnaires accueillis.

Par ailleurs, l'article 5 dudit règlement requiert de tout gestion-

naire de centre intégré pour personnes âgées ou de maisons de soins le développement d'un projet d'établissement tenant compte des besoins particuliers des différentes catégories d'usagers et des situations de fin de vie» ainsi que l'établissement «pour tout usager d'une documentation comportant un projet individualisé d'accueil, un volet médical et une documentation des soins.»

Enfin, l'article 32 instaure le contrôle des structures par des agents du Ministère de la Famille. Dans ce contexte, il y a lieu de relever que le détail des visites effectuées par le service compétent fait partie intégrante du rapport annuel du Ministère de la Famille et de l'Intégration.

Ces exigences, corrélées à celles établies par la législation sur l'assurance dépendance et les contrôles effectués dans ce contexte



par la cellule d'évaluation et d'orientation respectivement par la CNS, obligent à l'organisation de prises en charge adaptées aux besoins des personnes âgées accueillies dans les CIPA et les maisons de soins.

Question 0714 (17.6.2010) de **Mme Viviane Loschetter** (*déi gréng*) concernant l'**organisation du Girl's Day-Boy's Day**:

Comme annoncé depuis quelques années déjà, le Cid-femmes se retirera dès 2011 définitivement de la coordination du projet «Girls' Day-Boys' Day».

Au sujet de ce projet, le programme gouvernemental déclare: «Afin de diversifier les choix scolaires et professionnels des filles et des garçons et de les orienter vers des professions et métiers atypiques, la collaboration entre les acteurs en matière d'orientation sera intensifiée, le Girls' Day-Boys' Day sera généralisé, (...).»

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre:

- Est-ce que Madame la Ministre de l'Égalité des Chances a lancé des démarches pour assurer la pérennité du «Girls' Day-Boys' Day»?

- Comment ce projet sera-t-il organisé à l'avenir? Comment se présentera la généralisation du projet dont est question dans le programme gouvernemental?

Réponse commune (19.8.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*, et de **Mme Françoise Hetto-Gaasch**, *Ministre de l'Égalité des Chances*:

Le Gouvernement tient tout d'abord à réitérer son attachement au «Girls' Day-Boys' Day» et à confirmer la volonté de pérenniser cette initiative lancée par le Cid-femmes et dont le nombre de participants ne cesse de croître depuis des années.

L'organisation de cette journée rencontre parfaitement les objectifs de la stratégie 2020 de l'Union européenne, notamment en matière:

- de lutte contre la ségrégation professionnelle;

- d'augmentation des taux d'emploi et du taux d'emploi féminin en particulier;

- de réduction du taux d'abandon scolaire et d'atteinte des objectifs fixés en matière de niveau de qualification des jeunes;

- d'augmentation de l'intérêt pour la recherche et l'innovation;

- d'amélioration de la transition entre éducation et marché du travail.

L'initiative rentre cependant avant tout dans un contexte d'optimisation continue du système d'orientation professionnelle en offrant aux jeunes une prise de connaissance à la

fois très large et très concrète des différents métiers et professions existant et en essayant d'éliminer les vues stéréotypées susceptibles d'influencer ou de guider les choix professionnels des jeunes en fonction de leur sexe.

Des pourparlers menés au cours des semaines passées entre les divers acteurs impliqués dans l'organisation du «Girls' Day-Boys' Day», il ressort que la coordination de l'édition 2011 sera en principe confiée au service de l'Orientation professionnelle de l'Administration de l'emploi qui agira en étroite concertation avec notamment les services compétents du Ministère de l'Éducation nationale et de la Réforme professionnelle et du Ministère de l'Égalité des chances.

Les détails de l'organisation seront discutés dès la rentrée scolaire en automne.

Question 0722 (24.6.2010) de **MM. Claude Adam** (*déi gréng*), **Fernand Diederich** (*LSAP*) et **Mill Majerus** (*CSV*) concernant la **nature des travaux ayant causé la fermeture des tunnels Mersch et Grouft**:

Nous avons remarqué au cours des derniers mois que les tunnels Mersch et Grouft sur la route du Nord ont souvent été fermés partiellement ou totalement à la circulation routière. Or, ni les utilisateurs ni les responsables communaux n'ont été informés des causes de ces fermetures répétées.

Dans ce contexte, nous voudrions poser la question suivante à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur la nature des travaux (entretien régulier, réparations régulières et extraordinaires, accidents, etc.) qui ont rendu nécessaires les fermetures des tunnels en question au cours des douze derniers mois?

Réponse (12.8.2010) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Dans leur question parlementaire, les honorables Députés souhaitent avoir des précisions sur les travaux effectués dans les «tunnels Mersch et Grouft».

Étant donné que le tunnel Grouft est toujours en construction et fermé à la circulation publique, l'on présume que les honorables Députés visent le tunnel Gousselerbiérg, officiellement mis en service le 24 janvier 2008.

En effet, les fermetures des tunnels Gousselerbiérg et Mersch sur le tracé de la route du Nord au cours des douze derniers mois, à savoir entre le 30 juin 2009 et le 30 juin 2010, se répartissent comme suit:

Tunnel Gousselerbiérg:

Le nombre total de fermetures du tunnel Gousselerbiérg s'élève à 75 pour les raisons suivantes:

Raison de fermeture:	Nombre de fermetures	%
travaux de maintenance, entretien régulier	34	45,33%
alerte/alarme de capteurs (travaux extraordinaires)	18	24,00%
incident	12	16,00%
obstacles sur la chaussée	8	10,67%
accident	3	4,00%
	75 fermetures	100,00%

Tunnel Mersch:

Le nombre total de fermetures du tunnel Mersch s'élève à 42:

Raison de fermeture:	Nombre de fermetures	%
travaux de maintenance, entretien régulier	35	83,33%
alerte/alarme de capteurs (travaux extraordinaires)	3	7,14%
incident	3	7,14%
obstacles sur la chaussée	1	2,38%
accident	0	0,00%
	42 fermetures	100,00%

Question 0724 (24.6.2010) de **M. André Bauler** (*DP*) concernant les **retards en matière d'octroi d'aides financières pour l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur de sources d'énergies renouvelables**:

Il me revient que l'Administration de l'Environnement accuse de nets retards en matière de l'octroi d'aides financières destinées aux particuliers ayant réalisé des projets relatifs à l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur de sources d'énergies renouvelables.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, quelles sont les causes de ces retards? Combien de temps s'écoule en moyenne entre la date de réception d'une demande d'aide financière et le virement de la somme accordée?

- Quelles mesures Monsieur le Ministre propose-t-il de mettre en œuvre pour remédier à cette situation?

Réponse (23.8.2010) de **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, Monsieur André Bauler, j'ai l'honneur de vous communiquer les informations suivantes:

L'Administration de l'Environnement accuse en effet un retard en matière d'octroi des aides financières pour les économies d'énergie et l'utilisation des énergies renouvelables dans le domaine du logement. Il y a cependant lieu de différencier entre les demandes concernant les installations techniques, pour lesquelles ce retard est minime, et celles concernant les mesures d'assainissement énergétique et les nouvelles maisons à performance énergétique élevée, pour lesquelles le délai moyen entre l'introduction de la demande et le paiement de l'aide financière avoisine 15 mois.

Parmi les raisons contribuant à ce retard, il convient de mentionner le nombre élevé de dossiers de demande dont l'Administration de l'Environnement est saisie depuis 2008, suite à l'instauration de programmes de subvention ambitieux pour les mesures d'économie d'énergie et l'utilisation des énergies renouvelables dans les domaines non seulement du logement, mais aussi des appareils électroménagers réfrigérants économes en énergie et des voitures à personnes à faible consommation de carburant. À cela s'ajoute que près de trois

En ce qui concerne la philosophie de l'approche culturelle et pédagogique des activités visées, je voudrais d'abord préciser ceci:

L'art et la pratique de la culture peuvent être un facteur d'intégration, de sensibilisation, de rééducation, de resocialisation, d'épanouissement personnel, quel que soit l'âge et ceci tout au long de la vie. Il est certain aussi que l'école est un lieu unique de démocratisation: elle peut être le théâtre de la démocratisation culturelle et être un acteur pour défendre la pluralité culturelle.

Pour cela, il faut:

- inciter les élèves à tisser des liens solides et diversifiés avec la Culture et veiller à la rencontre avec des œuvres (et de leurs auteurs) d'expressions artistiques auxquelles les élèves n'ont pas accès chez eux. Il faut donc accompagner les enseignants en leur offrant des outils pédagogiques adaptés aux élèves qu'ils forment;

- il faut qu'il y ait diversité tant dans les pratiques artistiques que dans les institutions avec lesquelles travaillent les différentes instances publiques;

- il faut donner la possibilité aux enfants et adolescents d'acquérir des repères culturels (par exemple, les emmener aux concerts afin de leur faire comprendre que la musique ne se résume pas aux CDs ou au MP3, mais qu'elle est un art vivant qui ne saurait exister sans les artistes et ceux qui les entourent).

Mais il est évident que l'école n'est pas le seul lieu de socialisation et de démocratisation: tous les centres d'accueil, tous âges confondus, peuvent être des centres de vie et de pratique de la culture.

Maints projets-pilotes ont déjà été amorcés sous le Gouvernement précédent: ils ont eu et ils continuent, qu'ils soient nouveaux ou déjà bien implantés, d'avoir comme objectif principal une plus grande participation de tous à la culture. Les nombreuses initiatives que j'ai prises ainsi que mes services et les institutions culturelles sous la tutelle du Ministère de la Culture sont une illustration parfaite pour la diversité de l'offre culturelle au Luxembourg, offre qui s'adresse à tout le monde, qu'ils soient jeunes ou moins jeunes.

1. Activités pédagogiques et/ou socioculturelles initiées, organisées ou coorganisées par le Ministère de la Culture

1.1. Avec le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

En hiver 2009, le Ministère de la Culture avait lancé un appel d'offres à la Fédération luxembourgeoise des théâtres professionnels, au TROIS C-L (centre chorégraphique de la danse contemporaine), à l'INECC, à la Fondation de l'architecture, pour demander à leurs membres l'élaboration de descriptifs de projets artistiques (ateliers, workshops, coaching de projets scolaires...) susceptibles de pouvoir être intégrés dans l'enseignement secondaire, tous types d'école confondus. L'accent était mis sur des projets qui pourraient facilement être intégrés dans les programmes scolaires réguliers à travers une autre matière (langues, mathématiques, sports...). Le but consistait à présenter ces projets artistiques dans le cadre des Journées «Projets d'école» (13 et 14 avril 2010 au Forum Geeseknäppchen) organisées par le MENFP. Notons au passage que les membres du

dossiers de demande sur quatre concernant les nouvelles constructions et l'assainissement énergétique de bâtiments existants s'avèrent incomplets après un premier examen et doivent dès lors être retournés au demandeur avant qu'une décision quant à l'octroi de la subvention ne puisse être prise.

Afin de remédier à cette situation, et face aux difficultés de recruter du personnel qualifié propre en attendant la loi relative à la réforme de l'Administration de l'Environnement, il a été décidé début 2010 de renforcer le service des économies d'énergie de l'Administration de l'Environnement par des ingénieurs-techniciens en provenance de sociétés externes. Ce renforcement est opérationnel depuis le mois de mai.

Question 0728 (25.6.2010) de **M. André Bauler** (*DP*) concernant l'**intégration de la culture à l'école et dans les programmes scolaires par la présence d'artistes et d'acteurs culturels**:

Le programme gouvernemental prévoit l'intégration de la culture à l'école et dans les programmes scolaires, notamment à l'école fondamentale, et vise la présence d'artistes et d'acteurs culturels à l'école et dans les établissements d'enseignement secondaire. De plus, il est prévu d'organiser à l'intérieur de maisons de retraite, de foyers pour enfants et d'accueil ainsi que dans les maisons relais, des manifestations culturelles avec la participation d'artistes, d'acteurs, de musiciens, de danseurs et d'auteurs.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

- Le Ministère de la Culture a-t-il déjà élaboré un concept, voire un ou plusieurs projets-pilote en la matière? Dans l'affirmative, Madame la Ministre peut-elle fournir des informations sur la coopération avec d'autres ministères?

- Quels sont les interlocuteurs culturels visés?

- Selon quels critères ces interlocuteurs ont-ils été ou seront-ils choisis?

Réponse (9.9.2010) de **Mme Octavie Modert**, *Ministre de la Culture*:

L'honorable Député s'enquiert sur l'état de réalisation d'une partie de la déclaration gouvernementale du 29 juillet 2009, à savoir les points liés à l'intégration de la culture à l'école et aux manifestations organisées à l'intérieur des maisons de retraite, de foyers pour enfants et d'accueil ainsi que dans les maisons relais.



Lëtzebuurger Schrëftstellerverband interviennent déjà dans le cadre de lectures à l'école et que plusieurs d'entre eux sont régulièrement sollicités. (exemple: Journées de la littérature luxembourgeoise au LGL). Leur disponibilité était signalée aussi lors de ces journées.

Lors de ces journées sept ateliers pratiques ont été proposés sur les sujets suivants:

- le chant choral - donner envie de chanter aux jeunes;

- Architektur an der Schoul - Einbindung von baukulturellen Themen im Schulunterricht;

- le travail de prévention en classe: sensibilisation aux dangers de l'alcool au volant à travers une approche interdisciplinaire;

- recherche chorégraphique sur des thèmes sensibles chez l'adolescent;

- projets participatifs multidisciplinaires orientés danse et/ou théâtre;

- login:music (OPL): Heavy Metal;

- le théâtre: changer les appréhensions en curiosité.

Une réunion entre les animateurs culturels des lycées et les organisateurs a permis un échange d'idées et des débuts de collaboration. Il est à remarquer que beaucoup de lycées classiques, dans le cadre d'un projet d'établissement, travaillent déjà à des projets communs avec des artistes professionnels et que le Ministère de la Culture met souvent en contact des organisateurs potentiels avec des artistes.

Un groupe interministériel MENFP-MC se rencontre régulièrement et est en train de mettre sur pied une Journée «La Culture à l'École» pour l'automne réunissant les animateurs culturels des lycées et les artistes pour les informer de toute collaboration possible entre les écoles et les artistes. Voici quelques exemples de collaboration déjà existante:

- sur base hebdomadaire, ateliers de théâtre avec les élèves du régime préparatoire des lycées suivants: Lycée technique de Bonnevoie, Lycée technique du Centre, Lycée Nic Biever, Uelzecht Lycée, Lycée technique Joseph Bech;

- présentation des ateliers de théâtre des élèves des classes modulaires du LTC au Traffo;

- réunions de préparation du projet ID avec les responsables des lycées;

- préparation de la pièce de théâtre «Jean l'Aveugle» avec les élèves du régime préparatoire du LTB, présentée en année scolaire 2010/2011 dans d'autres lycées;

- diffusion du projet «RapMarathon» (appel à participation). Ce projet s'adresse primordialement aux élèves du régime préparatoire et se déroulera en année scolaire 2010/2011 dans les lycées. Les ateliers de chant rap seront encadrés par des professionnels. Les chansons seront présentées en juin 2011 au Traffo;

- présentation du projet de théâtre KIWI aux élèves des lycées classiques.

1.2. Avec le Ministère de la Famille

Les partenaires sont le Service national de la jeunesse, les gestionnaires des maisons relais, les responsables du club senior.

Le Ministère veut renforcer les projets culturels dans le domaine social. Un premier échange très constructif a eu lieu avec le

secteur «senior» au Ministère de la Culture en collaboration avec le Ministère de la Famille au mois d'avril dernier. Les interlocuteurs ont été, entre autres, la Confédération luxembourgeoise des prestataires et ententes dans les domaines de prévention, d'aide et de soins aux personnes dépendantes (COPAS a.s.b.l.), l'Entente des gestionnaires des institutions pour personnes âgées (EGIPA a.s.b.l.) et l'initiative RBS (Réinsertion, Bildung, Schoulung).

Ont été constatées la quantité et qualité considérables des actions culturelles existant déjà dans ce secteur. Les multiples concerts organisés par l'UGDA notamment dans le cadre de la fête de la musique, les projets initiés par l'Institut européen de chant choral (INECC), les bourses aux talents, les ateliers créatifs, les cours de danse, les visites et formations culturelles (académie senior) avec une participation active de la part de personnes âgées sont des expériences excellentes qui peuvent être des exemples modèles («best practice») pour d'autres groupes et institutions sociales.

1.3. D'autres partenaires sont les communes à travers le Syvicol, la Fédération luxembourgeoise des théâtres professionnels, comme représentant des théâtres et des acteurs de théâtre, le TROIS C-L (centre chorégraphique de la danse contemporaine) comme représentant des danseurs, l'INECC, la Fondation de l'architecture, le CarréRotondes, le LSV (Lëtzebuurger Schrëftsteller Verband) et les animateurs culturels des lycées du secondaire, l'Union Grand-Duc Adolphe (UGDA) qui, à la demande du Ministère, a organisé, dans le cadre de la Fête européenne de la musique le 21 juin, des programmes musicaux dans des écoles, six maisons de retraite CIPA, le Blannenheem à Mersch, trois hôpitaux (St Louis, CHL, Esch).

Depuis neuf ans maintenant, le Ministère de la Culture et le Centre national de littérature, en collaboration étroite avec l'Amicale des enseignants d'Echternach et la commune d'Echternach, organisent une résidence d'auteur pour enfants et adolescents «Struwelpippi kommt zur Springprozession». Les partenaires actifs sont les écoles de l'enseignement fondamental d'Echternach, de Rosport et de Wasserbillig, les lycées d'Echternach et de Grevenmacher, l'Institut Saint Willibrord et l'Université du Luxembourg (Campus Walferdange).

Le Kulturhuëf Grevenmacher a élaboré tout un programme pour scolaires, enfants et adolescents et, de temps en temps (fête de la musique 2010), avec les institutions pour handicapés (Betzdorf). Dernier né en collaboration avec l'école primaire de Grevenmacher (4^e cycle, 2^e année): un livre écrit par des enfants et imprimé dans le musée de l'imprimerie.

On trouvera, dans les chapitres suivants, des descriptions détaillées des manifestations et activités culturelles développées, à la demande du Ministère de la Culture, par des institutions ou associations culturelles conventionnées:

2. Activités de la Philharmonie, de la Fondation EME (Écouter pour mieux s'entendre) et de l'Orchestre Philharmonique du Luxembourg (OPL) dans le cadre d'événements musicaux décentralisés et d'offres pour les enfants, les jeunes et les personnes en situation sociale difficile.

Poursuivant son objectif de dépasser les barrières sociales et

d'apporter la musique à ceux qui n'y ont pas forcément accès, la Fondation EME (Écouter pour mieux s'entendre) a, depuis sa création en janvier 2009, mis en place de nombreux projets au sein de diverses structures médicales, sociales et pédagogiques du Luxembourg. Indépendante, la Fondation bénéficie toutefois d'un soutien important de la Philharmonie: contact privilégié avec les artistes, mise à disposition d'espaces de la salle de concerts, implication de collaborateurs de la Philharmonie dans la gestion de la Fondation...

- Concerts dans les unités de soins palliatifs des hôpitaux du Grand-Duché/maisons de soins/foyers de jour Alzheimer (ALA)

- 80 concerts par an;

- concerts de musique folklorique ou classique par des musiciens de l'OPL ou artistes résidant au Luxembourg.

Concerts au sein de services pédiatriques et institutions au service de l'enfance:

- juin 2010: trois concerts à l'Hôpital Kirchberg et pour Kriibs-krank Kanner;

- une dizaine de concerts prévus pour l'hiver 2010;

- des musiciens de l'OPL et une narratrice présentent les instruments de musique et proposent des fables et histoires en musique.

- Projet créatif «Wassa-Wasser» avec des enfants de foyers d'accueil et de centres de l'éducation différenciée:

- fin 2009, encadrement par un éducateur et un musicien pédagogue;

- construction d'instruments de percussion, élaboration d'un spectacle et présentation à la Philharmonie (Espace Découverte, décembre 2009).

- Projet «Malkonzerte» avec les enfants de 80 classes de l'éducation différenciée (automne 2010)

- ateliers à la Philharmonie, encadrés par des musiciens de l'Orchestre Philharmonique du Luxembourg (OPL) et un artiste médiateur; les enfants expriment par le dessin ce qu'ils ressentent à l'écoute de la musique interprétée par une formation classique.

De plus, la Philharmonie a organisé, au cours de la saison 2009/2010, 27 concerts scolaires pour 4.500 enfants en collaboration avec le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.

- En collaboration avec la ville de Luxembourg, selon la Convention conclue entre la Fondation Henri Pensis et la ville de Luxembourg, l'OPL s'engage de réaliser des projets pour enfants et jeunes à travers les activités pédagogiques «login.music» qui se déroulent dans le cadre de partenariats avec les différentes entités de la ville de Luxembourg (Service de l'enseignement, Grand Théâtre, Cinémathèque) ainsi que le CarréRotondes.

Dans le domaine des maisons de retraite, l'article 6 de la convention prévoit que des concerts en formation de musique de chambre destinés aux résidents du Konviktsgaard, des hospices civils et de la Fondation Pescatore sont organisés par l'OPL et assurés par ses solistes».

3. Activités organisées par l'a.s.b.l. «CarréRotondes»

L'a.s.b.l. «CarréRotondes» est l'association qui a, après le succès de l'année culturelle 2007 pris le

relais de la structure qui avait organisé «Luxembourg et Grande Région, Capitale européenne de la Culture 2007». Dans sa mission de centre culturel «pour jeunes publics et public jeune», cette a.s.b.l., conventionnée avec le Ministère de la Culture et la ville de Luxembourg travaille, avec l'aide du Ministère de l'Éducation nationale, en relation étroite avec le milieu scolaire, ceci surtout dans son volet Traffo, (arts de la scène pour jeunes publics entre 18 mois et 18 ans).

Ainsi, pour la saison 2010/2011, pas moins de 226 événements sont programmés, dont 176 représentations publiques avec un public atteignant quelque 20.000 spectateurs, les autres étant surtout des ateliers créatifs, dont beaucoup ont lieu dans les écoles.

Puisque les dispositifs techniques pour des représentations d'art de la scène sont en règle générale compliqués, pratiquement toutes les représentations publiques se déroulent au CarréRotondes, vers lequel les groupes d'enfants ou d'adolescents sont le plus souvent acheminés par transport public. Par contre, de nombreux spectacles professionnels sont accompagnés par des offres d'ateliers pour les jeunes, ateliers qui souvent se déroulent dans les enceintes scolaires.

Mais le défi le plus important est l'implication des jeunes comme participants actifs dans la création culturelle. Ainsi, la collaboration entre le CarréRotondes et le régime préparatoire d'un nombre croissant de lycées à travers le pays est plus particulièrement axée sur des liens durables entre les écoles et l'institution culturelle.

En effet, sur une suggestion de la Ministre de l'Éducation nationale, l'a.s.b.l. CarréRotondes a choisi de travailler, pour des projets participatifs impliquant les élèves non seulement comme spectateurs, mais également en tant qu'acteurs, avec la population scolaire du régime préparatoire, jusque-là moins ciblée par une offre culturelle soutenue. Une médiatrice pour ce type de projets travaille en collaboration avec d'abord le Lycée technique de Bonnevoie et, chemin faisant, avec les autres lycées du pays. En dehors des ateliers en marge de spectacles au CarréRotondes, le point fort est de plus en plus mis sur des créations avec les élèves.

Le projet phare a été celui du «ID», spectacle de danse, de hip-hop et de théâtre écrit et représenté par les élèves eux-mêmes avec l'encadrement de professionnels. Le projet s'est avéré être une réussite impressionnante, tant du point de vue artistique que pour son effet motivateur pour les personnalités des 60 jeunes protagonistes. Le projet va être continué, tout comme le «Dance», qui englobe des jeunes de tous horizons, avec cette année-ci une édition intergénérationnelle impliquant des danseuses et danseurs dudit «troisième âge».

4. Activités organisées par l'Institut européen de chant choral (INECC)

Concernant l'art en maisons de retraite et en particulier la musique, les exercices de stimulation sensorielle produisent des effets remarquables aussi bien sur les personnes âgées bien portantes que sur celles frappées d'une maladie neurodégénérative.

Le Ministère de la Culture a chargé l'INECC de mettre en place des formations basiques à

l'intention du personnel de l'éducation nationale (écoles fondamentales et lycées) et du Ministère de la Famille (foyers de jour, maisons relais, maisons de jeunes, maisons de retraite...) de manière à leur donner les bases nécessaires et indispensables pour faire chanter correctement des enfants, des adolescents ou des personnes âgées.

Ainsi, l'INECC assure-t-il la formation de formateurs et intervient dans les écoles (formations communes avec la MUSEP ou en direct dans les classes), dans les maisons relais, les maisons de retraite, les hôpitaux psychiatriques d'Ettelbruck et d'Esch-sur-Alzette, le Centre pénitentiaire de Schrassig.

Voici le programme mis en route par l'INECC pour l'année scolaire 2009/2010:

- Écoles primaires et secondaires: Formations sur trois mois à Dudelange, Luxembourg-Bonnevoie (écoles primaires et lycées techniques), Colmar-Berg (école primaire) et Diekirch. Intervenants: Camille Kerger, Jean-Philippe Billmann et Stephany Ortega.

- Pendant la journée «Tour de mélodie» le 2 juin 2010 au Centre culturel de Rencontre Abbaye Neumünster, 1.750 élèves des écoles primaires et préprimaires ont profité des ateliers de l'INECC.

- L'INECC offre en permanence des formations aux instituteurs et aux professeurs.

- Édition du livre avec CD «Rock de Wollef» pour les maisons relais.

Les formations de l'INECC dans le domaine du social sont les suivantes:

- Formation de trois mois pour les «parents de jour» („Dagesel-teren”).

- Formation pour le personnel des maisons de retraite et de soins en collaboration avec l'a.s.b.l. RBS Itzig. Au programme: technique vocale, choix et adaptation du répertoire, édition et mise à disposition du répertoire travaillé, deux concerts avec les habitants des maisons de retraite, création d'un chœur permanent des soignants.

- Projet «Contre la pauvreté» en collaboration avec Caritas, Stëmm vun der Strooss, ATD Quart Monde, Femmes battues.

- Répétitions régulières à Beggen avec les bénéficiaires des institutions. Atelier d'écriture avec l'auteur Nico Helminger. Mise en musique de textes élaborés par des compositeurs (Emmanuel Séjourné, Ernie Hames, Philippe Partridge, Georges Urwald...). Présentation de ces compositions vers le 17 octobre (Journée mondiale de la lutte contre la pauvreté) au CarréRotondes.

- Financement d'un CD life par Caritas du concert, distribution gratuite.

- Travail régulier mensuel dans le département psychiatrique du CHEM Esch.

- À partir de septembre 2010, répétitions à Esch et à l'Hôpital psychiatrique d'Ettelbruck.

6. Activités organisées par les Archives nationales, Luxembourg (ANLux)

Les Archives nationales contribuent à l'éducation culturelle des

jeunes à travers des ateliers pédagogiques, des visites guidées ou autres manifestations dans ses locaux. De nouveaux outils pédagogiques sur Internet à l'intention des jeunes sont actuellement en élaboration et seront mis en ligne fin 2010.

Vu le caractère unique et l'état souvent fragile des sources historiques conservées au sein des ANLux, il est impossible de transporter et de sortir les documents originaux dans des écoles, foyers ou maisons relais, d'où l'utilité de recourir à la virtualité passionnante qu'offre la toile.

7. Activités organisées par la Bibliothèque nationale de Luxembourg (BnL)

La Bibliothèque nationale de Luxembourg propose des visites guidées destinées aux classes d'élèves de l'enseignement secondaire (III^e-I^{er}) et de l'enseignement secondaire technique (11^e-13^e). Les professeurs intéressés ont le choix entre deux options possibles, soit une visite guidée de la BnL sur place, soit une visite «virtuelle» de la BnL. Cette dernière option signifie que la responsable du Service pédagogique se déplace - sur demande des professeurs - aux lycées, afin d'y effectuer une présentation devant les élèves. Dans le cadre de ces visites, la BnL se propose d'offrir aux élèves ainsi qu'à leurs professeurs un aperçu:

- des missions de la BnL;

- des collections de la BnL: livres, revues et journaux luxembourgeois et non luxembourgeois, affiches, gravures, cartes postales, livres d'artiste; les collections numériques («portail bnu», «e-Luxemburgensia» e.a.);

- des multiples services qu'elle offre. Une attention particulière est accordée aux services électroniques (catalogues, outils de recherche, réservations en ligne).

Activités futures envisagées:

La Bibliothèque nationale et les Archives nationales envisagent d'organiser des activités pédagogiques communes. L'organisation commune de «rallyes» (c'est-à-dire jeux de questions-réponses axés sur un parcours bien déterminé) dans le cadre de manifestations officielles telles que la «Journée mondiale du livre et du droit d'auteur» a été retenue comme une option.

Question 0729 (25.6.2010) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant le **service de garde des pharmacies dans le nord du pays:**

Vum Hierscht 2006 un ass een neien „Service de garde“ bei den Apdikten a Betrib geholl ginn, dee fir eng Rei vu Leit, speziell am Norden an de Kantone Klierf a Wolz, eng Verschlechterung duerstellt. Jee nodeems wat fir eng Apdik Service huet, a jee nodeems wou ee wunnt, ass een Trajet vu 50 Kilometer ze fueren (aller-retour 100 Kilometer).

Fir Persounen mat ageschränkter perséinlecher Mobilitéit ass dëst eng ganz schwierig Situatioun, well mam öffentlechen Transport ass dëst onméiglech a grad an dëse Stonnen existéiert dëse jo och nach net.

Do derbäi hunn d'Apdikten ee Service public ze garantéieren an déi begrenzten Zuel vun de Konzessionne bréngt et jo mat sech, datt den Apdikter manner der Konkurrenz ausgesat ass. Als Géigeleeschung soll de Leit dann awer periodesch, ausserhalb de normalen Öffnungszäiten, eng Apdik zur Verfügung stoen.

An de Kantone Klierf a Wolz si fënnf Apdikten etabléiert an déi garantéiere knapps 20 Deeg am Mount een „Service de garde“. Déi aner zéng Deeg mussen sech d'Leit aus dësen zwee Kantonen an d'Nopeschkantonen oder awer an d'Grenzregioun déplaéieren.

Et ass schonns méi dacks versprach ginn, awer bis elo ass nach näischt geschitt. Eng weider Apdik am heijen Norde war virgesinn, mä dës géif och de Problem net ganz léisen.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1. Wat gedenkt den Här Minister ze ënnerhuelen, fir de Betreffenen eng verbessert geographesch Ofdeckung unzëbidden?

2. Op d'parlamentaresch Fro Nr.1923 aus dem Joer 2007 vum Jemp Koepp (cf. *compte rendu n°1/2007-2008*), hat den Här Minister eng weider Apdik am heijen Norden an Aussicht gestallt. Wéi ass haut hei, no dräi Joer, dem Här Minister seng Äntwert:

- Wa jo, wou an a wat fir engem Zäitraum ass dës programméiert?

- Wann neen, wat sinn déi genee Grënn?

Réponse (29.7.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé:*

Wéi a menger Äntwert op d'Fro Nr.1923 aus dem Joer 2007 vum deemolegen Deputéierte Jean-Pierre Koepp schonns ënnerstrach, gëtt d'Fro, ob de Bereetschaftsdéngscht vun den Apdikten d'Demande vun de Leit an dëser oder där Géigend vum Land genügend ofdeckt, ëmmer erëm opgeworf. Dëst ass verständlech, well et ass wichteg, datt d'Apdikten der Populatioun een adequate Service public assuréieren.

Et ass awer och esou, datt d'Distanzen a ländleche Géigenden, besonnesch am Norden, noutgedronge méi grouss sinn ewéi a Ballungsgebieder. D'Zuele beleeën och, datt haut de Bereetschaftsdéngscht manner an Usproch geholl gëtt wéi an der Zäit.

Als Virbereedung op d'Reorganisatioun vum Bereetschaftsdéngscht am Norden huet de Syndikat vun den Apdikter mat den Apdikten aus dem Norden während engem Joer (2005-2006) konkret Zuelen erhuewen. Dëse Sondage huet erginn, datt d'Apdikten am Norden während enger Garde vu siwen Deeg an der Moyenne zwou bis dräi Ordonnancen no 08.00 Auer owes ageléist hunn. D'Halschent dovun ware Repetitioone vun méi ale Rezepten oder Ordonnancen, déi net vum selwechten Dag waren. Och haut, véier Joer méi spéit, huet sech laut Syndikat un dëser Realitéit näischt geännert, am Géigendeel, d'Zuelen géingen no ënne weisen.

Am Wanter 2008/2009 hunn déi sechs Apdikten aus dem Éislek sech zesummegegoen an hunn ofwiessend hir Ouvertureszäite bis 08.00 Auer owes verlängert. Dës Méiglechkeet ass leider net vun de Patiente genotzt ginn, obwuel d'Informatiounen un

d'Dokteren an un d'Spideeler aus der Émgéigend weidergeleet goufen. Well no den normalen Ouvertureszäite kee Patient méi an d'Apdik komm ass, ass dës zousätzlech Offer neess fale ge-looss ginn.

D'Apdikten aus dem Norden beméie sech een adequate Service public unzëbidden an duerch flexibel Zäiten der Populatioun eng adequat Offer unzëbidden. Déi zwou Apdikte vu Wolz hunn esou zum Beispill all Dag riicht duerch vun 08.00 bis 20.00 Auer hir Dieren op a Samsdes sinn d'Apdikten am Éislek - ausser déi vun Housen - bis iwwe Mëtteg op. Déi Apdik, déi de Bereetschaftsdéngscht mécht, ass natierlech dee ganzen Dag op.

De Bereetschaftsdéngscht am Norden funktionéiert esou, datt do ëmmer zwou Apdikte vun de sechs Apdikten Déngscht hunn. Dobäi gëtt drop opgepasst, datt net zwou Apdikten, déi ze wäit vun der Nordspëtzt vum Land ewech sinn, zesummen Déngscht hunn.

D'Neischaafunge vu Konzessionne mussen den demographeschen a geographeschen Émstänn Rechnung droen, fir eng equitabel Verdeelung vun den Apdikten sécherzestellen.

Wat d'Neischaafung vun enger weiderer Apdik am Norden ueget, sou ass et esou, datt den Norde vun eisem Land ëmmer nach relativ wéineg besiedelt ass. D'Neischaafung vun enger Apdik gëtt weider an d'Aa gefaasst, fir neie Wunngebieder, déi an de leschte Jore geschaf goufen oder nach geplangt sinn, esou wei aneren Attraktiounspunkten, Rechnung ze droen. An dësem Zesammenhang ënnersiche meng Servicer am Moment zwee méiglech Sitë fir eng zukünfteg nei Apdik am Norden.

Question 0731 (28.6.2010) de **M. Eugène Berger** (DP) concernant la **surveillance des personnes en service extérieur:**

Il me revient que de plus en plus de personnes qui travaillent dans le service extérieur se voient soumises à une surveillance de la part de leur employeur par des moyens techniques qui permettent par exemple de localiser la personne concernée à tout moment.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Une telle surveillance des personnes en service extérieur est-elle conforme aux dispositions du droit de travail et aux dispositions de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel?

- L'employeur doit-il informer les personnes concernées au cas où il souhaite les surveiller?

Réponse (10.9.2010) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

En ce qui concerne la surveillance sur le lieu de travail par l'employeur l'article L.261-1 du Code du Travail limite cette possibilité aux cinq cas de figure suivants, pour les besoins de sécurité et de santé des salariés; pour les besoins de la protection des biens de l'entreprise; pour le contrôle du processus de production portant uniquement sur les machines; pour le contrôle tem-

poraire de production ou des prestations du salarié, lorsqu'une telle mesure est le seul moyen pour déterminer le salaire exact; et dans le cadre d'une organisation de travail selon l'horaire mobile.

À noter que, sauf pour les besoins de la protection des biens de l'entreprise et pour le contrôle du processus de production, le comité mixte a pouvoir de décision conformément aux points 1. et 2. de l'article L.423-1 du même Code.

Par ailleurs l'employeur est obligé, dans tous les cas, d'informer au préalable le salarié concerné, le comité mixte, ou, à défaut, la délégation du personnel, ou, pour les entreprises occupant moins de 15 salariés, l'Inspection du travail et des mines.

Question 0733 (29.6.2010) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant le **projet «Ambient Assisted Living (AAL)»:**

Vor einigen Tagen informierte der Fonds national de la Recherche zum wiederholten Male über die Möglichkeit, im Rahmen eines europäischen „Joint Program“-Forschungsprojektes, an dem 20 EU-Staaten sowie drei assoziierte Staaten teilnehmen, nationale Forschungsvorhaben für das „Ambient Assisted Living Program (AAL)“ vorzuschlagen. Hierbei handelt es sich darum, technologiebasierte Lösungen zu finden, welche die Unabhängigkeit von älteren Menschen bei ihrem „Verbleib zu Hause“ unterstützen sollen.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Welche AAL-Forschungsprojekte wurden in den letzten 18 Monaten konkret in Luxemburg umgesetzt und vom FNR unterstützt?

2) Wer ist Träger dieser Projekte? Welche Personengruppen haben direkten Nutzen aus diesen Projekten gezogen? Werden die realisierten Projekte zurzeit in der Regelversorgung weiter geführt?

3) Wieso kam es zum „call 3“ im angesprochenen „Joint Program“-Projekt? Wie steht es mit dem nationalen Forschungsinteresse in Sachen AAL?

4) Welche Forschungsinstitute in Luxemburg sind besonders angesprochen in dieser Forschungsthematik aktiv zu werden?

5) Wo steht Luxemburg im Vergleich zu anderen Staaten in Sachen Umsetzung von AAL-Lösungen? Gibt es Vergleichsstudien?

6) Denkt die Regierung daran, in Luxemburg entwickelte AAL-Technologie-Lösungen kommerzialisieren zu lassen?

Réponse (10.8.2010) de **M. François Biltgen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Das „Ambient Assisted Living“-Programm wurde auf der Grundlage des Artikel 185 des EU-Lissabonvertrages als mitgliedgesteuertes Programm ins Leben gerufen, welches durch das 7. Rahmenprogramm für Forschung und Entwicklung der EU eine Teilfinanzierung erhält. Das Programm wird durch die Forschungsfinanzierungsagenturen der Mitgliedstaaten implementiert, startete im Jahre 2008 und hat eine Laufzeit von insgesamt sechs Jahren bis Ende 2013. Derzeit umfasst die AAL-Association 23 Mitgliedsländer, auf Luxem-

burger Seite sind der Fonds national de la Recherche und Luxinnovation Mitglieder des Programms.

Die Regierung unterstützt seit 2008 das AAL Programm, hierbei verpflichtete sie sich auf eine jährliche Unterstützung von maximal 600.000 € für luxemburgische Projektpartner. Bislang wurden vier Projekte mit LuxemburgerBeteiligung vorgeschlagen, drei davon wurden positiv durch unabhängige Experten nach dem sogenannten „international peer-review“ Verfahren bewertet und werden derzeit finanziell unterstützt.

Das Hauptaugenmerk dieses Programms und somit der zurückgehaltenen Projekte dreht sich um die Auswirkungen der Anwendung der modernen Informations- und Kommunikationstechnologien auf das Leben älterer bzw. behinderter Menschen. Dieses Programm deckt sich daher sowohl mit den Aktivitäten unserer öffentlichen Forschungszentren als auch jener privater Unternehmen und Organisationen. Auf öffentlicher Seite kann man die Universität Luxemburg mit ihrer INSIDE-Abteilung, das CRP Henri Tudor mit den Abteilungen CITI und SANTEC und das CRP Gabriel Lippmann mit seiner Abteilung ISC anführen. Im privaten Bereich bekundeten bislang acht private Unternehmen ihr Interesse. Des Weiteren nahmen auch als potentielle Endverbraucher wie HELP Doheem Versuergt sowie die Stiftung Hëllef Doheem aktiv an den Ausschreibungen teil.

Sollten bei den von AAL unterstützten Projekten Technologie-lösungen entwickelt werden, welche ausgesprochenes Innovationspotential aufweisen, so wird die Regierung diese Anstrengungen so weit wie möglich unterstützen. Ich möchte in diesem Zusammenhang noch einmal daran erinnern, daß gerade der Valorisierung der Ergebnisse der öffentlichen Forschung ein besonderes Augenmerk der Regierung gilt.

Question 0735 (30.6.2010) de **M. Alex Bodry** (LSAP) concernant les **associations d'intérêt collectif:**

L'économie solidaire au Luxembourg se définit encore largement par des initiatives sociales pour l'emploi. Pourtant, cette forme de l'économie est censée couvrir un champ d'action beaucoup plus large que la seule réinsertion des demandeurs d'emploi dans le travail.

Vu l'absence d'un statut juridique, définissant clairement le domaine d'activités de l'économie solidaire, ce «troisième pilier» de l'économie nationale est souvent critiqué de créer une concurrence déloyale face aux entreprises privées établies dans les différents secteurs.

Le programme gouvernemental de 2009 envisage d'élaborer un projet de loi sur l'association d'intérêt collectif.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre délégué à l'Économie solidaire:

- Quelles sont les vues du Gouvernement sur le développement de l'économie solidaire dans notre pays?

- Est-ce que le projet de loi sur l'association d'intérêt collectif est déjà en phase d'élaboration?

Réponse (4.8.2010) de **Romain Schneider**, *Ministre délégué à l'Économie solidaire*:

Notre société compte en son sein un nombre impressionnant et souvent méconnu d'acteurs d'une économie solidaire, citoyenne, qui cherche à satisfaire les besoins réels des hommes, souvent non satisfaits par l'économie de marché classique et le secteur public, agissant dans un esprit d'entraide, non spéculatif, et en ayant recours dans la mesure du possible aux efforts de ceux qui sont à la recherche d'un emploi.

Le Gouvernement a décidé de promouvoir l'économie solidaire de façon plus active et ciblée en mettant à sa disposition un ministre spécialement délégué à l'économie solidaire.

Cette décision traduit non pas simplement un effort de «réparation» par rapport à certains déficits sociaux, mais bien une volonté de conférer une meilleure visibilité à ce secteur qui présente une forme alternative d'activité économique et qui mérite d'être reconnu et promu davantage.

Concrètement l'approche du Gouvernement est fondée sur le constat qu'économie solidaire et initiatives sociales pour l'emploi ne sont pas synonymes et devront bénéficier chacune d'une réglementation spécifique même s'il devait rester des interférences évidentes entre les deux domaines.

La mise en œuvre de cette approche implique des réflexions sur l'opportunité d'une loi cadre pour l'économie solidaire axée autour de deux volets majeurs: un premier volet d'ordre financier concernant le débat sur un fonds pour l'économie solidaire et un deuxième volet plus général concernant les spécificités du secteur.

Pour consolider et légitimer sa présence parmi les autres acteurs économiques, l'économie solidaire a besoin d'instruments juridiques appropriés qui répondent à sa finalité d'intérêt général tout en lui permettant d'agir dans le respect des règles du marché.

Son défi consiste à surmonter les réticences souvent mal fondées à son égard et à convaincre de son utilité sociale par l'exemple de ses bienfaits.

Le département de l'économie solidaire, opérationnel depuis le 1^{er} mars 2010, fera fonction de plateforme de réflexion et de promotion de ce secteur en favorisant son développement et sa compréhension par la recherche scientifique et la création d'un cadre légal approprié à ses activités.

L'approche préconisée consiste à concentrer dans un premier temps nos efforts sur une meilleure connaissance et analyse du secteur.

Un des objectifs majeurs de cette démarche sera de rassembler des données factuelles parlantes permettant de briser la réduction classique du secteur de l'économie solidaire aux seules initiatives d'insertion et de réinsertion et de lui conférer une identité conceptuelle qui permettra de rendre visibles les effets positifs du secteur en termes de plus-value sociale et de retombées économiques.

Dans ce cadre un premier projet de cartographie est en cours d'élaboration. Il s'agit d'un site Internet interactif permettant de recenser les acteurs de l'économie solidaire au Luxembourg, de les mobiliser, de définir collec-

tivement les contours de l'économie solidaire, d'établir une nomenclature de ses activités, de stimuler le travail en réseau et de contribuer à la création d'activités, d'emplois, ainsi qu'à l'émergence de nouveaux projets.

Il est également prévu d'instituer une plateforme pour un dialogue social sur l'économie solidaire qui permettra d'identifier les besoins, les attentes, mais aussi les difficultés du secteur. Dans ce cadre seront notamment examinées les critiques qui sont régulièrement formulées à l'encontre de l'économie solidaire pour identifier à partir d'une polémique peu différenciée les véritables problèmes qui doivent être solutionnés dans le domaine notamment du droit de la concurrence et des marchés publics.

Le chantier de l'économie solidaire est d'une grande complexité au niveau de ses implications et enjeux; il excède en tout cas la seule question de l'opportunité d'une nouvelle forme juridique appropriée et implique des concertations et surtout des efforts de réflexion préalables avec d'autres ministères directement concernés.

Des travaux de concertation sont actuellement en cours et couvrent, entre autres, le projet d'une nouvelle forme d'association d'intérêt collectif qui est examiné de concert avec le Ministre de la Justice dans le cadre de la réforme générale de la loi sur les associations. Il est envisagé d'approfondir ces réflexions afin de déterminer quelle forme juridique répond au mieux aux attentes du secteur tout en respectant les exigences du marché en matière de droit de la concurrence et de protection des tiers.

En prenant appui sur ce qui se fait au niveau européen ainsi que dans d'autres pays qui connaissent une montée du thème de l'économie sociale et solidaire, il est prévu d'élaborer un rapport sur l'économie solidaire au Luxembourg qui permettra de rendre compte de son poids dans l'économie luxembourgeoise, de ses caractéristiques et de son apport en termes de richesse sociale et de développement durable, mais aussi de ses préoccupations et fragilités; ce sera un outil de base pour asseoir et orienter une politique d'action pour ce secteur qui permettra de l'intégrer plus facilement dans les politiques publiques nationales et locales.

Question 0736 (30.6.2010) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la **prime pour véhicules à deux roues à propulsion alternative**:

Les primes «CAR-e» et «CAR-e plus» ont contribué à l'essor des voitures économes en carburant et émettant par conséquent moins de CO₂. Cette prime est également accordée aux voitures électriques, hybrides ou fonctionnant au gaz.

Or, plusieurs sociétés commerciales également des deux-roues électriques, voire un trois-roues hybride, au Grand-Duché de Luxembourg. Tout comme pour les voitures, les motos et scooters électriques sont grevés d'un surcoût important à l'achat par rapport à des véhicules similaires propulsés par un moteur classique.

Dans ce contexte, je souhaite poser la question suivante à Monsieur le Ministre du Développement durable:

- Monsieur le Ministre est-il prêt à étendre les avantages accordés aux voitures également aux deux-roues et véhicules assimilés électriques, hybrides ou fonctionnant au gaz?

Réponse (23.8.2010) de **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, Monsieur Fernand Kartheiser, j'ai l'honneur de vous confirmer que le Gouvernement est conscient du rôle important que la mobilité électrique sera amenée à jouer dans les années à venir. De ce fait, le plan d'action national en matière d'énergies renouvelables que le Gouvernement vient d'adopter en date du 23 juillet 2010 indique un développement ambitieux de la mobilité électrique: il est ainsi estimé que l'électricité produite sur base de sources d'énergie renouvelables et utilisée dans le domaine des transports pourrait représenter quelque 10.400 tonnes d'équivalent pétrole en 2020, dont près de la moitié pour les transports routiers, ce qui correspond à environ 40.000 véhicules.

À noter qu'une «plateforme mobilité électrique», créée sur initiative du Centre de Recherche Public Henri Tudor et de Enovos et bénéficiant du support du Ministre du Développement durable et des Infrastructures, rassemble les acteurs intéressés dans ce domaine. L'objectif poursuivi est la mise en commun des compétences des différents partenaires afin de fournir une base solide au développement de la mobilité électrique au Grand-Duché. Parmi les missions de la plateforme figurent notamment l'information, l'échange de savoir-faire, la mise sur pied d'une veille technologique et commerciale, tout comme l'élaboration d'idées pour des projets de démonstration et la formulation de recommandations pour l'orientation de la politique nationale.

Comme le remarque à juste titre l'honorable Député, Monsieur Fernand Kartheiser, les voitures électriques sont à l'heure actuelle éligibles pour la prime «CAR-e» de 1.500 €. Au moment d'élaborer ses propositions pour ce qui est de la poursuite du régime d'aides financières pour la promotion des voitures à personnes à faibles émissions de CO₂, au-delà du 31 décembre 2010, le Gouvernement analysera s'il est opportun d'étendre ce régime aux véhicules autres que les voitures à personnes.

Question 0737 (1.7.2010) de **M. Ben Scheuer** (LSAP) concernant le **trafic de poids lourds dans les localités de Bech-Kleinmacher et Wellenstein**:

L'autoroute A13 reliant le Luxembourg à la Sarre devrait contribuer à dégager les communes de la région du trafic des poids lourds et faire augmenter la qualité de vie et la sécurité des habitants. Or, tel n'est pas le cas pour les localités de Bech-Kleinmacher et Wellenstein.

En effet, étant donné que les camions ne sont pas autorisés à emprunter l'accès autoroutier de Schengen pourtant très proche et que les transporteurs ne veulent pas ou ne peuvent pas effectuer le détour par l'Allemagne, le trafic ne cesse de s'écouler péniblement par les ruelles des villages concernés.

- Voilà pourquoi je prie Monsieur le Ministre de bien vouloir m'informer sur la recherche de solutions opérationnelles pour mettre fin à une situation connue qui perdure et s'aggrave.

Réponse (25.8.2010) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Dans sa question parlementaire l'honorable Député s'enquiert sur les solutions envisageables en vue de l'apaisement du trafic lourd traversant les localités de Bech-Kleinmacher et Wellenstein.

Suite à l'ouverture en 2003 du dernier tronçon de l'A13 reliant le Luxembourg avec la Sarre, les instances étatiques ont saisi l'occasion d'adapter les itinéraires obligatoires des poids lourds en général et plus particulièrement la circulation de ceux-ci sur certaines voies publiques dans la région sud-est du Luxembourg.

Dans ce contexte, il convient de rappeler le règlement grand-ducal du 17 novembre 2003 interdisant la circulation de poids lourds sur certaines voies publiques dans le coin des trois frontières entre la France, l'Allemagne et le Luxembourg, qui interdit aux conducteurs de poids lourds d'accéder, depuis la N10, à l'autoroute A13 en empruntant l'échangeur de Schengen.

En effet, d'une part, l'échangeur de Schengen présente une forte déclivité de sorte que les véhicules lourds n'atteignent qu'une vitesse réduite lorsqu'ils accèdent à l'autoroute.

D'autre part, au vu de la situation géographique de l'échangeur de Schengen, à savoir à proximité directe de l'entrée du tunnel Markusbiert, un aménagement d'une bande d'accélération de longueur suffisante pour garantir l'insertion en toute sécurité des poids lourds dans le trafic autoroutier est impossible. Lors de l'établissement du dossier de sécurité du tunnel Markusbiert revendiqué par les dispositions de la directive 2004/54/CE concernant les exigences de sécurité minimales applicables aux tunnels du réseau routier trans-européen, l'étude des risques de l'exploitation du tunnel Markusbiert avait retenu de fermer aux poids lourds l'accès à l'A13 à partir de la N10, notamment pour les raisons suivantes:

- trop grandes différences de vitesse entre les véhicules entrant respectivement circulant sur l'autoroute;

- manque de visibilité dû à la forte pente longitudinale de 5% du tunnel;

- grandes différences clair-obscur pendant la phase journalière diurne.

Ladite interdiction a donc été introduite afin de garantir la sécurité de tous les usagers de la route.

D'autres solutions, comme par exemple la concentration du trafic autoroutier sur la bande de gauche et la réservation de la bande de droite au trafic en provenance de l'échangeur de Schengen sont incompatibles avec le statut d'autoroute.

À l'heure actuelle, les itinéraires de déviation prévoient que les poids lourds circulant sur la N10 accèdent à l'A13 en empruntant les CR151/162 respectivement la N2 et qu'ils accèdent vers l'échangeur de Mondorf via la N16. Ces itinéraires permettent de répartir le trafic de manière plus ou moins équitable sur les trois communes concernées, à savoir Remich, Wellenstein et Schengen.

Une variante possible serait l'utilisation de l'échangeur à l'amont de celui de Schengen, en l'occurrence l'échangeur de Perl, pour délester les localités de Bech-Kleinmacher et Wellenstein. Cependant ledit échangeur est situé sur le territoire allemand et des questions réglementaires posent problèmes, cela non seulement au niveau du péage de la taxe de poids lourds ou des formalités d'exportation de certains matériaux, mais aussi du point de vue de la masse maximale autorisée divergente entre les deux pays.

Ajoutons par ailleurs que la construction d'une station service sur l'A13 permettrait également d'éviter qu'un certain nombre de camions quittent l'autoroute à Schengen pour réutiliser les accès prémentionnés, mais puissent rester sur l'A13 délestant ainsi partiellement les communes de Remich, Wellenstein et Schengen.

Question 0738 (1.7.2010) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant le **projet «Gardes de nuit»**:

Nachdem es in letzter Zeit angesichts gewisser vermeintlicher Interpretationsschwierigkeiten bezüglich der Umsetzung der „Soins palliatifs“ zu neuen Fragestellungen gekommen ist, was den Zugang zu gewissen Leistungen anbetrifft, stellt sich die Frage inwiefern Personen und Patienten, die im Rahmen der „Soins palliatifs“ zu Hause versorgt werden, von den Dienstleistungen des nationalen Projektes „Gardes de nuit“ der Stiftung „Hëllef doheim“ profitieren können.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Bleibt der Zugang zu diesen Dienstleistungen allen Menschen, die im Rahmen der „Soins palliatifs“ versorgt werden, voll und ganz offen?

2) Werden diese Patienten ebenfalls von den vergünstigten Tarifen profitieren können oder existieren gegebenenfalls Bestimmungen, die speziell für „Palliativpatienten“ gelten würden?

3) Wie geht es mit dem Projekt „Gardes de nuit“ nach Auslaufen der Pilotphase weiter? Wird es allen Dienstleistern, die in der ambulanten Pflege tätig sind, erlaubt werden, ähnliche Dienste anzubieten? Für wann ist mit einer entsprechenden ministeriellen Entscheidung zu rechnen?

Réponse (5.8.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Dès qu'une personne bénéficie de la loi relative aux soins palliatifs, elle sort du champ d'application de la loi sur l'assurance dépendance. Elle perd par conséquent la possibilité de bénéficier du projet d'action expérimentale «Nuetswaach».

Toutefois, les personnes bénéficiaires des prestations de l'assurance dépendance, à qui le bénéfice de gardes de nuit avait été précédemment accordé, continuent à en profiter lorsqu'elles demandent à bénéficier de soins palliatifs.



Les personnes dépendantes qui bénéficient de la prestation garde de nuit dans le cadre du projet d'action expérimentale doivent participer aux frais à raison de 0,42 euros (n.i. 100) par heure de garde dispensée. Tous les autres frais sont couverts par l'organisme gestionnaire de l'assurance dépendance.

Les personnes qui ne peuvent pas bénéficier du projet expérimental parce qu'elles ne répondent pas aux conditions requises, peuvent néanmoins demander une garde de nuit à domicile. Toutefois, elles devront en supporter l'intégralité des frais.

Le projet d'action expérimentale a pour objectif d'analyser le bien-fondé de l'introduction d'une prestation de garde de nuit dans les prestations de l'assurance dépendance et d'expérimenter les modalités que pourrait prendre une telle prestation. La durée du projet d'action expérimentale gardes de nuit a été fixée à deux ans. Le projet a démarré le 1^{er} mars 2009 et se terminera le 28 février 2011.

Étant donné que le projet n'est pas terminé, il est prématuré, pour l'heure, de tirer des conclusions quant à l'intégration d'une prestation gardes de nuit dans le relevé-type des aides et soins de l'assurance dépendance.

Le projet fait l'objet d'une évaluation à chacune de ses phases. Le rapport intermédiaire des résultats de la première année est en cours de traitement et sera présenté à la rentrée, lors du prochain comité de pilotage. Ce rapport ne sera pas publié afin de ne pas influencer le déroulement du projet.

Le rapport final de l'étude sera présenté dans le courant de l'année 2011.

Je voudrais encore rappeler à l'honorable Député que le «guide des soins palliatifs», édité en 2009 par les départements ministériels chargés respectivement de la Famille et de la Santé, et qui peut être consulté sur le portail «Santé» (<http://www.sante.public.lu>), permet d'informer le lecteur sur les dispositions pratiques découlant de la législation relative aux soins palliatifs, ainsi que sur les moyens et aides mis à sa disposition.

Question 0739 (1.7.2010) de **M. Claude Adam** (*déi gréng*) concernant l'**orientation de l'enseignement fondamental vers le secondaire**:

Dans son programme gouvernemental, le Gouvernement déclare vouloir réaménager la procédure d'orientation de l'enseignement fondamental vers le secondaire «en fonction des intérêts et des compétences des élèves, le poids des compétences langagières en tant que critère d'orientation sera diminué».

Il ne faut certainement pas réduire la question de l'orientation à des cas particuliers. Il n'en reste pas moins que le cas, qui vient de m'être rapporté, d'un élève ayant obtenu une moyenne annuelle en dernière année d'enseignement fondamental de 55/60 et qui contre son gré et celui de ses parents s'est vu orienter vers l'enseignement technique me semble

tout simplement incompréhensible.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de l'Éducation nationale:

- Quand est-ce que le Gouvernement présentera sa réforme concernant l'orientation de l'enseignement fondamental vers le secondaire?

Réponse (30.7.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

La procédure d'orientation actuelle de l'enseignement primaire et secondaire technique sera modifiée parallèlement à la mise en œuvre de la réforme de l'enseignement fondamental.

Le règlement grand-ducal du 6 juillet 2009 déterminant les modalités d'évaluation des élèves ainsi que le contenu du dossier d'évaluation prévoit que, de façon transitoire, pour l'année scolaire 2010/2011, le dossier d'évaluation au quatrième cycle se composera du livret scolaire traditionnel et d'un bilan de fin de cycle. D'après ce règlement, les nouvelles modalités de l'évaluation à l'école fondamentale s'appliqueraient donc dans leur intégralité au quatrième cycle à partir de l'année scolaire 2011/2012.

Or, ceci signifierait que les élèves de la deuxième année du quatrième cycle, de la 6^e primaire actuelle, de l'année scolaire 2011/2012 auraient été évalués sur la base du livret scolaire traditionnel jusqu'à la pénultième année du primaire et qu'ils le seraient selon les nouvelles modalités uniquement pour la dernière année de leur scolarité à l'enseignement fondamental. Puisqu'il semble que cela les soumettrait à une situation compliquée au moment où se décide leur orientation vers les différentes voies de formation de l'enseignement secondaire et secondaire technique, j'ai l'intention de modifier ce règlement et de prévoir que, pour la deuxième année du quatrième cycle de l'année scolaire 2011/2012, s'appliquera encore la disposition transitoire avec le dossier d'évaluation au quatrième cycle qui se compose du livret scolaire traditionnel et d'un bilan de fin de cycle.

Ce sera donc en 2012/2013 que s'appliquera pour la première fois intégralement l'évaluation selon les nouvelles modalités en deuxième année du quatrième cycle. C'est à partir de cette année scolaire qu'une nouvelle procédure d'orientation de l'enseignement fondamental vers l'enseignement secondaire sera appliquée. Il faut donc que le texte réglementaire y afférent soit en vigueur pour le 15 septembre 2012.

C'est en 2011/2012 que je compte procéder aux consultations concernant cette nouvelle procédure. Voilà pourquoi, je présenterai l'avant-projet d'un règlement grand-ducal y relatif aux partenaires scolaires au plus tard en octobre 2011.

Question 0740 (2.7.2010) de **M. André Bauler** (*DP*) concernant le **Lycée de Clervaux**:

Suite à la déclaration sur l'état de la Nation du 5 mai 2010 dans laquelle Monsieur le Premier Ministre avait annoncé au nom du Gouvernement de retarder

la création du Lycée de Clervaux (LCL), il me semble instructif d'élucider le contexte statistique propre à ce projet infrastructurel dont l'importance pédagogique, sociale et économique pour la partie septentrionale du pays n'est certes plus à démontrer.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle fournir des données statistiques sur la répartition actuelle des élèves issus des écoles fondamentales du canton de Clervaux et inscrits dans les différents lycées du pays en ventilant par tranche d'âge, année scolaire et ordre d'enseignement?

- Quel est le nombre d'élèves fréquentant actuellement les

écoles fondamentales du canton de Clervaux et qui sont inscrits dans la dernière année du cycle IV?

- Quel est le nombre d'élèves actuellement inscrits dans la troisième année du premier cycle des écoles fondamentales du canton de Clervaux et qui, en principe, auraient pu peupler en 2014/2015 les classes de septième du LCL?

- Quelle est la distance moyenne (aller-retour) que doivent parcourir les élèves du canton de Clervaux pour se rendre dans les lycées de leur choix? Quelle est la durée maximale d'un déplacement en bus (aller-retour)?

- Combien d'élèves issus des écoles fondamentales du canton de Clervaux et inscrits pour l'instant dans les différents lycées du pays sont inscrits à l'heure qu'il est dans des internats?

Réponse (15.9.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

La répartition des élèves issus des écoles fondamentales du canton de Clervaux (2006/2007, 2007/2008 et 2008/2009) et inscrits dans les différents lycées du pays à la rentrée 2009/2010 est donnée par le tableau suivant.

Ces données sont ventilées par ordre d'enseignement et année d'études fréquentée.

Le canton de Clervaux regroupe les écoles des communes de Troisvierges, Weiswampach et Wintrange ainsi que des syndicats SIERS (Reuler) et SISPOLO.

Les noms complets des lycées correspondant aux acronymes sont explicités en annexe.

Fondamental canton de Clervaux	ES/EST	Lycée	Total	
2006/2007	ES	EPF	2	
		LCD	26	
		LGL	1	
		LNW	20	
		LRSL	1	
		NL	2	
		NOSL	7	
		ES Total	59	
		EST	ALR	3
			CNFPC-E	1
			EPF	1
			EPND	1
			EPSA	22
LCD	16			
LJBM	1			
LNW	47			
LTA	11			
LTETT	10			
LTJB	1			
LTMA	3			
LTPEM	3			
NL	2			
NOSL	20			
UELL	2			
EST Total	144			
2006/2007 Total		203		
2007/2008	ES	EPF	3	
		LCD	29	
		LNW	23	
		NOSL	1	
		ES Total	56	
		EST	ALR	3
			EPF	3
			EPSA	29
			LAML	1
			LCD	16
			LCE	1
			LNW	55
			LTA	12
LTE	1			
LTETT	10			
LTJB	3			
LTPEM	3			
NL	1			
NOSL	13			
UELL	2			
EST Total	153			
2007/2008 Total		209		



2008/2009	ES	EPF	1
		LCD	33
		LJBM	1
		LNW	22
		NL	1
		NOSL	2
	ES Total		60
	EST	ALR	4
		EPF	6
		EPSA	37
		LCD	20
		LNW	41
		LTA	9
		LTB	1
		LTETT	10
		LTMA	1
		LTPEM	3
		NL	1
		NOSL	23
	EST Total		156
2008/2009 Total			216
Grand Total			628

Monsieur Bauler s'enquiert du nombre d'élèves actuellement qui pourraient s'inscrire en classe

de 7^e en 2014/2015.

Le tableau suivant résume les effectifs de 2009/2010 des années

d'études des écoles de l'enseignement fondamental du canton de Clervaux.

Commune	Syndicat SIERS (Reuler)	Syndicat SISPOLO	Troisvierges	Weiswampach	Winrange	Grand Total
Cycle 1 - précoce	27	40	25	12	24	128
Cycle 1.1	43	53	33	9	39	177
Cycle 1.2	44	66	26	13	36	185
Cycle 2.1	51	59	31	13	43	197
Cycle 2.2	44	60	46	5	41	196
Cycle 3.1	59	59	34	16	42	210
Cycle 3.2	55	56	36	17	54	218
Cycle 4.1	59	44	61	13	50	227
Cycle 4.2	53	62	40	16	31	202

Il ressort des tableaux fournis que la majorité des élèves issus des écoles de l'enseignement fondamental du canton de Clervaux fréquentent les lycées de Wiltz, d'Ettelbruck et de Diekirch. La distance aller-retour est respectivement de 33, 63 et 56 kilomètres. Le temps de parcours par train ou par bus, pour un aller-retour est, environ, de respecti-

vement 86, 90 et 80 minutes.

Le nombre d'élèves issus des écoles de l'enseignement fondamental du canton de Clervaux et inscrits dans un internat était le suivant, pour 2009/2010:

- Pour les internats du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- 2 élèves à l'internat Clarens du Lycée du Nord à Wiltz

- 2 élèves à l'internat du Atert-Lycée à Redange

- 1 élève à l'internat de l'annexe Mersch du Lycée classique de Diekirch

- Pour les internats du Ministère de la Famille:

Institution	Inscriptions 2009/2010		Inscriptions 2010/2011	
	Internat	Semi-internat	Internat	Semi-internat
Convict Épiscopal Luxembourg	3		3	
Institution St Willibrord Echternach	2	1	2	1
Pensionnat Saint Joseph Ettelbrück	8		10	
Internat Jos Schmit Diekirch	30		29	
Internat du Nord				
Wiltz	5		4	
Internat Sainte Marie Luxembourg	0		0	
Internat Ste Anne				
Ettelbruck	2		1	
Internat Notre-Dame de Lourdes Diekirch	18		18	
Internat Fieldgen				
Luxembourg	15		17	
Total	83 (+1)		84 (+1)	

Annexe:

Les lycées publics et les écoles privées offrant l'enseignement selon les horaires et programmes officiels

(annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)

Question 0742 (5.7.2010) de **M. Jean Colombero (ADR)** concernant les **soins palliatifs**:

Im Zusammenhang mit dem Gesetz vom 16. März 2009 über die Palliativmedizin kommt es immer

wieder zu Interpretationsschwierigkeiten. Sie ergeben sich unter anderem aus dem Statut von Patienten, die bisher Leistungen aus der gesetzlichen Pflegeversicherung bezogen haben und für die nunmehr z. B. bei der Materialbestellung neue Prozeduren gelten. Andere Schwierigkeiten

ergeben sich für verschiedene Positionen in der „nomenclature des actes“, für die eine Kumulierung für ärztliche Leistungen nicht möglich sein soll, die aber in gewissen Situationen angebracht sind, um eine professionelle und ordnungsgemäße Palliativversorgung des Patienten zu gewährleisten.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Ist dem Minister diese Art von Problemen im Zusammenhang mit der praktischen Umsetzung des Gesetzes über Palliativmedizin bekannt?

2) In welchen Größenordnungen werden Probleme gemeldet?

3) Welche konkreten Maßnahmen sind bisher getroffen worden?

4) Gibt es Richtlinien innerhalb der CNS und der Pflegeversicherung mit Antworten auf Fragen, welche von Leuten „vum Terrain“ an die Dienststellen herangebracht werden?

5) Ist der Minister nicht auch der Meinung, dass sich der Leistungsempfänger nach dem Prinzip eines „guichet unique“ an eine einzige Dienststelle mit einer Service-Nummer wenden können sollte und die Anfrage und ihre Bearbeitung durch die CNS bzw. Pflegeversicherung erfolgen sollte?

6) Wie steht es mit der Veröffentlichung von klaren Umsetzungsrichtlinien („Guide für Ärzte, Pflegekräfte, Dienstleister in Kliniken und in der ambulanten Versorgung“) via Internet, speziell was administrativ-technische Fragestellungen betrifft?

7) Ist daran gedacht, ein Internetforum über alle möglichen Fragen zur praktischen Umsetzung des besagten Gesetzes einzurichten?

8) Ist daran gedacht, eine Rubrik „Frequently Asked Questions“ auf einer offiziellen Internetseite des Ministeriums einzurichten, damit alle Betroffenen aktuelle Antworten auf ihre Fragen bekommen?

Réponse (1.9.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé**:

Dans le cadre de l'application pratique de la loi du 16 mars 2009 relative aux soins palliatifs, la Caisse Nationale de Santé (CNS) vient de négocier une convention avec la COPAS au sujet de la délivrance des soins. La convention en question est finalisée à une exception près, à savoir la clarification des relations du réseau d'aides et de soins avec un hôpital. L'article 11 du projet de convention prévoit notamment que:

«Article 11. Les prestataires visés à l'article 2 de la présente convention sont obligés de mettre en place les mécanismes assurant une étroite collaboration avec le secteur hospitalier. Cette collaboration doit porter notamment sur l'accès à l'expertise médicale et pharmaceutique à tout moment et aux médicaments et fournitures sans délai. Les modalités de la collaboration avec les hôpitaux sont prévues dans le cadre d'un accord-type à conclure entre les hôpitaux concernés, les prestataires et la CNS. Le modèle de l'accord-type se trouve en annexe de la présente convention. Sur demande, les accords et les conventions conclus par le prestataire sont à transmettre à la CNS dans un délai de 30 jours à compter de la demande.»

Or, il s'avère que des problèmes pratiques au niveau de la fourniture de dispositifs médicaux par l'hôpital existent, de sorte que le modèle de l'accord-type annexé

à la convention n'a pas encore été finalisé.

En ce qui concerne l'application pratique de la loi, la médecine palliative est déjà pratiquée dans les hôpitaux aigus, soit dans une unité à part, soit par des équipes mobiles; dans certains hôpitaux, les deux systèmes sont pratiqués parallèlement.

Ensuite, l'application de l'article 350 alinéa final du Code de la sécurité sociale, qui énumère les prestations auxquelles a droit le bénéficiaire de soins palliatifs, fait abstraction des aides techniques. En conséquence, les personnes en fin de vie qui étaient bénéficiaires de prestations de l'assurance dépendance auparavant peuvent continuer à bénéficier de ces aides, alors que les personnes qui n'étaient pas bénéficiaires de l'assurance dépendance avant de devenir «fin de vie» bénéficient des aides techniques prévues dans les statuts de l'assurance maladie-maternité. Pour cette problématique, je renvoie à ma réponse à la question parlementaire n°0719 des honorables Députés Marc Spautz et Mill Majerus (cf. *compte rendu* n°16/2009-2010).

La CNS n'a pas procédé à la publication d'un guide; une brochure d'information a toutefois été élaborée par les ministères compétents.

Question 0743 (1.7.2010) de **M. Claude Adam (déi gréng)** concernant les **cours en langue maternelle**:

L'ouverture aux langues est inscrite dans la nouvelle loi luxembourgeoise portant sur l'organisation de l'enseignement fondamental, dans le plan d'études et dans la grille horaire. Considérant que la bonne connaissance de leur propre langue maternelle facilite aux enfants l'apprentissage d'autres langues, l'ouverture aux langues doit aussi être vue comme une approche transdisciplinaire favorisant les différents apprentissages linguistiques.

Dans ce contexte, j'aimerais avoir les renseignements suivants:

- Quelles écoles offrent à l'heure actuelle des cours intégrés en langue maternelle pendant l'horaire scolaire?

- Quels sont le nombre, la qualification et la mission exacte des intervenants en faveur de la langue maternelle dans l'école fondamentale?

- Comment fonctionne la collaboration entre les instances offrant des cours de langue et culture et les maisons relais?

Réponse commune (10.9.2010) de **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration**, et de **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle**:

En 2009/2010, 14 communes offrent des cours intégrés en langue maternelle pendant l'horaire scolaire, à savoir: les communes de Diekirch, Differdange, Dudelange, Echternach, Esch-sur-Alzette, Ettelbruck, Grevenmacher, Hesperange, Hosingen, Luxembourg, Remich, Vianden, Wasserbillig et Wiltz.



Les cours intégrés sont assurés par 41 personnes différentes, habilitées à enseigner la langue et la culture portugaises ainsi que toutes les disciplines en langue maternelle (portugaise). Les enseignants portugais sont titulaires d'une licence obtenue au Portugal. Comme il existe différents types de licences préparant à une fonction d'enseignement, les enseignants portugais peuvent justifier des titres suivants:

Licenciatura em Ensino Básico, 1º ciclo;

Licenciatura em Ensino Básico, 1º ciclo, variante Português/ Francês;

Licenciatura em Ensino Básico, 1º ciclo, variante Educação Visual; Licenciatura em Ensino Básico, 1º ciclo, variante Educação Musical;

Licenciatura em Ensino Básico, 2º ciclo, variante Português/ Francês;

Licenciatura em Línguas e Literaturas Modernas, variante Português.

Les enseignants portugais sont engagés et rémunérés par l'Ambassade du Portugal. La responsabilité de la sélection des enseignants affectés à un poste d'enseignant à l'étranger incombe à l'Institut Camoes à Lisbonne depuis le 1^{er} février 2010.

La mission exacte des enseignants portugais se résume comme suit: enseigner le programme d'éveil aux sciences (2^e-3^e cycles), de sciences naturelles, d'histoire ou de géographie (4^e cycle), tel que défini dans le plan d'études de l'école fondamentale, en portugais. L'objectif est de maintenir et de développer les acquis en langue maternelle ainsi que de maintenir le contact avec la culture d'origine à travers l'enseignement d'une matière non linguistique. Une priorité est accordée à l'expression orale.

Pour souligner la cohérence des activités politiques poursuivies par les deux ministères et afin de soutenir la collaboration étroite entre l'école et l'accueil socio-éducatif au niveau national, au niveau communal et au niveau site «école - structure d'accueil socio-éducatif» le Ministère de la Famille et de l'Intégration (MFI) et le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (MENFP) ont créé une structure formelle de coopération.

Au niveau de la formation continue, des priorités et des offres communes de formation continue pour le personnel enseignant et le personnel socio-éducatif sont prévues (Déclaration gouvernementale de juillet 2009).

Au cours de l'année 2011 des formations continues seront organisées pour les professionnels du domaine socio-éducatif et enseignant dans l'apprentissage des langues par le jeu en se basant sur les expériences réalisées en 2010 dans le cadre du projet européen EUCIM-TE (Train Teachers for Mainstream Literacy Education) et en collaboration avec l'Université de Cologne.

Le Ministère de la Famille et de l'Intégration soutient également des projets linguistiques et éducatifs pour les enfants de groupes sociaux défavorisés, surtout les enfants de groupes ethniques et linguistiques minoritaires (projets linguistiques basés sur la méthode Kon-Lab offerts au sein de

«l'Atelier Zéralda» et du «Kanner-nascht/ASTI». Afin de favoriser la cohésion sociale, il est crucial que les enfants soient exposés le plus tôt possible au langage et aux traditions du pays.

Question 0744 (5.7.2010) de **M. Eugène Berger** (DP) concernant la **version imprimée du Code de la Route**:

Il me revient que la dernière mise à jour de la version imprimée du Code de la Route date de 2005.

Sachant que la réglementation routière constitue une législation à usage quotidien qui en plus est l'objet de modifications régulières, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Quelles sont les raisons expliquant ce retard pour la mise à jour de la version imprimée du Code de la Route?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si le département ministériel compétent envisage la publication de la version actuelle du Code de la Route? Dans l'affirmative, dans quels délais pourrions-nous attendre à cette publication?

Réponse (12.8.2010) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des précisions sur la publication «version imprimée» du Code de la Route.

La dernière version imprimée du Code de la Route date en effet de janvier 2005. À cette occasion, 2.000 exemplaires avaient été imprimés, dont environ la moitié a été distribuée aux points de vente, le reste ayant soit été distribué aux services du département des Transports, à la Société Nationale de Contrôle Technique (SNCT), au Centre de formation pour conducteurs, aux membres de la Commission de Circulation de l'État, aux CFL, à la Police grand-ducale et à l'Administration des Douanes et Accises, soit est encore en stock auprès du Service central des imprimés de l'État.

Depuis cette date, l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques (Code de la Route) a fait l'objet de 16 modifications, qui ont toutes été publiées au Mémorial.

Il a été décidé, à l'époque, de ne plus imprimer de version coordonnée du Code de la Route sur support papier vu que la procédure d'impression peut durer jusqu'à trois mois, de sorte que, du fait des nombreuses modifications, une nouvelle version imprimée risquait d'être dépassée avant même d'être disponible.

Dans ce contexte, il y a lieu de préciser qu'une version actualisée du Code de la Route reprenant les différentes modifications est bien évidemment disponible sur Internet.

Il faut savoir que le Code de la Route dans sa version intégrale est essentiellement un outil destiné aux professionnels, notamment les avocats, qui devraient tous avoir accès à l'internet.

Ajoutons à cela qu'un Code de la Route populaire actualisé, produit par la sécurité routière, est dis-

ponible sur support papier pour le grand public.

À noter enfin que la directive 2006/126/CE relative au permis de conduire comporte une refonte de la législation actuellement applicable, ce qui implique que nos dispositions nationales doivent être adaptées de manière substantielle.

Ainsi, mes services sont actuellement en train de préparer les textes législatifs y relatifs. Une fois que la procédure législative aura aboutie, la version coordonnée du Recueil de Législation Routière (Code de la Route) sera publiée de nouveau sous forme papier.

Question 0745 (6.7.2010) de **Mme Claudia Dall'Agnol** et **M. Claude Haagen** (LSAP) concernant le **certificat de performance énergétique pour les bâtiments vendus à des fins de démolition**:

En vertu de la réglementation en vigueur concernant la performance énergétique des bâtiments d'habitation, le certificat de performance énergétique doit notamment être établi dans les cas de ventes ou de locations de bâtiments d'habitation.

Or, il s'avère que dans certains cas des bâtiments, qui sont dans un état plus ou moins vétuste, sont vendus à des fins de démolition. Selon la réglementation, l'établissement du certificat de performance énergétique est obligatoire dans ces cas de figure, alors qu'il n'apporte aucune plus-value et engendre des surcoûts inutiles.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre ayant l'Énergie dans ses attributions:

- Est-ce que le certificat doit être établi pour tout acte de vente, indépendamment de l'état de vétusté du bâtiment d'habitation?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre pourrait-il indiquer les cas dans lesquels il n'est pas nécessaire d'établir le certificat de performance énergétique?

Réponse (6.8.2010) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

La problématique était adressée par mon Ministère en 2009 par l'introduction dans la procédure réglementaire d'un projet de règlement grand-ducal proposant de modifier la réglementation en question. Ce projet de règlement prévoyait entre autres qu'un certificat de performance énergétique ne devrait pas être établi dans le cas d'une vente d'un bâtiment d'habitation destiné à des fins de démolition. Le Conseil d'État s'opposait aux dispenses d'élaboration du certificat de performance énergétique avec l'argument que cette disposition

se heurterait aux intentions de la directive 2002/91/CE sur la performance énergétique des bâtiments, comme la directive n'admet pas d'exception quant à l'obligation de l'établissement du certificat de performance énergétique dans le cas d'une vente.

La Conférence des Présidents de la Chambre des Députés a donné son assentiment au projet de règlement sous réserve de la prise en considération des remarques formulées par le Conseil d'État. Étant donné que le règlement grand-ducal doit être pris avec l'assentiment de la Conférence des Présidents, la modification proposée par mon Ministère n'a pas pu être prise en compte.

Reste à souligner qu'aucun certificat de performance énergétique ne doit être établi pour les constructions qui ne sont pas à considérer comme «bâtiment» («construction dotée d'un toit et de murs dans laquelle de l'énergie est utilisée pour réguler le climat intérieur») au sens de la réglementation en matière de performance énergétique des bâtiments d'habitation, tels que notamment les ruines ou les bâtiments ne disposant plus d'une installation technique pour réguler le climat intérieur.

Question 0746 (6.7.2010) de **M. Ali Kaes** (CSV) concernant les **modalités des visites médicales obligatoires auprès de la médecine du travail**:

Beaucoup d'entreprises exigent de leurs salariés qu'ils se rendent aux contrôles obligatoires de la médecine du travail en dehors des heures de travail et refusent de qualifier de temps de travail le temps nécessaire à ces visites.

Je tiens à signaler que conformément à l'article L.312-2 paragraphe 6 du Code du Travail «(l)es mesures concernant la sécurité, l'hygiène et la santé au travail ne doivent en aucun cas entraîner des charges financières pour les salariés». Et l'article L.326-10 du même Code prévoit que «(l)es temps consacrés par les salariés pendant les heures de travail aux examens prévus par le présent titre est considéré comme temps de travail». L'article L.326-7 du Code du Travail indique que les contrôles médicaux obligatoires sont effectués pour le compte de l'employeur en prévoyant expressément que «(l)es examens médicaux d'embauche, les examens médicaux périodiques et les autres examens médicaux relevant de la médecine du travail sont effectués par le médecin du travail compétent pour l'employeur auprès duquel le salarié est ou sera occupé». Il me semble dès lors que l'employeur, qui envoie son salarié à un contrôle obligatoire de la médecine du travail, agit dans le cadre du contrat de travail et du lien de subordination du salarié qui en découle.

Il est dès lors difficile à concevoir que les employeurs puissent exiger de leurs employés qu'ils effectuent des visites médicales obligatoires en dehors des heures de travail ou sans aucune mesure compensatoire.

J'aimerais néanmoins savoir si, selon vous,

- il existe une obligation pour l'employeur de libérer pendant le temps de travail un salarié pour satisfaire à l'obligation du contrôle à effectuer par les soins de la médecine du travail.

- Peut-on considérer, le cas échéant, qu'une visite effectuée en dehors du temps de travail devrait être considérée comme temps de travail, donnant lieu à rémunération ou compensation?

Réponse (10.9.2010) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*:

En ce qui concerne les examens médicaux de santé au travail des salariés, l'article L.326-10 du Code du Travail dispose clairement que le temps consacré à ces examens est considéré comme temps de travail.

Par contre, aucune disposition légale ne précise que ces visites médicales doivent nécessairement se faire pendant la durée normale de travail du salarié.

On peut donc effectivement considérer que, dans le cadre de la médecine du travail, une visite médicale effectuée par un salarié en dehors de son horaire de travail normal donne lieu à rémunération ou compensation.

Question 0747 (6.7.2010) de **M. Claude Adam** (*déi gréng*) concernant l'**ouverture de l'Université du Luxembourg**:

Dans le contexte d'une réaction aux accusations d'un locataire qui vient de fermer un magasin au centre commercial, le directeur général de Belvalplaza Companies a mis en cause le retard des projets de l'État pour la revalorisation du site. Il a notamment évoqué un possible report de la date d'ouverture de l'Université du Luxembourg à l'automne 2016.

Dans ce contexte, je souhaite avoir les renseignements suivants de la part de Messieurs les Ministres:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me confirmer un report de la date d'ouverture de l'Université du Luxembourg? Dans l'affirmative, quelle est la date prévue?

- Est-ce qu'il faudra également compter avec un retard pour les autres projets de l'État sur le site?

Réponse commune (12.8.2010) de **M. François Biltgen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*, et de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:



d'Chamber online op
www.chd.lu

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert sur le projet de l'Université du Luxembourg à Esch/Belval et en particulier sur la date d'ouverture de l'université, alors que d'après ses informations cette date serait reportée à l'automne 2016.

Il est évident qu'un projet d'une telle envergure que l'Université du Luxembourg ne pourra être réalisé en une seule phase.

Actuellement, deux lois ont été votées concernant, d'une part, la Maison du Savoir (loi du 19 décembre 2008 relative à la construction de la Maison du Savoir à Belval pour les besoins de l'Université du Luxembourg) et, d'autre part, la Maison des Sciences humaines (loi du 18 décembre 2009 relative à la construction de la Maison des Sciences humaines à Belval).

La fin des phases d'exécution pour ces deux projets se situe fin 2013 respectivement début 2014.

Prochainement, les projets de loi concernant la Maison du Nombre, la Maison des Arts et des Étudiants, la Maison du Livre et la Maison de l'Innovation seront soumis pour approbation au Gouvernement en Conseil pour être déposés, par la suite, à la Chambre des Députés. La réalisation de ces quatre projets est prévue pour 2014/2015.

Question 0748 (6.7.2010) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant **l'utilisation de la langue luxembourgeoise dans le contexte européen**:

Les conclusions du Conseil Affaires générales du 13 juin 2005, adoptées sous Présidence luxembourgeoise, contiennent un certain nombre de dispositions visant à renforcer le statut des langues autres que les langues officielles de l'Union.

Ces dispositions peuvent également s'appliquer à la langue luxembourgeoise. Elles ont d'ailleurs été adoptées pour donner la possibilité aux citoyens d'utiliser leur propre langue dans leurs relations avec les institutions et ceci dans l'espoir de renforcer par ce biais l'identification des citoyens au projet politique de l'Union européenne.

Force est de constater que jusqu'à ce jour le Gouvernement luxembourgeois n'a rien fait pour tirer profit de ces dispositions et pour renforcer ainsi le statut de la langue luxembourgeoise au sein de l'Europe tout en promouvant son développement lexical.

- Par conséquent, j'aimerais demander à Messieurs les Ministres quelles mesures ils envisagent de prendre pour donner suite aux décisions du 13 juin 2005 et à quelle date ces mesures seront prises au plus tard?

Réponse commune (10.9.2010) de **M. Jean-Claude Juncker**, Premier Ministre, Ministre d'État, et de **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:

En réponse à la question de l'honorable Député, nous rappelons les réponses précédentes aux questions parlementaires au sujet de l'utilisation de la langue luxembourgeoise pour souligner que le Luxembourg s'est toujours engagé à ce que le régime linguistique au sein de l'Union européenne fonctionne de manière aussi efficace que possible tout en promouvant la richesse de la diversité linguistique de l'Europe.

En ce qui concerne les dispositions prévues dans les conclusions du Conseil Affaires étrangères du 13 juin 2005 visant à renforcer le statut des langues autres que les langues officielles de l'Union, le Gouvernement luxembourgeois a examiné la possibilité pour les citoyens luxembourgeois d'utiliser la langue luxembourgeoise dans leurs relations avec certaines institutions de l'Union européenne. Il s'avère toutefois que la mise en place d'une procédure de traduction de demandes adressées en langue luxembourgeoise aux institutions nécessiterait des moyens financiers considérables.

En effet, l'État-demandeur doit couvrir tous les frais directs et indirects qui découlent de l'application de ladite réglementation. En plus, il faut relever que deux de nos trois langues administratives, à savoir le français et l'allemand, sont déjà à l'heure actuelle des langues officielles de l'Union européenne.

Question 0749 (6.7.2010) de **MM. Claude Adam** et **Jean Huss** (déi gréng) concernant **le taux d'ozone**:

La situation météorologique actuelle mène régulièrement à des taux d'ozone fortement élevés qui constituent un risque pour la santé, surtout lors d'activités sportives.

En l'absence d'une recommandation spécifique du Gouvernement en ce qui concerne les événements sportifs, des discussions entre organisateurs, participants voire médias sur la pertinence d'organiser oui ou non un événement en cas de taux d'ozone élevé aboutissent souvent à des jugements arbitraires.

Dans ce contexte, nous souhaitons avoir les renseignements suivants de la part de Messieurs les Ministres de la Santé et des Sports:

- Messieurs les Ministres ne pensent-ils pas qu'il soit de la responsabilité du Gouvernement d'émettre des recommandations en temps utile afin de décharger les fédérations sportives, les clubs et les écoles en ce qui concerne la décision d'une éventuelle annulation d'un événement sportif?

Réponse commune (5.8.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, Ministre de la Santé, et de **M. Romain Schneider**, Ministre des Sports:

Les valeurs d'ozone (O₃) atteintes suite à différents polluants (sources UV, copieurs) ne dépassent en général pas les 100 ug/m³ et peuvent être considérées comme anodines. En effet, une concentration élevée en O₃ de l'air extérieur est rapidement réduite à l'intérieur des locaux suite à la réactivité élevée de la molécule avec les différentes surfaces. Il s'ensuit que les activités sportives pratiquées en salle peuvent être faites sans restriction.

Les concentrations en ozone (O₃) dans l'air extérieur sont fournies de façon intermittente aux services du Ministère de la Santé par l'Administration de l'Environnement. Sur le portail Internet de l'environnement www.emwelt.lu (rubrique: liens rapides/qualité air), une cartographie interactive a été mise en place qui permet de connaître, en temps réel, le niveau de concentration de certains polluants atmosphériques, dont notamment l'ozone. Le Ministère de la Santé émet

d'ailleurs de façon régulière des communiqués de presse avec des recommandations pratiques en cas de situation météorologique précaire.

En fonction de la concentration dans l'air, de la durée d'exposition, voire de la susceptibilité de l'individu ou de l'intensité de l'activité physique, l'ozone peut en effet induire une irritation des muqueuses (rhinites, conjonctivites), tout comme l'altération de la fonction respiratoire. Ainsi, on a pu constater chez les sportifs une augmentation des risques de complications à partir de six heures d'exposition à au moins 160 ug/m³ d'ozone.

Étant donné que les sportifs, tant amateurs que professionnels, sont de façon générale en bonne santé, ils ne font a priori pas partie des personnes à risque. À cela s'ajoute que dans nos latitudes les concentrations élevées en ozone sont le plus souvent liées à de fortes températures induites par le soleil, et que les risques de déshydratation, voire d'insolation sont plus élevés que d'éventuels problèmes en relation avec la concentration de l'ozone dans l'air.

Comme de surcroît les concentrations en ozone ne sont pas uniformes dans tout le pays et qu'elles peuvent retomber à des valeurs normales en cas de changement brusque de la situation météorologique, les ministres estiment que l'émission de recommandations spécifiques ne s'impose pas dans le cadre d'événements sportifs.

Question 0750 (7.7.2010) de **M. Jean Huss** (déi gréng) concernant **les intolérances au niveau des prothèses et implants**:

Au cours des dernières années, des progrès considérables ont été réalisés dans plusieurs domaines de la médecine en matière de mise en place de prothèses ou implants et en matière de l'implantologie en médecine dentaire. Il me revient cependant que dans un nombre appréciable de cas, des patients réagissent assez mal à l'encontre de ces prothèses ou implants.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Monsieur le Ministre dispose-t-il de chiffres, de pourcentages plus précis concernant des prothèses ou implants mal tolérés par les patients?

- Quels sont les produits ou matières (métaux lourds, plastiques etc.) les plus en cause en matière d'intolérance?

- Comme ces cas d'intolérances sont dus essentiellement à des mécanismes immunologiques et accessoirement génétiques, ne serait-il pas indiqué de procéder à des tests immunologiques avant la mise en place de prothèses et implants artificiels afin d'éviter ces problèmes d'intolérance?

- Dans ce contexte, n'est-il pas utile de mener une campagne d'information y relative auprès des acteurs médicaux concernés?

Réponse (5.8.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, Ministre de la Santé:

Chaque matériau dentaire iatrogène est susceptible de provoquer une allergie, et ce quel que soit le matériau dentaire utilisé.

Le questionnaire médical complet, réalisé lors de la première visite du patient et tenu régulièrement à jour, permet au praticien de l'art dentaire de connaître les problèmes de santé éventuels du patient.

En principe, chaque médecin-dentiste est tenu de fournir une information complète en termes clairs et facilement compréhensibles au patient concernant le traitement prévu. Ces informations renseignent sur les différentes étapes du traitement et les risques éventuels de ce traitement.

Mes services ne disposent pas d'informations sur le nombre de prothèses ou d'implants qui seraient mal tolérés par les patients.

Question 0753 (8.7.2010) de **M. Camille Gira** (déi gréng) concernant **l'éventuelle fusion des régions de Mersch et de Capellen dans le cadre de l'évaluation de la loi du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police**:

Le 15 avril 2010 les présidents des comités de prévention intercommunaux de la circonscription régionale de la Police grand-ducale de Mersch se sont adressés au Ministre de l'Intérieur à propos d'une éventuelle fusion des régions de Mersch et de Capellen dans le cadre de l'évaluation de la loi du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police.

J'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il me mettre au courant de l'état de choses actuel concernant ce projet de fusion?

- Monsieur le Ministre pense-t-il qu'une telle fusion, aboutissant à une région très vaste englobant presque un tiers de la surface du pays, soit conforme aux exigences et surtout à l'objectif de la décentralisation reliés à la loi du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police?

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer s'il y a eu des concertations et consultations avec les responsables communaux?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer s'il y a eu des concertations et consultations avec les policiers engagés dans ces régions?

- Une telle fusion ne risquerait-elle pas de mettre en question les objectifs de la décentralisation qui consistent à intensifier le contact entre la police et la population, d'augmenter le nombre de patrouilles, d'accroître la rapidité d'intervention et de décentraliser l'opération de la police?

Réponse (4.8.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

Le programme gouvernemental prévoit que la loi du 31 mai 1999 portant création d'un corps de Police grand-ducale et d'une Inspection générale de la Police font l'objet d'une révision.

Actuellement la direction et l'inspection générale ont des mandats d'évaluation. Au stade des travaux, aucune décision n'a encore été prise. Partant, aucunes concertations et consultations n'ont eu lieu.

Question 0754 (8.7.2010) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant **le refus d'admission au Lycée classique d'Echternach**:

Le Lycée classique d'Echternach (LCE) vient de refuser 50 élèves de la région de Wasserbillig et de Junglinster, qui voulaient s'inscrire en 7^e classique, tout en leur suggérant de s'inscrire dans un lycée de proximité.

Or, le Lycée de Grevenmacher propose seulement une classe classique de 20 à 23 élèves et les lycées en ville ont tous signalés qu'ils sont arrivés à leur saturation.

Dans ce contexte, je voulais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

1) Quelle est la raison pour laquelle le Lycée classique d'Echternach n'accepte plus les élèves de Wasserbillig et de Junglinster?

2) Qu'est-ce que Madame la Ministre entend entreprendre dans l'immédiat afin de résoudre ce problème et ceci encore avant le début des vacances scolaires?

3) Sur quelle base légale ou réglementaire les responsables du LCE se réfèrent-ils pour suggérer l'inscription dans un «lycée de proximité»? Madame la Ministre ne craint-elle pas que cette pratique puisse aboutir à l'introduction d'une «carte scolaire» contraignante?

Réponse (30.7.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

1) Depuis des années, les effectifs du Lycée classique Echternach ne cessent d'augmenter:

1.120 élèves en 2002/2003,
1.134 élèves en 2003/2004,
1.194 élèves en 2005/2006,
1.263 élèves en 2006/2007,
1.253 élèves en 2007/2008,
1.312 élèves en 2008/2009 et
1.374 élèves en 2009/2010.

Le lycée a atteint en 2009/2010 la limite de ses capacités, de sorte qu'en 2010/2011, le nombre de classes de 7^e d'orientation de l'enseignement secondaire a dû être limité à cinq. En même temps, le LCE organisera en 2010/2011 quatre classes de 7^e secondaire technique.

Sur les 169 élèves qui ont introduit leur demande d'inscription en classe de 7^e d'orientation de l'enseignement secondaire au LCE, 34 ont dû être redirigés vers d'autres lycées - quelques-uns vers Mersch et vers Diekirch et la plupart vers Grevenmacher. En priorité, les élèves redirigés étaient ceux pour qui le LCE ne constitue pas le lycée de proximité. Les élèves habitant les communes proches de Grevenmacher ont été redirigés vers le Lycée Joseph Bech. Certains élèves habitant la commune de Junglinster ont été admis au Lycée de Garçons de Luxembourg et au Lycée Robert-Schuman.

2) Les parents des élèves redirigés du LCE vers d'autres lycées en ont été informés par Monsieur le Directeur du LCE. À tous a été proposée une alternative équivalente dans un lycée de proximité. Je n'ai pas d'information quant au fait qu'un élève aurait été refusé dans le lycée qui lui a été proposé.

3) Le choix a été fait dans le respect de l'article 37 de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées. Le règlement grand-ducal du 25 novembre 2005 déclarant obligatoire le plan directeur sectoriel «lycées» définit dans ses annexes le mécanisme d'inscription prioritaire:

- Tout élève désirant s'inscrire dans le lycée de proximité est admis d'office.

- Au cas où la demande dépasse la capacité optimisée du lycée de proximité (...), l'élève a le droit de fréquenter un lycée du centre du pôle d'enseignement auquel appartient le lycée de proximité.

- Dans le cadre de la procédure du passage primaire - postprimaire, la commission recommande aux élèves concernés la fréquentation du lycée de proximité.

- Pour l'élève qui souhaite s'inscrire à un lycée ou lycée technique autre que celui de la zone de proximité où il habite, cette inscription est subordonnée aux possibilités d'accueil de l'établissement en question, conformément aux dispositions de l'article 8 de la loi du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement postprimaire¹. Tout élève qui souhaite s'inscrire à un autre lycée ou lycée technique que celui de la zone de proximité où il habite doit le motiver. L'élève ne peut toutefois revendiquer dans ce cas la mise en place d'un transport public ou scolaire spécial au cas où une telle offre n'existe pas à la destination choisie.

- Si, pour des raisons de manque de place, un établissement ne peut accueillir tous les élèves non originaires de la région qui souhaitent s'inscrire, le directeur de l'établissement refusera les candidats dont le domicile se situe le plus près d'un autre établissement du même ordre d'enseignement d'après les moyens de transports publics offerts.

- Après le cycle inférieur, étant donné que le lycée de proximité ne peut offrir l'ensemble des formations existantes, des passerelles permettront à l'élève une inscription prioritaire dans un lycée du centre du pôle d'enseignement possédant la formation choisie.

La loi susmentionnée précise que: «A sa demande il (l'élève) peut être inscrit à un autre lycée (en dehors de sa zone de priorité) si les capacités d'accueil de ce lycée

le permettent.» La procédure décrite ci-dessus ne mène donc pas à une carte scolaire contraignante; le choix de l'élève est libre tant que le lycée du choix a des capacités d'accueil.

Question 0755 (8.7.2010) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant la «**formation initiale**» pour chauffeurs professionnels:

Mat dem Gesetz vum 5. Juni 2009, an opgrond vun der Direktiv 2003/59/CE, huet Lëtzebuerg erëm de «Berufsführerschäin» agefouert. Zënter dem Akraaftriede vum Gesetz mussen d'Chauffeuren, déi de Camions- oder Busführerschäin gepackt hunn, eng zousätzlech «Formation initiale» maachen, fir effektiv de Permis ze kréien.

Dës initial Formation besteet aus 140 respektiv 280 Stonnen a gëtt am Ament exklusiv vum «Centre de formation pour conducteurs» mat Sëtz zu Colmar-Bierg offéiert. Mat dem Gesetz huet d'Chamber och den Accord gi fir de Bau vun engem Formationszenter zu Suessem. Mä, och wann d'Initiativ fir d'Direktiv op 2001 zréckgeet an d'Direktiv 2003 ugeholl gouf, esou muss een dach feststellen, dass Lëtzebuerg sech net mat Zäit op dës nei Aufgab virbereet huet. Net nëmme feelt et un Informationen, z. B. um Site vum Département des Transports, mä e gëtt ganz laang Waardelëscht fir d'Kandidate fir de Berufsführerschäin.

Dëst bréngt grouss Nodeeler fir d'Kandidate mat sech, sief et, datt se am Chômage sinn oder sech mat deem néie Führerschäin wëlle berufflech verbessern.

An deem Kontext hunn ech folgend Froen un den Här Minister vun der nohalteger Entwécklung:

- Wéi vill Kandidate stinn op der Waardelëscht fir de Berufsführerschäin? Wéi deele se sech op no de Kategorien (C, D, asw.)?

- Wéini kënnen d'Kandidaten hoffen hir initial Formation opzehuelen, wa se sech am Mount Juli aschreiwen?

- Wat wëllt de Minister ënnerehuelen, fir d'Délaien, fir un dëser Formation deelzehuelen, ze verkieren? Ass z. B. eng Zesummenaarbecht mat Zentren am Ausland oder mat privaten Auto-écolé virgesinn?

- Wéini geet de Formationszenter zu Suessem a Betrib?

- Wat fir Konsequenzen hunn d'Vespéidungen, fir de Berufsführerschäin ze kréien, op Lëtzebuurger Camions- a Busbetreiber?

Réponse (10.9.2010) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

A senger parlamentarescher Ufropreet den honorabelen Deputéierte Renseignement am Kader vun der professioneller Formation fir Bus- a Camionschauffeuren.

D'Gesetz vum 5. Juni 2009 gesäit vir, datt all Chauffer, dee vun deem Datum un e Camions- oder e Busführerschäin mécht, an deem dann domadder als Berufschaffuer schafft wëllt, eng initial Formation maache muss, esou wéi se an der europäescher Direktiv 2003/59/CE virgesinn ass. Dës Formation gëtt zu Lëtzebuerg vum Centre de formation pour conducteurs zu Colmar-Bierg (CFC) ugebueden.

All d'Kandidate kréie schonns mat der Umellung fir de Führerschäin fir eng vun deenen zwou Kategorien (Camion oder Bus,) zesumme mat hirem Certificat d'apprentissage, eng Information matgeschéckt, an där déi nei Dispositionen op Däitsch, Franséisch an op Portugisesch erkläert ginn an och u wie se sech wenne sollen, fir déi Formation ze maachen. Sou hunn d'Leit Méiglechkeet sech direkt fir dës Formation unzemellen, wa si mam Führerschäin ufänken. Wann d'Leit de Permis da gepackt hunn, kréie si datselwecht Informationsblatt nach emol zesumme mat hirem neie Permis. Leider huet et sech an der Praxis gewisen, datt vill Leit laang mat der Umellung waarden a si dofir net direkt, wa si de Führerschäin kréien, mat der Formation ufänke kënnen.

Fir déi Leit, déi sech am Virfeld wëllen iwwert d'Formation informéieren, gëtt et op der Internetsäit vum Département des Transports all néideg Informationen, wéi déi legislativ Texter, eng Foire aux questions mat deene wichtegsten Informationen an och Kontaktpersonen, un déi ee sech wenne kann, wann een nach zousätzlech Froen huet.

Zënter dës Formation zu Lëtzebuerg (2. November 2009) ugebued gëtt, hunn 142 Chauffeuren d'Formation matgemaach.

Am Moment (Stand 15. August) sinn 169 Leit op der Waardelëscht fir de Busführerschäin: 91 fir de lëtzebuergesche Cours an 78 fir de franséischen. Bis Enn dësem Joers wäerten nach iwwer 100 Kandidaten hir Formation zu Colmar-Bierg maache kënnen. Bei de Camionen sinn 29 Leit op der Waardelëscht.

Vun deene Leit op der Waardelëscht sinn (souwäit bekannt) 29 Leit am Chômage. Dës Kandidate wäerten all nach an dësem Joer hir Formation maache kënnen.

Fir den Délai fir d'Kandidaten esou kleng wéi méiglech ze halen, sinn an deene leschte Méint vill Mesurë geholl ginn. Esou huet den CFC an deene leschten zéng Méint néng nei Instrukturen agestallt, fir méi Capacitéiten ze hunn. Et sinn den 1. August dräi nei Schoulungsraum zu Colmar-Bierg a Betrib geholl ginn. Ausserdeem konnt en Arrangement mat der Goodyear fonn ginn, fir kënnen hir Testpist samschdes ze benotze bis d'Pist am neie Centre zu Suessem fäerdeg wäert sinn.

Wat eng eventuell Zesummenaarbecht mam Ausland ueget, esou ass dat leider net méiglech. D'Direktiv schreift vir, datt déi initial Formation an deem Land muss gemaach ginn, wou de Kandidat sai Wunnsëtz huet. Et ass also net méiglech d'Formation am Ausland ze maachen.

D'Preparatiionsaarbechten, déi den Terrain betreffen, sinn amgang a soubal déi verschidden Autorisationsprozeduren erwiwer an d'Planifikatioun vun den Infrastrukturen prett sinn, kann ugefaange gi mat bauen.

Bei Gespréicher vum CFC mat den Akteuren um Terrain (TICE, AVL, FLEAA an dem Groupement Transports) goufe keng Problemer mat Chauffeuren aus deene jeeweilige Secteure bekannt.

Question 0756 (8.7.2010) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant la **rééducation gériatrique**:

Viele Anstrengungen werden unternommen, um die poststationäre Rehabilitation der älteren Patienten nach einer akuten Hospitalisation zu fördern. Patienten werden in spezialisierte Strukturen überwiesen, um während der Versorgungsphase weitere Autonomie und Mobilität zu erlangen. Zielsetzung ist, die Patienten wieder für eine Rückkehr nach Hause fit zu machen. Derweil in allen Teilen des Landes solche Versorgungseinheiten funktionieren, stehen diese dennoch in Konkurrenz mit ähnlichen Strukturen in der Grenzregion.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Wie viele ältere Patienten wurden in den letzten Jahren von einer Akutklinik in eine Infrastruktur zur „Rééducation gériatrique“ ins In- oder Ausland überwiesen?

2) Wie lange dauerte in der Regel dieser Aufenthalt?

3) Wie viele dieser älteren Menschen konnten im Anschluss an die „Rééducation gériatrique“ Maßnahme wieder zu sich nach Hause zurückkehren?

4) Wie viele konnten trotz dieser Maßnahme nicht mehr nach Hause zurückkehren und mussten deshalb in eine Struktur de „Long séjour“ überwiesen werden?

5) Wie sehen die Resultate aus, wenn man die „Rééducation gériatrique“ Strukturen im Grenzgebiet mit jenen hierzulande vergleicht? Wie sieht insbesondere der Prozentsatz der „Rückkehrer nach Hause“ aus?

6) Was kostet im Durchschnitt ein Tagesaufenthalt in einer „Rééducation gériatrique“-Struktur hierzulande im Vergleich zu dem Betrag, der von Strukturen aus dem Grenzgebiet für Versicherte der CNS verrechnet wird?

Réponse commune (11.8.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale*:

En ce qui concerne les personnes suivant une rééducation gériatrique au Luxembourg, on peut chiffrer ces cas à environ 1.150 patients par année. Le Luxembourg dispose de 105 lits réservés à des patients en rééducation gériatrique. Ces lits connaissent un taux d'occupation avoisinant 90% et la durée moyenne de traitement est de 30 jours par cas.

Les patients nécessitant une rééducation gériatrique à l'étranger sont transférés dans deux structures déterminées, à savoir la DRK Klinik à Mettlach et la Rehaklinik St Irminen à Trèves.

Le nombre de patients transférés à l'étranger en vue d'une rééducation gériatrique se chiffre comme suit:

Année	Patients	Total jours
2007	158,00	4.878,00
2008	145,00	4.723,00
2009	147,00	4.425,00

Le tableau ci-dessus récapitule également la somme des journées de traitement suivies par les patients. Dans ce contexte, il importe de savoir qu'en Allemagne les traitements de rééducation sont limités en principe à trois semaines. Toutefois, dans des cas

exceptionnels, des prolongations peuvent être accordées par le contrôle médical allemand.

Il est difficile de déterminer le nombre de personnes qui sont capables de retourner à domicile après une rééducation gériatrique. À cette fin il faudrait suivre le parcours de chaque patient individuellement, ce qui s'avère impossible en pratique. En moyenne, 70% des personnes âgées suivant une rééducation gériatrique sont capables de retourner à leur domicile. Or, ce pourcentage peut varier d'une institution à l'autre.

Au Luxembourg, le coût d'une journée de rééducation gériatrique se chiffre à environ 400 euros.

La comparaison du coût journalier d'une rééducation gériatrique au Luxembourg et à l'étranger peut difficilement se faire, le coût de celle au Luxembourg étant nettement plus élevé du simple jeu du coût salarial largement supérieur à celui des pays voisins. En outre les structures de rééducation gériatrique luxembourgeoises disposent d'une dotation en personnel de soins beaucoup plus importante que les structures étrangères.

Question 0757 (8.7.2010) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant le **bruit généré par l'aviation**:

Une étude scientifique sur l'influence du bruit généré par l'aviation, et surtout par les vols de nuit, sur les maladies cardiovasculaires et les maladies psychiques, a été réalisée pour la population résidant dans les alentours de l'Aéroport de Cologne-Bonn à la demande du «Umweltbundesamt» (rapport UBA-FB 001339 publié en mars 2010) et dont les conclusions confirment les résultats d'études antérieures, et notamment le constat de l'Organisation mondiale de la Santé que le bruit nocturne cause insomnie, fatigue, hypertension, risques augmentés de problèmes cardiovasculaires et respiratoires, faibles performances au travail ou à l'école, difficultés de concentration, et augmentation de risques de dépression, d'anxiété et d'abus d'alcool et de somnifères.

D'après les statistiques officielles 83.141 mouvements aériens dont 1.310 vols de nuit ont été enregistrés en 2008, et 81.619 mouvements dont 915 vols de nuit en 2009, et plus de 160.000 habitants de notre pays sont concernés par les nuisances de l'aviation (bruit et pollution) lors des décollages et atterrissages.

La directive européenne 2002/49/CE du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement transposée en droit national par le règlement grand-ducal du 27 août 2006 prévoit une période de repos nocturne de huit heures entre 22.00 et 6.00 heures ou entre 23.00 et 7.00 heures, et les recommandations de l'Organisation mondiale de la Santé préconisent également huit heures de repos nocturne durant lequel un seuil moyen de bruit mesuré à l'intérieur des maisons ne devrait pas dépasser 30 db(A). Or, d'après les statistiques officielles, en décembre 2008, 74% des vols de nuit passagers et 69% des vols de nuit fret avaient lieu entre 23.00 et 24.00 heures, et le reste entre 24.00 et 6.00 heures, et à la fin de décembre 2009, seulement 63,9% des vols de nuit

¹ Les directeurs des établissements d'enseignement postprimaire soumettent à l'approbation du Ministre de l'Éducation nationale toutes mesures pouvant concourir à la coordination entre les établissements d'enseignement postprimaire d'une même localité ou d'une même région, de manière à obtenir des effectifs scolaires équilibrés et une utilisation judicieuse des bâtiments, installations et équipements scolaires. Sur proposition des directeurs, le Ministre arrête chaque année la liste des classes fonctionnant aux établissements d'une même localité ou d'une même région.

En vue de la coordination visée à l'alinéa 1^{er}:

a) des transferts d'élèves d'un établissement à un autre peuvent être opérés, dans le respect des projets d'études et des intérêts légitimes des élèves et de leurs parents;

b) des enseignants peuvent être détachés partiellement ou totalement.

passagers et 62,5% des vols de nuit fret ont lieu entre 23.00 et 24.00 heures. Il en découle que le restant des vols, soit 36,1% pour les vols de nuit passagers et 37,5% pour les vols de nuit fret ont eu lieu entre 24.00 et 6.00 heures en 2009.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

1. Quel a été le nombre de vols de nuit au cours des six derniers mois, mois par mois?

2. Est-ce que Monsieur le Ministre de la Santé a constaté une évolution identique de ces maladies dans la population résidant aux alentours de l'Aéroport de Findel?

3. Quelles mesures Messieurs les Ministres comptent-ils prendre pour prévenir ces maladies et pour protéger la population contre les nuisances du bruit et la pollution aériennes de jour comme de nuit?

4. Alors que les projets actuels des plans d'action contre le bruit aérien prévoient des valeurs limites de bruit à ne pas dépasser, de jour 70 dB(A) et de nuit 60 dB(A), valeurs qui diminueront dans l'avenir de 5 dB le jour et 5 dB la nuit, Messieurs les Ministres estiment-ils que ces valeurs sont compatibles avec une prévention saine des risques réels de maladies cardiovasculaires?

5. Messieurs les Ministres estiment-ils que la réduction constante de la durée du sommeil des riverains de Findel (certaines nuits, cinq à six heures) et de leur qualité de vie, suite à cette évolution du trafic aérien, sont compatibles avec les prescriptions de l'OMS et avec une prévention judicieuse et une protection réaliste de leur santé, alors qu'il y a maintenant des mouvements d'avions à chaque heure de la nuit?

6. Quelles mesures supplémentaires Messieurs les Ministres comptent-ils prendre pour protéger les personnes vivant en des endroits où le cumul des bruits aériens, des axes ferroviaires et des axes routiers dépassent en permanence 50 dB(A) à l'intérieur des maisons, situation non prévue dans les plans d'actions?

Réponse commune (31.8.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et des Infrastructures*:

L'étude publiée en début d'année sur les risques en relation avec les vols de nuit aux alentours de l'Aéroport de Cologne/Bonn est une étude épidémiologique qui se base sur le calcul des valeurs du bruit ainsi que sur l'exploitation des données des caisses de maladie allemandes.

Du fait de son objet, l'étude en question comporte un certain nombre d'éléments susceptibles de donner lieu à des interprétations erronées: différence entre bruit calculé et exposition réelle (matériaux de construction réduisant plus ou moins le bruit aérien), prise en compte de l'influence du milieu social des résidents, influence de sources de bruit non liées au trafic aérien, voire de pollutions chimiques (particules fines, gaz d'échappement).

Il y a encore lieu de souligner que l'infrastructure de l'Aéroport de Cologne/Bonn est complétée par un parking pour 13.000 voitures ainsi que par une gare ferroviaire pour les trains locaux, régionaux et Intercity, facteurs générant non seulement du bruit supplé-

mentaire, mais encore des polluants chimiques, qui n'ont pas été pris en compte par l'étude.

Ensuite, l'Aéroport de Cologne/Bonn est spécialisé dans le fret express (poste, petits colis) et constitue à cet égard un des principaux hubs de FedEx et d'UPS en Europe. À cet égard, l'Aéroport de Cologne/Bonn ne connaît notamment pas de régime de restrictions d'exploitation de nuit pour les aéronefs conformes au chapitre 3 de l'annexe 16 de l'OACI et affiche, en moyenne pendant les dernières cinq années, entre 35.000 et 36.000 mouvements de nuit, représentant entre 25% et 28% du total de ses mouvements aériens. Cette situation n'est pas comparable avec celle de l'Aéroport de Luxembourg où il existe des restrictions d'exploitation de nuit et où le trafic de nuit est limité.

Il en résulte qu'il faut rester extrêmement prudent quant à l'extrapolation des résultats de l'étude concernant l'Aéroport de Cologne/Bonn pour l'ensemble des aéroports européens et notamment pour l'Aéroport de Findel.

1. Pendant les six premiers mois de l'année 2010, ont été enregistrés un total de 40.719 mouvements aériens à l'Aéroport de Luxembourg dont 803 vols de nuit (entre 23.00 et 6.00 heures). Ces vols de nuit représentent environ 2% du total des mouvements aériens à l'Aéroport de Luxembourg. Le détail des relevés mensuels est publié sur le site Internet www.aeroport.lu, rubrique «Vols de Nuit», afin de permettre une consultation de ces données par le public.

La plus grande partie de ces vols de nuit (440 vols, voire quelque 55%) a eu lieu entre 23.00 et 24.00 heures. À noter que l'hiver particulièrement froid et enneigé en début d'année ou encore la clôture de l'espace aérien au mois d'avril 2010, dû au nuage de cendres volcaniques, ont contribué à l'augmentation des retards enregistrés.

2. Le Ministère de la Santé ne dispose actuellement pas d'informations spécifiques concernant les maladies des résidents autour de Findel. Il faut savoir qu'une telle évaluation est complexe, notamment en raison de la multitude de facteurs autres que le bruit aérien pouvant interférer (statut social des résidents par comparaison à d'autres quartiers résidentiels situés plus loin, radiations en provenance des radars, bruit du trafic routier ou ferroviaire dans les quartiers entourant l'aéroport comme Hamm, Gare, Niederanven ou Roodt-Syr). D'autre part, les effectifs des populations résidant dans les alentours de l'aéroport et le nombre total des mouvements aériens sont très réduits par rapport à l'étude pour l'Aéroport de Cologne/Bonn (plus de un million de résidents et plus de 130.000 mouvements commerciaux), de façon à ce que les résultats d'une telle étude au Luxembourg ne seraient guère significatifs.

3. La directive 2002/49/CE a été transposée en droit luxembourgeois par le règlement grand-ducal du 2 août 2006. La base légale afférente est la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit. Un élément découlant du règlement grand-ducal est l'élaboration d'une cartographie stratégique du bruit et de plans d'actions afférents. En ce qui concerne les derniers, il convient de remarquer que dans

la session du 28 mai 2010 le Conseil de Gouvernement a donné son accord de principe au plan d'action aéroportuaire. Le Gouvernement en Conseil a encore retenu qu'il donnerait son accord définitif après consultation de la commission consultative aéroportuaire. Les mesures y retenues permettront à terme d'améliorer la protection de la population contre les nuisances sonores.

4. Les valeurs limites retenues pour le Grand-Duché de Luxembourg s'inspirent fortement de l'approche allemande. Ces valeurs limites tiennent compte des répercussions du bruit sur la santé, en l'occurrence des recommandations de l'Organisation mondiale de la Santé, et reflètent en même temps le souci d'appliquer une approche pragmatique de lutte contre le bruit dans le contexte des contraintes socio-économiques existantes.

5. Il découle des statistiques des mouvements de nuit des dernières années que la grande majorité des vols de nuit a lieu dans la tranche horaire juste après la fermeture de l'aéroport, en raison des retards enregistrés par les aéronefs y ayant leurs ports d'attache et qu'exceptionnellement plus tard. La protection de la santé des riverains étant dépendante, à côté du nombre de mouvements aériens de nuit, d'un ensemble d'autres facteurs tels le bruit émis par les aéronefs, les procédures opérationnelles appliquées et des populations exposées, le plan d'action aéroportuaire précité vise à tenir compte de cette complexité par une «approche équilibrée», tel qu'exigé par la directive 2002/49/CE.

6. En effet, les cartes de bruit stratégiques élaborées dans le contexte de la directive 2002/49/CE sont spécifiques à la source de bruit analysée et la directive ne prévoit pas de modéliser une exposition globale au bruit environnemental toutes sources confondues (bruit aviation, bruit routier et bruit ferroviaire). Il faut savoir qu'il existe un certain nombre de problèmes, aussi bien conceptuels que techniques, lorsque les cartes de bruit sont combinées et pour lesquels une approche harmonisée au niveau européen doit encore être déterminée. Néanmoins des synergies éventuelles entre les trois plans d'actions seront considérées dans le cadre de la mise en œuvre des différentes actions.

Question 0758 (9.7.2010) de **M. François Bausch** (*déi gréng*) concernant la **constitution d'un groupe d'experts «réglementation bancaire» de la Commission européenne**:

La Commission européenne vient de constituer un groupe d'experts (Group of Experts in Banking Issues - GEBI) de 40 membres qui ont été nommés par la direction générale du marché intérieur.

Le GEBI fut créé «afin de faciliter la communication directe entre le secteur bancaire, les consommateurs et la Commission européenne». Le groupe a deux tâches principales: «Premièrement, il conseillera la Commission sur les politiques et les propositions législatives concernant la réglementation bancaire. Deuxièmement, il fournira des analyses quant à l'impact de ces politiques bancaires et propo-

sitions législatives éventuelles sur les acteurs du secteur.»

Or, parmi les 40 membres du groupe, les délégués des banques forment une majorité écrasante - seulement trois personnes représentent soit une association des consommateurs, soit un syndicat d'ouvriers. C'est ce lobbying inégal qui inquiète plusieurs eurodéputés de toutes couleurs politiques, qui ont pris l'initiative, fin juin, de lancer un appel pour dénoncer l'inégalité de ce combat d'influence entre d'un côté une finance toute puissante et de l'autre une société civile presque absente.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'État:

- Est-ce que Monsieur le Ministre soutient l'initiative des eurodéputés pour combattre cette inégalité des intérêts?

- Quel est l'avis de Monsieur le Ministre en relation avec la constitution du groupe d'experts GEBI en question et la représentation des différents groupes d'intérêts?

- Est-ce que Monsieur le Ministre entend intervenir au nom du Luxembourg afin d'équilibrer la représentation des différents intérêts dans le groupe d'experts GEBI?

Réponse (4.8.2010) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*:

La Commission européenne a déclaré à plusieurs reprises qu'elle souhaite impliquer davantage les représentants de la société civile, et plus particulièrement les consommateurs, dans les réflexions relatives aux politiques en matière de services financiers. Je souscris pleinement à cette démarche, car les consommateurs en tant qu'utilisateurs de services financiers devraient être consultés sur les politiques et initiatives législatives européennes au même titre que les autres parties intéressées.

Depuis plusieurs années la Commission soumet systématiquement à consultation les orientations politiques qu'elle entend donner au secteur des services financiers et les mesures de nature législative et non législative qu'elle envisage de prendre. Ces consultations sont ouvertes au public. Force est de constater que les réponses à ces consultations proviennent surtout des associations bancaires et des professionnels financiers et dans une bien moindre mesure de la société civile. La raison en est simple: tout d'abord, les institutions financières sont les premières concernées, car elles seront sujettes aux nouvelles règles et ensuite les professionnels du secteur financier disposent des connaissances et de l'expertise nécessaires pour répondre aux questions souvent complexes et techniques de la Commission européenne.

La composition du groupe d'experts n'est que le reflet de la tendance observée au niveau des consultations. Ceci n'a rien d'étonnant au regard du mandat du groupe et des critères de sélection des membres du groupe. La Commission a précisé dans son appel à candidature que les membres du groupe d'experts seraient choisis sur base de leurs connaissances reconnues et de leur expertise en matière de réglementation bancaire. Une bonne connaissance technique de l'activité bancaire semble en effet un préalable pour que les membres du groupe d'experts puissent remplir au mieux leur

double mandat qui consiste tout d'abord à conseiller la Commission européenne sur les politiques et éventuelles mesures législatives communautaires dans le domaine bancaire et ensuite à fournir des prévisions et analyses concernant l'éventuel impact des politiques bancaires et mesures législatives sur les différentes parties intéressées.

La Commission a souligné dans son appel à candidature que les membres du groupe seraient nommés à titre personnel. Ils ne sont pas censés représenter les intérêts de leurs employeurs, mais sont appelés à conseiller la Commission européenne de manière objective et indépendante.

La nomination des membres du groupe relève de la seule compétence et de la seule responsabilité de la Commission européenne. Je n'envisage pas d'interférer avec les prérogatives de la Commission européenne et d'influencer ce processus. Je fais pleinement confiance à la Commission européenne qu'elle s'en tient à ses engagements.

Question 0760 (9.7.2010) de **M. Félix Braz** (*déi gréng*) concernant l'**invitation du Ministère de la Famille et de l'OLAI pour un forum de consultation sur le plan pluriannuel d'intégration**:

Le 9 décembre 2009 plus de 200 personnes de la société civile avaient répondu à l'invitation du Ministère de la Famille et de l'OLAI pour un forum de consultation sur le plan pluriannuel d'intégration et manifesté par là leur intérêt.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Quelles propositions complémentaires ont été soumises à l'OLAI après ce forum et par qui?

- Quelles sont les conclusions tirées par les organisateurs à partir des contributions sur place et de celles introduites par après?

- De quelle façon les participants à ce forum ont-ils été informés des conclusions tirées?

- Quel est, sept mois après le forum, l'état des travaux préparatifs et pour le contrat d'accueil et d'intégration et pour le plan pluriannuel?

- Comment la société civile et plus particulièrement le Conseil national des étrangers seront-ils associés à la suite des travaux?

- Quels sont les échéanciers pour le contrat d'accueil et d'intégration d'une part et le plan pluriannuel de l'autre?

Réponse (26.8.2010) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

Suite au forum de consultation qui s'est tenu le 9 décembre 2009, trois propositions complémentaires ont été reçues par l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI): l'une émanant de la «plateforme: migrations et intégration», une deuxième par le Centre pour l'égalité de traitement et une troisième par une personne individuelle.



Les organisateurs dudit forum en concluent qu'il convient d'adopter une vision luxembourgeoise des onze principes de base communs (PBC) en adéquation avec les spécificités locales et nationales. Aussi, les objectifs et mesures du plan d'action devront-ils être formulés de manière précise et ciblée.

Le comité interministériel - impliqué dans l'élaboration du plan d'action - a été informé des conclusions tirées du forum et a pu se prononcer sur l'avant-projet de plan d'action modifié ainsi que sur une proposition de stratégie pour 2011. Il est en effet préférable de se concentrer année par année sur la mise en œuvre efficace de certains PBC et que d'autres feront l'objet des priorités dans les années à venir.

La société civile et le Conseil national pour étrangers auront l'occasion de présenter leur avis sur le plan d'action et plus spécifiquement sur les priorités 2011/2012 dudit plan lors du prochain forum de consultation de décembre 2010.

Le lancement du contrat d'accueil et d'intégration et du plan d'action pluriannuel est prévu pour la fin de l'année 2010.

Question 0761 (9.7.2010) de **M. Félix Braz** (*déi gréng*) concernant le **Comité européen pour la Prévention de la Torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT)**:

Le Comité européen pour la Prévention de la Torture fait des rapports réguliers sur les États membres du Conseil de l'Europe. Dans le rapport de l'ORK de 2009 nous lisons à la page 59: «une délégation du Comité européen pour la Prévention de la Torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT) a fait sa 4^e visite au Grand-Duché de Luxembourg du 22 au 27 avril 2009. Un rapport succinct a été établi en juin; le rapport intégral sera publié fin 2009». À ce jour ce rapport du CPT n'a pas encore été publié.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Le Gouvernement luxembourgeois a-t-il fait parvenir ses remarques au CPT?

- Quelles sont les raisons de ce retard?

Réponse (5.8.2010) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*:

Les questions de l'honorable Député appellent tout d'abord deux observations:

1) Le Comité européen pour la Prévention de la Torture (CPT) a visité en avril 2009 non seulement le Centre pénitentiaire à Schlassig (CPL), comme le font sous-entendre ces questions, mais tous les établissements au Luxembourg où des personnes sont retenues contre leur gré. Il s'agissait donc d'établissements relevant de la police, de la santé (CHNP à Ettelbruck et les chambres sécurisées au CHL à Luxembourg), de la famille (centre socio-éducatif à Dreibern), des affaires étrangères

(centre de séjour provisoire pour les ressortissants étrangers en situation irrégulière à Schlassig) et donc de la justice, à savoir le CPL. La présente réponse se limite aux deux derniers points.

2) La procédure applicable pour l'établissement et la publication de ce rapport est un brin plus élaborée qu'on pourrait le croire à la lecture du rapport de l'ORK de 2009:

- Après la visite en avril au Luxembourg, le CPT a adopté le rapport dans sa séance du 2 au 5 novembre 2009.

- Ce rapport a été transmis au Gouvernement vers la mi-décembre 2009, en prévoyant initialement un délai de six mois endéans lequel le Gouvernement peut répondre aux recommandations formulées par le CPT.

- Ce n'est qu'ultérieurement que l'État visité peut décider de la publication du rapport et des commentaires y relatifs, conformément à l'article 11 de la Convention européenne pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants du 26 novembre 1987. À noter qu'en vertu de ce texte, l'ensemble des informations concernées sont considérées comme confidentielles jusqu'à la décision de publication de l'État concerné¹.

À la lumière de ces observations, et pour autant que le Ministère de la Justice soit concerné, les questions de l'honorable Député appellent les réponses suivantes:

- Les réponses afférentes du Ministère de la Justice sont en cours de finalisation pour être continuées ensuite au Ministère des Affaires étrangères, en charge de la compilation des réponses de tous les ministères concernés et de leur transmission au CPT.

- Étant donné que le CPT a accordé récemment au Luxembourg une prorogation du délai de transmission des réponses jusqu'à fin septembre 2010, il n'y a pas eu de retard.

Question 0762 (12.7.2010) de **M. Félix Braz** (*déi gréng*) concernant le **Conseil national pour étrangers**:

L'échéance pour la mise en place du nouveau Conseil national pour étrangers s'approche. Le mandat du CNE actuel vient à échéance en novembre. D'une part cette échéance est connue depuis trois ans, d'autre part la loi d'intégration du 16 décembre 2008 a créé une toute nouvelle constellation pour le CNE.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Par quels moyens les associations électriques ont-elles été informées des travaux du CNE actuel et par là de l'exécution du mandat qu'elles lui avaient confié lors des dernières élections?

La même loi prévoit un règlement grand-ducal pour encadrer le nouveau CNE: «Un règlement grand-ducal détermine les modalités de désignation des représentants des étrangers ainsi que leur répartition par nationalité sur base de l'importance proportion-

nelle des diverses nationalités présentes au Luxembourg». Il est de bon aloi que les électeurs connaissent le cadre de l'élection à laquelle ils sont appelés à participer.

- Quand ce règlement grand-ducal sera-t-il pris?

Un appel à électeurs a été lancé, les associations ont été invitées à s'inscrire comme électrices du CNE pour le 31 mars 2010.

- Quelles associations étaient inscrites à l'OLAI en date du 31 mars 2010?

Le délai d'inscription a été prolongé jusqu'au 30 septembre 2010.

- Quelles associations supplémentaires se sont inscrites à ce jour?

- Quelles raisons du manque d'intérêt l'étude que la société Mouvens fait pour le compte de l'OLAI sur le mouvement associatif des étrangers a-t-elle permis de déceler?

- De quelles ressources l'OLAI dispose-t-il directement ou par convention avec des tiers pour inciter les associations à se conformer à la loi sur les a.s.b.l., condition pour pouvoir être électeur du CNE?

- Comment expliquer les exigences légales en matière d'élection pour le CNE, alors que ces mêmes conditions ne sont pas exigées au moment de l'attribution de subsides ou de signature de convention avec l'OLAI?

Réponse (26.8.2010) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

1. Les associations électriques sont informées des travaux du Conseil national pour étrangers (CNE) par l'intermédiaire des différents membres de celui-ci, élus par les premières, ainsi que par un rapport annuel de ses travaux publié dans le rapport d'activité du Ministère de la Famille et de l'Intégration. Récemment, le Conseil national pour étrangers a eu sa page d'information sur le nouveau site Internet de l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI).

2. Le nouveau règlement grand-ducal déterminant les modalités de désignation du CNE est en voie d'élaboration et sera finalisé dans les meilleurs délais. Une fois finalisé, il sera soumis pour approbation au Conseil de Gouvernement et pour avis au CNE.

3. Comme précisé dans la réponse à la même question posée le 2 juin dernier par Monsieur le Député (*cf. compte rendu n°16/2009-2010 - question parlementaire n°0678*), 35 associations, pour la plupart des petites associations venant de tous bords, à l'exception d'une seule à envergure nationale, avaient répondu au courrier de l'OLAI pour le 31 mars 2010.

4. À ce jour, cinq associations supplémentaires se sont manifestées.

5. La société Mouvens n'a pas enquêté sur la motivation respectivement sur un éventuel manque d'intérêt du monde associatif à participer à l'élection du CNE, mais sur les besoins des associations en matière d'élaboration et de gestion de projets.

6. Il y a lieu de noter que l'OLAI ne dispose pas de moyens financiers spécifiques pour inciter les associations à se conformer à la législation sur les associations sans but lucratif, surtout à la suite du faible nombre de réponses à son courrier. Une réflexion commune avec les associations représentatives s'impose.

Question 0763 (12.7.2010) de **M. Eugène Berger** (*DP*) concernant **l'enseignement en équipe dans l'enseignement fondamental**:

Ces dernières années, de plus en plus enseignants de l'enseignement fondamental ont commencé à pratiquer l'enseignement en équipe («team-teaching»). Avec la réforme de l'affectation du personnel enseignant, dirigée de manière centralisée par le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et notamment par l'application stricte du contingent, cette méthode d'enseigner devrait être abandonnée dans la plupart des cas.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle me dire dans combien de classes de l'enseignement fondamental l'enseignement en équipe a été pratiqué au cours de l'année scolaire en cours? Pour combien de classes cette méthode est encore prévue pour l'année scolaire 2010/2011? Dans quelles classes et dans quelles communes le «team-teaching» sera-t-il supprimé? Quelles en sont les raisons?

- Finalement j'aimerais savoir de la part de Madame la Ministre si une évaluation de la pratique du «team-teaching» a été réalisée?

Réponse (30.7.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

L'organisation de l'enseignement en équipe par cycles peut se faire selon plusieurs modèles. Citons-en quatre à titre d'exemples:

1. Chaque titulaire dirige sa classe pendant deux années. Il se concerta avec ses collègues du cycle par exemple sur des règles communes qui seront appliquées dans toutes les classes du cycle. L'équipe fixe ces règles communes et les communique aux parents et aux élèves.

2. Chaque titulaire dirige sa classe pendant deux années. Les titulaires de toutes les classes du cycle développent ensemble un projet commun de gestion des apprentissages, accompagné de mesures de décloisonnement régulières, telles que définies à l'article 22 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental.

3. L'équipe du cycle se répartit l'ensemble des élèves du cycle en groupe mono-âge ou multi-âge. La décision de la façon de répartir les enfants appartient à l'équipe et peut être adaptée au cours de l'année scolaire. Elle relève toujours du souci commun des membres de l'équipe pédagogique d'améliorer les apprentissages des élèves et de créer un climat de travail calme, équilibré et empreint de confiance. Selon la taille de l'école, différentes combinaisons sont possibles. Cependant, d'un point de vue administratif et pour faciliter la communication avec les parents, chaque groupe d'enfants doit être placé sous la responsabilité d'un titulaire, même si les enfants sont encadrés temporairement dans un autre groupe par un autre enseignant.

4. L'équipe pratique le «team-teaching», c'est à dire que tous les enfants du cycle sont pris en charge par l'ensemble des membres de l'équipe. Chaque

membre de l'équipe pratiquant le «team-teaching» assume la responsabilité d'un groupe d'élèves en tant que titulaire.

À l'intérieur d'un cycle, des équipes peuvent fonctionner suivant différents modèles.

Selon les dispositions légales en vigueur, le conseil communal arrête l'organisation de l'enseignement fondamental, sur la base des rapports établis par les comités d'école, avisés par la commission scolaire et dans le respect du contingent de leçons qui est mis à sa disposition par le ministre. Les raisons déterminant un éventuel changement concernant la ou les formes d'organisation du travail en équipe dans les écoles fondamentales diffèrent certainement d'une commune à l'autre et relèvent de réflexions émanant des différents partenaires scolaires participant à l'élaboration de l'organisation scolaire.

En ce moment je ne dispose pas de statistiques relatives aux différentes formes de l'enseignement en équipe pratiquées dans les écoles fondamentales.

Toutefois plusieurs expériences concernant la pratique du «team-teaching», dans le sens de la prise en charge de plusieurs classes par une équipe d'instituteurs, ont été documentées, notamment celle concernant le «team-teaching» Bridel 2005-2008 et le «team-teaching» Frisange 2003-2005. La documentation relative à ces expériences peut être téléchargée sur le site Internet de mon Ministère (<http://www.men.lu>, Enseignement fondamental, Bibliothèque de l'Enseignement fondamental).

Par ailleurs, aucune évaluation scientifique de la pratique du «team-teaching» à l'école fondamentale n'a été réalisée jusqu'à présent.

Question 0765 (13.7.2010) de **M. Fernand Etgen** (*DP*) concernant les **réductions budgétaires pour l'eBac**:

Selon mes informations, des réductions budgétaires radicales seraient prévues dans les moyens mis à la disposition de l'eBac. Ainsi, ces réductions pourraient même entraîner la démission non seulement de la direction de l'eBac, mais également d'une grande partie des enseignants concernés («eTeachers»).

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle confirmer les informations relatives ci-dessus? Dans l'affirmative, quelles seraient les raisons pour la réduction des moyens financiers de l'eBac? Est-il notamment exact que la direction et les enseignants démissionneraient au cas où l'intention de réduire les moyens de l'eBac serait maintenue?

- Madame la Ministre peut-elle me dire si une évaluation de l'eBac a été réalisée pour les dernières années?

Question 0769 (14.7.2010) de **M. Claude Adam** (*déi gréng*) concernant la **réorganisation de l'eBac**:

Suivant des informations parues dans la presse au sujet d'une réorganisation du eBac à partir de septembre 2010, je souhaiterais avoir les renseignements

¹ Les rapports sur les visites précédentes du CPT au Luxembourg sont accessibles sur le site Internet suivant: www.cpt.coe.int

suyvants de la part de Madame la Ministre:

- Est-ce qu'il est exact que Madame la Ministre a décidé que les modules de l'eBac ne seront organisés qu'une seule fois par année et qu'une coupe radicale est prévue en ce qui concerne les heures de travail des eTeachers, de même que du groupe de pilotage?

Monsieur le Premier Ministre avait affirmé dans son discours sur la situation de la nation qu'il n'y aurait pas de restrictions budgétaires en ce qui concerne l'éducation. En effet, l'éducation représente notre seule source indigène de matière première de développement.

- Est-ce que le Gouvernement renonce désormais au principe de ne pas réduire le budget de l'éducation nationale?

Question 0772 (14.7.2010) de **M. Jean-Paul Schaaf** (CSV) concernant l'avenir de l'eBac:

Depuis la rentrée scolaire. 2006, le Service de la formation des adultes du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle propose la formation eBac, une formation à distance qui mène au baccalauréat. eBac s'adresse aux adultes qui ont arrêté leurs études secondaires avant la classe de 1^{re} et qui désirent reprendre celles-ci. Ainsi 75% des cours eBac se déroulent à distance moyennant Internet et seuls 25% des cours sont dispensés en régime présenciel. Cette formule permet d'offrir aux adultes l'opportunité de concilier emploi, vie de famille et études. Or, d'après certains médias luxembourgeois, le Ministère de l'Éducation nationale prévoit, à la rentrée scolaire 2010/2011 de faire passer le nombre de sessions programmées du eBac de quatre sessions par année scolaire à une seule.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle me confirmer les informations susmentionnées? Dans l'affirmative, pour quelles raisons le Ministère de l'Éducation nationale entend-il réduire le nombre de sessions programmées par année scolaire? Quelles répercussions pourraient avoir une telle réduction sur le fonctionnement respectivement l'avenir du eBac?

- Madame la Ministre, peut-elle me fournir le nombre exact d'élèves qui sont inscrits à l'heure actuelle à la formation à distance? Combien de «eTeachers» sont occupés pour les besoins du eBac par le Service de la formation des adultes du Ministère de l'Éducation nationale?

Réponse (30.7.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Toutes les formations de l'Éducation nationale sont soumises à une analyse annuelle de l'efficacité de l'organisation afin que je puisse déterminer les conditions liées à l'autorisation d'organiser cette formation. Pour les classes régulières, le doublement des classes ou l'organisation d'une formation dans plus d'un lycée sont notamment soumis à la condition qu'il y ait un nombre suffisant d'élèves inscrits.

Cette procédure vaut aussi pour l'eBac. Il n'est pas question d'abolir cette formation qui connaît un réel succès. En 2009/2010 il y a eu 103 apprenants adultes inscrits (à la date

du 2 juillet) qui ont été encadrés par 24 enseignants. Les premiers candidats se sont présentés à l'examen de fin d'études secondaires, un candidat en 2008, six candidats en 2009 et douze candidats en 2010. Dans deux ou trois ans, il sera possible de se fonder sur les résultats de ces examens et sur le parcours scolaire des apprenants adultes afin d'évaluer et, le cas échéant, d'améliorer le dispositif.

En 2010/2011, il y aura deux changements par rapport aux années scolaires précédentes.

D'une part, il n'y aura plus de décharges pour le groupe de pilotage de l'eBac qui assumait pendant la phase de conception et de lancement les tâches suivantes:

- concevoir une plateforme permettant le «blended learning»;

- concevoir des modules avec des contenus (notamment électro-

troniques);

- concevoir les processus nécessaires à la bonne gestion quotidienne de l'eBac;

- planifier et réaliser une campagne publicitaire de lancement.

Les modules de l'eBac reposent en effet sur les programmes des classes régulières, mais ces programmes ont dû être adaptés à l'enseignement par modules de l'eBac. Tous ces modules ont été entre-temps élaborés et la formation est bien mise en place. Il suffit donc de garder les décharges qui sont nécessaires à la gestion de l'eBac.

Je souligne dans ce contexte qu'il n'y a pas de diminution des décharges administratives liées à l'eBac prévues en fonction des dispositions du règlement ministériel du 20 juillet 1992 concernant la nomination, les attributions et les rémunérations des délégués à la formation des adultes. Dans les centres de formation pour adultes, la tâche et la rémunération du délégué à la formation des adultes sont définies par ce règlement. La décharge y est fixée à trois leçons hebdomadaires par délégué. Un deuxième délégué avec la même décharge peut être prévu sous condition que le nombre de cours hebdomadaires organisés dépasse 51. Tel est le cas pour l'eBac.

D'autre part, j'ai décidé de ne plus autoriser le dédoublement automatique de chaque module. Pour offrir un maximum de flexibilité aux élèves, chaque module était offert deux voire trois fois par année scolaire. Or, dans certains cas, le nombre d'inscriptions à ces modules était très limité.

Il va de soi que chaque module sera toujours offert au moins une fois par année scolaire, il le sera une seconde fois s'il s'agit d'un module que l'élève doit impérativement réussir pour progresser et si le nombre d'inscriptions justifie de l'organiser. Il convient de noter que, même si le module n'est pas offert une deuxième fois, l'épreuve y relative le sera et l'élève aura donc la possibilité pendant la même année scolaire de repasser cette épreuve.

La rémunération de l'enseignant par module n'est pas modifiée.

Aucune démission relative à l'eBac ne m'est parvenue à ce

jour, ni d'un enseignant ni d'un délégué à la formation des adultes.

Question 0767 (13.7.2010) de **M. Carlo Wagner** (DP) concernant la formation de l'ostéopathe:

Dans sa réponse du 15 décembre 2009 à une question parlementaire afférente (*cf. compte rendu n°7/2009-2010*), Monsieur le Ministre avait fait savoir que l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) était, ensemble avec la Fédération européenne des Ostéopathes (FEO), sur le point de finaliser la détermination des critères de formation de l'ostéopathe.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si les travaux de l'OMS ont entre-temps été finalisés? Dans l'affirmative, quelles en sont les conclusions?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer dans quels délais il entend élaborer un cadre législatif ainsi qu'une réglementation correspondante concernant la reconnaissance de l'ostéopathie?

Réponse (6.8.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Je tiens à informer l'honorable Député que l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et la Fédération européenne des Ostéopathes (FEO) n'ont pas encore finalisé le guide concernant la formation de base et la sécurité en ostéopathie.

Mes services me signalent toutefois que l'OMS envisagerait de publier ledit guide, qui s'appuie sur des principes élaborés en 2007, avant la fin de l'année 2010.

Dès que je serai en possession de ce document, je ne manquerai pas de le faire communiquer sans délai à la commission parlementaire «Santé et Sécurité sociale» qui avait décidé, en date du 5 juillet 2007, de suspendre ses délibérations sur le dossier «ostéopathie»; ceci jusqu'à la publication par l'OMS d'un tel guide.

Question 0768 (13.7.2010) de **Mme Marie-Josée Frank** et **M. Léon Gloden** (CSV) concernant la station de contrôle technique dans la région Est:

Selon un article paru récemment dans la presse écrite, il serait éventuellement prévu d'installer une station de contrôle technique soit dans la région Est, soit dans la région Ouest du Grand-Duché.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement Durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre, peut-il nous confirmer les informations parues dans la presse?

- Dans l'affirmative, quelle est l'évolution du dossier?

- Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis qu'une telle station devrait être installée près d'une sortie d'autoroute, afin de ne pas trop perturber le trafic routier?

Réponse (10.9.2010) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Dans leur question parlementaire les honorables Députés souhaitent avoir des précisions sur l'installation éventuelle d'une station de contrôle technique soit dans la région Est, soit dans la région Ouest du Grand-Duché.

À préciser d'abord que les responsables de la Société Nationale de Contrôle Technique (SNCT) suivent attentivement la situation démographique ainsi que le développement concomitant du nombre des véhicules immatriculés au Luxembourg. Au vu de son expérience acquise en tant que gestionnaire pour l'État de la base de données des véhicules immatriculés et soumis au contrôle technique, la SNCT compte y déduire les conclusions nécessaires pour mettre en place, en temps utile, la capacité technique nécessaire pour offrir à ses clients un service adapté aux exigences en la matière.

Pour atteindre cet objectif, la SNCT poursuit actuellement deux stratégies pour maintenir, voire améliorer le niveau de service requis en vue de l'horizon 2020:

1. Un premier axe de réflexion consiste en une exploitation optimale des infrastructures actuellement disponibles dans les trois stations de contrôle technique de Sandweiler, d'Esch-sur-Alzette et de Wilwerwiltz.

2. Un second axe de réflexion consiste en une extension ultérieure des infrastructures disponibles pour les opérations de contrôle technique. Alors que les tendances observées en la matière dans la plupart des autres pays de l'Union européenne s'orientent vers des petites stations de contrôle décentralisées plutôt que vers l'implantation de grands centres de contrôle, il paraît indiqué d'analyser la mise en place de nouvelles stations de contrôle plus petites à des endroits géographiques différents, plus proches des clients.

Les deux axes de réflexion esquissés sont en ligne avec la stratégie gouvernementale ayant comme but une simplification administrative au profit des citoyens.

À noter qu'actuellement aucune décision relative à la stratégie exposée ci-dessus sub 2 n'a été prise. Toutefois, le moment venu, le choix précis des lieux d'implantation d'éventuelles nouvelles stations de contrôle tiendra compte des zones d'attraction des stations de contrôle actuelles pour privilégier en premier lieu les régions du pays actuellement défavorisées à cet égard.

Question 0770 (14.7.2010) de **M. André Bauler** (DP) concernant la construction d'un lycée technique pour professions de santé:

En août 2009, Monsieur le Ministre du Développement durable avait annoncé, dans le cadre de la réponse à une question parlementaire, qu'un bureau d'architectes avait été chargé des travaux de planification concernant la construction d'un lycée technique pour professions de santé sur une partie du site de l'ancienne Clinique d'Ettelbruck et que le comité d'acquisition auprès du Ministère des Finances était en train de formaliser un accord de principe en vue de l'achat du terrain nécessaire par l'État.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à

Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des précisions au sujet de l'accord conclu entre la ville d'Ettelbruck et l'État luxembourgeois?

- Monsieur le Ministre peut-il fournir également des informations au sujet de l'état d'avancement des travaux de planification à proprement parler et du programme de construction?

- Comme le lycée en question ne semble pas tomber sous les mesures d'économies du Gouvernement annoncées par Monsieur le Premier Ministre dans sa déclaration sur l'état de la nation en mai dernier, Monsieur le Ministre peut-il annoncer les délais dans lesquels cet établissement scolaire sera réalisé?

Réponse (12.8.2010) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert sur le projet du Lycée technique pour professions de santé à Ettelbruck.

En ce qui concerne l'accord à conclure entre la ville d'Ettelbruck et l'État luxembourgeois relatif à l'acquisition des terrains, l'on précise que les actes respectifs ont été approuvés par le conseil échevinal et communal de la commune d'Ettelbruck en juin 2010 et qu'ils ont été signés par Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région. Actuellement, les actes se trouvent au Ministère des Finances pour signature et approbation.

En ce qui concerne l'état d'avancement des travaux de planification, il échet de noter tout d'abord que le programme de construction a été approuvé par la commission d'analyse critique fin 2008. Par la suite, les bureaux d'architecte et d'ingénieurs ont été sélectionnés et chargés de l'élaboration du projet en question. Ainsi, les études d'avant-projet sont actuellement en cours sur base du programme de construction approuvé, prévoyant des infrastructures scolaires pour 430 élèves.

À remarquer d'ailleurs que ce projet, en tant que projet-pilote, sera réalisé avec un concept énergétique «plus-énergie». Il s'agira d'un bâtiment susceptible de produire plus d'énergie que celle consommée lors de son exploitation. Il est évident qu'un tel concept innovateur demandera des études beaucoup plus poussées, surtout avant la réalisation du projet.

Enfin, annoncer des délais de réalisation ne sera envisageable qu'une fois les études terminées et toutes les autorisations nécessaires accordées.

Question 0771 (14.7.2010) de **MM. Lucien Clement**, **Léon Gloden** et **Mill Majerus** (CSV) concernant le Lycée germano-luxembourgeois Schengen de Perl:

En août 2007, le premier Lycée germano-luxembourgeois a ouvert ses portes sur les rives de la Moselle et plus précisément près de la localité sarroise de Perl. Cette école transfrontalière à



plein temps a pour objectif l'éducation et l'enseignement communs d'élèves originaires de pays différents. En promouvant l'enseignement du français et de l'allemand, le Lycée Schengen entend répondre aux exigences de l'économie de la Grande Région dans laquelle le plurilinguisme constitue sans aucun doute un atout pour tous les jeunes qui sont à la recherche d'un emploi ou qui entament des études universitaires. Dans cette optique, il est prévu de conférer aux élèves du lycée transfrontalier à la fin de leur scolarité des diplômes qui sont reconnus aussi bien en Allemagne qu'au Luxembourg.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

1. Madame la Ministre peut-elle faire un bilan relatif au fonctionnement actuel du Lycée Schengen? Est-il prévu d'évaluer l'école transfrontalière de manière régulière par les autorités compétentes en la matière, donc notamment par les autorités luxembourgeoises?

2. Madame la Ministre peut-elle nous fournir le nombre exact et le taux d'élèves luxembourgeois et d'enseignants luxembourgeois qui travaillent au Lycée Schengen? Sous quel statut les enseignants luxembourgeois sont-ils engagés? Le concept pédagogique de l'école tient-il effectivement compte des spécificités culturelles et sociales du système scolaire luxembourgeois?

3. Madame la Ministre peut-elle nous confirmer l'information selon laquelle les élèves du Lycée Schengen sont orientés une première fois au terme de la classe de 7^e, alors que le projet pédagogique initial prévoyait que les élèves passent d'abord les trois premières années de l'enseignement secondaire dans un cycle commun? Qu'en est-il dans ce contexte des orientations, dès l'âge de douze ans, vers des classes «Erweiterungskurs» et «Grundkurs»?

4. Madame la Ministre peut-elle nous indiquer s'il est vraiment prévu d'organiser dans les années à venir un cycle supérieur de l'enseignement secondaire et secondaire technique au Lycée Schengen? Dans la négative, Madame la Ministre peut-elle nous indiquer les écoles luxembourgeoises que les élèves vont pouvoir intégrer après avoir réussi le cycle inférieur de cette école transfrontalière?

Réponse (17.9.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

Année d'études	Nombre total d'élèves	Nombre d'élèves résidant au Luxembourg
5	111	42
6	109	41
7	150	65
8	149	54

Par nationalité et par lieu de résidence, les élèves se répartissent de façon suivante:

Lieu de résidence	Nationalité
Luxembourg	luxembourgeoise: 159 allemande: 20 autre: 23
Allemagne	luxembourgeoise: 49 allemande: 241 autre: 20
France	allemande: 5 autre (française): 2

1. Le Lycée germano-luxembourgeois Schengen de Perl qui a ouvert ses portes le 27 août 2007 est le premier lycée de son genre. Situé sur le territoire allemand, il est géré conjointement par le Luxembourg et la Sarre. En ce qui concerne les infrastructures et le fonctionnement technique, le Landkreis Merzig-Wadern est l'autorité compétente. Le lycée accueille les élèves indépendamment de leur nationalité, de leur langue maternelle ou de leur domicile. Une attention particulière est portée à l'idée européenne, à l'éducation au respect mutuel, aux multiples dimensions de la citoyenneté et à l'ouverture sur le monde extérieur.

Dans la majorité des disciplines scolaires, l'enseignement se fait en allemand. Plusieurs matières sont enseignées en français. L'enseignement des langues se fait en principe dans la langue cible.

Le concept du lycée comporte des éléments ancrés dans les deux systèmes d'enseignement ainsi que des idées nouvelles. Le lycée offre un encadrement à plein temps («Ganztagsschule»). Toutes les possibilités d'orientation sont gardées jusqu'en 9^e année d'études. Après douze années d'études, un diplôme professionnel respectivement un diplôme de fin d'études secondaires peut être obtenu.

Depuis son ouverture, les deux ministères concernés, le «Ministerium für Bildung» sarrois (MfB) et le «Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle» luxembourgeois (MEN), suivent de très près le développement du lycée.

Ainsi, tous les trimestres a lieu une réunion appelée «Begleitausschuss», à laquelle participent deux fonctionnaires du MfB, deux fonctionnaires du MEN et la direction du Lycée Schengen. Cet organe suit de très près l'évolution du lycée.

En ce qui concerne le développement de la charte scolaire du lycée, présentée en avril 2010, le lycée a eu recours aux services et aux conseils d'un professeur de l'Académie de Braunschweig, le Prof. Dr. Regenthal.

Aussi, un projet d'évaluation scientifique a été entamé en collaboration avec l'Université du Luxembourg et l'«Universität des Saarlandes». Un bilan exhaustif est attendu avant 2014.

2. Actuellement, 519 élèves sont inscrits au Lycée germano-luxembourgeois Schengen de Perl, dont 202 résident sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg. Ils se répartissent comme suit sur les différentes années d'études:

Les élèves issus de l'école fondamentale luxembourgeoise peuvent s'inscrire ou bien en 5^e ou bien en 7^e année d'études.

L'école a ouvert ses portes en 2007 avec 5 classes de 5^e année d'études. Chaque année scolaire, une année d'études supplémentaire est ajoutée, de sorte à ce qu'en 2014/2015 les premiers élèves se présenteront à l'examen de fin d'études secondaires.

Au cours des années, les inscriptions sont restées plus ou moins constantes:

En 2007/2008, 131 élèves ont été inscrits en 5^e année d'études, dont 31 élèves résidant au Grand-Duché.

En 2008/2009, 145 élèves ont été inscrits en 5^e année d'études, dont 64 élèves résidant au Grand-Duché.

En 2009/2010, 109 élèves ont été inscrits en 5^e année d'études, dont 47 élèves résidant au Grand-Duché. De plus, 26 nouveaux élèves ont été inscrits en 7^e année d'études, tous résidant au Grand-Duché. En 2009/2010, le Lycée Schengen a organisé pour la première fois une 7^e année d'études.

En 2010/2011, 111 élèves ont été inscrits en 5^e année d'études, dont 43 élèves résidant au Grand-Duché. De plus, 21 nouveaux élèves ont été inscrits en 7^e année d'études, tous résidant au Grand-Duché.

Les élèves sont encadrés par des enseignants issus des systèmes scolaires sarrois et luxembourgeois. À la rentrée 2010/2011, 66 enseignants interviennent au

Lycée Schengen, dont 30 sous le statut de fonctionnaires ou d'employés de l'État luxembourgeois. Il s'agit de six instituteurs du préparatoire, de dix professeurs ou candidats-professeurs et de 14 chargés d'éducation ou d'enseignement.

Les enseignants luxembourgeois sont détachés au Lycée Schengen.

En 2008, le «Begleitausschuss» évoqué ci-dessus a constaté que, pour mieux pouvoir tenir compte des spécificités culturelles et sociales des deux systèmes scolaires, il importait de formaliser certaines démarches, telles que la constitution de programmes spécifiques au Lycée Schengen. Ainsi, un projet européen Interreg IV porté par les partenaires MEN, MfB et le Landkreis Merzig-Wadern, projet dénommé INHED - Intégration, hétérogénéité et différenciation au Lycée germano-luxembourgeois Schengen à Perl -, a été initié. Le projet est financé à raison de 887.045 € par la Commission européenne. Il a pour but principal d'intégrer l'hétérogénéité préalable des élèves luxembourgeois et sarrois du Lycée Schengen à l'aide d'activités multiples et de stimuler ainsi l'échange mutuel social et culturel dans la Grande Région. Malgré et grâce à des connaissances de base diverses, un groupe d'élèves très hétérogène dispose d'une belle opportunité d'échange interculturel et de rapprochement.

Dans le cadre du projet qui s'étend sur la période d'août

2008 à août 2011, les activités suivantes se sont déroulées ou sont prévues:

- Le développement de programmes scolaires propres au Lycée Schengen, afin d'atteindre les objectifs d'une formation binationale qui met l'accent sur la Grande Région et l'Europe. Dans les programmes scolaires du Lycée Schengen, une importance primordiale est accordée à l'intégration des programmes obligatoires sarrois et luxembourgeois ainsi qu'au respect des particularités spécifiques et des tendances de développement de la Grande Région en général et des régions qui en font partie.

- La mise en place de mesures remédiant à l'hétérogénéité des connaissances, principalement dans les branches allemand, français et mathématiques, pour garantir l'égalité des chances et le rapprochement des élèves.

- La création d'un pool de matériel didactique tenant compte de la situation scolaire spécifique du Lycée Schengen.

- L'amélioration des structures de communication et de la cohésion entre l'école et le domicile à l'aide de publications plurilingues et d'entretiens réguliers avec le secrétariat scolaire.

- L'intégration des élèves luxembourgeois qui ne fréquentent le Lycée Schengen qu'à partir de la 7^e année d'études et qui, de ce fait, sont insérés dans les unités des classes de 7^e déjà constituées.

3. La grille horaire en division inférieure - qui n'a pas été modifiée depuis 2007 - est la suivante:

	Klasse 5	Klasse 6	Klasse 7	Klasse 8	Klasse 9
Luxemburgisch (l)	1	1			
Deutsch (d)	6	5	4 E/G	4 E/G	4 A/E/G
Französisch (f)	5	5	5 E/G	5 E/G	4 A/E/G
Englisch (e)			4	4 E/G	4 A/E/G
Mathematik	5	6	5 E/G	4 E/G	4 A/E/G
Biologie					2 A/E/G
Chemie					2 A/E/G
Physik					2 A/E/G
Gesellschaftswissenschaften	2	2	4	3	3 d G/ f E/A
Religion/Ethik	2	2	2	2	1
Sport	2d/f ¹	2d/f ¹	2d/f ¹	2d/f ¹	2d/f ¹
Bildende Kunst	*2d/f ¹	*2d/f ¹	*2d/f ¹	*2d/f ¹	*2d/f ¹
Musik					
Arbeitslehre	2d/f ¹	2d/f ¹			
Vertiefter Sprachunterricht: Französisch oder Deutsch	1	1			
Wahlpflichtbereich (z. B. Technik/Wirtschaft, Informatik/Wirtschaft)			2(f)	2(f)	4(f) ³ 4 ³
AG (ab Klasse 7 Luxemburgisch möglich)	2	2	2	2	2
Informationstechn. Grundbildung	1	1	1	1	
Lernen lernen	1	1	1	1	
Freie Arbeit/Fördern/Hausaufgaben	2	2			
	36	36	36	36	36

1. G = Grundkurs; E = Erweiterungskurs; A = Aufbaukurs

2. Unterrichtssprache Deutsch, soweit nichts anderes vermerkt ist (l: Lëtzebuergesch, d: Deutsch, f: français, e: english)

3. * Aufteilung variabel, z. B. 2 Stunden Musik im 1. Halbjahr und 2 Stunden Bildende Kunst im 2. Halbjahr

4. ¹ In mindestens zwei der Fächer Sport, Musik, Bildende Kunst und Arbeitslehre wird der Unterricht in französischer Sprache erteilt

5. ² Zusatzverpflichtung zum Erwerb der allgemeinen Fachhochschulreife

6. ³ Ab Klassenstufe 9 können neue Wahlpflichtfächer gewählt werden, darunter Spanisch

Dans les classes de 5^e et de 6^e année, les élèves suivent les enseignements, comme dans l'école fondamentale luxembourgeoise, dans des groupes hétérogènes. Une différenciation interne est opérée dans les différents cours

pour prendre en compte les capacités et les différents niveaux des élèves. À partir de la 7^e année d'études, les élèves sont répartis en fonction de leurs capacités et de leur niveau dans des cours «G» (Grundkurs) respectivement

dans des cours «E» (Erweiterungskurs) dans les matières «mathématiques», «allemand» et «français». À partir de la 8^e année d'études, ce système est étendu à la branche «anglais». L'orientation définitive vers la voie de



l'enseignement secondaire ou vers la voie de l'enseignement secondaire technique est opérée après la 9^e année d'études. Dans les branches mathématiques, allemand, français, anglais, physique, chimie, biologie et sciences

En 7^e année d'études:

Niveau	Deutsch	Französisch	Mathematik
G	52	40	60
E	98	110	90

En 8^e année d'études:

Niveau	Deutsch	Französisch	Mathematik	Englisch
G	33	34	28	33
E	116	115	121	116

À la fin de chaque semestre, la répartition des élèves dans les différents niveaux est reconsidérée: les élèves qui ont fait des progrès sont réorientés vers un niveau supérieur. Les élèves qui présentent de nouvelles lacunes sont réorientés vers un niveau inférieur.

4. Le Lycée Schengen offre les diplômes et certifications suivants:

- le «Hauptschulabschluss» après la 9^e année d'études. En Allemagne comme au Luxembourg, ce diplôme permet l'accès au système dual ainsi qu'à d'autres formes de l'enseignement professionnel;

- le «mittlerer Bildungsabschluss» après la 10^e année d'études. Au Lycée Schengen, ce diplôme est la condition requise pour pouvoir obtenir la «allgemeine Hochschulreife» (Abitur/diplôme de fin d'études secondaires) ou le diplôme de technicien de la division administrative et commerciale. Le certificat d'études moyennes permet également de s'engager dans une multitude de formations professionnelles;

- le diplôme de technicien administratif et commercial donne directement accès à la profession au Luxembourg. Il comporte, sous certaines conditions, la «fachgebundene Fachhochschulreife», qui donne accès aux études supérieures dans la spécialité correspondante, et, également sous certaines conditions, la «ungebundene Fachhochschulreife», qui donne accès aux études supérieures de façon générale;

- la «Abiturprüfung». Après la 12^e année d'études, l'étudiant acquiert à la fois le diplôme allemand «Allgemeine Hochschulreife» et le diplôme de fin d'études secondaires luxembourgeois.

Les élèves se présentent à l'examen de fin d'études secondaires respectivement de fin d'études de technicien après douze années d'études. Par rapport au système luxembourgeois, la durée du parcours scolaire peut être réduite à douze ans pour deux raisons. D'une part, le volume de leçons par semaine est plus élevé (36) que dans les écoles luxembourgeoises traditionnelles (30). D'autre part, le nombre de semaines de vacances est réduit (sept semaines en été au lieu de neuf; deux semaines à Noël et à Pâques au lieu de 2,5).

L'offre scolaire ainsi exposée figure dans l'accord signé par les deux chefs de Gouvernement et ratifié par les parlements luxembourgeois et sarrois. Cet accord stipule:

«Art. 8. ...

(2) L'Accord est conclu pour une durée indéterminée. Chacune des deux Parties peut dénoncer

humaines, les élèves sont répartis en trois niveaux différents: «A» (Aufbaukurs), «E» (Erweiterungskurs) et «G» (Grundkurs).

À la rentrée 2010/2011, la répartition dans les différents niveaux se présente ainsi:

L'Accord, en respectant un délai de préavis de 9 mois, pour la fin d'une année scolaire, mais au plus tôt pour la fin de l'année scolaire 2014/2015. En cas de dénonciation, les classes d'âge inscrites à l'École doivent pouvoir terminer leur parcours scolaire. L'Accord ne cesse de produire ses effets qu'au moment où les classes d'âge en question auront quitté l'École.

...

L'accord relatif au Lycée Schengen prévoit donc d'organiser un cycle supérieur de l'enseignement secondaire et de l'enseignement secondaire technique au Lycée Schengen.

Question 0773 (15.7.2010) de M. Claude Haagen (LSAP) concernant les producteurs de lait:

Selon «Agence Europe», les Ministres de l'Agriculture des États membres de l'Union européenne ont réservé un accueil plutôt favorable, lundi 12 juillet à Bruxelles, aux recommandations du Groupe à haut niveau sur le lait (GHN) mis en place en octobre 2009 à la suite de la crise dans ce secteur.

Pourtant, plusieurs centaines de producteurs de lait européens ont manifesté en marge du Conseil des Ministres pour marquer leur opposition aux recommandations prémentionnées. Ils sont d'avis que certaines mesures, telles que la contractualisation, renforceront encore les relations injustes au sein du marché laitier entre les producteurs, les laiteries et le commerce du détail.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Les producteurs de lait luxembourgeois ont-ils été consultés au sujet des recommandations du Groupe à haut niveau sur le lait? Dans l'affirmative, quelle est leur position face aux mesures proposées?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire quel sera l'impact sur la production de lait au Luxembourg si les recommandations étaient suivies?

Réponse (4.8.2010) de M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

Dans sa question parlementaire Monsieur le Député Claude Haagen se réfère à la manifestation de producteurs laitiers en marge du Conseil agriculture du 12 juillet dernier à Bruxelles, date à laquelle les recommandations du Groupe à haut niveau sur le lait (GHN), ont été examinées par

le Conseil des Ministres de l'Agriculture de l'Union européenne.

L'honorable Député constate le désaccord des manifestants face à certaines mesures proposées, dont la contractualisation, qui renforcerait les déséquilibres dans la chaîne de production et de commercialisation du lait et demande si les producteurs de lait luxembourgeois avaient été consultés au sujet des recommandations et quelle serait leur position face aux mesures proposées.

Le GHN a été mis en place par Madame la Commissaire Mariann Fischer Boel en octobre 2009, compte tenu de la situation difficile sur le marché des produits laitiers et a été chargé de réfléchir à des solutions à moyen et long terme pour stabiliser le marché du lait ainsi que le revenu des producteurs et pour renforcer la position des producteurs au sein de la filière, vu notamment l'expiration du régime des quotas laitiers au 1^{er} avril 2015.

En réponse à la première question soulevée par Monsieur le Député Haagen, j'aimerais signaler qu'une consultation intense du secteur laitier luxembourgeois avait déjà eu lieu les mois précédant la mise en place du GHN. Ainsi, deux tables rondes avaient été organisées au niveau politique le 1^{er} juillet 2009 et le 1^{er} septembre 2009, réunissant toutes les organisations agricoles concernées. Les trois syndicats agricoles représentés à la Chambre d'Agriculture (Centrale paysanne luxembourgeoise, Fräie Lëtzebuerger Bauerverband et Bauerenallianz) avaient soumis au Ministre à cette occasion une position commune en matière de politique laitière. Par ailleurs, fin avril 2009, le Ministère de l'Agriculture avait pris publiquement position par voie de communiqué en ce qui concerne les revendications de l'EMB, publiées dans le cadre de la journée d'action du 29 avril 2009. En outre plusieurs réunions au niveau technique ont eu lieu avec la profession (y compris le Luxembourg Dairy Board) tout au long de l'année 2009.

Le GHN s'est également appuyé sur les contributions orales et écrites des principaux groupes d'intérêt européens dans la chaîne d'approvisionnement en produits laitiers. Le COPA/COGECA, l'European Dairy Board et la Via Campesina ont été invités à plusieurs reprises aux GHN pour faire part de leurs positions. En outre, le GHN a reçu des contributions d'experts universitaires, de représentants de pays tiers, de la direction générale de la concurrence, des autorités nationales de la concurrence et de la direction générale de l'agriculture. Enfin, une importante conférence des parties prenantes dans le secteur des produits laitiers, avec la participation de représentants issus du secteur laitier luxembourgeois, s'est tenue le 26 mars 2010, permettant à un grand nombre d'acteurs de la filière d'exprimer leurs positions. Au niveau national le représentant du Luxembourg au GHN a informé et consulté de façon continue les organisations professionnelles luxembourgeoises et la Chambre d'Agriculture sur l'évolution des discussions.

Les travaux du GHN sont donc basés sur une très large consultation, dans la plus grande transparence envers les parties prenantes, tant au niveau européen qu'au niveau national.

Le Groupe à haut niveau sur le lait a formulé sept recommandations: - la promotion, sur base volontaire, la mise en place d'un sys-

tème de contractualisation entre les laiteries et les producteurs;

- l'analyse des possibilités pour augmenter le pouvoir de négociation des producteurs;

- l'examen du rôle possible des organisations interprofessionnelles pour le secteur laitier;

- la promotion de la transparence dans la chaîne d'approvisionnement en produits laitiers;

- l'étude d'instruments compatibles avec la boîte verte afin de réduire la volatilité des revenus;

- une meilleure communication en ce qui concerne les possibilités actuelles en matière d'innovation et de recherche dans le contexte des programmes de développement rural et des programmes-cadres de recherche;

- suggestion à la Commission d'étudier la faisabilité de différentes options (volontaire ou obligatoire notamment) relatives à l'étiquetage du lieu de production des produits laitiers et de viser un étiquetage distinct pour les produits d'imitation.

À l'exception des deux organisations qui ont appelé à manifester (Coordination Européenne Via Campesina (ECVC) et European Milk Board (EMB)), les organisations professionnelles européennes et nationales ont accueilli assez favorablement les recommandations du Groupe à haut niveau sur le lait.

À titre d'exemple, le COPA/COGECA se réjouit notamment du fait que l'importance des instruments actuels de gestion de marché ainsi que la contractualisation soient mis en avant par le GHN. Selon le COPA/COGECA, les contrats seraient un bon outil pour donner plus de prédictibilité et de stabilité et leur rôle devrait être renforcé.

En réponse à la dernière question de l'honorable Député, il est difficile de quantifier dès à présent l'impact des recommandations du GHN sur la production luxembourgeoise. Un des objectifs principaux des travaux du groupe consistait à chercher des pistes pour renforcer le pouvoir de négociation des producteurs. À cet égard, il faut souligner que la situation est très divergente d'un État membre à l'autre, de sorte que l'impact des recommandations du GHN serait plus ou moins marqué. À titre d'exemple, au Luxembourg les producteurs laitiers sont essentiellement organisés dans des coopératives opérant sur un marché régional et transfrontalier, tandis que dans les États membres du Sud de l'Europe les agriculteurs sont plus ou moins livrés à eux-mêmes et se retrouvent très souvent face à des laiteries en position dominante.

La Commission présentera en novembre de l'année en cours des propositions législatives sur la base des recommandations du GHN. La délégation luxembourgeoise a toujours plaidé pour que ces mesures restent facultatives pour les États membres et pour les opérateurs concernés. Il va de soi que le Ministère de l'Agriculture analysera et suivra de très près ces propositions.

Question 0774 (15.7.2010) de M. Jean Colomera (ADR) concernant le dossier médical personnel:

Die Qualität der Behandlung, Betreuung und Versorgung steht und fällt mit der Kontinuität mit

nahtlosen Übergängen insbesondere bei der Einhaltung von Qualitätsprotokollen, beim Daten- und Informationsfluss sowie bei der sektorenübergreifenden Zusammenarbeit. Obschon positive Entwicklungen in der integrativen Zusammenarbeit festzustellen sind, bleibt in der Praxis noch manches zu tun, was für den Patienten einen direkten Mehrwert darstellt.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Wie ist der Sektorenaustausch national geregelt?

2) Warum wird nicht für jede Entlassung aus einer Versorgungsstruktur ein Entlassungsbericht ausgestellt und an den übernehmenden, weiterbehandelnden Arzt respektive Versorger gerichtet? Warum ist dies keine Verpflichtung?

3) Wie steht der Minister zur Idee einer Patientenakte mit relevanten Gesundheitsdokumenten, die vom Patienten selbst verwaltet würde, vorausgesetzt, dass Kopien von Untersuchungsergebnissen dem Patienten systematisch ausgehändigt würden?

4) Müssten in den Stammdaten, die übersichtlich auf den Patiententickets abgedruckt sind, nicht auch obligatorisch Informationen wie Name des Familienarztes, betreuendes Netzwerk oder auch Name der Vertrauensperson stehen, um eben synoptisch zum Ausdruck zu bringen, dass der einzelne Patient immer in einer „Versorgungskontinuität“ gesehen werden müsste?

5) Gibt es regulatorische Anweisungen, dass Dokumente, die an die weiterversorgende Stufe ausgehändigt werden, als Kopie in der Patientenakte der ausstellenden Struktur hinterlegt werden?

6) Wann wird es zu einer sektorenübergreifenden Patienten-Gesundheitsakte kommen?

7) Gibt es bereits konkrete Stichdaten für Umsetzungsphasen?

Réponse (31.8.2010) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé:

Die Spitalgesetzgebung (loi du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers) schreibt das Ausstellen eines Entlassungsberichts sowohl bei jedem stationären Aufenthalt in einem Krankenhaus als auch in einer Rehabilitationseinrichtung vor. Dieser Entlassungsbericht wird dem Patienten sowie dem von ihm angegebenen weiterbehandelnden Arzt ausgehändigt beziehungsweise übermittelt.

Gemäß Artikel 36 dieser Gesetzgebung sind die Krankenhäuser sowie die Reha-Einrichtungen dazu verpflichtet, eine Kopie der in der Patientenakte hinterlegten Dokumente an den Patienten oder den von ihm angegebenen Arzt auszuhändigen.

Eine Patientenakte, die vom Patienten selbst verwaltet würde, so wie es der ehrenwerte Abgeordnete vorschlägt, kann allerdings nur ein Zusatz sein zu einer Patientenakte in Krankenhäusern oder Reha-Einrichtungen, da diese zum Führen und Aufbewahren einer Patientenakte für jeden von ihnen einmal oder mehrmals betreuten Patienten durch obengenanntes Gesetz verpflichtet sind. Sie kann ebenfalls nur ein Zusatz sein zur Patienten-



tenakte, die ein Gesundheitsberufler zu führen hat.

Die Einführung einer sektorenübergreifenden elektronischen Patientenakte mit dem Ziel, durch einen verbesserten Datenfluss die Versorgungsqualität zu verbessern und unnötige Doppeluntersuchungen zu vermeiden, wird zurzeit im Rahmen der Gesundheitsreform diskutiert.

Question 0775 (15.7.2010) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant le **HealthNet**:

Bis zum heutigen Tage sind nicht alle Dienstleister des Gesundheits- und Sozialwesens dem „HealthNet“ beigetreten, so dass es kein geschlossenes Netzwerk gibt, auf dem die Patientendaten zwischen allen Dienstleistern vom akuten bis zum Langzeitsektor gesichert ausgetauscht werden können.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Welche Initiativen wird der Minister ergreifen, um ein einheitliches Datennetz aufzubauen?

2) Wie sehr wird der Umstand eines fehlenden einheitlichen, gesicherten Netzes die Umsetzung von e-Health verzögern?

3) Falls das HealthNet nicht für Dienstleister im Sozialwesen und in der ambulanten Pflege vorgesehen sein sollte, welche alternativen Konzepte sind dann in der Phase der Umsetzung, um schlussendlich alle Dienstleister in einem Netz zusammenzubringen?

4) Wie kann heute die „Continuité des Soins“, insbesondere aber der gesicherte Datenfluss unter den derzeitigen Umständen garantiert werden?

5) Was sieht die nationale e-Health-Strategie zu diesem Fragenkomplex vor?

Réponse (31.8.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Das HealthNet wurde 1995 im Rahmen eines Forschungsprojektes des Forschungszentrums Henri Tudor als abgeschlossenes IT-Netz für das Gesundheits- und Sozialwesen entwickelt. Zurzeit wird das HealthNet vom GIE HealthNet verwaltet, einem Zusammenschluss des Gesundheitsministeriums, der Gesundheitskasse (CNS), der Krankenhausvereinigung (EHL) und der Ärztevereinigung (AMMD).

Ende 2009 gab es fast 1.000 Zugänge zum HealthNet, dabei handelt es sich zumeist um Gesundheitsdienstleister. Seit langem sind alle Krankenhäuser ans HealthNet angeschlossen. Eine steigende Zahl von Arztpraxen schließt sich ebenfalls an das HealthNet an. Diese Steigerung der Zugänge ist auch dadurch bedingt, dass ein Zugang zum HealthNet notwendig ist, um von außen Daten eines Informationssystem im Krankenhaus einzusehen. Das HealthNet bietet hier gemeinsame Sicherheitslösungen für die Krankenhäuser an.

Nur vereinzelt sind zurzeit Dienstleister aus dem Sozialwesen (Langzeitsektor, ambulanter Sektor) mit dem HealthNet verbunden, jedoch steht das HealthNet diesen Dienstleistern seit seiner

Anfangszeit offen. Die geringe Zahl der Zugänge liegt vor allem daran, dass es bis jetzt nur wenig gemeinsame sektorenübergreifende Anwendungen für den medizinischen Datenaustausch gibt.

Generell besteht die wohl wichtigste Herausforderung im Bereich e-Health darin, Anwendungen sektorenübergreifend für den medizinischen Datenaustausch im Gesundheits- und Sozialwesen bereitzustellen. Die Überlegungen hierzu, insbesondere wie eine solche Anwendungen unterstützende Plattform aussehen könnte, sind in vollem Gange.

Eine Austauschplattform für medizinische Daten muss insbesondere die Datensicherheit gewährleisten. Sie muss daher ihre eigenen Sicherheitsmechanismen bereitstellen, um unbefugte Zugriffe und Datendiebstähle zu vermeiden, unabhängig vom benutzten Netzwerk. Inwieweit ein einheitliches abgesichertes Netz in der aktuellen Strukturierung dann noch notwendig ist, wird sich zeigen. Die von den Krankenhäusern gemeinsam genutzten Sicherheitssysteme könnten gegebenenfalls vom „Centre informatique sectoriel“ der Krankenhausvereinigung übernommen werden, und es existieren heute bereits Sicherheitstechnologien, um den Datenaustausch gesichert über das Internet zu gewährleisten.

Im Rahmen des Gesetzentwurfs zur Reform der Gesundheitsversicherung und des Gesundheitswesens ist weiterhin angedacht, die entsprechenden Kernkompetenzen in einer gemeinsamen Struktur, die sich an das GIE HealthNet anlehnt, zu bündeln.

Question 0776 (15.7.2010) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant les **flacons de sang conservé**:

Blutkonserven sind nach bestimmten kanadischen Studien als gefährlich einzustufen, wenn die Konservierungsdauer 15 Tage überschreitet, da mannigfaltige Nebenwirkungen eintreten können.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Ab welchem Zeitpunkt werden die Blutkonserven in Luxemburg als „alt“ bezeichnet und dementsprechend entsorgt?

2) Wie und wo werden sie entsorgt?

3) Wie viel Blut wurde im letzten Jahr noch ab einer Konservierungsdauer von 15 Tagen in den Versorgungsstrukturen an Kranke verabreicht?

4) Wie ist der Turnover zwischen Angebot und Nachfrage?

Réponse (11.8.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Les pratiques transfusionnelles font l'objet de protocoles dans les établissements de soins et les comités d'hémovigilance veillent à l'établissement et au respect des bonnes pratiques ainsi qu'aux déclarations des incidents indésirables graves.

Le Centre de Transfusion sanguine de la Croix-Rouge luxembourgeoise (CTS) dispose d'un monopole pour la collecte du sang (hormis les cytophères du Centre Hospitalier de Luxembourg et les autotransfusions du Centre Hospitalier Emile Mayrisch) et satisfait les commandes que les

établissements hospitaliers expriment quotidiennement.

Le Luxembourg est autosuffisant en produits sanguins labiles grâce à 14.000 donateurs de sang bénévoles dont les invitations aux dons sont gérées informatiquement en fonction de l'état des stocks souhaités des différents phénotypes.

Le phénomène de l'amoindrissement des capacités fonctionnelles des cellules du sang, qu'il s'agisse de globules rouges ou de plaquettes, en fonction de la durée de la conservation du sang, est bien connu et pris en compte depuis longtemps. L'inscription de la date de péremption des produits sanguins labiles sur leur étiquette constitue ainsi une obligation légale.

Par ailleurs, il est admis que plus le volume sanguin à transfuser est faible, plus le sang doit être frais. Par conséquent, les enfants de moins de sept ans reçoivent dans tous les cas du sang de moins de sept jours.

Le Comité européen sur la Transfusion sanguine (CD-P-TS) précise dans son guide pour la préparation, l'utilisation et l'assurance de qualité des composants sanguins (15^e édition 2009) que:

- les globules rouges se conservent entre +2° et +6°C pendant 35 jours en CPDA (citrate-phosphate-dextrose-adénine). L'adjonction de SAGM (saline-adénine-glucose-mannitol) permet de porter la conservation à 42 jours. Le contrôle préconisé à péremption est, pour au moins quatre unités par mois, la mesure de l'hémolyse qui doit être inférieure à 0,8 de la masse sanguine;

- les plaquettes se conservent en agitation continue, entre +20° et 24°C pendant cinq jours en plasma ou mélange plasma et solution additive, ce qui est fait au CTS. Le contrôle préconisé à péremption est, pour au moins 1% du total des unités avec un minimum de quatre unités par mois, la mesure du pH qui doit rester supérieur à 6,4, contrôle également mis en œuvre dans notre centre de transfusion sanguine.

L'adjonction de SAGM ainsi que le contrôle prévus au 1^{er} tiret se font d'ailleurs au CTS.

Au Luxembourg on ne peut plus utiliser un concentré de globules rouges quand il a plus de sept jours pour un enfant âgé de moins de sept ans. Pour les autres patients, la durée est de 42 jours.

Les plaquettes ne peuvent plus être utilisées après cinq jours.

L'élimination des produits sanguins labiles se fait par incinération, ensemble avec les déchets contaminés. Les produits concernés sont placés dans des conteneurs en plastique étanches et sécurisés en attendant d'être enlevés par une firme spécialisée en la matière.

La traçabilité est conforme aux exigences légales.

L'étude des données 2009 du CTS révèle que pour les globules rouges:

- 58% des 21.520 concentrés en globules rouges distribués en 2009 avaient moins de 15 jours lors de leur livraison,

- qu'aucun produit ayant plus de 40 jours n'a été livré,

- que l'âge moyen à la livraison est de 15 jours,

- que 5,6% des concentrés en globules rouges ne sont pas livrés dont 2,5% du fait d'une péremption.

L'étude révèle par ailleurs que pour les plaquettes:

- l'âge moyen à la livraison est de 3,5 jours,

- que 20% des thrombaphères ne sont pas livrés dont 15% du fait d'une péremption, et

- que 34% des pools plaquettaires ne sont pas livrés dont 32% du fait d'une péremption.

Question 0778 (15.7.2010) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant une **éventuelle infection de viande par des bactéries**:

Actuellement on assiste à un nouveau scandale en Allemagne lié à la distribution de viande infectée par des bactéries toxiques et en provenance surtout du Brésil. Ainsi, des experts du «Bundesinstitut für Ernährung und Lebensmittel» ont constaté que 88% des viandes analysées étaient contaminées par la bactérie «clostridium estertheticum». Cette dernière se propage le mieux dans des conditions climatiques telles qu'on les retrouve dans les chambres froides. Dès que la bactérie entre en contact avec l'air, elle crée des spores pour se défendre. Celles-ci sont extrêmement résistantes aux produits désinfectants. Face à cette situation, l'institut allemand susmentionné a fait commander une estimation des risques liés à ce sujet. Selon cette évaluation, les spores de clostridies pourraient constituer un risque de santé pour les consommateurs parce que ces bactéries peuvent émettre des gaz toxiques.

Étant donné que d'autres pays au monde importent aussi cette viande, il serait tout à fait possible que le Luxembourg soit aussi concerné par cette problématique.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

- Messieurs les Ministres sont-ils conscients du problème actuel de viande contaminée en Allemagne?

- Le Luxembourg pourrait-il également être concerné par cette problématique?

- En tout état de cause, l'organisme luxembourgeois pour la sécurité et la qualité de la chaîne alimentaire a-t-il effectué respectivement effectuera-t-il sur base de ce qui se passe en Allemagne des contrôles spécifiques de la viande importée, afin de pouvoir détecter une éventuelle contamination à la bactérie «clostridium estertheticum»?

- Le Gouvernement pense-t-il qu'une évaluation des risques liée à une telle contamination est nécessaire? Dans l'affirmative, l'organisme précité procédera-t-il à cette estimation?

Réponse commune (17.8.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*:

Le «clostridium estertheticum» est un bacille ubiquitaire dans la nature. Il se trouve dans le sol et dans l'environnement sous forme de spore. Il est également présent dans le tube digestif de l'homme. Le bacille est psychrophile et anaérobie.

Dans un milieu propice, comme dans la viande emballée sous vide réfrigérée, cette clostridie s'active et peut ainsi développer un gaz nauséabond avec putréfaction de la viande. Les sachets en plastic gonflent et à l'ouverture le gaz s'échappe. La viande n'est plus ni consommable, ni utilisable. Il s'agit dès lors d'une perte économique, étant donné que la viande est avariée.

D'après les connaissances scientifiques actuelles, il s'agit d'un germe non pathogène pour l'homme. Un risque de perturbation de la santé est improbable.

D'un point de vue surveillance et contrôle des viandes en provenance des pays concernés, une attention particulière est prêtée en général à toutes les viandes sous vide. Si les différents services compétents en matière de contrôles alimentaires, et notamment l'Administration des services vétérinaires, devaient constater la présence de sachets gonflés contenant de la viande nauséabonde, la marchandise serait considérée comme invendable et immédiatement retirée du commerce.

Le fournisseur garantit la durabilité de la date limite de consommation. Dans le cas de viande avariée, il sera tenu d'indemniser la marchandise.

Dans ces conditions, un réemballage de la marchandise ne ferait d'ailleurs aucun sens, puisque la putréfaction prend son cours dans la viande contaminée.

Une évaluation du risque lié à une telle contamination n'est donc pas nécessaire, étant donné que tant l'aspect que l'odorat répugnant constituent assez d'arguments pour éliminer la denrée du commerce.

Toujours est-il que l'ensemble de la chaîne alimentaire fait l'objet de contrôles systématiques et réguliers.

Par ailleurs, les services respectivement concernés des départements ministériels de la Santé et de l'Agriculture suivront de très près l'évolution, au niveau communautaire, du dossier relatif au «clostridium estertheticum».

Question 0779 (15.7.2010) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant le **cours de langue luxembourgeoise dans des écoles privées au Luxembourg**:

Un certain nombre d'écoles privées au Luxembourg, dont l'École européenne et le Lycée Vauban offrent des cours facultatifs de langue luxembourgeoise à leurs élèves. Ces cours favorisent bien évidemment l'intégration des élèves dans la société luxembourgeoise et méritent dès lors d'être soutenus par l'État luxembourgeois.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

1. Est-ce que Madame la Ministre estime que l'État luxembourgeois devrait offrir annuellement des prix aux meilleurs élèves de ces classes et, de façon générale, reconnaître l'effort méritoire des élèves suivant des cours facultatifs de langue luxembourgeoise?

2. Que fait l'État luxembourgeois pour encourager les écoles privées internationales à offrir des cours de langue luxembourgeoise à leurs élèves?



3. Quelles sont les écoles qui offrent actuellement de tels cours et selon quelles modalités?

Réponse (30.7.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Toutes les initiatives pédagogiques promouvant le travail et l'intégration des élèves méritent d'être soutenues. Ceci vaut également pour des cours facultatifs de langue luxembourgeoise dispensés soit dans des écoles privées, soit à l'École européenne de Luxembourg. Cette dernière n'est d'ailleurs pas une école privée, mais un établissement d'enseignement officiel créé conjointement par les gouvernements des États membres de l'Union européenne ainsi que la Communauté européenne.

Je constate avec beaucoup de satisfaction que le nombre des initiatives pédagogiques promouvant l'effort des élèves et leur intégration dans la société luxembourgeoise est élevé. Ces initiatives pédagogiques ne se limitent ni aux seuls établissements scolaires mentionnés par l'honorable Député ni à l'apprentissage de la langue luxembourgeoise. La promotion du luxembourgeois n'est qu'un moyen parmi d'autres pour favoriser l'intégration des élèves dans la société luxembourgeoise. Les cours d'accueil à l'école fondamentale, les classes d'accueil et d'insertion dans l'enseignement postprimaire, les classes à régime linguistique spécifique, les classes ALLET (allemand langue étrangère) de l'enseignement secondaire, le bac international, les projets de promotion de la lecture, les projets pédagogiques dans les écoles et les lycées, l'élaboration et la diffusion de matériel pédagogique comme l'anthologie de textes luxembourgeois «Lies a fléi», le développement professionnel du corps enseignant à travers des cours spécifiques de formation continue sont d'autres actions qui facilitent l'intégration des élèves dans la société luxembourgeoise.

Puisqu'une politique encourageant à la fois les écoles publiques et privées à prendre des initiatives pédagogiques visant l'intégration des élèves dans la société luxembourgeoise fait défaut, j'ai demandé à mes services d'élaborer une proposition globale y relative.

Pour ce qui est de la troisième question, il est à noter qu'à part les deux établissements scolaires mentionnés, il n'y a pas d'autre lycée qui offre des cours facultatifs de langue luxembourgeoise. Le Lycée Vauban offre une heure par semaine à environ 50 élèves tous niveaux confondus. L'École européenne offre deux heures par semaine aux classes de 6^e et 7^e. En 2009/2010, environ 40 élèves ont profité de cette offre facultative. Les deux établissements scolaires mentionnent la participation à ces cours sur le bulletin scolaire.

Question 0780 (15.7.2010) de **M. André Hoffmann** (*déi Lénk*) concernant l'**indexation des indemnités de remplacement**:

Selon mes renseignements, il ne serait pas prévu d'indexer les indemnités de remplacement dues aux détenteurs de l'attestation habilitant à faire des remplacements dans l'enseignement fondamental selon le règlement grand-ducal du 18 décembre 2009.

Effectivement, je constate que les montants fixés par ce règlement ne contiennent pas de référence à l'indexation des salaires, contrairement au règlement du 5 décembre 2007 qu'il a abrogé.

Je prie donc Madame la Ministre de bien vouloir répondre aux questions suivantes:

- Peut-elle confirmer qu'il n'est pas prévu d'indexer les indemnités pour le remplacement dans l'enseignement fondamental?

- Si oui, le Gouvernement ignore-t-il que tant l'article 11 du statut de la fonction publique que l'article L.-223-1 à 3 du Code du Travail prévoient l'indexation automatique (même sans adaptation du règlement grand-ducal) de tous les traitements, salaires, respectivement allocations et indemnités aux variations du coût de la vie et que le Code du Travail prévoit même une amende de 251 à 25.000 euros pour les «employeurs qui ont versé des salaires ou traitements inférieurs»?

- Est-ce que le Gouvernement entend attendre les plaintes individuelles des personnes concernées devant les juridictions concernées et engager l'argent du contribuable pour la défense d'une cause probablement perdue d'avance?

- Quel est le signal que le Gouvernement entend donner au pays en agissant de cette façon contraire à la loi?

Réponse (22.9.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Le règlement du Gouvernement en Conseil du 5 décembre 2007 concernant les indemnités dues au personnel suppléant et aux chargés de cours de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et de l'enseignement spécial et les indemnités pour leçons supplémentaires, abrogé et remplacé à partir du 1^{er} janvier 2010 par le règlement grand-ducal du 18 décembre 2009, portait fixation des indemnités en question au nombre indice 100 et disposait à l'article 6 que «Les tarifs du présent règlement sont à adapter tous les deux ans à la valeur du point indiciaire applicable aux traitements des fonctionnaires et employés publics.»

On peut déduire de ces dispositions que les tarifs du règlement du 5 décembre 2007 devaient être adaptés non seulement au nombre-indice du coût de la vie mais également, le cas échéant, à la valeur du point indiciaire. Je relève qu'entre l'entrée en vigueur du règlement du 5 décembre 2007, en l'occurrence le 11 janvier 2008 (Mémorial A-n°3 du 11.01.2008) et son abrogation au 1^{er} janvier 2010, le nombre-indice du coût de la vie a subi deux augmentations aux 1^{er} mars 2008 et 2009, alors que la valeur de base du point indiciaire a été augmentée au 1^{er} janvier 2009. Comme le texte en question a été abrogé avant l'échéance des deux ans depuis sa mise en vigueur, aucune adaptation des tarifs n'a été mise en œuvre.

En ce qui concerne l'évolution future des indemnités de remplacement et des indemnités pour leçons supplémentaires assurées par les chargés de cours - membres de la réserve de suppléants de l'enseignement fondamental -, le Gouvernement a constaté après un échange de vues approfondi que ces indemnités, telles qu'elles sont définies par les dispositions du règlement grand-ducal du 18 décembre

2009, devaient être considérées comme éléments de rémunération qui sont en principe à adapter au nombre-indice du coût de la vie selon des règles identiques à celles applicables aux traitements des fonctionnaires publics.

En conséquence, le règlement grand-ducal du 18 décembre 2009 concernant

1) l'indemnité de remplacement due aux détenteurs de l'attestation habilitant à faire des remplacements engagés sur base des dispositions de l'article 27 de la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental;

2) l'indemnité due pour leçons supplémentaires assurées par les chargés de cours de la réserve de suppléants de l'enseignement fondamental respectivement par les détenteurs de l'attestation habilitant à faire des remplacements engagés sur base des dispositions de l'article 27 de la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental;

sera remplacé par des dispositions réglementaires conformes aux décisions prises par le Conseil de Gouvernement.

Un avant-projet de règlement grand-ducal est élaboré en concertation avec le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative et le Ministère des Finances et sera mis en vigueur dès que les procédures administratives prescrites auront été accomplies.

Question 0781 (16.7.2010) de **M. Claude Haagen** (*LSAP*) concernant la **déclaration de partenariat**:

Les personnes qui veulent se lier par une déclaration de partenariat doivent le faire dans leur commune de résidence. La commune transmettra dans les trois jours ouvrables l'original de la convention de partenariat au répertoire civil et d'inscription au répertoire général. Il en résultera évidemment une divergence de date entre la déclaration de partenariat à la commune et l'inscription au répertoire civil et d'inscription. La divergence de date pourrait même entraîner une divergence de date concernant l'année civile en cours.

Suite à la séance publique de la Chambre des Députés du 8 juillet 2010 au cours de laquelle le projet de loi 5904 portant modification de la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats a été voté, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

1. Aux termes de l'article 3bis LIR les personnes ayant conclu un contrat de partenariat, pour être imposées collectivement, doivent rapporter la preuve qu'elles ont partagé un domicile ou résidence communs et que le partenariat a existé du début à la fin de l'année d'imposition. De la sorte, elles ne peuvent bénéficier du changement de classe d'impôt qu'à partir de l'année qui suit la conclusion du partenariat en question. Dans ce contexte, j'aimerais savoir quelle date - à savoir celle de la déclaration à la commune ou celle de l'inscription au répertoire - est prise en considération par l'Administration des Contributions directes?

2. Dans combien de cas une divergence au niveau de l'année civile est-elle apparue?

3. Quelle date sera mentionnée sur l'extrait de naissance de la personne concernée?

4. Quelle est la date officielle de la convention de partenariat?

5. Finalement, combien de personnes sont responsables de l'inscription au répertoire civil et d'inscription du parquet général?

Réponse commune (11.8.2010) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*, de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*, et de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

Aux termes de l'article 3, paragraphe 3, alinéa 2 de la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats modifiée par la loi du 8 juillet 2010, le partenariat enregistré prend effet entre les parties à compter de la réception de la déclaration par l'officier de l'état civil, qui lui confère date certaine. Suivant l'article 13, paragraphe 2 de la même loi, le partenariat prend fin sur déclaration conjointe ou sur déclaration unilatérale par l'un des partenaires à l'officier de l'état civil. En ce cas, la fin du partenariat prend effet dans les rapports entre les parties à la date de réception de la déclaration par l'officier de l'état civil, qui lui confère date certaine.

Ainsi, l'Administration des Contributions directes prend en considération la date de déclaration à la commune, qui est déterminante.

La date de déclaration à la commune est également celle indiquée sur la copie intégrale de l'acte de naissance de la personne concernée et sur l'extrait de déclaration de partenariat. Par contre, un extrait d'acte de naissance ne portera pas mention quant au partenariat enregistré.

Si les deux partenaires ont conclu entre eux une convention fixant les effets patrimoniaux du partenariat enregistré, cette convention est inscrite à la déclaration de partenariat avec sa date de conclusion. Toute modification de la convention initiale est déclarée à l'officier de l'état civil et inscrite au répertoire civil avec la date de conclusion de la convention modificative. Aux termes de l'article 6 de la loi modifiée du 9 juillet 2004, la convention ainsi que ses modifications respectives ne sont opposables aux tiers qu'à compter de l'inscription au répertoire civil.

L'officier de l'état civil ayant enregistré les déclarations, à savoir les déclarations de partenariat et les déclarations relatives à la convention fixant les effets patrimoniaux du partenariat déclaré, est responsable de la transmission dans les trois jours ouvrables au répertoire civil tenu par le parquet général. Les services du procureur général sont responsables de l'inscription au répertoire civil.

Ces nouvelles dispositions entreront en vigueur le 1^{er} novembre 2010.

Question 0783 (16.7.2010) de **M. Claude Adam** (*déi gréng*) concernant l'**ouverture d'une bibliothèque solidaire en réseau «Bicher 3»**:

Me référant à la récente ouverture d'une bibliothèque solidaire en réseau «Bicher 3» à Hesperange, Pétange et Esch-sur-Alzette, destinée à favoriser la circulation des œuvres et la propagation des savoirs, j'aimerais

poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture et à Monsieur le Ministre délégué à l'Économie solidaire:

- De quels moyens financiers, personnels et logistiques disposent ces nouveaux centres bibliothécaires?

- Est-ce que la mission et le fonctionnement de ces centres ont été définis? Selon quels critères de qualité opèrent ces bibliothèques solidaires? Ces critères sont-ils conformes à la loi du 24 juin 2010 relative aux bibliothèques publiques?

- Y a-t-il coopération et coordination entre les bibliothèques associatives de type «Bicher 3» et les bibliothèques publiques existantes?

- Est-ce que les bibliothèques solidaires selon le modèle «Bicher 3» peuvent être considérées comme une alternative à la création de bibliothèques publiques qui doivent respecter les critères fixés par la loi du 24 juin 2010 relative aux bibliothèques publiques?

Réponse commune (6.9.2010) de **Mme Octavie Modert**, *Ministre de la Culture*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre délégué à l'Économie solidaire*:

En référence à la question parlementaire n°0783 de l'honorable Député Claude Adam concernant la bibliothèque solidaire «Bicher 3» des CIGL Hesperange, Pétange et Esch-sur-Alzette, nous avons l'honneur de vous informer que les bibliothèques solidaires en question ont été créées par les CIGL (Centres d'initiative et de gestion locale) avec les communes de Hesperange, Pétange et Esch-sur-Alzette. Ces CIGL fonctionnent sous le statut d'associations sans but lucratif dans le cadre du réseau Objectif plein emploi. Leur ouverture remonte à l'année 2008 pour la première et au 23 avril 2010 pour les deux autres.

Les bibliothèques solidaires sont intégrées aux locaux «Internet-stuffen» et leur gestion est assurée par les services informatiques respectifs des trois CIGL concernés qui sont alimentés en partie par le Fonds pour l'Emploi. Le département de l'Économie solidaire n'est à l'heure actuelle pas impliqué dans le financement de ces structures. Il en est de même pour le Ministère de la Culture, qui n'a d'ailleurs pas été contacté par ces bibliothèques dans le contexte de leur mise en place.

Le fonctionnement des bibliothèques solidaires est basé sur des logiciels libres et repose sur une mise à disposition volontaire et gratuite de livres par les citoyens pour les citoyens. Il s'agit d'un projet d'économie solidaire qui tend à renforcer la cohésion sociale locale et à développer l'évolution personnelle par le partage de la lecture. Une bibliothèque solidaire «Bicher 3» ne peut donc être confondue avec une bibliothèque publique au sens de la loi du 24 juin 2010 relative aux bibliothèques publiques.

En ce qui concerne la dernière question tendant à savoir si les bibliothèques solidaires peuvent être considérées comme une alternative à la création de bibliothèques publiques au sens de la loi du 24 juin 2010 relative aux bibliothèques publiques, il échet

de relever que si la constitution d'une bibliothèque de type «Bicher 3» est évidemment libre, seules les bibliothèques qui remplissent toutes les conditions énumérées par la loi du 24 juin 2010 et seuls les regroupements de bibliothèques au sens de la loi précitée peuvent obtenir l'agrément en tant que «bibliothèque publique» et ainsi bénéficier des aides étatiques prévues par cette loi. Dans ce contexte, il échet aussi de relever que les aides financières prévues par la loi prennent en compte l'existence d'autres subventions étatiques éventuelles.

Question 0784 (19.7.2010) de **Mme Martine Mergen** (CSV) concernant le **Château de Wiltz**:

Dans l'attente de l'achèvement de ses nouveaux locaux prévu pour la fin de l'année 2010, le CIPA de Wiltz est actuellement hébergé dans l'enceinte du château. Jusqu'à ce jour, le Gouvernement ne s'est pas encore prononcé quant à l'utilisation ultérieure du Château de Wiltz. Or, des rumeurs circulent affirmant que l'État envisage de vendre le château qui est d'une valeur patrimoniale exceptionnelle.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et du Budget:

- Monsieur le Ministre, peut-il confirmer ces rumeurs?

- Dans la négative, le Gouvernement a-t-il déjà pris une décision quant à la future affectation du château?

Question 0794 (20.7.2010) de **M. André Bauler** (DP) concernant le **Château de Wiltz**:

Dans sa réponse du 23 octobre 2009 à une question parlementaire afférente (cf. *compte rendu n°4/2009-2010 - question parlementaire n°0051*), Monsieur le Ministre avait fait savoir que le Gouvernement n'avait pas encore pris de décision quant à l'utilisation future du Château de Wiltz, mais qu'il envisagerait d'arrêter sa position au cours du premier semestre 2010 et ceci à la lumière de la situation financière de l'État.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si entre-temps une décision quant à l'utilisation future de l'immeuble en question a été prise. Si oui, en quoi consiste cette décision? Dans la négative, quand est-ce que cette décision sera prise?

Réponse (4.8.2010) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

Depuis 1951, l'État luxembourgeois est propriétaire du Château de Wiltz qui se situe dans le centre urbain de la commune de Wiltz. En tant que propriétaire, l'État a procédé au cours des dernières décennies aux investissements nécessaires, afin d'assurer la rénovation des bâtiments de l'édifice et de préserver le caractère spécifique de ceux-ci. Au

cours des dernières années, le château a notamment servi en tant que maison de retraite et a abrité des associations ainsi que des musées.

Début 2011, la maison de retraite, qui est l'un des principaux exploitants du Château de Wiltz, quittera les lieux pour s'installer dans de nouveaux bâtiments spécifiques récemment réalisés. Le Gouvernement a décidé lors de sa réunion du 27 novembre 2009 de proposer ce bien immobilier à des investisseurs et exploitants privés potentiels.

Le but de cette procédure est de trouver un partenaire solvable et capable, grâce à un concept d'exploitation économiquement viable et durable, de contribuer à la préservation à long terme de ce bien immobilier particulier. La nouvelle affectation de cet édifice historique devra également servir de moteur et de point d'attraction pour la commune de Wiltz et au-delà, de l'ensemble de la région du Nord du Grand-Duché de Luxembourg. Le Gouvernement pourrait s'imaginer notamment un projet hôtelier.

Cette démarche a fait l'objet d'une concertation étroite avec la ville de Wiltz qui a participé aussi à la rédaction du cahier des charges.

Le concept d'affectation qui sera retenu en fin de procédure devra, après conclusion du contrat, être planifié, exécuté, financé et exploité par un investisseur et ce dans un délai adéquat. En ce qui concerne les délais, il est à noter que les investisseurs potentiels doivent déclarer leur intérêt jusqu'au 29 octobre 2010.

Il est encore à noter que le cahier des charges exige la pérennité du festival de musique dans le cadre du Château de Wiltz.

La décision finale se prendra à l'issue d'une procédure de négociation comprenant des colloques permettant aux candidats de présenter leurs projets respectifs à la fin du premier semestre 2011.

L'appel de candidatures a été publié dans les journaux du 3 juillet 2010. Les modalités exactes des relations contractuelles entre l'État et le futur exploitant seront arrêtées en fonction du projet.

Question 0786 (19.7.2010) de **M. André Bauler** (DP) concernant l'**ancien Lycée technique de Mersch**:

Il y a presque deux décennies, le Lycée technique de Mersch (LTM) fut annexé au Lycée classique de Diekirch (LCD), ce dernier fonctionnant dès lors sur trois sites. L'intégration de l'ancien LTM dans la communauté scolaire du LCD a permis d'offrir de nouvelles perspectives pédagogiques au Lycée de Mersch à un moment où sa population scolaire avait tendance à se rétrécir.

Après presque 20 ans d'expérience, il me semble utile de dresser le bilan de cette opération pour en tirer des conclusions quant à l'opportunité d'un fonctionnement autonome de cet établissement scolaire. À ne pas négliger que la ville de Mersch hébergera à l'avenir plusieurs lycées et forme l'un des lieux de développement retenus par le concept intégratif en matière d'aménagement du territoire.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle fournir des informations sur le développement de la population scolaire dans le canton de Mersch et, tout particulièrement, dans la communauté du LCD à Mersch depuis le milieu des années 1990?

- Madame la Ministre peut-elle donner des précisions sur l'offre scolaire proposée à l'heure qu'il est dans le cadre du LCD à Mersch? Une diversification de cette offre est-elle prévue au courant des années à venir?

- Madame la Ministre estime-t-elle qu'il serait opportun de créer sur le site du LCD à Mersch un lycée autonome? Dans la négative, quelles seraient les raisons d'un refus en la matière? Dans l'affirmative, quand l'ouverture d'un lycée indépendant à Mersch pourra-t-elle avoir lieu au plus tard?

Réponse (15.9.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Pour ce qui est de la «population scolaire» du canton de Mersch, je donne ci-après les effectifs relatifs à l'enseignement fondamental du canton de Mersch. Ces chiffres sont disponibles depuis l'année 2000.

Le canton Mersch se compose des communes suivantes: Bissen, Larochette, Boevange, Lintgen, Colmar-Berg, Lorentzweiler, Fischbach, Mersch, Heffingen, Nommern, Tuntange.

Année scolaire	Précoce	Pré-scolaire	Primaire	Total
2000/2001		671	1886	2557
2001/2002		676	1933	2609
2002/2003		662	1956	2618
2003/2004	169	624	2008	2801
2004/2005	230	615	2028	2873
2005/2006	224	592	1970	2786
2006/2007	239	570	1969	2778
2007/2008	243	559	1903	2705
2008/2009	257	556	1874	2687
2009/2010	286	590	1832	2708

Les effectifs des élèves inscrits à l'annexe Mersch du Lycée classique Diekirch sont donnés par le tableau suivant:

année scolaire	élèves	année scolaire	élèves
2000/2001	395	2005/2006	448
2001/2002	452	2006/2007	449
2002/2003	465	2007/2008	430
2003/2004	452	2008/2009	402
2004/2005	455	2009/2010	441

L'offre scolaire de l'annexe Mersch du Lycée classique Diekirch porte sur les classes inférieures de l'enseignement secondaire, enseignements moderne et classique, de l'enseignement secondaire technique, voies théorique, polyvalente, pratique, et du régime préparatoire. Il n'est pas prévu d'élargir cette offre.

Il n'est pas non plus prévu de créer un lycée autonome sur le site de l'annexe Mersch du Lycée classique Diekirch. Il s'est avéré en effet que la structure d'une annexe avec les classes inférieures offre à ces élèves la perspective des classes supérieures au sein de la maison mère, avec une admission garantie, qui convient à la demande des élèves et de leurs parents. Un lycée autonome par contre, avec uniquement des classes inférieures, connaîtrait nettement plus de problèmes pour recruter des élèves.

Question 0787 (19.7.2010) de **M. Claude Adam** (*déi gréng*) concernant l'**organisation des activités scolaires pour lesquelles les communes engagent des tiers**:

Les lois et règlements grand-ducaux concernant l'enseignement fondamental stipulent que l'État prend en charge les rémunérations du personnel des écoles visé à l'article 67 pour les prestations ne dépassant pas le cadre du contingent, qui est mis à sa disposition par le Ministère de l'Éducation. Régulièrement et surtout pendant les périodes approchant les vacances scolaires, les classes font des visites et des excursions, partent en colonie et participent à des activités sportives et culturelles en dehors de l'enceinte des établissements scolaires.

Afin d'assurer le bon déroulement de ces déplacements, les communes sont souvent confrontées à des demandes de personnel supplémentaire pour assurer un encadrement adéquat des élèves en tenant compte des normes de sécurité, d'hygiène et de pédagogie. Or, le choix du personnel accompagnant est souvent arbitraire, car fonction de sa disponibilité. De plus, la rémunération de ces prestations, dépassant le cadre du contingent, est à charge de la commune. Par conséquent, étudiants, membres de la famille

- D'après quel mode de calcul les heures prestées par ce personnel supplémentaire doivent être considérées comme heures de travail rémunérées?

- Est-ce que l'octroi d'un quota d'heures supplémentaires, prises en charge par l'État, pour excursions, visites et autres activités ex-situ ne serait pas une approche juste pour assurer le niveau de qualité pédagogique minimale des personnes accompagnantes?

Réponse (3.9.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

L'article 76 paragraphe 1 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental dispose que les rémunérations du personnel des écoles sont à charge de l'État à l'exception des rémunérations pour prestations dépassant le cadre du contingent qui sont à charge de la commune respective.

L'article 38 de la même loi définit le contingent qui comprend:

1. les leçons attribuées pour assurer l'enseignement de base en tenant compte des normes pédagogiques communément admises en matière d'effectifs de classe;

2. les leçons attribuées pour répondre à des besoins en relation avec la composition socio-économique et socioculturelle de la population scolaire;

3. les leçons attribuées pour la réalisation des mesures prévues par le plan de réussite scolaire;

4. les leçons attribuées pour assurer l'enseignement moral et social.

Le cadre du contingent ne prévoit pas l'octroi de quota d'heures supplémentaires pour l'organisation de visites pédagogiques ou d'excursions scolaires.

Des sorties pédagogiques tout comme l'ouverture de l'école fondamentale au monde extérieur constituent un enrichissement de l'offre scolaire. J'estime que cette offre devrait se réaliser dans la mesure du possible avec le personnel en place dans les écoles fondamentales, notamment par le personnel surnuméraire disponible, le cas échéant.

Lors de l'organisation d'activités «ex-situ», de même que lors de l'organisation d'une colonie, le recours à des personnes tierces d'accompagnement reste possible exceptionnellement, selon les besoins et en accord avec les autorités communales, qui peuvent, le cas échéant, attribuer une indemnité à celles-ci.

La législation en vigueur ne définit pas de qualifications spécifiques dont devraient faire preuve des accompagnateurs éventuels. Par ailleurs toute sortie pédagogique, excursion ou colonie doit être préalablement autorisée par les autorités communales.

Question 0788 (19.7.2010) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant la **protection des données dans le domaine de la santé**:

Im derzeitigen konventionellen medizinischen Versorgungssystem müssen wichtige Datenschutz-Regelungen zur Anwendung kommen. So z. B. die kürzlich aufgeworfene Frage der Zulässigkeit von systematischen HIV-Tests oder das allgemeine Informationsrecht des Patienten, die

grundlegende Forderung nach dem „libre choix“ des Dienstleisters durch den Patienten selbst oder auch die automatische Zurverfügungstellung von medizinischen Berichten an den Betroffenen. Nicht zuletzt durch den Einsatz von Informations- und Kommunikationstechnologien in der Versorgung von Patienten gewinnt diese Frage ihre ganze Aktualität und Brisanz.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Gibt es regelmäßige Audits, um die Einhaltung, den Stand der Umsetzung sowie den Grad der Qualität von Maßnahmen im Einklang mit nationalen und europäischen Datenschutz-Vorgaben zu überprüfen?

2) Falls ja, durch wen werden diese neutralen Audits unternommen und wo werden die Resultate veröffentlicht? Sind solche Studien zugänglich?

3) Sind dem Minister hierzulande Versorgungsstrukturen bekannt, die regelmäßige interne Audits in Sachen Datenschutz unternehmen?

4) Sind dem Minister nationale Versorgungsstrukturen bekannt, die sich hierzulande oder gar international in diesem Bereich zertifizieren ließen und ein dementsprechendes Gütesiegel erworben haben?

5) Denkt der Minister nicht, dass im Zuge der Öffnung der Grenzen für ausländische Patienten, die verstärkt in unserem Gesundheitswesen behandelt und versorgt werden, eine solche Zertifizierung unausweichlich wird?

Réponse (15.9.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Der vermehrte Einsatz von Informations- und Kommunikationstechnologien zur Unterstützung und Vernetzung der Akteure im Gesundheitswesen birgt großes Potential, um die Versorgungsqualität zu verbessern und das Gesundheitssystem effizienter zu gestalten. Durch diese neuen Technologien, wie zum Beispiel die geplante Zusammenlegung wichtiger Patientendaten in einer sektorenübergreifenden elektronischen Patientenakte, entstehen neue Möglichkeiten, eine qualitativ hohe Versorgung zu unterstützen. Es entstehen jedoch auch gleichzeitig neue Risiken, was die Vertraulichkeit der Personendaten anbelangt.

Sowohl die für Datenschutzfragen zuständige Nationale Datenschutzkommission (CNPD) als auch der Gesundheitsminister sind sich der Wichtigkeit des Schutzes vor unrechtmäßigem Umgang mit sensiblen Gesundheitsdaten bewusst. Prinzipiell gilt, dass alle Leistungserbringer im Gesundheitswesen den Bestimmungen des Datenschutzgesetzes unterliegen, deren Einhaltung von der CNPD überwacht wird. Auch unterliegen alle Personen, welche in Ausübung ihres Berufes mit Patientendaten in Kontakt kommen, der ärztlichen Schweigepflicht beziehungsweise dem Berufsgeheimnis. Bei Zuwiderhandlung gelten die entsprechenden Bestimmungen des Strafrechtzbuches.

Im Rahmen der eSanté-Strategie wurde kürzlich eine Befragung der Dienstleistungserbringer zum Stand der Informatisierung im Gesundheitssektor¹ durchgeführt.

Auch Fragen des Datenschutzes wurden ermittelt. In der Studie wurde eine hohe Sensibilisierung aller Akteure des Gesundheitssektors für die Fragen des Datenschutzes festgestellt. Die überwiegende Mehrheit der Arztpraxen gab zum Beispiel an, die Daten zurzeit durch Passwort zu schützen und über entsprechende Antivirenprogramme und Firewalls zu verfügen.

Wenngleich noch Verbesserungspotenzial besteht, wird ein erhöhtes Bewusstsein für Belange des Datenschutzes von der CNPD festgestellt, dies auch infolge einer vermehrten Sensibilisierungsarbeit der CNPD im Gesundheitssektor. In konstruktivem Dialog zwischen den Versorgungsstrukturen und der CNPD wurden in den letzten Jahren vermehrt zusätzliche Maßnahmen unternommen. So verfügt jedes Krankenhaus mittlerweile über einen Verantwortlichen für Fragen des Datenschutzes. Diese Person wirkt präventiv durch Sensibilisierung und überwacht auch die Einhaltung der gesetzlichen Anforderungen. In einzelnen Krankenhäusern wird die Einhaltung der Datenschutz-Anforderungen zudem auch von internen Auditoren abgedeckt. Ein nationales Audit mit veröffentlichten Resultaten gibt es jedoch, wie übrigens auch in den meisten anderen europäischen Ländern, in diesem Bereich nicht.

Der Schutz sensibler Gesundheitsdaten vor unrechtmäßigem Zugriff ist sicher ein legitimes Anliegen der Patienten. Es sei jedoch darauf hingewiesen, dass eine rezente europaweite Umfrage² festgestellt hat, dass bei den Patienten generell ein sehr hohes Maß an Vertrauen in den Umgang mit Daten durch die Leistungserbringer im Gesundheitswesen besteht. Was Luxemburg anbelangt, so ist auch anzumerken, dass bis dato keine Beschwerden gegen einen Arzt oder ein Krankenhaus wegen Missachtung des Datenschutzes bei der CNPD erfolgt ist.

Um dieses Vertrauen der Patienten zu erhalten, muss die Gewährleistung und Verbesserung des Datenschutzes in den kommenden Jahren in Zusammenarbeit mit der CNPD weiter vorangetrieben werden. Diese Bemühungen können nur in Partnerschaft mit den Versorgungsstrukturen und Leistungserbringern fruchten.

Ein externes Audit oder eine Zertifizierung könnten allenfalls unterstützend zur kontinuierlichen Verbesserung beitragen. Das Hauptaugenmerk sollte jedoch weiterhin der Sensibilisierung aller betroffenen Akteure und der progressiven Einführung innovativer Datenschutzkonzepte und Schutzmaßnahmen gelten.

Question 0789 (19.7.2010) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant la **canicule**:

Zurzeit leiden die Menschen erneut unter einer Hitzewelle. Um eine gesundheitspolitische Katastrophe wie im Jahr 2003 zu vermeiden, wurden einige lebenswerte Vorbereitungsmaßnahmen getroffen (in französischen Medien wurde Luxemburg mit Spanien als das Land mit den prozentual gesehen meisten Hitzeop-

fern angegeben). Aber trotz aller Vorbeugungsmaßnahmen sind dieses Jahr bereits wieder Menschen durch die Hitzewelle zu Schaden gekommen. Die hitzebedingten Sterbefälle sind in vielen Fällen aufgrund von Kreislaufbelastungen zustande gekommen. Es werden in der Tat verstärkt Kreislaufprobleme, Dehydratation, Somnolenz, entzündliche Prozesse oder auch Probleme wegen nicht an die Hitzewelle angepasster Medikationspläne festgestellt.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Hat das Gesundheitsministerium bereits zu diesem Zeitpunkt Trenddaten zur Verfügung?

2) Wie werden hierzulande Daten mit Bezug auf die Hitzewelle gesammelt? Sind Dienstleister (Kliniken, Soins à domicile, Ärzte, CIPA, Maisons de soins u. a.) darüber informiert worden, Vorfälle und Krankheitsprobleme im Zusammenhang mit der Hitzewelle zu registrieren und die Zahlen an das Gesundheitsamt weiterzuleiten?

3) Wird es am Ende der diesjährigen Hitzewelle eine neutrale, wissenschaftliche und unabhängige Analyse der Wirksamkeit der derzeitigen Maßnahmen durch Experten geben?

4) Aufgrund welcher offiziellen Daten werden die hitzebedingten Mortalitätsanalysen gemacht? Wer macht die Berechnungen? Wird ein zweites Institut beauftragt, diese Daten unabhängig von der ersten Instanz nachzurechnen und zu überprüfen?

5) Wie konnte es 2003 zu den verschiedenen Analyseresultaten kommen? Kann der Minister die Berechnungsdaten und die ihnen zugrunde liegenden Algorithmen veröffentlichen und interessierte Wissenschaftler die Berechnung nachstellen lassen? Wie viele zusätzliche hitzebedingte Todesfälle gab es laut offizieller Version im Vergleich zum europäischen Ausland denn nun eigentlich hierzulande im Jahre 2003?

6) Wurde das Pariser Forschungsinstitut auf seine vermeintlich fehlerhaften Berechnungen hingewiesen? Was war seine Antwort?

Réponse (22.9.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Tout d'abord, je voudrais faire savoir l'honorable Député que les citoyens ont été informés des mesures à prendre ainsi que des recommandations du Ministère de la Santé en cas de grande chaleur par un communiqué de presse du 29 juin 2010, la diffusion de la brochure intitulée «Grande chaleur, santé en danger» (disponible en langues allemande, française et portugaise), de posters mentionnant «les cinq règles d'or lors de grande chaleur», ainsi que par la publication d'un certain nombre d'informations sur le portail «santé».

Par ailleurs, le plan canicule du Ministère de la Santé proposait aux personnes âgées de 75 ans ou plus, vivant seules (ou avec une personne non valide), à autonomie limitée, ayant peu ou pas de contact avec les proches ou l'entourage et sans aide de la part de l'assurance dépendance, de s'inscrire ou se faire inscrire de préférence avant le 20 juin 2010 pour bénéficier de visites de surveillance et d'aide à l'hydratation en cas de canicule. Le formulaire de demande pour de telles visites était téléchargeable

sur le site Internet du portail «santé» et disponible auprès des communes.

Le plan d'action en cas de grande chaleur prévoit qu'en cas d'arrivée de masses d'air chaude sur notre territoire, le service météo de l'Aéroport de Luxembourg en informe à l'avance (de quatre à six jours) le Ministère de la Santé. Les hôpitaux généraux ont, quant à eux, mis en place des indicateurs dans les services d'urgence permettant la détection rapide de l'apparition de problèmes de santé dus à la chaleur. Le corps médical a été informé sur les effets néfastes de certains médicaments en cas de grande chaleur.

Les avis de période très chaude sont communiqués par le service météo de l'aéroport à la direction de la Santé qui définit d'abord s'il s'agit d'une canicule ou non. Il y a lieu de parler de canicule lorsque la température est supérieure à 34 degrés ou lorsque la température dépasse les 30 degrés sur plus de trois jours sans refroidissement nocturne notable. Dans ce cas, la population est informée par l'intermédiaire des médias.

Le cas échéant, le directeur de la Santé peut déclencher une pré-alerte, selon l'évolution de la température. En cas de pré-alerte, les réseaux d'aide et de soins à domicile procéderont à une première visite des personnes inscrites sur les listes des communes.

Lorsque la température dépasse plus de 30 degrés sur plus de quatre jours sans refroidissement nocturne notable et lorsque les hôpitaux signalent un accroissement de pathologies dues à la chaleur, telles que renseignées par les indicateurs, des protocoles préétablis sont appliqués dans les institutions avec les personnes à risque (hôpitaux, centres intégrés, etc.) Le Service social de proximité effectue des visites chez des personnes vivant seules inscrites sur les listes des communes. Dans pareille hypothèse, le Ministère de la Santé diffusera des informations météo et des recommandations spécifiques par l'intermédiaire des médias.

L'impact de l'environnement et du climat, dont notamment les périodes caniculaires, sur la mortalité a été, ces dernières années, régulièrement documenté.

Les données qui ont fait l'objet d'une analyse spécifique sont les données démographiques de mortalité. Les effets d'une période caniculaire sur la santé ne disposant pas encore d'un code ICD-10¹ spécifique et vu qu'il n'existe à l'heure actuelle pas de réel consensus international sur les codes ICD-10 à considérer, la méthode de surveillance des effets d'une phase caniculaire consiste à observer - parallèlement à l'évolution, la durée et les variations de températures diurne et nocturne élevées - le nombre des décès, tous lieux, toutes causes, tous âges confondus.

Les données de mortalité offrent le grand avantage d'être, au niveau européen, traitées selon une méthodologie largement harmonisée et consolidée depuis de nombreuses années.

Cependant, des variations dans les systèmes nationaux de surveillance de la mortalité et dans les systèmes de gestion de l'information de santé sont à considérer

lorsque des comparaisons internationales sont établies. Le Grand-Duché de Luxembourg notamment présente un certain nombre de caractéristiques spécifiques qui peuvent avoir un impact considérable à l'heure de la comparaison entre nos données et celles de nos pays partenaires au sein de l'Union européenne:

- les personnes non résidentes qui décèdent au Luxembourg sont comprises dans le registre des causes médicales de décès;

- les personnes résidentes au Luxembourg qui décèdent à l'étranger ne sont pas comprises dans le registre des causes médicales de décès;

- les décès périnataux et notamment les mortinaissances (mort-nés) sont inclus dans le registre des causes médicales de décès, le Luxembourg disposant d'un certificat de décès périnatal spécifique;

- notre pays étant de petite taille, le traitement des données statistiques est à effectuer avec beaucoup de précautions, car l'évolution des nombres périodiques de décès peut donc fluctuer de manière importante d'un mois à l'autre ou d'une période à l'autre.

En ce qui concerne plus précisément les données relatives à la surmortalité durant la période caniculaire de l'été de l'année 2003, je me permets de renvoyer l'honorable Député aux développements publiés dans le rapport «La mortalité au Luxembourg: évolution historique, situation actuelle et perspectives futures du système national de surveillance de la mortalité» (pages 57 et 58 en annexe) disponible sur le portail «santé».

De manière générale, les données relatives à un décès qui pourrait être dû à une période de chaleur exceptionnelle sont en premier lieu collectées par le médecin ayant constaté le décès. En effet, ce médecin déclare la (les) cause(s) médicale(s) de décès dans les volets B et C du certificat de décès. Ces deux volets du certificat de décès sont ensuite envoyés, par l'officier d'état civil de la commune où a eu lieu le décès, au Ministère de la Santé. La division de l'inspection sanitaire, après le traitement de certaines des données transmises, fait suivre ce certificat de décès au Service des statistiques où les données sont codifiées, puis saisies dans un logiciel informatique: le registre des causes de décès.

Le Service des statistiques publie une brochure annuelle des «Statistiques des causes de décès pour l'année xxxx» dans laquelle sont présentés les principaux indicateurs de mortalité générale, mais aussi le détail des causes spécifiques de décès par âge et par sexe.

La collecte de ces statistiques ne permettant pas un suivi «au jour le jour» des cas de mortalité, mes services ne disposent pas à l'heure actuelle de données relatives au cas et causes de mortalité durant le mois de juillet 2010.

Question 0792 (20.7.2010) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant les **droits des patients**:

¹ CRP Henri Tudor, CR Santec, Rapport synthétique d'analyses des outils TICs utilisés auprès des professionnels de santé, 11/12/2009. (http://www.santec.lu/_media/project/esante/efes/rep_esante-efes_wp_1_2_v1.0.pdf)

² Flash eurobaromètre n°225 «La protection des données au sein de l'Union européenne: perceptions des citoyens.», 01/2008. (http://ec.europa.eu/public_opinion/flash/fl_225_fr.pdf)

¹ Classification internationale des maladies: méthode de codification des maladies et des problèmes de santé connexes élaborée par l'OMS et d'usage au Luxembourg ainsi que dans tous les pays du monde

Glaut man den Aussagen der „Patientevertriedung“, so werden täglich zehn neue Fälle von Patientenklagen gemeldet. Aus welchem Grund auch immer werden nicht alle Fälle an die zuständige Verwaltung weitergeleitet.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Kann der Minister diese Aussage bestätigen?

2) Um welche Art von Klagen handelt es sich?

3) Wie viele Klagen wurden dem Gesundheitsamt in den drei letzten Jahren gemeldet?

4) Wie viele disziplinarische Strafen wurden im Nachhinein verhängt?

5) Wie ist diese Problematik in den Griff zu bekommen?

Réponse (26.8.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

En ce qui concerne les plaintes introduites par des patients en raison de leur prise en charge, mon Ministère enregistre en moyenne une quarantaine, voire une cinquantaine de dossiers par an. Le tableau reproduit ci-après retrace l'évolution sur les cinq dernières années.

Pour l'année 2010, 30 plaintes ont été adressées au 31 juillet à mes services.

contact, concernant des plaintes et demandes d'informations liées aux droits et devoirs des patients en matière de santé et de sécurité sociale (...)

En 2009, 256 contacts ont donné lieu à l'établissement d'un dossier, souvent liés à des contestations ou litiges entre patients et prestataires (p.ex. prise en charge non correcte; facturation par les prestataires et remboursement par une assurance maladie) (...)

En 2009, la Patientevertriedung a.s.b.l. a constaté une croissance des demandes d'explications par rapport à la facturation des actes, aux détails de remboursement et prises en charge par les caisses de maladie (...).

Je tiens à informer Monsieur le Député que conformément au programme gouvernemental 2009-2014, mon département est en train de finaliser l'avant-projet de loi relatif aux droits et obligations des patients. Ce texte comportera par ailleurs un dispositif visant à instituer un service de médiation en milieu hospitalier et extrahospitalier. Grâce à ce service, le dialogue entre les patients et les professionnels de santé sera renforcé; ceci afin de favoriser tant la transparence qu'une meilleure compréhension de notre système de soins.

supérieur de la mutualité, dont la charge principale consiste dans la surveillance des différentes mutualités, a été impliqué de façon décisive dans l'élaboration du projet «Denta & Optiplus» de la CMCM?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que d'un point de vue de bonne gouvernance une telle implication d'un membre d'un organe de surveillance soit exclue?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si le projet «Denta & Optiplus» aura des incidences sur la réforme de la nomenclature et la prise en charge de ces deux ressorts (dents & lunettes) par la Caisse Nationale de Santé (CNS)? Monsieur le Ministre est-il toujours déterminé, comme il l'était avant son entrée au Gouvernement, d'améliorer le remboursement dans ces deux domaines?

- Finalement, j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre dans quels délais il entend réaliser la réforme de la loi sur les mutualités qui date de 1961 et transposer la directive européenne afférente?

Réponse (17.9.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

La question se réfère à des «informations» relatées par un journal

statutaire qui a été approuvée en vertu de la législation applicable par le Ministre ayant les sociétés de secours mutuels dans ses attributions. Le champ d'activité de la CMCM en tant qu'institution complémentaire et volontaire s'est toujours orienté aux prestations offertes par l'assurance maladie obligatoire et aux besoins exprimés par leurs membres affiliés. Les prestations de l'assurance complémentaire ne sauraient donc avoir d'incidence sur les prestations statutaires de l'assurance légale, dont le Gouvernement entend garantir la pérennité.

Ayant assuré les responsabilités ministérielles en matière de sociétés de secours mutuels, l'honorable Député est certainement conscient qu'une réforme de la loi du 7 juillet 1961 sur les sociétés de secours mutuels suite aux directives européennes concernant les opérations d'assurance vie et non-vie s'avère bien délicate.

Ainsi le comité du contentieux près du Conseil a pris de 1973 à 1984 des arrêts selon lesquels les articles de la loi du 7 juillet 1961 ne permettent pas aux sociétés de secours mutuels de se lancer dans des opérations d'assurance vie. Cette jurisprudence a donné depuis 1973 aux gouvernements successifs la conviction de pouvoir se passer d'une modification de la loi du 7 juillet 1961 suite aux directives européennes concernant l'assurance sur la vie.

Pour les directives concernant les opérations d'assurance non-vie, par contre, il n'existe pas d'arguments juridiques en vertu desquels on pourrait s'abstenir de la transposition de ces directives dans la loi du 7 juillet 1961. Faut-il rappeler que la première directive non vie remonte à 1973?

Si par «directive européenne afférente», il faut comprendre la directive «Solvency II» dont le délai de transposition prévu est le 31 octobre 2012, il reste à mes services le temps nécessaire pour analyser l'impact de la nouvelle directive sur la loi du 7 juillet 1961.

Il importe de préciser ici que parmi les sociétés de secours mutuels éventuellement visées par la directive «assurance non-vie» il s'agit surtout de la Caisse Médico-Chirurgicale Mutualiste dont certaines prestations pourraient relever de la branche 2 (maladie) des branches d'assurances autres que vie. Le problème soulevé par l'honorable Député revient donc à déterminer parmi les prestations offertes celles qui sont en dehors du champ d'application de la directive d'assurance non vie la plus récente et de trouver pour les prestations qui relèvent de la branche 2 «maladie» un véhicule admis par la directive. Pour faire cette ventilation mes services suivront éventuellement la méthode appliquée par la Belgique en la matière.

Question 0796 (20.7.2010) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant les **répercussions du plafonnement de l'indexation automatique sur les comptes de la Caisse Nationale d'Assurance Pension**:

Lors du discours sur l'état de la Nation du 5 mai 2010, Monsieur le Premier Ministre a notamment proposé de plafonner les adaptations de salaire qui sont la conséquence des hausses du coût de la vie (indexation automatique) à la

tranche correspondant à un salaire deux fois supérieur au salaire minimum.

Pour connaître les répercussions d'une telle proposition sur les comptes de la Caisse Nationale d'Assurance Pension, je me permets d'adresser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Quelle serait la perte au niveau des recettes de la CNAP d'un plafonnement des tranches d'index à deux fois le salaire social minimum dans le cas de figure de l'échéance d'une tranche indiciaire par an?

- Quel serait le gain au niveau des dépenses de la CNAP d'un plafonnement des tranches d'index à deux fois le salaire social minimum dans le cas de figure de l'échéance d'une tranche indiciaire par an?

- Quelles seraient les répercussions à moyen et long terme pour la CNAP d'un plafonnement des tranches d'index à deux fois le salaire social minimum?

Réponse (16.9.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

Le régime général d'assurance pension perçoit des cotisations à raison de 24% des revenus professionnels cotisables dans les limites du minimum et du maximum cotisable définies à l'article 241 du Code de la sécurité sociale. Ces revenus professionnels cotisables interviennent dans le calcul du montant des futures pensions. S'il est vrai que le plafonnement de l'adaptation indiciaire comporterait une diminution de la masse des revenus cotisables pour l'assurance pension, on ne peut pas parler de perte pour le régime de pension puisque les droits futurs aux pensions seraient réduits dans une proportion correspondante. L'incidence exacte est difficile à estimer puisque le plafonnement de l'indexation pourrait avoir une influence non négligeable sur les négociations salariales.

Le plafonnement de l'adaptation indiciaire des pensions à deux fois le salaire social minimum aurait un effet de ralentissement des dépenses pour pension alors que le montant des pensions est fixé par la loi et qu'il n'y a pas de possibilités d'adaptation alternative des pensions. Cependant l'impact du plafonnement serait moins important au niveau des pensions qu'au niveau des revenus cotisables puisque le pourcentage de la masse des pensions inférieure à ce seuil est plus élevé que le pourcentage de la masse des revenus professionnels inférieure à ce seuil.

Question 0800 (21.7.2010) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant le **prélèvement de pacemaker en cas de mort**:

Vielen herzkranken Patienten kann heute durch die Implantation von Herzschrittmachern oder Defibrillatoren geholfen werden. Diese lebenserhaltenden Geräte stellen allerdings ein Problem dar, wenn der Patient zu Hause stirbt. Der Tod wird dann in den meisten Fällen vom behandelnden Hausarzt festgestellt. Solange der Herzschrittmacher oder der Defibrillator nicht deaktiviert und entfernt worden ist, kann das Bestattungsunternehmen den Abtransport des Verstorbenen verweigern. Dies bedeutet, dass der Hausarzt, ohne über die notwendige Kompetenz oder das geeignete Material zu

	2005	2006	2007	2008	2009
Nombre total, concernant*	45	53	49	61	46
Établissements hospitaliers	39	34	31	43	45
Exercice médical	9	16	19	17	17
Autres (labos, 112 etc.)	1	6	0	4	2
Plaignants connus					
(Nombre, %)	45				
(100%)	52				
(98%)	47				
(96%)	61				
(100%)	45				
(100%)					
dont patient lui-même	18	23	15	31	28
dont proche du patient	24	22	31	28	17
dont autres					
(p.ex. Patientevertriedung, avocat, autres tiers)	3	7	1	2	
Anonymes					
(Nombre, %)		1			
(2%)	2				
(4%)		1			
(2%)					

*Remarque: Une plainte peut viser plusieurs prestataires (p.ex. hôpital et médecin; hôpital et SAMU etc.)

Lorsque la plainte concerne le milieu hospitalier, une prise de position écrite est le plus souvent demandée. Dans certains cas, le dossier est encore transmis au collège médical qui, de son côté, se voit également saisi d'une moyenne de 60 à 80 plaintes par an mettant directement en cause le comportement d'un médecin ou d'un médecin-dentiste.

Un certain nombre de patients s'adressent par ailleurs directement à des associations de défense des intérêts des patients, dont notamment la «Patientevertriedung» mentionnée par l'honorable Parlementaire et par rapport à laquelle le rapport d'activités (2009) du Ministère de la Santé précise:

«Lors de l'exercice 2009, la Patientevertriedung a.s.b.l. a été confrontée à 1.305 prises de

Question 0793 (20.7.2010) de **M. Carlo Wagner** (DP) concernant l'offre «**Denta & Optiplus**» de la **Caisse Médico-Chirurgicale Mutualiste**:

Il ressort d'un article de presse du «Lëtzeburger Journal» du 20 juillet 2010 que, lors d'une réunion du conseil d'administration de la Caisse Médico-Chirurgicale Mutualiste (CMCM), plusieurs membres du conseil auraient vivement critiqué la nouvelle offre de la CMCM «Denta & Optiplus» notamment en ce qui concerne le financement et la réassurance du projet en question.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les informations relatées ci-dessus? Est-il notamment exact qu'un membre du Conseil

concernant des réunions du conseil d'administration de la Caisse Médico-Chirurgicale Mutualiste dont les délibérations sont, en principe, confidentielles. Je regrette cependant que l'honorable Député y prenne appui pour mettre ombrage sur l'activité du fonctionnaire en charge depuis plus de 30 ans du Conseil supérieur de la mutualité, chargé notamment de la surveillance des sociétés de secours mutuels, qui exécute les missions lui dévolues avec compétence et avec la distance nécessaire pour garantir une bonne gouvernance. En respectant cette ligne de conduite il n'a pas été impliqué dans l'élaboration du projet «Denta & Optiplus» de la Caisse Médico-Chirurgicale Mutualiste.

L'introduction d'une nouvelle formule de prestations, désignée par «Denta & Optiplus», a été décidée sous la forme d'une modification des statuts par une assemblée générale extraordinaire de la Caisse Médico-Chirurgicale Mutualiste, modification



verfügen, vor Ort, also im Hause des Verstorbenen, einen chirurgischen Eingriff vollziehen müssen, um die Geräte zu explantieren.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

- 1) Wie soll sich der Mediziner, der sich in einer solchen Situation befindet und nicht über die notwendige Kompetenz verfügt, um implantierte Pacemaker oder Herzschrittmacher zu entfernen, verhalten?
- 2) Wer übernimmt die Deaktivierung der Defibrillatoren?
- 3) Ist eine zusätzliche Ausbildung der Allgemeinmediziner in dieser Materie vorgesehen?
- 4) Wer übernimmt die Entsorgung der Herzschrittmacher und Defibrillatoren?
- 5) Muss es in diesem Bereich nicht zu einer gesetzlichen Lösung kommen?

Réponse (31.8.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Grundsätzlich sollen nach dem Tod die Batterien des Herzschrittmachers entfernt werden. Falls der Arzt, der den Tod festgestellt hat, nicht in der Lage ist, eine solche Batterie zu entfernen, sollte er sich an den Spezialisten wenden, der die regelmäßig vorgesehenen Kontrollen des Schrittmachers durchgeführt hat.

Die Batterie eines Defibrillators darf nur entfernt werden, wenn dieser ausgeschaltet ist. Diese Desaktivierung wird vom Hersteller oder vom Krankenhaus durchgeführt, in dem vorher die vorgesehenen Kontrollen des Defibrillators stattgefunden haben.

Zurzeit ist keine zusätzliche Ausbildung vorgesehen. Die Entfernung der Batterie eines Herzschrittmachers erfordert wenig Aufwand. In der Tat genügt ein kleiner Hautschnitt mittels chirurgischen Materials, um die Batterie zu entfernen.

Die ausgebauten Batterien dieser Geräte können zurück an den Hersteller gesandt werden oder müssen durch eine spezialisierte Firma entsorgt werden, welche eine dementsprechende Genehmigung hat.

Das Gesundheitsministerium ist dabei, die bestehende Praxis im nahen Ausland zu untersuchen, um Richtlinien in diesem Bereich aufzustellen.

Question 0801 (21.7.2010) de **M. Lucien Thiel** (CSV) concernant le **traitement fiscal des indemnités de départ en cas de licenciement abusif**:

Il s'avère que l'Administration des Contributions directes vient de changer d'attitude en matière d'imposition d'un élément spécifique des revenus provenant de l'indemnisation d'un salarié licencié dont le congédiement est considéré comme abusif.

Jusqu'à récemment, la partie de l'indemnisation considérée comme indemnité transactionnelle et allant au-delà de l'exercice en cours a été traitée par l'autorité fiscale comme revenu extraordinaire, ce qui entraînait un taux d'imposition de maximum 23,37%. Depuis lors un changement est intervenu dans l'attitude de l'administration qui refuse dorénavant le taux réduit acquis aux revenus extraordinaires pour appliquer le taux des salaires non périodiques.

Ce revirement semble être attribuable à un changement d'inter-

prétation, le revenu en question ayant été considéré jusqu'alors par l'administration comme une indemnité (qui donne droit au taux réduit), tandis que maintenant l'administration adopte le point de vue selon lequel ce revenu est à considérer comme salaire (taxable au taux normal pouvant aller jusqu'à 38,95%, bientôt à 39,52%).

Dans ce contexte, je voudrais poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Finances:

- Le Ministre n'est-il pas d'accord que ce changement d'attitude généré par un revirement subit dans l'appréciation par l'autorité fiscale au détriment d'un salarié licencié ne soit guère de mise à un moment où la réduction des emplois frappe de plus en plus de salariés pour lesquels l'indemnité de départ constitue une planche de salut, du moins temporaire, dans une situation précaire?

Réponse (4.8.2010) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

L'imposition des indemnités de départ en cas de licenciement abusif est caractérisée par l'exemption d'une partie importante des indemnités de licenciement et par l'imposition du montant qui dépasse les montants exonérés.

Exemptions

L'exemption des indemnités de départ fait l'objet de l'article 115, n°9 de la loi concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.). Les dispositions actuelles de ce n°9 ont été introduites dans la L.I.R. avec effet à partir de 2007 par la loi du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement.

En ce qui concerne les indemnités de départ en cas de licenciement abusif, la partie de l'indemnité constituant l'indemnité de départ prévue par la législation sur le contrat de travail ou celle convenue dans une convention collective de travail est intégralement exonérée. Une deuxième partie de l'indemnité de départ pour résiliation abusive du contrat de travail fixée soit par la juridiction du travail, soit par une transaction, est exempte de l'impôt sur le revenu à concurrence d'un montant s'élevant à douze fois le salaire social minimum pour travailleurs non qualifiés.

Imposition

La disposition de l'article 132, alinéa 1, n°2 L.I.R. qui permet de considérer les salaires comme revenus extraordinaires à imposer à un taux réduit, lie l'octroi de ce taux à plusieurs conditions.

Sont ainsi uniquement visés:

«les revenus extraordinaires provenant d'une occupation salariée au sens du n°4 de l'article 10 qui se rattachent du point de vue économique à une période de plus d'une année et qui, pour des raisons indépendantes de la volonté du bénéficiaire et de celle du débiteur des revenus, deviennent imposables au titre d'une seule année d'imposition».

L'Administration des Contributions directes considère que les indemnités fixées par transaction en cas de licenciement abusif ne répondent pas à la condition qu'elles deviennent imposables au titre d'une seule année d'imposition «pour des raisons indépendantes de la volonté du bénéficiaire et de celle du débiteur des revenus» et qu'en conséquence le montant de ces indemnités dépassant le montant des exemptions est à imposer comme revenu ordinaire d'après

les dispositions du tarif progressif.

Compte tenu des mesures d'exemption, le taux d'imposition moyen appliqué aux indemnités de licenciement n'ajoute en règle générale aucune rigueur aux cas des salariés se trouvant en situation précaire et touchant des indemnités usuelles de départ en cas de licenciement abusif.

Question 0802 (22.7.2010) de **M. Fernand Etgen** (DP) concernant la **restructuration de l'Administration des Douanes et Accises**:

Suite à ma question parlementaire n°0717 du 21 juin 2010 relative à la restructuration de l'Administration des Douanes et Accises (cf. *compte rendu n°16/2009-2010*) et aux réponses que Monsieur le Ministre des Finances y a fournies, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Étant donné que la direction de l'Administration des Douanes et Accises entend restructurer ses services suivant leurs compétences spécifiques, à savoir l'Environnement, la Santé, l'Inspection du travail et des mines et les Transports, est-ce que Monsieur le Ministre peut me renseigner s'il est prévu d'implanter le service Santé exclusivement à Wiltz?

- Est-il exact que les services relatifs aux Transports et à l'Inspection du travail et des mines seront regroupés dans l'un des quatre centres douaniers prévus au niveau national? Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les raisons à la base de cette décision et pourquoi ces deux services sont déplacés de leurs sites actuels (Heinerscheid et Stolzenbourg)?

- Pendant la période dite intermédiaire, les bureaux d'Ettelbruck resteront-ils ouverts?

- Est-ce qu'un site pouvant accueillir le centre douanier nord a déjà été trouvé?

Réponse (9.9.2010) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

Dans le concept de réorganisation interne des services de l'Administration des Douanes et Accises (ADA) - tel que je l'ai déjà expliqué dans ma réponse aux questions parlementaires n°0717 du 21 juin 2010 de Monsieur le Député Fernand Etgen et n°0715 du 21 juin 2010 de Monsieur le Député Claude Haagen - l'ADA doit disposer de centres douaniers qui regrouperont chacun l'ensemble des services spécialisés.

Dans ce contexte, les deux sites Luxembourg-Gasperich, objet d'un projet d'extension des infrastructures, et Esch-sur-Alzette, site devant faire l'objet de travaux d'aménagement et de réfection, seront complétés par un centre douanier à concevoir près de la «Nordstad». Aucune décision définitive quant au lieu exact d'implantation n'a encore été prise à ce jour.

En tant que solution intermédiaire, les agents de chaque inspection fonctionnelle sont répartis sur deux sites existants. Les agents affectés à l'Inspection Santé seront répartis à Wiltz et Schengen.

En ce qui concerne le bureau d'Ettelbruck, la présence douanière est dépendante des projets infrastructures touchant le site de

la gare d'Ettelbruck. En effet, l'ADA est simple locataire des locaux.

Question 0803 (26.7.2010) de **MM. André Bauler** et **Fernand Etgen** (DP) concernant le **service d'urgence au Centre Hospitalier du Nord à Wiltz**:

Selon nos informations, le Centre Hospitalier du Nord (CHdN) à Wiltz ne prend plus en charge des urgences pendant la soirée et la nuit à partir du 15 juillet 2010. De plus, les possibilités d'accueil d'urgences seront désormais très limitées durant le week-end.

Partant, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer sur les raisons de cette décision qui risque de créer un vide au niveau de la prise en charge des patients dans le nord du pays?

- Que se passe-t-il désormais avec les patients qui ont un traitement en cours chez un médecin à Wiltz et qui espèrent être pris en charge par leur médecin de confiance?

- Vers quel hôpital seront transférés les patients si le site d'Ettelbruck du CHdN ne pourra plus accueillir de patients faute de capacités?

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que, dans l'intérêt d'une prise en charge adéquate et rapide, le service d'urgence devrait être maintenu dans son intégralité sur le site de Wiltz?

Réponse (6.9.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Je suis en mesure de confirmer aux honorables Parlementaires que l'organisme gestionnaire du Centre Hospitalier du Nord (CHdN), regroupant l'Hôpital St Louis à Ettelbruck et la Clinique St Joseph de Wiltz, a effectivement décidé de fixer, à partir du 15 juillet 2010, les nouveaux horaires de la polyclinique du site de Wiltz de 8.00 heures à 20.00 heures à 18.00 heures pendant le week-end. Il m'importe de souligner que pendant ces heures d'ouverture, une présence médicale effective peut désormais être assurée au niveau de cette polyclinique.

Le service d'urgence hospitalier de la région du Nord n'est pas mis en cause par cette mesure et continue à être assuré par l'hôpital de garde, à savoir l'Hôpital St Louis qui continue, comme par le passé, à disposer comme seul établissement de cette région hospitalière d'un service d'urgence qui répond aux normes réglementaires prévues en application de la loi du 27 février 1986 concernant l'aide médicale urgente.

La prorogation de l'autorisation d'exploitation accordée en date du 2 octobre 2009 aux établissements du CHdN prévoit par ailleurs que les sites d'Ettelbruck et de Wiltz sont tenus:

- d'organiser et de planifier leurs activités de façon telle qu'ils soient à même d'assurer à tout moment une prise en charge conforme aux sollicités dont l'état de santé nécessite une prestation justifiée de la part de leurs services,

- de ne pas prendre en charge, respectivement d'organiser, si nécessaire, le transfert en un lieu

de prise en charge plus adéquat, le cas échéant après prestation des premiers soins d'urgence, des patients qui ne relèvent pas des missions (du site) de l'établissement ou dont l'état de santé dépasse les moyens à sa disposition.

Le changement intervenu au niveau des horaires d'ouverture de la polyclinique du site de Wiltz ne met en cause ni la continuité des soins, ni la nature des relations des patients avec leurs médecins traitants; ceci en raison des dispositions tant du Code de déontologie médicale que de la loi du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers, dont l'article 37 prévoit que: «Chaque patient a accès aux soins préventifs, curatifs et palliatifs que requiert son état de santé, conformes aux acquis de la science et de la déontologie. Les soins doivent être organisés de façon à garantir leur continuité en toutes circonstances».

Question 0805 (27.7.2010) de **M. Fernand Etgen** (DP) concernant la **position luxembourgeoise en matière d'OGM**:

La Commission européenne propose de laisser le choix aux États membres d'autoriser ou non les cultures OGM sur leur territoire. À noter que le député socialiste luxembourgeois, membre du Parlement européen, vient, par voie de lettre ouverte parue dans un quotidien luxembourgeois le 24 juillet dernier, critiquer ouvertement la position luxembourgeoise en matière d'OGM. D'après l'honorable Député socialiste, le Luxembourg se rangerait parmi les «hommes des bois» qui aux conseils des ministres européens rejettent la mise sur le marché de nouveaux OGM. Selon l'auteur de la lettre ouverte, le Luxembourg et son secteur agricole risquent de se voir fortement préjudiciés si cette position réticente serait maintenue.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

- Quelle est l'attitude du Gouvernement luxembourgeois par rapport à la proposition de laisser le choix aux États membres d'autoriser ou non les cultures OGM sur leur territoire?

- Une telle approche ne risque-t-elle pas de poser des problèmes de coexistence des cultures et de compromettre la position du Luxembourg qui, en accord avec les milieux agricoles, a exprimé sa volonté de rester une zone libre de tout OGM, vu la proximité des frontières avec nos pays limitrophes?

- Le Luxembourg s'est-il concerté avec nos pays voisins? Quelle est l'attitude de ces derniers?

- Comment Messieurs les Ministres jugent-ils l'attitude de l'Élu socialiste, membre luxembourgeois du PE?

Réponse commune (22.9.2010) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*, et de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

L'attitude du Gouvernement luxembourgeois est marquée par le souci de préserver un environ-

nement diversifié et de qualité à moyen et long terme. En effet, les consommateurs luxembourgeois sensibilisés aux questions environnementales ont majoritairement une attitude critique envers les OGM. La taille de nos parcelles agricoles permettrait d'autre part difficilement d'assurer une coexistence entre une agriculture volontairement non-OGM et la culture d'OGM.

Cette analyse, ainsi que des considérations portant sur les risques environnementaux et éco-toxicologiques, ont incité le Gouvernement luxembourgeois à interdire déjà à plusieurs reprises la culture de certains OGM sur le territoire national.

La Commission européenne vient de présenter début juillet un projet qui permettrait aux États membres qui le souhaitent de restreindre ou d'interdire, sous certaines conditions, la culture des OGM. Ce projet de règlement, qui sera soumis pour discussion aux représentants des États membres à partir de septembre, sera analysé à fond par le Gouvernement luxembourgeois et une position adaptée sera prise en temps utile.

Dès à présent, le Gouvernement luxembourgeois estime que cette proposition, qui à première vue élargirait la latitude des pays membres, comporte d'un autre côté le risque d'une procédure d'autorisation des OGM plus expéditive.

Les ministres soussignés insistent pour rappeler la nécessité d'une évaluation renforcée prenant en compte les particularités territoriales et les impacts potentiels des OGM à moyen et long terme. Cette position s'inscrit dans la continuité des conclusions du Conseil de l'Union européenne relatives aux OGM en date du 4 décembre 2008.

Actuellement le Luxembourg dispose d'une législation très stricte concernant la coexistence entre OGM et cultures conventionnelles et biologiques, à savoir la «loi du 18 mars 2008 sur la commercialisation des semences et plants ainsi que sur la coexistence des cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques», de même que le «règlement grand-ducal du 22 juillet 2008 fixant les distances d'isolement et les conditions techniques à respecter lors de la mise en culture de semences et plants génétiquement modifiés». Cette réglementation donne à tous les agriculteurs luxembourgeois des garanties maximales pour que leurs récoltes restent exemptes d'OGM. La nouvelle proposition législative de la Commission européenne ne va pas interférer avec cette législation nationale et le Gouvernement luxembourgeois n'entend d'ailleurs nullement ni la modifier ni, de surcroît, l'abroger.

Certains de nos pays voisins ont également interdit la culture de certains OGM sur leur territoire. Aucun État membre n'a pourtant à ce jour pris une position définitive par rapport à la proposition actuelle de la Commission européenne.

En Wallonie, la coexistence entre OGM et cultures conventionnelles et biologiques est réglementée de manière aussi sévère qu'au Luxembourg. De même, l'Allemagne a établi des conditions de coexistence visant à

empêcher toute dissémination involontaire d'OGM. En France, où la culture du maïs OGM MON 810 fait aussi actuellement l'objet d'une interdiction, les autorités sont également en train d'élaborer des mesures de coexistence.

Les dispositions nationales concernant la coexistence ne sont pas mises en cause par les nouvelles propositions de la Commission européenne concernant la culture d'OGM et continueront à exister, garantissant ainsi au-delà des frontières la coexistence entre OGM et cultures conventionnelles et biologiques. La Commission a d'ailleurs élaboré de nouvelles lignes directrices afin d'encourager les États membres à développer les mesures de coexistence et à renforcer la coopération transfrontalière dans ce domaine.

Quant aux articles publiés par le membre luxembourgeois du Parlement européen que vise l'honorable Député, les soussignés tiennent à préciser que ceux-ci ne reflètent ni leurs opinions, ni celles du Gouvernement luxembourgeois, et n'engagent que leur auteur.

Question 0806 (27.7.2010) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant l'**élargissement de la zone protégée «Lannebuer» dans le cadre du projet Natura 2000:**

L'Europe s'est lancée dans la réalisation d'un ambitieux réseau de sites écologiques dont les deux objectifs sont la préservation de la diversité biologique et la valorisation du patrimoine naturel de nos territoires. Le maillage des sites s'étend sur toute l'Europe dans le cadre de la mise en place du réseau Natura 2000 de façon à rendre cohérente cette initiative de préservation des espèces et des habitats naturels.

Selon le règlement grand-ducal du 1^{er} juillet 2009 déclarant zone protégée d'intérêt général sous forme de réserve naturelle la zone humide «Lannebuer» sise sur le territoire des communes de Frisange et de Weiler-la-Tour, la surface de celle-ci a été quadruplée. Ceci cause de graves restrictions pour les exploitants des terrains concernés. Les propriétaires affectés ont introduit un recours judiciaire, qui, par décision du Tribunal administratif du 8 juillet 2010, annule le règlement grand-ducal du 1^{er} juillet 2009 susmentionné.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer du montant des subventions que le Gouvernement obtient de la Commission européenne pour le reclassement des terrains en zone protégée d'intérêt national?

- Quel est le montant des subventions que l'État a perçu pour le site «Lannebuer»?

Réponse (9.9.2010) de **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

La question parlementaire appelle à la réponse suivante:

Il convient de ne pas confondre la zone protégée d'intérêt communautaire «LU0002011 Aspelt - Lannebuer, Am Kessel» d'une

taille de 70 ha, qui fait partie du réseau européen Natura 2000, et la zone protégée d'intérêt national/réserve naturelle Lannebuer d'une taille de 286 ha, instituée par le règlement grand-ducal du 1^{er} juillet 2009 déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle la zone humide «Lannebuer» sise sur le territoire des communes de Frisange et de Weiler-la-Tour en vertu de l'article 39 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

Le préambule de la directive 92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages prévoit qu'«en vue d'assurer le rétablissement ou le maintien des habitats naturels et des espèces d'intérêt communautaire dans un état de conservation favorable, il y a lieu de désigner des zones spéciales de conservation afin de réaliser un réseau écologique européen cohérent suivant un calendrier défini».

À cet effet, l'article 3 de cette directive dispose qu'«1. Un réseau écologique européen cohérent de zones spéciales de conservation, dénommé 'Natura 2000', est constitué. Ce réseau, formé par des sites abritant des types d'habitats naturels figurant à l'annexe I et des habitats des espèces figurant à l'annexe II, doit assurer le maintien ou, le cas échéant, le rétablissement, dans un état de conservation favorable, des types d'habitats naturels et des habitats d'espèces concernés dans leur aire de répartition naturelle.

Le réseau Natura 2000 comprend également les zones de protection spéciale classées par les États membres en vertu des dispositions de la directive 79/409/CEE.

2. Chaque État membre contribue à la constitution de Natura 2000 en fonction de la représentation, sur son territoire, des types d'habitats naturels et des habitats d'espèces visés au paragraphe 1. Il désigne à cet effet, conformément à l'article 4, des sites en tant que zones spéciales de conservation, et tenant compte des objectifs visés au paragraphe 1.»

La contribution des États membres à la constitution du réseau Natura 2000 est une obligation communautaire pour laquelle ils ne reçoivent point de subventions.

Question 0807 (28.7.2010) de **M. Camille Gira** (*déi gréng*) concernant la **simplification administrative pour communes et syndicats de communes:**

Dans le cadre du débat d'orientation de la Chambre des Députés en relation avec le rapport annuel du Médiateur en date du 7 juillet dernier, Monsieur le Ministre de l'Intérieur avait annoncé de vouloir immédiatement simplifier les procédures administratives auxquelles les communes sont confrontées. Or, la circulaire n°2867 du Ministre qui porte la même date (7 juillet 2010) ne fait que rappeler la circulaire du 23 juillet 2004 (n°2445) avec les mesures connues depuis lors.

Même si, comme l'indique le Ministre dans sa récente circulaire, un allègement généralisé de la tutelle ne saurait se faire par

voie législative, différentes simplifications pourraient être réalisées par règlements grand-ducaux. Par exemple les dispositions suivantes: augmenter les plafonds pour les acquisitions d'immeubles (250.000 €) ou pour les aliénations et échanges d'immeubles (50.000 €), sachant que ces plafonds valent pour communes et syndicats de communes, tous soumis à la tutelle ministérielle.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

1) Quelles sont les simplifications administratives supplémentaires et immédiates pour communes annoncées par Monsieur le Ministre le 7 juillet 2010 à la Chambre des Députés?

2) Est-ce que Monsieur le Ministre envisage de réaliser différentes simplifications administratives via règlements grand-ducaux (comme l'augmentation des plafonds susmentionnés par exemple) en attendant l'allègement généralisé par voie législative?

Réponse (21.9.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

1) Le premier point de la question de l'honorable Député peut surprendre alors que la circulaire n°2867, loin de ne «rappeler que la circulaire du 23 juillet 2004 (n°2445)», énumère toute une série d'actes qui dorénavant ne sont plus à soumettre ni au ministre de tutelle ni au commissaire de district.

J'ai simplement jugé utile de rappeler dans ce contexte la circulaire n°2445 du fait que bon nombre de communes ont continué à transmettre des actes qui n'étaient plus soumis à approbation. D'où l'utilité d'un rappel des allègements déjà existants.

2) La réponse à la seconde partie de la question a trait à une thématique amplement discutée à la Chambre des Députés, notamment dans le cadre du rapport de la Commission spéciale «Réforme territoriale du Luxembourg» et plus récemment lors de la séance plénière du 7 juillet 2010. Comme j'ai eu l'occasion de l'exposer, une refonte en profondeur du contrôle administratif sur les communes nécessite une réforme législative d'envergure. Cette réforme législative est actuellement à l'étude.

La réalisation de ladite réforme est clairement inscrite dans ma feuille de route pour la présente législature. À ce stade, des modifications par voie réglementaire, qui par essence ne pourraient viser que les seuils des délibérations soumises à approbation, ne sont pas envisagées alors qu'au cours de la dernière décennie ces seuils ont été relevés de manière substantielle.

Question 0808 (28.7.2010) de **M. André Bauler** (DP) concernant le **réseau de pharmacies:**

Dans sa réponse du 24 septembre 2009 relative à ma question parlementaire concernant le renforcement du réseau de pharmacies durant la législature en cours (*cf. compte rendu n°3/2009-2010 - question parlementaire n°0049*), Monsieur le Ministre avait annoncé qu'il se proposerait de créer cinq à six nouvelles officines à travers tout le pays.

Monsieur le Ministre avait également noté qu'en milieu rural les

pharmacies devraient être réparties de façon à éviter des déplacements trop longs pour les habitants tout en assurant la viabilité des pharmacies.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre a-t-il déjà pris une décision en ce qui concerne la création de nouvelles pharmacies?

- Dans l'affirmative, quels sont les cantons ou communes visés?

- Dans la négative, pour quelles raisons Monsieur le Ministre n'a-t-il pas encore pu trancher en la matière?

Réponse (31.8.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé:*

Dans ma réponse à la question parlementaire n°0049 (*cf. compte rendu n°3/2009-2010*) de l'honorable Parlementaire, j'avais estimé que cinq à six nouvelles officines à travers tout le pays pourraient être créées au cours de cette législature.

Ces nouvelles créations de pharmacies concerneront l'ensemble des régions du pays. Ainsi, il y a quelques mois, une nouvelle création a été officialisée dans la région de l'Est au niveau de la commune de Mertert. D'autres propositions de créations sont actuellement à l'étude et tiennent notamment compte de l'accroissement démographique des unités urbaines et périurbaines, des activités économiques, des mobilités quotidienne et résidentielle ainsi que des dispositions géographiques. L'objectif ainsi poursuivi consiste à assurer un maillage démo-géographique équitable et à garantir toujours une présence pharmaceutique au niveau des zones rurales et urbaines.

Par ailleurs, et conformément à la législation applicable, l'avis du collège médical est requis pour toute nouvelle création de pharmacie.

Finalement, je tiens à informer l'honorable Député que j'entends fixer les sites prioritaires destinés à accueillir de nouvelles pharmacies d'ici la fin de l'année.

Question 0809 (28.7.2010) de **M. Ben Scheuer** (LSAP) concernant l'**accès aux places dans les maisons relais:**

Au cours des dernières années diverses mesures ont été prises au niveau de l'État pour encourager la création de structures d'accueil pour enfants et notamment la création de maisons relais pour enfants.

Malgré tous les efforts entrepris, les places disponibles restent insuffisantes pour satisfaire à la demande, qui s'est accrue davantage suite aux incitations financières des chèques-service accueil (CSA). Ainsi, pour des raisons de capacité et de places disponibles, l'accès aux maisons relais est refusé à bon nombre d'enfants dont les parents se voient confrontés à des problèmes d'organisation familiale parfois très pénibles. La situation est d'autant plus difficile lorsqu'il s'agit de familles dont les deux parents travaillent, voire de familles monoparentales.

J'aimerais dès lors poser à Madame la Ministre les questions suivantes:

- Existe-t-il au niveau national des critères portant sur les priorités d'accès à une place dans une



maison relais, ou est-ce que par contre, les gestionnaires des maisons relais sont libres de gérer à leur guise l'accès aux places disponibles?

- Est-ce qu'il existe des procédures de recours en cas de refus pour éviter des cas de rigueur?

- Madame la Ministre ne pense-t-elle pas qu'il serait utile que l'État, vu qu'il participe au financement des structures d'accueil, établisse de tels critères ou du moins émette des recommandations à l'adresse des gestionnaires des maisons relais pour enfants?

Réponse (26.8.2010) de **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration:**

En réponse à la question parlementaire du 28 juillet 2010 de l'honorable Député Monsieur Ben Scheuer relative à la priorité d'accès à une place dans une maison relais pour enfants, il y a lieu de communiquer les informations suivantes.

Suite à la mise en place du nouveau Gouvernement une réorganisation et une mise en commun des services d'accueil de jour socio-éducatifs pour enfants âgés de trois mois à douze ans sont entamées. L'objectif primaire de ces services est d'assurer le bien-être aux enfants tout en respectant leurs droits et besoins. L'enfant avec ses compétences et son entourage familial est au centre de toute préoccupation. Cette réorganisation présume la mise en réseau de toutes les personnes accueillant l'enfant soit à l'école soit en dehors des heures de classe dans les maisons relais, chez les assistantes parentales, auprès des associations sportives, culturelles et autres. Il va sans dire qu'au niveau local les administrations communales sont les mieux placées pour organiser une telle mise en réseau et garantir ainsi la continuité et la cohérence dans l'accueil des enfants et de leurs familles.

Voilà la raison pour laquelle le Ministère de la Famille et de l'Intégration s'efforce à encourager les administrations communales à devenir gestionnaire des structures d'accueil de jour socio-éducatifs pour enfants sises sur leur territoire. La gestion peut être soit assurée par ses propres soins, soit confiée à un prestataire externe. Parmi les 110 maisons relais agréées en 2009 par le Ministère de la Famille, il y en a 92 qui sont gérées par des administrations communales respectivement des syndicats intercommunaux (9).

S'il est juste que depuis la mise en place du concept «maison relais pour enfants» la demande ne cesse d'augmenter, passant ainsi à 24.968 places fin 2009 toutes les structures d'accueil confondues (maisons relais, crèches et assistantes parentales), les places disponibles restent en partie insuffisantes pour satisfaire toute la demande.

Vu la diversité des populations locales et des besoins qui en découlent, il revient aux organismes gestionnaires, respectivement aux administrations communales de définir des critères assurant la priorité d'accès à une structure d'accueil et, le cas échéant, des procédures de recours en cas de refus pour éviter des cas de rigueur. Sur demande le Ministère de la Famille et de l'Intégration émet des recommandations donnant la priorité aux familles actives, à savoir les familles dont les deux parents travaillent, y compris les familles monoparentales et les familles à bas revenus.

Question 0810 (28.7.2010) de **M. Fernand Etgen (DP)** concernant **l'autorisation spéciale pour convois exceptionnels:**

Chaque transport dépassant les poids et dimensions définis dans l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur les voies publiques, doit disposer d'une autorisation spéciale pour convois exceptionnels délivrée par le Ministère du Développement durable sur avis favorable de l'Administration des Ponts et Chaussées. Il me revient que le service chargé de cette mission au sein du département des transports serait laissé temporairement inoccupé pendant les semaines de vacances d'été, ce qui s'expliquerait par des congés respectivement des congés de maladie.

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les faits relatés ci-dessus?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur la période pendant laquelle le service en question ne pouvait pas fonctionner correctement?

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer le nombre de demandes restées en suspens pendant cette période et les délais et coûts provoqués pour les entreprises concernées?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les délais dans lesquels une telle autorisation est délivrée dans des circonstances normales? Comment ces délais varient-ils par rapport aux pays voisins?

- Comment, dans l'immédiat, Monsieur le Ministre entend-il remédier à la situation actuelle afin d'éviter ou du moins minimiser des répercussions négatives sur les entreprises concernées?

Réponse (6.8.2010) de **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:**

Dans sa question parlementaire l'honorable Député souhaite avoir des précisions sur l'organisation du service compétent du Ministère du Développement durable et des Infrastructures pour la délivrance d'autorisations de transport exceptionnel pendant les vacances d'été.

Le service en question n'est pas abandonné pendant les vacances d'été. Même s'il arrive que des collaborateurs soient absents pour raison de maladie, il va de soi que le service reste toujours assuré pour délivrer aux entreprises de transports en temps utile l'autorisation requise pour effectuer les convois envisagés. En conséquence, les entreprises n'ont à supporter aucun délai ni coût supplémentaires pendant la période estivale ou à une autre époque de l'année.

Dans ce contexte, il convient encore de souligner que les autorisations de transports exceptionnels sont délivrées aux transporteurs dans les plus brefs délais, alors que les dossiers sont évacués endéans quelques jours, voire le jour-même en cas d'urgence, dès qu'il est établi que le transport projeté peut se dérouler en toute sécurité pour tous les usagers de la route.

Comparativement aux pays voisins, notre procédure d'établissement desdites autorisations exceptionnelles est très favorable

pour les entreprises, alors qu'aucun délai d'introduction de la demande n'est exigé et tous les avis, autorisations et escortes sollicités sont gratuits.

Question 0814 (30.7.2010) de **M. Eugène Berger (DP)** concernant **l'abstention du Luxembourg lors du vote sur la résolution concernant le droit à une eau potable propre et de qualité:**

L'Assemblée générale des Nations Unies a voté ce mercredi une résolution rédigée par la Bolivie déclarant que le droit à une eau potable propre et de qualité, et des installations sanitaires est un droit de l'Homme, indispensable à la pleine jouissance du droit à la vie.

Il me revient que le Luxembourg se serait abstenu lors du vote de cette résolution.

Partant j'aimerais poser les questions suivantes:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer l'abstention du Luxembourg lors de ce vote?

- Dans l'affirmative, quelles raisons peuvent être invoquées pour justifier une telle position?

Réponse (1.9.2010) de **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:**

Le Luxembourg reconnaît le droit à l'eau et à l'assainissement, et il attache une grande importance à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, y inclus celui de réduire de moitié jusqu'à 2015 la proportion des personnes qui vivent sans accès durable à l'eau potable et à l'assainissement. Il s'engage activement pour aider ses pays partenaires à améliorer les conditions de vie de leur population, notamment en élargissant l'accès à l'eau et à l'assainissement. En 2009, la Coopération luxembourgeoise a ainsi consacré 16,8 millions d'euros à des programmes mis en œuvre dans le secteur de la distribution d'eau et de l'assainissement, ce qui a représenté plus de cinq pour cent de l'aide publique au développement du Luxembourg.

Les raisons qui ont néanmoins amené le Gouvernement luxembourgeois à s'abstenir lors du vote sur le projet de résolution présenté par la Bolivie à l'Assemblée générale des Nations Unies sont à chercher tant au niveau de la procédure que dans le contenu de la résolution proprement dite.

Il faut tout d'abord relever que depuis 2008, un processus est engagé au niveau du Conseil des droits de l'Homme à Genève, qui vise à promouvoir le droit à l'eau et à l'assainissement et qui a créé le mandat d'une experte indépendante, Mme Catarina de Albuquerque. Nommée en septembre 2008 pour une période de trois ans, celle-ci a été mandatée notamment d'établir un dialogue avec les gouvernements, les institutions pertinentes des Nations Unies, le secteur privé, les autorités locales, les institutions nationales des droits de l'Homme, les organisations de la société civile et les instituts universitaires afin de repérer, promouvoir et échanger des opinions sur les meilleures pratiques relatives à l'accès à l'eau potable et à l'assainissement et de soumettre un recueil à cet égard, ainsi que de préparer une étude afin de définir avec plus de précision la teneur des obligations en rapport avec les droits de l'Homme, y compris l'obligation de non discrimination, qui

concernent l'accès à l'eau potable et à l'assainissement.

Dans sa résolution 12/8 d'octobre 2009, le Conseil des droits de l'Homme salue le travail de l'experte indépendante et les clarifications que son 1^{er} rapport annuel apporte concernant les obligations en rapport avec les droits de l'Homme qui concernent l'accès à l'eau potable et à l'assainissement et les propositions qu'elle a faites en matière de disponibilité, de qualité, d'accessibilité, d'abordabilité et d'acceptabilité. La même résolution souligne les responsabilités des États en la matière et leur demande entre autres de créer un environnement qui permet de prendre en compte la question du manque d'assainissement à tous les niveaux, y inclus au niveau des budgets, de la législation, de l'établissement d'un cadre régulateur, ainsi que de l'assignation de la responsabilité.

Un nouveau débat avec l'experte indépendante, sur base de son 2^e rapport, est prévu pour le 15 septembre prochain lors de la 15^e session du Conseil des droits de l'Homme sous le point à l'ordre du jour «Promotion et protection de tous les droits de l'Homme, civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, y compris le droit au développement».

En dépit de ce processus en cours, et sans concertation et coordination préalables, la Bolivie a lancé en juin 2010 un projet de résolution cherchant à faire reconnaître le droit à l'eau et à l'assainissement en tant que droit de l'Homme par l'Assemblée générale.

L'Espagne, puis la Belgique, ont entrepris au nom de l'Union européenne plusieurs démarches auprès des autorités boliviennes pour insister sur la nécessité de mener à bien le processus engagé au niveau de l'instance appropriée, à savoir le Conseil des droits de l'Homme et de ne pas se ruer dans la déclaration d'un droit fondamental sans en définir ni le contenu, ni les responsabilités qui doivent l'accompagner.

Fort regrettablement les arguments mis en avant par l'Union européenne n'ont pas été pris en compte, les autorités boliviennes optant d'aller de l'avant avec leur projet de résolution, sans y apporter de changements majeurs.

Dans les jours qui ont précédé l'adoption de la résolution présentée par la Bolivie, le Luxembourg a plaidé et œuvré en faveur du maintien d'une position commune de l'Union. Au vu du refus de la Bolivie de prendre en compte les arguments de procédure et de fonds de l'Union européenne, et des positions nationales de certains États membres, l'abstention commune semblait la seule manière d'agir de façon crédible et qui aurait par ailleurs permis à un grand nombre d'autres pays, partageant les préoccupations de l'Union, de se rallier à la position de l'Union européenne. Malheureusement, quelques partenaires, dont certains à la toute dernière minute, ont décidé d'abandonner la position commune et de voter en faveur de la résolution. Le Luxembourg, ensemble avec 17 autres partenaires européens, n'a pas suivi cette approche et regrette ce manque de solidarité et de discipline européennes.

Le Luxembourg continuera à l'avenir à défendre et à promouvoir le droit fondamental de l'accès à l'eau et à l'assainissement, dans le cadre de sa politique de coopération au développement et dans les enceintes

internationales appropriées telles que le Conseil des droits de l'Homme.

Question 0816 (2.8.2010) de **M. Jean Colombara (ADR)** concernant **le détecteur de fumée:**

Rauchmelder rette Liewen. A villen europäesche Länner wéi z. B. Irland, Groussbritannien, Norwegen, Schweden, Däitschland, Frankräich a.s.w. gëtt et fir d'Installéiere vun esou Melder eng gesetzlech Basis.

A Groussbritannien ass et z. B. scho säit 1992 Pflicht, an neie Gebaier, och Privathaiser, dës Rauchmelder ze installéieren. An Däitschland ass et Lännersaach. Hei gëtt et schonn an néng Bundesländer eng Rauchmelderpflicht.

An deem Kontext hunn ech folgend Froen un den Här Minister:

1. Ass de Minister net och der Meenung, datt esou Rauchmelder liebenswichtig sinn?

2. Ass de Minister bereet, hei am Land am Kader vu Brandschutz a Brandprevention eng Rauchmelderpflicht, och fir Privathäuser, anzeféieren?

3. Ass de Minister an deem Kontext bereet, eng Informationskampagne ze lancéieren, esou wéi dat säit dem Joer 2000 an Däitschland de Fall ass?

Réponse (2.8.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:**

Et steet ausser Fro, datt Rauchmelder liebenswichtig Apparater sinn, déi an all Haushalt installéiert solle sinn. Wat e Feier éischer entdeckt gëtt, wat d'Konsequenze vum Brand manner schlëmm sinn. An Däitschland kommen all Joer ronn 500 Leit bei engem Hausbrand ëm d'Liewen, a Frankräich sinn et der ronn 800 pro Joer. Déi meeschte Leit, déi bei engem Feier ëmkommen, sinn net verbrannt, mä erstéckt, woubäi eng Majoritéit nuets am Schlof iwwerrascht gëtt. Et ass en lertum ze mengen, nuets bei engem Feier automatesch waakreg ze ginn. Nëmme Rauchmelder bilden hei en effektive Schutz fir wéineg Geld. Geprüfte Rauchmelder kaschte manner wéi zéng Euro d'Stéck.

Laut Artikel 39 vum Gesetz iwwert den „Aménagement communal“ ass et un de Gemengen, fir am Kader vun hirem Bauteglement Prescriptionen iwwert de Brandschutz ze huelen. Dorerenner kann och d'Afféierung vun enger Rauchmelderpflicht falen.

Zu Lëtzebuerg ginn et regelmäseg Initiative vun der Pompjeeffederatioun a vun de lokale Pompjeefferscorpse zu dësem Thema. Et bleift ze analyséieren, wéi dës Initiativen duerch eng national Informationskampagne kënnen ënnerstëtzt ginn.

Question 0817 (3.8.2010) de **M. Jean Colombara (ADR)** concernant **l'Integrated BioBank Luxembourg (IBBL):**

Betreffend die Personalpolitik in der Integrated BioBank Luxembourg (IBBL) im Bereich des CRP-

Santé wechseln sich regelmäßig neue Leute an der Spitze ab. Es gab bereits eine lange Liste ausgezeichnete nationaler und internationaler Wissenschaftler, die den Weg in dieses Forschungszentrum gefunden hatten und nach einer mehr oder weniger langen Aufenthaltszeit das Handtuch geworfen haben.

Im vergangenen Jahr wurde mit Dr. Robert Hewitt ein Spitzenwissenschaftler als Direktor eingesetzt, der in aufsehenerregenden Interviews seine Ziele darlegte und die Vision für die nationale Biobank schilderte. Laut meinen Informationen soll nun auch Dr. Hewitt aus der Leitung des IBBL ausgeschieden sein.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Stimmt es, dass Dr. Robert Hewitt seine Stelle als leitender Direktor der IBBL aufgegeben hat? Wenn ja, seit wann und warum?

2) Auf der Internetseite der IBBL (www.ibbl.lu) gibt es keinen Anhaltspunkt mehr darüber, wer der leitende Direktor ist. Demgegenüber findet sich nun ein Grußwort des Präsidenten der IBBL auf der Eröffnungsseite. Hat er die Führung demnach übernommen?

3) Auch auf der Internetseite von LinkedIn, einem Netzwerk für Akademiker, findet man keine Spur über die vergangene oder aktuelle Tätigkeit von Dr. Robert Hewitt. Auch andere Wissenschaftler haben in ihrem CV die Episode CRP-Santé ausgeblendet. Was sind die Gründe dafür?

4) Was sind die Ursachen für dieses „Brain-Drain“-Phänomen?

Réponse commune (6.9.2010) de **M. François Biltgen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*, et de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Der ehrenwerte Abgeordnete scheint in seiner Fragestellung davon auszugehen, dass es sich bei der Integrated BioBank of Luxembourg (IBBL) um eine Abteilung des CRP-Santé handelt. Im Vorfeld sei hierzu angemerkt, dass die IBBL nicht Teil des CRP-Santé ist, sondern 2008 als gemeinsamer kollaborativer Zusammenschluss der Universität Luxemburg und der drei Forschungszentren CRP-Santé, CRP Henri Tudor und CRP Gabriel Lippmann in Form einer gemeinnützigen und unabhängigen Stiftung mit eigenem Aufsichtsrat gegründet wurde.

Im Sommer 2009 wurde ein Direktor der IBBL ernannt, der diesen Posten Anfang 2010 allerdings in beiderseitigem Einverständnis verlassen hat, mit dem Vorhaben, ein unabhängiges Beratungsunternehmen im Biobankbereich in Frankreich zu gründen.

In Dr. Bob Phillips wurde ein hervorragender Nachfolger gefunden, der seit dem 15. Juli 2010 die IBBL leitet. Vor seiner Ernennung war Dr. Phillips unter anderem Deputy Director des Ontario Institute for Cancer Research und Executive Director des Canadian Partnership for Tomorrow Project. Umfassende Kenntnisse im biomedizinischen Bereich, insbesondere in der Anwendung von neuesten wissenschaftlichen Entwicklungen im Bereich der personalisierten Medizin, machen Dr. Phillips zu einem wertvollen Partner sowohl

für Forschungsinstitute als auch für den gesamten Gesundheitssektor.

Dr. Phillips wird die Aufbauarbeit der IBBL, die unter dem vorhergehenden Direktor begonnen wurde, weiterführen. Es ist geplant, dass die IBBL und ihr neuer Direktor nach den Sommerferien den Parlamentsausschüssen „Gesundheit“ und „Forschung“ ihre weiteren Pläne vorstellen werden.

Den Ministern für Forschung und für Gesundheit ist nicht bekannt, dass andere Wissenschaftler die IBBL in der kurzen Zeit ihres Bestehens verlassen hätten. Dass in einem Forschungsinstitut wie dem CRP-Santé ein regelmäßiger Austausch von Forschern erfolgt, ist nicht nur Ausdruck einer dynamischen Forschungslandschaft, Mobilität ist vielmehr Bestandteil einer richtig verstandenen Forschungspolitik.

Der Beruf des Forschers bedingt, vor allem in der ersten Phase seiner beruflichen Karriere, generell eine höhere Mobilität als andere Berufe, was dazu führt, dass auch in den luxemburger Forschungszentren ein regelmäßiger Austausch von Forschern erfolgt.

Auch die „Abwanderung“ von Forschern im Laufe ihrer Berufslaufbahn in Richtung Privatwirtschaft und öffentliche Verwaltung muss unter dem Strich als Kompetenzgewinn für die Gesellschaft angesehen werden. Hier spricht man richtigerweise eher von „Brain-Circulation“ als von „Brain-Drain“.

Es sei hierzu ebenfalls erwähnt, dass die ATTRACT- und PEARL-Programme des Nationalen Forschungsfonds die Mission haben, junge, gut ausgebildete und brillante Forscher aus dem Ausland (wieder) nach Luxemburg zu ziehen, damit sie mit ihren Fähigkeiten der Entwicklung der Forschungslandschaft in Luxemburg zur Verfügung stehen.

Question 0818 (3.8.2010) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant le **projet de centre de gériatrie et de rééducation du Centre Hospitalier Emile Mayrisch et de la Fondation François-Elisabeth**:

Vor drei Jahren wurde in der nationalen Presse die Nachricht kundgetan von einer Zusammenarbeit zwischen dem Centre Hospitalier Emile Mayrisch (CHEM) und der Fondation François-Elisabeth zwecks Vorbereitung und Umsetzung eines gemeinsamen Projektes zur Betreibung einer „Geriatric und Reeducationsklinik“. Zu jenem Zeitpunkt wurde in diesem Sinne eine Absichtserklärung unterzeichnet.

Konkret ging es darum, eine zukünftige Zusammenarbeit bei der Entstehung einer großen medizinischen Struktur im Bereich der Geriatrie und der Reeducation in die Wege zu leiten.

In einzelnen Presseberichten aus dieser Zeit wurde von einer dreijährigen Vorbereitungsphase gesprochen. Diese Phase wäre demnach abgeschlossen.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Was ist aus dieser Projektidee geworden?

2) Bleibt das Projekt heute noch aktuell angesichts der Millionendefizite in der Staats- und der Gesundheitskasse?

3) Sind die Vorbereitungsarbeiten in der Tat mittlerweile gediehen und zu einem Abschluss gekommen?

4) Wie sieht das Projekt einer von CHEM-FFE betriebenen Geriatrie und Reeducationsklinik konkret aus?

5) Wo wird der Standort der Klinik schlussendlich sein? In Düdelingen, oder sind noch andere Standorte im Gespräch?

6) Falls es in Düdelingen sein wird, was wird dann aus der derzeitigen CHEM-Annexe werden? Ist es denkbar, dass Düdelingen zwei Kliniken erhält und behalten kann?

Réponse (22.9.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député se réfère à la déclaration d'intention entre le Centre Hospitalier Emile Mayrisch (CHEM) et la Fondation François-Elisabeth (FFE) relative à une collaboration entre les deux établissements tendant à la création d'une nouvelle structure hospitalière commune en matière gériatrique et géronto-rééducative, qui fut signée en date du 17 juillet 2007.

Cette idée de projet était née d'un échange de vues au sein du Conseil de Gouvernement sur les défis d'une future planification des investissements dans les infrastructures hospitalières. J'y avais souligné que les besoins de la population en services de santé sont en mutation du fait que le pourcentage des personnes âgées dans la population résidente devient de plus en plus important.

Étant donné que ceci implique que les soins requis seront de plus en plus typiques pour une population vieillissante présentant un plus grand volet «rééducation et convalescence», cette idée de projet reste toujours d'actualité puisqu'elle représente un réel besoin au niveau de la population. Le concept final de la prise en charge intégrée des patients est élaboré dans le contexte plus global d'une modernisation et d'une réorientation des infrastructures hospitalières dans le Sud du pays telles que prévues dans le programme gouvernemental.

Dans le cadre de l'élaboration de la déclaration d'intention du 17 juillet 2007, les parties signataires avaient convenu que la nouvelle structure serait implantée sur un site se trouvant sur le territoire de la ville de Dudelange. À ma connaissance, d'autres sites d'implémentation ne sont actuellement pas en discussion.

J'aimerais informer l'honorable Député de même que la déclaration d'intention entre le CHEM et la FFE précise que leur «vision stratégique commune consiste en la création d'une structure spécialisée en gériatrie dans la région hospitalière sud, complémentaire aux établissements dits aigus et en remplacement des structures actuelles de la Clinique Ste Marie et du CHEM-site Dudelange en fin de période d'exploitation».

Question 0819 (3.8.2010) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant le **logement encadré**:

Die Servior-Jahresbilanz 2009 wurde vor einigen Wochen vorgestellt. Die Verwaltungsgesellschaft der staatlichen „Maisons de soins“ und „CIPA“ ist mit über

1.500 „Kunden“ der größte Dienstleister in diesem Versorgungssegment.

Die Zukunftsstrategien sind von großem Interesse. Der Bereich „Logement encadré“ soll gegenüber dem Sektor CIPA bevorzugt werden und die Wohnungskapazität soll von derzeit 1.500 auf 2.000 Einheiten hochgeschraubt werden. Dieser Strategiewechsel gründet auf der Tatsache, dass die Senioren heute lieber in ihren eigenen vier Wänden leben wollen als in einer gemeinschaftlichen Struktur wie dem CIPA.

Konkrete Marktindikatoren würden diesen Trend bestätigen. Dabei sind die „eigenen vier Wänden“ im „Logement encadré“-Konzept nicht das eigene Zuhause, sondern eine fremde Struktur mit potenziellem Entwurzelungssyndrom für die Betroffenen und ihre Familien.

Zu bemerken ist, dass zu Hause genauso wie im „Logement encadré“ gesicherte Wohnverhältnisse geschaffen werden könnten. Technologien könnten zum Einsatz kommen (Falldektoren, Telealarm, Sensoren...) und die ambulante Pflege könnte alle möglichen gesundheitstechnischen und sozialen Hilfsleistungen anbieten.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Gibt es in Luxemburg eine objektive Studie über die Wünsche und Erwartungen der Generation 65+, was ihre Wohnverhältnisse im Alter betrifft?

2) Inwiefern liegen diese Wünsche und Erwartungen im europäischen Trend oder aber weichen sie vom europäischen Durchschnitt ab?

3) Wie kann der erste Berater der Familienministerin, der auch gleichzeitig Verwaltungspräsident von Servior ist, behaupten, dass das „Logement encadré“ das von den Senioren gewünschte Wohnmodell darstellt und so den Weg freimacht, um in diesem Bereich noch aktiver zu werden?

4) Denkt die Ministerin nicht auch, dass es neben dem CIPA und dem „Logement encadré“ auch noch das eventuell viel mehr gewünschte Zuhause gibt (das Modell des „Maintien à domicile“) und dass es vor allem der Servior-Gesellschaft ein Anliegen sein müsste, in diesen Bereich zu investieren, nämlich in Telecare und AAL (ambient assisted living)? Gibt es strategische Überlegungen in diese Richtung und einen zugehörigen Zeitplan für die Umsetzung? Gibt es budgetäre Mittel, um AAL-Lösungen in Luxemburg umzusetzen?

5) Wie viele Menschen in Luxemburg wünschen sich, in den eigenen vier Wänden weiterleben zu wollen, und wie viele Menschen können es in der Praxis auch so tun?

6) Was gedenkt die Regierung zu tun, um den Anspruch und die Realität in Anlehnung an die Wünsche der Betroffenen weiter aneinander heranzuführen? Welche konkreten Maßnahmen sind in dieser Legislaturperiode vorgesehen?

Réponse (26.8.2010) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

In den Monaten Juni/Juli 2009 hat Servior in Zusammenarbeit mit der Universität Luxemburg eine schriftliche Umfrage unter dem Titel „Décidez vous-même de votre façon de vivre l'avancée dans l'âge“ bei der Altersgruppe 55+ durchgeführt. Verschiedene

Fragen behandelten die Wünsche und Vorstellungen zu zukünftigen Wohnverhältnissen.

Aus den Antworten zu diesen Fragen ging hervor, dass 80% der in Luxemburg lebenden über 55-Jährigen heute in ihrem Wohneigentum leben und dies auch im (späteren) Alter möchten.

71,72% bekundeten ein Interesse an altengerechten Wohnungen.

Des Weiteren war mit etwas mehr als 48,58% das „Logement encadré“ die Wohnform, die in den meisten Antworten als bevorzugte institutionelle Lösung angegeben wurde. Somit lag sie deutlich vor der Wohnform „Centre intégré pour personnes âgées“ (CIPA) mit 19%.

Sehr unterschiedliche Faktoren sind maßgebend für die Formulierung von Wünschen und Erwartungen. Die eigene Wohnsituation, die nationalen sozialen Gesetzgebungen, die persönliche Lebenssituation und die finanziellen Möglichkeiten des Einzelnen spielen jeweils eine unterschiedlich große Rolle.

Sind in Luxemburg 71% der Haushalte Eigentümer der Wohnung, in der sie leben, so sind es in Deutschland gerade mal 46%. Weiß man, dass grundsätzlich Personen, die in einem Mietverhältnis leben, Wohnungswechsel einfacher in Erwägung ziehen als Wohnungseigentümer und koppelt man dieses Wissen an die länderspezifischen sozialen Gesetzgebungen, so werden Vergleiche hier mehr als gewagt.

Es ist jedoch darauf zu verweisen, dass zum Beispiel in Deutschland das „betreute Wohnen“ in gleichem Maße zum Standardangebot für ältere Menschen gehört wie Alten- und Pflegeheime und dass es länderspezifischen Regelwerken unterliegt.

In den letzten 20-30 Jahren beruhen die von der luxemburgischen Regierung getroffenen soziopolitischen Maßnahmen für die ältere Generation, im Besonderen auch für pflegebedürftige Personen, auf dem Prinzip „ambulant vor stationär“.

Meistens wird eine institutionelle Wohnform vom Einzelnen erst dann in Betracht gezogen, wenn die Lebensumstände es der älteren Person nicht mehr erlauben, zu Hause gut versorgt zu werden. Neben dem Grad an Pflegebedürftigkeit sind oft die Isolation und das Risiko einer möglichen Vereinsamung maßgebend für den Wechsel in eine Institution. Hier sei erwähnt, dass das durchschnittliche Alter beim Eintritt in ein CIPA oder ein Pflegeheim bei über 81,5 Jahren liegt.

Aus dem Generalbericht der Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS) über die soziale Sicherheit geht konkret hervor, dass ein sehr niedriger Anteil der Pflegeversicherungsempfänger in Institutionen lebt. Im Jahre 2008 waren das 3.387 Personen gegenüber 7.223 Personen, die in privaten Haushalten versorgt wurden.

In Bezug auf die Fragen zu AAL (ambient assisted living) und Telecare sei es erlaubt, auf die Antwort des Hochschul- und Forschungsministers auf Ihre parlamentarische Anfrage Nr. 0733 zu verweisen. Über die hier beschriebenen jährlichen Investitionen von 600.000 € hinaus sind zum jetzigen Zeitpunkt keine weiteren budgetären Mittel im öffentlichen Haushalt vorgesehen.

Konkret bietet die nationale Plattform des Telealarms „Sécher Doheem“ eine Reihe von Alternativen zum klassischen Rufsystem an, weitere Dienste in Bereich der Sicherheit werden vom Hilfsnetz „Help“ in Partnerschaft mit einer privaten Firma angeboten. Servior ist zurzeit im Begriff, AAL und Telecare in seinen eigenen betreuten Wohnstrukturen einzuführen beziehungsweise zusammen mit Promotoren entsprechende Wohnstrukturen zu planen und zu realisieren.

Die Förderung der sozialen Partizipation aller Bürger gehört sicherlich mit zu den Aufgabefeldern des Staates und der Kommunen. Um dies für ältere und im Besonderen auch für Menschen mit physischen Behinderungen gewährleisten zu können, muss der öffentliche Raum bestmöglich nach den Prinzipien der Barrierefreiheit und der Zugänglichkeit gestaltet werden. Auch sei darauf verwiesen, dass im aktuellen Regierungsprogramm eine Analyse der bestehenden nationalen Gesetzgebung von 2001 sowie eine sich daraus eventuell ergebende Erweiterung vorgesehen sind.

Question 0820 (3.8.2010) de M. Jean Colombero (ADR) concernant la corruption dans le secteur de la santé:

In den internationalen Presseorganen wird immer wieder über das Thema „Korruption im Gesundheitswesen“ berichtet. Stellvertretend für dieses vermeintliche Phänomen ist wohl das Buch von Hans Weiss „Korrupte Medizin“, welches die Praktiken der schwarzen Schafe in der Pharmaindustrie, in Kliniken und ähnlichen Versorgungsstrukturen aufzeigt. Auch in einem Beitrag in der Newsletter des Gesundheitsministeriums „InSight Santé-Sécu“ wurde vor kurzem auf die Korruption im Gesundheitswesen allgemein hingewiesen. Anhand von Langzeit-Erfahrungsdaten könnte demnach darauf geschlossen werden, dass zirka 10% des Haushalts der Gesundheitskassen nicht am Ziel ankommen, sondern in die falschen Hände gelangen, also für Korruption, Zweckentfremdungen und Betrug und so dem Leistungsvermögen des Systems verloren gehen.

In Luxemburg scheint die Korruption im Gesundheitswesen kein großes Thema zu sein. Dennoch scheint es ansatzweise Probleme in diesem Bereich zu geben. Zumindest weist ein Bericht des „Health Consumer Powerhouse“-Forschungszentrums (Euro Health Consumer Index 2009) auf ein auch in diesem Lande identifiziertes Phänomen hin, z. B. „informelle Zahlungen“ an Ärzte.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Falls es Korruption in unserem Gesundheits- und Sozialwesen geben sollte, wäre hier nicht ein Terrain, auf dem Geld gespart werden könnte, um das Defizit zu verringern?

2) Sind konkrete Maßnahmen seit der Veröffentlichung des Beitrags „Aktiv gegen Lug und Betrug im Gesundheitswesen“ durch die angesprochenen Ministerien eingeleitet worden?

3) Welche Resultate wurden bisweilen erbracht? Wie viel Geld wurde konkret sichergestellt?

4) Wie viel weiteres Potenzial gibt es in Luxemburg, um auf dieser

Ebene im Gesundheitswesen einzusparen?

5) Wie geht die für die Aufdeckung der Korruption eingesetzte Untersuchungskommission konkret vor?

6) Gedenkt der Minister, im gleichen Maße und mit der gleichen Härte und Entschlossenheit gegen Korruption im System vorzugehen, wie er gegen Krankenscheinautomaten und ihre Nutzer bereits vorgeht?

Réponse (7.9.2010) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale:

La question de l'honorable Député se concentre sur une corruption hypothétique dans notre système de soins de santé. Or, dans l'article de la publication «InSight», l'auteur essayait de sensibiliser sur l'ensemble des phénomènes complexes et illégitimes, desquels peut résulter un appauvrissement des ressources de la sécurité sociale qui devient victime de ces phénomènes. L'article se basait sur des recherches faites par l'association internationale «Transparency international» et les publications de l'EHFCN (European Health Fraud and Corruption Network).

La corruption en tant que telle, par laquelle l'on procure un avantage par bienveillance et par laquelle on obtient en retour des faveurs de la part du corrupteur apparaît souvent comme une relation licite et est moins bien détectable que les cas de manœuvres frauduleuses, de l'usage de faux, de faux en écritures, d'assertions fausses, d'abus de confiance, etc.

1) Il est d'évidence que l'ensemble des phénomènes évoqués dans «InSight» conduit à des pertes financières qui, s'ils pouvaient être empêchés ou réduits, contribueraient positivement à l'équilibre financier.

2) À l'heure actuelle, la Caisse Nationale de Santé poursuit un certain nombre d'actions pénales qui se trouvent au niveau de l'instruction judiciaire/policière dans une phase non publique. D'autres affaires sont au niveau d'appel devant les juridictions pénales. Un certain nombre d'affaires est en instruction interne et les résultats des analyses statistiques et autres détermineront les moyens mis en œuvre pour leur poursuite. La Caisse Nationale de Santé surveille systématiquement les cas d'abus de consommation des assurés, notamment dans le domaine de la consommation de médicaments et prononce régulièrement des sanctions statutaires. En cas de récidive, elle récupère normalement la contre-valeur des prestations indues par les mécanismes de compensation prévues par le Code de la sécurité sociale.

3) Les créances en faveur de la CNS nées des actions antifraude et antiabus, notamment lorsqu'il s'agit de prestataires, sont normalement récupérées par compensation. Il est difficile de chiffrer ces montants qui parfois demeurent irrécupérables du fait de l'insolvabilité ou du décès des débiteurs.

4) Les expériences internationales montrent que, suivant les institutions sociales concernées, l'ensemble des phénomènes évoqués peut atteindre un taux de 10% du chiffre d'affaires. On estime internationalement que la fraude pure et dure peut atteindre un taux avoisinant 2%, le restant étant dû à d'autres situations allant de la simple ignorance ou de la mauvaise interprétation de la législation applicable jusqu'à l'abus de droit intentionnel.

5) La commission de surveillance est actuellement saisie d'un certain nombre d'affaires qui ne relèvent pas du domaine de la fraude ou de la corruption mais plutôt de la présomption d'interprétation abusive des dispositions tarifaires. Les affaires sont soit toujours en instruction auprès de la commission de surveillance, soit pendantes devant les juridictions sociales.

6) Au cas où des présomptions concrètes de corruption seraient décelées, il est tout à fait clair que les instances compétentes prendront les mesures adéquates pour contrarier de tels développements.

Question 0823 (4.8.2010) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant l'emploi de la langue luxembourgeoise dans les questionnaires sur l'enseignement fondamental:

Madame la Ministre de l'Éducation nationale a fait effectuer récemment une étude visant à recueillir des impressions des enseignants et des parents d'élèves sur les réformes introduites au niveau de l'enseignement primaire, dit maintenant «enseignement fondamental». Elle a par la suite présenté les résultats de cette étude à la commission parlementaire compétente.

À cette occasion, elle a informé les députés que le questionnaire avait servi à la collecte des données brutes avait été établi en allemand, français et portugais, mais non en luxembourgeois. Comme la langue luxembourgeoise est l'unique langue nationale du pays et, ensemble avec le français et l'allemand, une des trois langues administratives du pays, on peut s'étonner de ce choix, d'autant plus que le portugais ne jouit pas d'un statut officiel au Luxembourg.

Nous nous trouvons ainsi dans une situation où des résidents non luxembourgeois sont favorisés par rapport aux Luxembourgeois, du fait qu'ils peuvent répondre dans leur langue maternelle à un questionnaire établi sous la responsabilité du Gouvernement.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale:

1. Pourquoi Madame la Ministre a-t-elle opté, dans le cadre de l'établissement du questionnaire évoqué ci-dessus contre l'emploi de la langue luxembourgeoise, langue nationale et administrative du Grand-Duché de Luxembourg, tout en favorisant une autre langue?

2. Est-ce que Madame la Ministre de l'Éducation nationale a dû avoir recours à des traducteurs ou autres agents extérieurs pour l'établissement du questionnaire et/ou le dépouillement des données recueillies dans une langue n'ayant pas le statut d'une langue administrative au Luxembourg? Quels ont été ces agents et comment ont-ils été choisis?

3. Quels ont été les coûts supplémentaires occasionnés par l'utilisation de cette langue et sur quel article budgétaire ont-ils été imputés?

Réponse (19.8.2010) de Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

Je souligne tout d'abord que le terme «enseignement primaire» n'a pas été remplacé par celui d'«enseignement fondamental».

L'enseignement fondamental regroupe l'éducation précoce, facultative, l'enseignement préscolaire et l'enseignement primaire qui s'étale comme toujours sur six années d'études. L'introduction du terme «enseignement fondamental» permet de parler de l'ensemble de la scolarité des enfants avant l'entrée au lycée sans avoir besoin d'énumérer les trois types de cet enseignement, précoce, préscolaire et primaire.

Il importe aussi d'appliquer correctement les dispositions de la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues. Le luxembourgeois est la langue nationale des Luxembourgeois, non pas celle du Grand-Duché de Luxembourg.

1. Dans mes communications écrites aux élèves et au personnel des écoles, le français est employé. Il arrive qu'il y ait une traduction allemande. Le luxembourgeois n'est pas utilisé comme langue écrite vu que cela ne correspondrait pas aux usages du pays et que la très grande majorité des Luxembourgeois renâclent sur la lecture de textes rédigés en luxembourgeois et préfèrent lire des documents rédigés en langue allemande ou française.

Les communications orales se font bien entendu le plus souvent en luxembourgeois.

Pour les communications avec les parents, il me paraît pertinent de les faire dans les principales langues utilisées au domicile.

D'après les statistiques du Ministère concernant l'enseignement fondamental, la première langue parlée au foyer est le luxembourgeois pour 46% des élèves, le portugais pour 27%, le français pour 11%.

2. Il y a un certain nombre de collaborateurs des différents services de mon département qui sont portugais ou d'origine portugaise et qui n'ont aucun problème à rédiger et à analyser des textes dans leur langue maternelle. En outre, les médiateurs interculturels sont des personnes de nationalités différentes spécialement engagées pour faciliter le contact avec les familles arrivant au pays et qui aident à la rédaction de tels textes.

3. Il n'y a pas eu de coût supplémentaire engendré par la rédaction en portugais du questionnaire adressé aux parents des élèves de l'enseignement fondamental.

Pour l'analyse des réponses, des médiateurs interculturels ont été payés à l'heure, ce qui a engendré un coût total de 691,95 euros.

Question 0825 (4.8.2010) de M. Carlo Wagner (DP) concernant le conseil d'administration du Centre thermal et de santé de Mondorf-les-Bains:

La loi du 18 décembre 1987 organisant le Centre thermal et de santé de Mondorf-les-Bains stipule que parmi les cinq membres du conseil d'administration nommés et révoqués par le Grand-Duc, trois administrateurs représentent directement l'État et sont proposés respectivement par le Ministre de la Santé, par le Ministre de la Sécurité sociale et par le Ministre des Finances. Deux

administrateurs sont proposés par le Gouvernement en conseil parmi des personnalités du secteur privé, choisies pour leur compétence dans l'administration d'entreprises.

Par arrêté grand-ducal du 31 mars 2008 portant nomination du président et des membres du conseil d'administration du Centre thermal et de santé de Mondorf-les-Bains, une personne a été nommée membre du conseil d'administration du Centre thermal et de santé de Mondorf-les-Bains pour y représenter l'État, et une autre personne a été nommée membre du conseil d'administration du Centre thermal et de santé de Mondorf-les-Bains pour y représenter l'État, et une autre personne a été nommée membre effectif du conseil d'administration du Centre thermal et de santé de Mondorf-les-Bains en remplacement d'un membre, personnalité du secteur privé.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

- Est-ce que la nomination par arrêté grand-ducal du 13 novembre 2009 au conseil d'administration du Centre thermal et de santé de Mondorf-les-Bains d'un nouveau membre effectif non représentatif du secteur privé en remplacement d'un autre membre, personnalité du secteur privé, est conforme à la loi?

- Est-ce que le nouveau membre a été choisi pour sa compétence dans l'administration d'entreprises comme le stipule la loi de 1987?

- Dans la négative, selon quels critères le nouveau membre a-t-il été choisi?

Réponse (3.9.2010) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé:

L'honorable Parlementaire s'enquiert à propos de la nomination d'un membre au conseil d'administration du Centre thermal et de santé de Mondorf-les-Bains.

Le membre nommé par arrêté grand-ducal du 13 novembre 2009 fait partie des administrateurs qui représentent le secteur privé.

En raison des expériences acquises tout au long de sa carrière, ainsi qu'à la fonction de directeur qu'il assume au sein d'un organisme représentatif, ce membre dispose des compétences au sens de la loi modifiée du 18 décembre 1987 organisant le Centre thermal et de santé de Mondorf-les-Bains.

Ledit membre se distingue d'autre part par une profonde connaissance et expérience dans le domaine de la sécurité sociale et de la santé.

Il n'y a donc aucune raison à mettre en cause ladite nomination.

Question 0828 (6.8.2010) de M. Marcel Oberweis (CSV) concernant le plan d'action national en matière d'énergies renouvelables:

Le plan d'action national en matière d'énergies renouvelables a été présenté récemment et un des défis majeurs en est de porter la part des énergies renouvelables à 11% de la consommation finale



d'énergie (contre 1% à l'heure actuelle) et de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 20% jusqu'en 2020.

Il a été par ailleurs précisé que seulement 4% de l'énergie renouvelable seront produits au Luxembourg. À côté de l'énergie éolienne le plan d'action mise sur la biomasse et notamment l'utilisation des déchets de bois et des déchets organiques.

Le Luxembourg a également entamé des pourparlers avec différents États membres de l'Union européenne afin de mettre en valeur l'énergie éolienne en Mer du Nord et en Mer Baltique. Cet engagement est motivé par le fait que le territoire luxembourgeois se prête mal à l'installation généralisée de centrales éoliennes ou hydroélectriques capables d'atteindre les objectifs fixés par le plan d'action.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'état d'avancement des différents projets relatifs à l'installation des centrales éoliennes sur le territoire luxembourgeois? Quels en sont les sites choisis?

- Est-ce qu'on songe au «re-powering» des quatre centrales éoliennes de 500 kW à 2.000 kW (par éolienne) au plateau de Mompach, augmentant la puissance de ce parc éolien de 2 MW à 8 MW?

- Ne devrait-on pas déclasser les deux centrales éoliennes de 1 MW situées au plateau de Putscheid, qui sont d'ailleurs actuellement débranchées du réseau, afin d'y installer deux nouvelles centrales éoliennes d'une puissance d'au moins 2 MW?

- En ce qui concerne l'énergie solaire, ne devrait-on pas élaborer un plan décennal prescrivant les puissances des capteurs solaires thermiques et des panneaux photovoltaïques à installer dans les dix ans à venir?

- Quels sont les projets concrets pour des centrales éoliennes «offshore» dans la Mer du Nord et dans la Mer Baltique?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les différents projets réservés aux mécanismes de développement durable? Ne devrait-on pas songer avant tout à coopérer directement avec les pays cibles, notamment le Sénégal et le Cap-Vert?

Réponse (3.9.2010) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

En ce qui concerne les projets de centrales éoliennes sur le territoire luxembourgeois, je tiens à souligner que mes compétences incluent notamment la définition des objectifs nationaux quant au développement des énergies renouvelables sur le territoire national et la proposition de mesures pour atteindre ces objectifs. Il appartient cependant aux acteurs économiques concernés de décider sur la réalisation de projets dans le domaine des énergies renouvelables. Sur demande, la société SEO, dans laquelle l'État luxembourgeois détient environ 40% des actions et qui est impliquée dans bon nombre de projets éoliens sur le territoire

national, m'a confirmé que plusieurs projets sont en phase d'autorisation sur le territoire national: le parc de Heinerscheid serait complété par une éolienne d'environ 2 MW, trois nouvelles éoliennes de plus ou moins la même puissance seraient prévues dans le parc de Kehmen-Heiderscheid. En plus, deux nouveaux parcs éoliens seraient projetés dans le Sud et le Nord du pays, totalisant entre 20 et 30 MW de puissance nominale.

Les décisions quant à un «re-powering» ou une autre croissance de rendement ou de puissance de centrales éoliennes relèvent de la seule responsabilité des propriétaires respectivement exploitants de ces installations. Ceci inclut également les éoliennes situées sur le territoire de la commune de Putscheid, comme indiqué dans la réponse à la question parlementaire n°0408 du 22 janvier 2010 des honorables Députés Marcel Oberweis et Jean-Paul Schaaf (cf. *compte rendu n°10/2009-2010*).

Concernant la question sur l'élaboration d'un plan décennal de l'énergie solaire, il y a lieu de souligner que c'est précisément le plan d'action national en matière d'énergies renouvelables (NREAP) qui dresse l'évolution jusqu'en 2020 de l'énergie produite à partir de l'énergie solaire thermique et photovoltaïque et de la puissance installée en ce qui concerne l'énergie solaire photovoltaïque. Dans le contexte de l'établissement du NREAP, j'avais invité le 19 avril 2010 les acteurs nationaux du secteur ainsi que les membres des commissions concernées de la Chambre des Députés à un workshop qui a abordé notamment les questions concernant le contexte national et les scénarios pour la réalisation de l'objectif national, dont les évolutions à prévoir pour les différents vecteurs énergétiques, ainsi que les chances des énergies renouvelables pour l'économie nationale.

Concernant la question relative aux projets éoliens «offshore», plusieurs projets de parcs éoliens sont effectivement en cours de réalisation par des investisseurs européens dans la Mer du Nord et la Mer Baltique. Sur demande, la société Enovos m'a confirmé qu'elle a décidé de s'associer au parc éolien offshore «Bard I» dans la zone allemande de la Mer du Nord.

La question soulevée quant aux «mécanismes de développement durable», dénommés par la directive 2009/28/CE comme mécanismes de coopération, tels que les transferts statistiques entre États membres et les projets communs entre États membres ou entre États membres et pays tiers, se distinguent de façon considérable des mécanismes flexibles prévus au protocole de Kyoto en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Tandis que les mécanismes flexibles prévus par le processus de Kyoto permettent la réalisation de projets communs entre le Luxembourg et des partenaires privilégiés de la politique luxembourgeoise en matière de coopération, tels que le Sénégal ou le Cap-Vert, les mécanismes de coopération sont de façon générale limités aux pays européens, à l'exception du domaine de l'électricité renouvelable. En effet, la comptabilisation pour les objectifs en matière des énergies renouvelables est uniquement possible si un pays tiers dispose entre autres d'une interconnexion physique avec le réseau d'électricité

interconnecté européen et si une quantité équivalente à la quantité d'électricité concernée a été physiquement importée dans l'Union européenne.

Question 0836 (11.8.2010) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant **l'accès Internet dans les hôpitaux**:

Das Internet ist als Informations- und Kommunikationsmittel aus dem alltäglichen Leben nicht mehr wegzudenken. Einige Krankenhäuser und Kliniken haben den Nutzen für den Patienten erkannt und bieten diese Mehrwertdienstleistung auf Wunsch den Patienten an.

Das Angebot in den verschiedenen Krankenhäusern und Kliniken ist aber heterogen gestaltet. In verschiedenen Strukturen, wie z. B. in der Zitha-Klinik, kann das Internet kostenlos genutzt werden; im „Hôpital Kirchberg“ erfolgt der Zugang über den Kauf einer Karte mit Guthaben. In den Krankenhäusern des CHEM scheint die Internetnutzung durch die Patienten nicht erlaubt: Hier wird das Signal innerhalb der Gebäude unterdrückt.

Des Weiteren gibt es Internetangebote über Dienste und Infrastrukturen, welche von den Krankenhäuser und Kliniken betrieben werden, derweil es auch externe Anbieter gibt, die über „Hot-spots“ und den Erwerb von kostenpflichtigen Guthabekarten das Internet zugänglich machen.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Gibt es eine einheitliche nationale Strategie, um den Patienten den Zugang zum Internet in den Krankenhäusern und Kliniken zur Verfügung zu stellen?

2) Hat der Minister eine Anweisung diesbezüglich verfasst und an die Verantwortlichen weitergeleitet?

3) Kann der Minister bestätigen, dass mindestens ein Klinikverbund den Internetzugang innerhalb der Strukturen, die er verwaltet, gänzlich untersagt und das Internetsignal unter Umständen technisch unterdrückt?

4) Wer übernimmt in Krankenhäusern und Kliniken, die Internetdienste kostenlos anbieten, die Kosten für dessen Betrieb?

5) Welche gesetzlichen Anforderungen muss ein Krankenhaus beachten, wenn Patienten das Internet am Bett nutzen wollen?

Réponse (22.9.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

L'honorable Député pose un certain nombre de questions relatives aux modalités et aux conditions d'accès au réseau Internet de patients hospitalisés.

Il n'appartient toutefois pas au Ministre de la Santé de réglementer les conditions respectivement les modalités d'accès à Internet proposées par des établissements hospitaliers à leurs patients, alors qu'il s'agit d'une prestation d'agrément ne relevant pas du domaine de la santé publique.

Par ailleurs, les établissements hospitaliers disposent d'une personnalité juridique propre et sont soumis à ce titre aux règles de droit privé ainsi qu'à une autonomie administrative et financière.

Les organismes gestionnaires des établissements hospitaliers déterminent dès lors sans ingérence

du Ministre de la Santé, mais dans le respect des exigences posées par l'Institut luxembourgeois de régulation (ILR), les modalités et conditions dans lesquelles ils entendent offrir cette prestation d'agrément à leurs patients.

Question 0841 (16.8.2010) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant **le chanvre industriel**:

Industrieller Hanf wird als Nutzpflanze angesehen und kann in vielen Bereichen angewendet werden. Die Nachfrage an europäischen Hanffasern ist groß, z. B. in der Automobilindustrie, wo sie als Naturfaser und Verbundwerkstoffe gebraucht werden.

Weil die Hanffasern sich auch gut für die Textilindustrie eignen, kann man auch hier auf eine große Menge Baumwolle verzichten. Auch wird Hanf als Dämmstoff in den Häusern gebraucht und kann so dazu beitragen, dass Kohlendioxid eingespart wird. Generell ist Hanf als nachhaltiges Produkt anzusehen.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Wie stehen die Minister zum Anbau von industriellem Hanf hier in Luxemburg?

2) Gibt es beim Anbau verschiedene Auflagen?

3) Gibt es Unterstützungsprogramme für Firmen oder Bauern im Bereich des industriellen Hanfs, da dieser als nachhaltiges Produkt anzusehen ist?

Réponse commune (17.9.2010) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*, et de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Der Anbau des Hanfs zu industriellen Zwecken (Textilindustrie, Dämmstoff) ist in Luxemburg traditionell nicht verbreitet.

Es existieren keine Auflagen, die in direktem Zusammenhang mit der Produktion von industriellem Hanf stehen. Auch gibt es keinerlei spezielle Unterstützungsprogramme für den Anbau von industriellem Hanf. Es sei aber darauf hingewiesen, dass die landwirtschaftlichen Flächen, auf welchen Ölhaf (zur Erzeugung von Öl) oder Faserhanf (mit Fasern als Haupterzeugnis) angebaut wird, als beihilfefähiges Land im Rahmen der Auszahlung der landwirtschaftlichen Betriebsprämie gelten.

Question 0842 (16.8.2010) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant **l'utilisation du chanvre industriel comme nourriture pour animaux**:

Industriehanf enthält von seiner chemischen Natur her sehr wenig Delta-9-Tetrahydrocannabinol (Delta-9-THC), eine Substanz, die psychotrope Wirkungen hat. Deshalb darf Industriehanf als Nutzpflanze angebaut werden.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Darf in Luxemburg und in der EU Industriehanf an Nutztiere, z. B. an Kühe, verfüttert werden?

2) Wenn ja, muss dies der Behörde gemeldet werden, damit die Milch untersucht wird?

3) Was ist die oberste Grenze für Delta-9-THC in der Milch?

Réponse (17.9.2010) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*:

ad 1) In Luxemburg und in der EU darf Hanf (Cannabis Sativa L.) in Form von Hanfkörnern und Hanfnebenprodukten (Hanf-Expeller, Hanföl, Hanffaser) an Nutztiere verfüttert werden, unter der Bedingung, dass der THC-Gehalt des Hanfes und der Hanfnebenprodukte unter 0,2% liegt. Der Hanf und seine Nebenprodukte sind aufgeführt und beschrieben im Gemeinschaftskatalog der Einzelfuttermittel, die allgemein in der EU als Futtermittel eingesetzt werden. Dieser Katalog ist Teil der Verordnung (EG) Nr. 767/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 13. Juli 2009 über das Inverkehrbringen und die Verwendung von Futtermitteln, zur Änderung der Verordnung (EG) Nr. 1831/2003 des Europäischen Parlaments und des Rates und zur Aufhebung der Richtlinien 79/373/EWG des Rates, 80/511/EWG der Kommission, 82/471/EWG des Rates, 83/228/EWG des Rates, 93/74/EWG des Rates, 93/113/EG des Rates und 96/25/EG des Rates und der Entscheidung 2004/217/EG der Kommission und dient einer harmonischen Kennzeichnung der Futtermittel in der EU. Hanf ist kein Hauptfuttermittel und wird nur sehr selten als Grundfutter eingesetzt. Im Mischfutter kommt Hanf ebenfalls sehr selten vor und wenn, dann auch nur in sehr geringen Mengen.

Gemäß den gemeinschaftlichen Bestimmungen werden jedes Jahr mindestens 30% der Anbauflächen kontrolliert und auf den THC-Gehalt der Pflanzen überprüft. Die Vor-Ort-Kontrolle und Probenentnahme geschieht durch den Prüfdienst des Landwirtschaftsministeriums (UNICO). Die chemischen Analysen werden in einem akkreditierten Prüflaboratorium in Deutschland durchgeführt.

ad 2) Die Verfütterung von Hanf an Nutztiere muss den zuständigen Behörden nicht gemeldet werden.

ad 3) Es gibt in Luxemburg und in der EU keinen gesetzlichen Grenzwert für den THC-Gehalt in der Milch sowie in anderen Lebensmitteln.

Question urgente 0860 (25.8.2010) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant **les droits de l'Homme en Iran**:

Comme Monsieur le Ministre des Affaires étrangères le sait certainement, l'Iran est un pays qui pratique non seulement la torture, mais qui applique en plus fréquemment la peine de mort et ceci souvent par des moyens particulièrement cruels.

Parmi ces procédés inhumains, il faut relever entre autres celui de la lapidation dont sont souvent punis des hommes et des femmes qui, dans l'esprit des lois iraniennes, se seraient rendus coupables de faits tels que l'adultère.

Un cas actuel est celui de Madame Sakineh Mohammadi Ashtiani dont les médias ont parlé amplement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères:

- Quelles sont les actions que Monsieur le Ministre des Affaires étrangères a prises jusqu'à présent à titre national (c'est-à-dire au niveau bilatéral et non au niveau de l'UE ou des Nations Unies) pour communiquer aux autorités iraniennes les préoccupations luxembourgeoises concernant la situation des droits de l'Homme en Iran?

- Monsieur le Ministre est-il intervenu au nom du Luxembourg auprès des autorités iraniennes en faveur de Madame Sakineh Mohammadi Ashtiani ou compte-t-il le faire dans un avenir proche?

Réponse (1.9.2010) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*:

La question de l'honorable Député soulève un point très pertinent et - malheureusement - très actuel quant à la situation des droits de l'Homme en Iran. Il est vrai que Madame Mohammadi Ashtiani a été condamnée à mort par les autorités judiciaires iraniennes, par cette pratique odieuse qu'est la lapidation.

En tant que Ministre des Affaires étrangères, j'ai souligné à maintes reprises que le Luxembourg s'oppose à toute forme de torture et de peine capitale, indépendamment des circonstances. Cette position était d'ailleurs un de mes messages centraux à mon homologue iranien, Monsieur Manoucher Mottaki, qui s'était rendu au Luxembourg le 3 juin 2010 pour une visite de travail. À cette occasion, j'ai souligné que la peine de mort est une punition inacceptable, tout comme les lapidations et les amputations, qui sont des sanctions qu'il faut éliminer. J'ai remis à Monsieur Mottaki une liste de six personnes condamnées à mort en plaçant que leur peine capitale soit commuée et qu'elles soient rejuguées au cours d'un procès équitable et transparent en ligne avec le droit international. Lors de mon entretien avec Monsieur Mottaki, je suis également intervenu en faveur de Madame Shiva Nazar Ahari, défenseur des droits de l'Homme, détenue par les autorités iraniennes sur base d'accusations de tentatives de renverser le Gouvernement. J'ai également manifesté mon incompréhension à l'égard du harcèlement que subissent les représentants de la communauté baha'ie en Iran et j'ai demandé qu'il soit mis fin à leur persécution.

Je me permets de signaler en outre que j'ai appelé, lors de mon intervention devant le Conseil des droits de l'Homme le 3 mars 2010 à Genève, cet organe onusien à suivre de près la situation des droits de l'Homme en Iran. Le 4^e Congrès mondial contre la peine de mort, qui s'est également tenu à Genève le 24 février 2010, fut aussi une occasion pour moi de mettre le doigt sur la persistance de l'Iran d'appliquer la peine capitale.

En ce qui concerne le cas spécifique de Madame Mohammadi Ashtiani, plusieurs démarches de la part de l'UE ont eu lieu. Le 6 juillet 2010, le Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Madame Catherine Ashton, a déjà appelé les autorités iraniennes à se conformer à leurs obligations internationales en matière de droits de l'Homme et à renoncer d'appliquer la peine de mort à Madame Mohammadi Ashtiani. Lorsque les Ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne se réuniront les 10 et 11 septembre à Bruxelles, j'ai l'in-

tention d'intervenir en faveur de Madame Mohammadi Ashtiani en me ralliant à la proposition du Ministre français des Affaires étrangères Bernard Kouchner qui souhaite que le Conseil européen relance ses travaux sur les questions de droits de l'Homme pour prendre de nouvelles mesures contre tous ceux qui en Iran ont organisé la répression.

En tant que Ministre des Affaires étrangères, je vais continuer à défendre les principes des droits de l'Homme dans les enceintes européennes et internationales, ainsi que directement auprès des autorités iraniennes.

Question urgente 0863 (27.8.2010) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant **l'aide du Luxembourg au Pakistan**:

D'après les médias, le Gouvernement en Conseil aurait décidé ce matin d'envoyer un contingent de militaires au Pakistan pour y aider la population en détresse. Cette opération se déroulerait sous l'égide de l'UNICEF.

Si l'on doit se féliciter de l'effort de solidarité du Luxembourg en faveur des sinistrés du Pakistan, il faut se poser en même temps certaines questions concernant les modalités concrètes de cette opération.

Ainsi, on a pu encore entendre hier que les Talibans envisageraient des attaques contre des Occidentaux impliqués dans des opérations d'aide au bénéfice de la population pakistanaise.

En outre, l'armée luxembourgeoise fera cadeau d'une station d'épuration d'eau, de trois camions et d'une jeep au Pakistan. Comme l'épuration d'eau est devenue une des spécialités de l'armée, il faut s'interroger sur les implications de cette donation sur sa fonctionnalité, notamment dans le cadre de l'OTAN et de l'UE.

Par conséquent, j'aimerais poser les questions urgentes suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense:

- Quel sera le statut des militaires luxembourgeois au Pakistan? Est-ce qu'ils bénéficieront des dispositions de la loi sur les Opérations pour le maintien de la paix? Quand et comment la Chambre des Députés sera-t-elle saisie en la matière?

- Comment la sécurité des militaires luxembourgeois sera-t-elle assurée, alors qu'ils devront opérer en civil et qu'ils ne seront pas armés? Est-ce que les autorités pakistanaises se chargeront de leur sécurité et quelles sont, le cas échéant, les garanties obtenues à cet égard par Monsieur le Ministre de la part des autorités du futur pays-hôte? Est-ce que d'autres pays membres de l'Union européenne ou de l'Alliance atlantique envoient également des militaires en civil et non armés au Pakistan?

- Quelles sont les implications de la donation d'une station d'épuration d'eau, de trois camions et d'une jeep sur l'armée luxembourgeoise? Est-ce que le Gouvernement entend remplacer ces équipements et, si oui, dans quels délais?

Réponse (7.9.2010) de **M. Jean-Marie Haldorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

Dès la connaissance de la catastrophe humanitaire au Pakistan,

le Gouvernement luxembourgeois a tenu à répondre de manière urgente aux appels de la communauté internationale et du Gouvernement pakistanais pour venir en aide aux victimes des inondations. Un certain nombre de contributions urgentes ont été immédiatement mises à disposition par l'intermédiaire de la Ministre de la Coopération.

Face à l'ampleur de la catastrophe et aux développements de la situation sur place, le Gouvernement a jugé nécessaire de renforcer son effort en recherchant des moyens luxembourgeois susceptibles de répondre aux besoins sur le terrain. La pénurie en eau potable est actuellement un des problèmes les plus importants auxquels doivent faire face les autorités locales et la communauté internationale. L'armée luxembourgeoise est spécialisée dans la purification d'eau. Il était donc naturel que le Luxembourg envisage un effort particulier dans ce domaine.

De commun accord avec le Président de la Commission des Affaires étrangères, européennes et de la Défense, il a été convenu que le Ministre de la Défense informerait les membres de la Commission des intentions du Gouvernement le 6 septembre au cours d'une séance convoquée spécialement à cet effet.

La contribution luxembourgeoise se fera par la mise à disposition d'une station d'épuration d'une capacité journalière de l'ordre de 30.000 l ainsi que des moyens logistiques nécessaires pour la mise en œuvre de la station. Ces moyens consistent en trois camions ainsi qu'une jeep. La désignation du lieu de déploiement définitif sera étroitement coordonnée avec l'UNICEF et sera probablement au sud du Pakistan dans les environs de Karachi.

Une équipe de neuf personnes composée de membres de l'armée luxembourgeoise accompagnera ce dispositif pour d'abord le mettre en œuvre aussi rapidement que possible et ensuite procéder en parallèle à la formation de personnel local de manière à ce que la station puisse continuer à produire de l'eau potable après le départ de l'équipe luxembourgeoise. Le déploiement de la contribution luxembourgeoise est prévu pour le 19 septembre.

Cette contribution s'inscrit dans le cadre des efforts de l'UNICEF sur place qui est précisément en charge du cluster «Eau potable» et coordonne ainsi avec les autorités pakistanaises toutes ces questions. Il était donc normal que le Luxembourg inscrive son action dans ce cadre, étant donné les liens étroits qui existent depuis de nombreuses années avec cet organisme international. Les Luxembourgeois auront le statut de «consultant expert» pour le compte de l'UNICEF. Ils opéreront en tenue civile. Ils seront notamment en possession d'un visa humanitaire délivré par les autorités pakistanaises à la suite d'une lettre d'invitation par UNICEF et bénéficieront des dispositions sociales prévues pour les employés de l'UNICEF (assurance invalidité et de décès, etc.).

En complément de ceci, ils seront couverts par les mesures contenues dans la loi OMP. En effet, conformément à l'article 2 de la «loi du 2 août 1997 portant réorganisation de l'armée et modification de la loi du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations de maintien de la paix dans le cadre d'organisations

internationales», les articles 9, 12, 16, 17 et 19 à 29 de la loi OMP sont applicables à des «missions humanitaires et d'évacuation».

Comme dans tout État souverain, la responsabilité primaire pour la sécurité publique et le maintien de l'ordre incombe aux autorités pakistanaises. Ceci vaut en particulier pour les personnels de l'UNICEF.

En étant inclus dans le dispositif UNICEF, l'équipe luxembourgeoise bénéficie aussi du «parapluie sécuritaire» de l'ONU - le Department for Safety and Security (UNDSS) - ce qui signifie qu'elle devra se conformer aux recommandations et suivre les directives de celle-ci. Les membres de l'équipe luxembourgeoise figureront aussi sur la liste d'évacuation de l'ONU le cas échéant. En outre, elle bénéficiera de l'appui quotidien des services du UNDSS qui conseillent et encadrent le personnel de l'ONU. Ainsi le UNDSS évalue chaque jour les risques éventuels pour le personnel onusien et émet des recommandations pour leur sécurité. Enfin les Luxembourgeois logeront probablement dans des logements désignés par l'ONU.

Dans son travail journalier l'équipe luxembourgeoise sera également en contact régulier avec les autorités locales dans la mesure où l'UNICEF coordonne de manière permanente avec la National Disaster Management Authority (NDMA) les efforts humanitaires.

Il n'est pas inhabituel d'avoir recours à l'expertise et au savoir-faire militaire dans un contexte humanitaire. On peut citer à titre d'exemple le dispositif belge B-FAST.

Dans le contexte pakistanais la recommandation globale de l'ONU et de l'UE est que l'aide doit être perçue comme neutre, impartiale et indépendante et répondant à des besoins pré-identifiés. Le placement de la contribution luxembourgeoise sous l'égide de l'UNICEF permet de répondre à ces exigences.

Le transfert d'une unité de purification d'eau et des moyens de transport associés restera sans conséquence sur le niveau opérationnel de l'armée ni d'ailleurs pour ce qui est de ses engagements au niveau de l'OTAN ou encore de l'Union européenne. En effet, la station d'épuration transférée sera remplacée sous peu par une nouvelle. L'armée dispose par ailleurs de deux autres unités qui sont pleinement opérationnelles. Pour ce qui est des éléments du charroi, les véhicules concernés sont déjà relativement anciens et leur remplacement était de toute façon déjà prévu dans le cadre d'autres programmes d'acquisition.

Question urgente 0915 (23.9.2010) de **M. Jean Huss** (*déi gréng*) concernant le **mélangé éventuel du vaccin contre la grippe saisonnière avec celui de la grippe dite porcine**:

À l'issue des campagnes de vaccination contre le virus A/H1N1, un certain nombre de pays (France, Suède, Finlande, etc.) constatent actuellement un nombre anormalement élevé d'un effet secondaire neurologique grave, la narcolepsie avec cataplexie, qui touche surtout des jeunes ayant été vaccinés contre le virus A/H1N1. Ceci pose

la question d'un lien direct entre vaccination et apparition de ce type de maladie grave.

En Finlande une augmentation significative de cette maladie a été constatée. En réaction à ces cas anormaux d'apparition de la narcolepsie en Finlande, les autorités sanitaires de ce pays ont suspendu les vaccinations avec le Pandemrix jusqu'à la clarification de la corrélation entre vaccination et complications neurologiques graves.

Dans ce contexte, j'aimerais avoir les renseignements suivants:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de la corrélation entre la vaccination contre le virus A/H1N1 et l'apparition des effets secondaires mentionnés? Monsieur le Ministre dispose-t-il d'informations supplémentaires à ce sujet?

- Quel est le bilan provisoire d'effets secondaires dus à la vaccination contre le virus A/H1N1 au Luxembourg?

Selon mes informations il existe une recommandation de l'OMS et de la FDA américaine d'ajouter la souche de l'A/H1N1 dans les vaccins pour les campagnes de vaccination contre la grippe saisonnière de 2010.

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer cette recommandation?

- Est-ce que les vaccins commandés pour la campagne 2010 contre la grippe saisonnière au Luxembourg contiennent également la souche en question?

- Dans l'affirmative, est-ce qu'on ne devrait pas retirer, au moins provisoirement, ce vaccin?

Réponse (29.9.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

- La direction de la Santé ainsi que le Ministère ont été informés d'une investigation en cours concernant une augmentation de l'incidence de la narcolepsie en Finlande et en Suède depuis début 2010, de cause actuellement inconnue. Bien qu'aucun autre pays n'ait à ce jour constaté un nombre accru de cas de narcolepsie, l'association temporelle de cette maladie avec la pandémie de grippe A/H1N1 et la vaccination en Finlande et en Suède ont laissé suspecter la possibilité d'une association entre la narcolepsie et l'exposition au virus A/H1N1, sous sa forme naturelle ou sous sa forme atténuée vaccinale.

- Le rapport de l'European Centre for Disease Prevention and Control (ECDC) du 23 septembre précise qu'aucune augmentation de l'incidence de la narcolepsie n'a été notifiée au sein d'autres États membres. La France et son système de pharmacovigilance (auquel le Luxembourg est associé) a rapporté six cas de narcolepsie survenus après la vaccination chez trois enfants et trois adultes (cinq après Pandemrix et un après Panenza), ce qui n'est pas supérieur à l'incidence attendue de cette maladie dans la population générale. En Allemagne, un seul cas de narcolepsie a été rapporté dans ce contexte.

Ces données de pharmacovigilance font actuellement l'objet d'une évaluation par l'EMA en collaboration avec les autorités



de santé européennes, dont l'Afssaps.

Aux États-Unis d'Amérique, aucune notification de narcolepsie n'a été transmise au système national de surveillance des événements indésirables survenus à la suite d'une vaccination¹. À ce stade, un lien entre la vaccination contre la grippe A/H1N1 et la survenue de narcolepsie n'a pas été établi.

- Comme dans tous les pays, nous avons établi un système de pharmacovigilance spécifique pour surveiller les effets secondaires éventuellement reliés à la vaccination contre A/H1N1 au Luxembourg. Tous les médecins ont eu des formulaires spécifiques de notification d'effets secondaires graves, et les personnes vaccinées pouvaient prendre contact avec nos services via l'Infoline organisée pendant toute la campagne de vaccination par l'Administration des services de secours.

13 notifications ont été adressées à mes services par des médecins et deux par des infirmières signalant: trois réactions neurologiques, dont une perdurant plusieurs semaines; un cas d'adénopathies (gonflement des ganglions) importantes; un cas d'urticaire perdurant trois jours; cinq cas de douleurs musculaires intenses perdurant plusieurs jours à plusieurs semaines; quatre cas de symptômes grippaux (fièvre élevée, céphalées, vomissements) pendant deux à trois jours. Une femme enceinte a fait une fausse couche 44 jours après une injection de vaccin; elle prenait aussi d'autres médicaments et un lien de cause à effet avec le vaccin n'a pas pu être établi. Environ 80 personnes ont contacté l'Infoline pour signaler des effets secondaires connus: douleurs au site d'injection et symptômes pseudo-grippaux comme fièvre,

céphalées, fatigue, nausées, vomissements, ainsi que deux réactions allergiques transitoires ne nécessitant pas de soins stationnaires.

- L'OMS a effectivement recommandé d'inclure la souche vaccinale du virus pandémique A/H1N1(2009) dans le vaccin contre la grippe saisonnière 2010/2011 puisque la saison grippale dans l'hémisphère sud a montré que c'est encore cette souche-là qui circule majoritairement.

- Comme chaque année, tous les producteurs de vaccin ont suivi les recommandations de l'OMS concernant la composition des vaccins contre la grippe saisonnière 2010/2011. Les vaccins qui seront utilisés au Luxembourg afin de protéger la population à risque contiennent donc la souche vaccinale du virus pandémique A/H1N1(2009).

- À l'heure actuelle, l'existence d'un lien causal entre les vaccins pandémiques ou le virus A/H1N1 et la narcolepsie n'est pas établie.

L'OMS, l'ECDC, l'EMA et le CDC américain n'ont à ce jour pas remis en question le bien-fondé des recommandations vaccinales contre la grippe saisonnière avec les vaccins saisonniers tels qu'ils ont été produits. Le Luxembourg entend se conformer à l'avis de ces experts et protéger sa population à risque contre la grippe selon les recommandations en vigueur. En cas de modification des recommandations vaccinales pour la saison, la direction de la Santé ne manquera pas d'en informer la population ainsi que le corps médical et les professionnels de santé.



¹ http://www.cdc.gov/vaccinesafety/Concerns/h1n1_narcolepsy_pandemrix.html

Question urgente 0920 (24.9.2010) de M. Félix Braz (déi gréng) concernant le Centre de séjour pour étrangers en situation irrégulière:

L'arrêt de la Cour administrative (n° du rôle 25559C), audience du 2 avril 2009 stipule à la page 6 que le Centre de séjour pour étrangers en situation irrégulière dans la prison de Schrassig ne pourra plus servir à cet effet à partir du 1^{er} octobre 2010. L'arrêt de la Cour ne fait que confirmer la décision du Tribunal administratif. L'échéance du 1^{er} octobre 2010 a été fixée par la Cour pour donner au Gouvernement un délai de deux ans après l'entrée de la loi du 29 août 2008.

Sachant que le nouveau Centre de rétention, où les retenus seront placés après le 1^{er} octobre 2010, n'est pas encore prêt, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration:

- Pourquoi le Gouvernement a-t-il laissé passer le temps sans agir?

- Étant donné que la prison de Schrassig ne sera plus disponible comme centre de séjour pour étrangers en situation irrégulière à partir du 1^{er} octobre 2010, quelle solution le Gouvernement envisage-t-il pour se conformer à l'arrêt de la Cour?

Réponse (27.9.2010) de M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:

1. Le Gouvernement n'a pas laissé passer le temps sans agir, au contraire. Actuellement le gros-œuvre du Centre de rétention situé à Findel est terminé. Le Centre sera opérationnel au printemps 2011. Le Centre dispose actuellement d'une équipe de cinq agents. Trois agents supplémentaires sont en voie de recrutement et deux autres postes vacants seront pourvus dans un proche avenir.

2. L'article 16.1 de la directive 2008/115/CE du 16 décembre 2008, dite «Directive Retour», dispose que «1. La rétention s'effectue en règle générale dans des centres de rétention spécialisés. Lorsqu'un État membre ne peut les placer dans un centre de rétention spécialisé et doit les placer dans un établissement pénitentiaire, les ressortissants de pays tiers placés en rétention sont séparés des prisonniers de droit commun.»

L'article 120 de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration prévoit un placement en rétention dans une «structure fermée».

La «Directive Retour» prévoit donc soit que les États membres aient construit un établissement destiné uniquement au placement des retenus, soit qu'ils placent les retenus dans un établissement pénitentiaire à condition de les séparer des prisonniers de droit commun. Ainsi, le placement par le Gouvernement luxembourgeois des personnes retenues au sein du Centre pénitentiaire dans une unité séparée de celles des détenus et prévenus répond parfaitement aux dispositions de la «Directive Retour» et est à considérer comme placement dans une structure fermée appropriée. De même, l'article 120 de la loi du 29 août 2008, bien qu'antérieur à la directive, correspond aux prescriptions de cette dernière.

Si le Gouvernement est pleinement conscient de la jurisprudence de la Cour administrative ayant fixé un ultimatum au 1^{er} octobre 2010, il estime au vu des progrès d'ores et déjà réalisés en matière de construction et d'organisation du Centre de rétention en phase d'achèvement et compte tenu de la directive prévoyant la possibilité d'un placement dans un centre pénitentiaire, que la structure fonctionnant actuellement au sein du Centre pénitentiaire devrait pro-

visoirement continuer à être considérée comme établissement approprié au sens de la loi précitée du 29 août 2008 jusqu'à la mise en service opérationnelle du Centre de rétention.

Question urgente 0939 (5.10.2010) de M. Félix Braz (déi gréng) concernant le Centre de séjour pour étrangers en situation irrégulière:

En réponse à la question urgente n°0920 (cf. ci-dessus) Monsieur le Ministre a indiqué que le nouveau Centre de rétention sera opérationnel au printemps 2011 et a accordé un effet limité à l'arrêt de la Cour administrative du 2 avril 2009 qui dit en substance que la rétention de personnes en situation irrégulière au Centre pénitentiaire luxembourgeois de Schrassig est contraire à la loi à partir du 1^{er} octobre 2010.

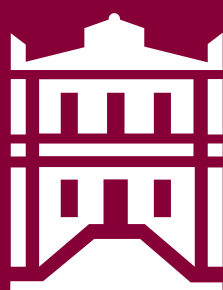
En date du 4 octobre 2010 le Tribunal administratif vient de confirmer que le Centre de rétention provisoirement établi dans l'enceinte de la prison de Schrassig n'est pas conforme à la loi.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre:

- De quelle façon Monsieur le Ministre entend-il se conformer à l'arrêt du Tribunal administratif du 4 octobre?

Réponse (6.10.2010) de M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:

En réponse à la question de l'honorable Député, je tiens à préciser que le Gouvernement a fait appel du jugement en question. En attente d'une décision définitive de la Cour administrative il n'y a pas lieu de se prononcer sur d'autres suites éventuelles à donner à ce jugement.



CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

d'Chamber live

Chamber TV

och an der Rediffusioun

all Sëtzungsdag

vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.